

Entente de règlement relative aux Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations, au principe de Jordan et au groupe Trout

Table des matières de l'Entente de règlement

ARTICLE 1 - INTERPRÉTATION	10
1.01 Définitions	10
1.02 Rubriques	26
1.03 Sens élargi.....	26
1.04 Interprétation.....	26
1.05 Renvois législatifs	26
1.06 Jour ouvrable	26
1.07 Monnaie	26
1.08 Indemnité globale.....	27
1.09 Annexes.....	27
1.10 Portée de l'Entente	27
1.11 Droit applicable	27
1.12 Exemplaires	27
1.13 Langues officielles	28
1.14 Rôle de supervision continu de la Cour	28
ARTICLE 2 - DATE DE PRISE D'EFFET DE L'ENTENTE	28
2.01 Date de prise d'effet du caractère exécutoire	28
2.02 Entrée en vigueur sous réserve de l'approbation de la Cour	28
2.03 Traitement distinct des frais juridiques.....	28
ARTICLE 3 - ADMINISTRATION	28
3.01 Désignation de l'administrateur.....	28
3.02 Obligations de l'administrateur.....	29
3.03 Nomination d'un tiers évaluateur.....	32
3.04 Responsabilité à l'égard des frais	32
ARTICLE 4 - FONDS EN FIDUCIE	33
4.01 Création du fonds en fiducie	33
4.02 Distribution des actifs du fonds en fiducie.....	33
ARTICLE 5 - PROCESSUS DE RÉCLAMATION	33
5.01 Principes régissant l'administration des réclamations.....	33
5.02 Décisions relatives à l'admissibilité et décisions relatives à la majoration de l'indemnité.....	35
ARTICLE 6 - INDEMNISATION	36
6.01 Principes généraux régissant l'indemnisation	36

6.02	Principes directeurs à l'égard des enfants retirés de leur foyer	37
6.03	Indemnisation du groupe des enfants retirés de leur foyer	38
6.04	Parents responsables ou grands-parents responsables du groupe des enfants retirés de leur foyer	39
6.04.01	Ordre de priorité de l'indemnité aux membres du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer	41
6.05	Principes directeurs relatifs au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe des enfants du groupe Trout	43
6.06	Principe de Jordan et Trout.....	44
6.07	Clause de sécurité relative aux cas exceptionnels du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout	49
6.07.01	Paiement anticipé exceptionnel des fonds d'indemnisation	51
6.08	Ordre de priorité à l'égard de la distribution de surplus.....	52
6.09	Réaffectation des budgets	53
6.10	Revenus du fonds en fiducie.....	54
6.11	Options de placement du fonds d'indemnisation	54
6.12	Rajustement de la valeur temporelle des sommes versées à titre d'indemnité	55
ARTICLE 7 - FONDS CY-PRÈS		55
7.01	Principes directeurs	55
ARTICLE 8 - SOUTIENS AUX GROUPES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉCLAMATION.....		58
ARTICLE 9 - INCIDENCES DE L'ENTENTE.....		59
9.01	Quittances.....	59
9.02	Recours continus	61
9.03	Impôt sur le revenu canadien et prestations sociales	62
ARTICLE 10 - MISE EN ŒUVRE DE LA PRÉSENTE ENTENTE.....		63
10.01	Ordonnance d'approbation du règlement.....	63
10.02	Plan de notification.....	64
ARTICLE 11 - EXCLUSION.....		64
11.01	Exclusion	64
11.02	Exclusion automatique en cas de réclamation individuelle	64
ARTICLE 12 - COMITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT		65
12.01	Composition du comité de mise en œuvre du règlement.....	65
12.02	Honoraires du comité de mise en œuvre du règlement	68

12.03 Responsabilités du comité de mise en œuvre du règlement	68
12.04 Comité de placement.....	70
ARTICLE 13 - PAIEMENTS DESTINÉS AUX MEMBRES DÉCÉDÉS DES GROUPES ET AUX PERSONNES FRAPPÉES D'INCAPACITÉ	71
13.01 Personnes frappées d'incapacité.....	71
13.02 Principes généraux relatifs aux indemnités en cas de décès.....	71
13.03 Indemnisation en cas de décès : octroi de pouvoir ou autre	71
13.04 Indemnisation en cas de décès : aucun octroi de pouvoir ou autre	72
13.05 Le Canada, l'administrateur, les avocats des groupes, le tiers évaluateur, le comité de mise en œuvre du règlement et le comité de placement sont exonérés de toute responsabilité.....	74
ARTICLE 14 - FIDUCIAIRE ET FIDUCIE	75
14.01 Fiducie	75
14.02 Fiduciaire	75
14.03 Frais du fiduciaire.....	76
14.04 Nature de la fiducie	76
14.05 Droits	77
14.06 Registres.....	77
14.07 Rapports trimestriels.....	77
14.08 Obligations annuelles en matière de déclaration	77
14.09 Mode de paiement	78
14.10 Ajouts au capital.....	78
14.11 Choix fiscaux	78
14.12 Impôt sur le revenu canadien.....	78
ARTICLE 15 - AUDITEURS.....	79
15.01 Nomination des auditeurs	79
15.02 Rémunération des Auditeurs	79
ARTICLE 16 - FRAIS JURIDIQUES.....	79
16.01 Honoraires des avocats des groupes.....	79
16.02 Services juridiques courants	80
16.03 Frais courants	80
ARTICLE 17 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS – GÉNÉRALITÉS.....	81
ARTICLE 18 - FIN DE L'ENTENTE ET AUTRES CONDITIONS	81
18.01 Fin de l'Entente.....	81
18.02 Modifications.....	82

18.03	Caractère non réversible des fonds du règlement	82
18.04	Incessibilité	82
ARTICLE 19 - GARANTIES ET DÉCLARATIONS CONCERNANT LA TAILLE DU GROUPE.....		83
ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITÉ		83
20.01	Confidentialité	83
20.02	Destruction des renseignements et des dossiers des membres des groupes	83
20.03	Confidentialité des négociations	84
ARTICLE 21 - COLLABORATION		84
21.01	Collaboration quant à l'approbation et la mise en œuvre du règlement.....	84
21.02	Annonces publiques.....	84
ARTICLE 22 - IMMUNITÉ.....		85
ARTICLE 23 - EXCUSES PUBLIQUES.....		85
ARTICLE 24 - INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE.....		85

ANNEXES

Annexe A -	Ordonnance d'autorisation du recours réuni
	(en anglais et en français)
Annexe B -	Ordonnance d'autorisation du recours Trout
Annexe C -	Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le processus d'indemnisation
Annexe D -	Âges de la majorité des provinces et des territoires
Annexe E -	Tableau récapitulatif de la ligne de conduite relative au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe Trout
Annexe F -	Tableau d'exemples de la ligne de conduite relative au groupe des familles des enfants retirés de leur foyer
Annexe G -	Principes directeurs du comité de placement

ENTENTE DE RÈGLEMENT

LA PRÉSENTE ENTENTE intervient le 31 mars 2022 (la « **date de prise d'effet** »).

ENTRE :

XAVIER MOUSHOOM, JEREMY MEAWASIGE représenté par son tuteur à l'instance, **Jonavon Joseph Meawasige**, et **JONAVON JOSEPH MEAWASIGE**
(ensemble, les « **demandeurs représentés par Moushoom** »)

ET :

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS, ASHLEY DAWN LOUISE BACH, KAREN OSACHOFF, MELISSA WALTERSON, NOAH BUFFALO-JACKSON représenté par sa tutrice à l'instance, **Carolyn Buffalo, CAROLYN BUFFALO** et **DICK EUGENE JACKSON**, également connu sous le nom de **RICHARD JACKSON**

(ensemble, les « **demandeurs représentés par l'APN** »)

ET :

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS et **ZACHEUS JOSEPH TROUT**

(collectivement, les « **demandeurs représentés par Trout** »)

ET :

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

(le « **Canada** »)

(collectivement, les « **Parties** »)

ATTENDU QUE :

- A. Le 4 mars 2019, les demandeurs représentés par Moushoom ont déposé une demande pour permission d'intenter un recours collectif devant la Cour fédérale, dans le dossier portant le numéro de Cour T-402-19 (le « **recours Moushoom** »), en vue d'obtenir une indemnité en lien avec de la discrimination remontant au 1^{er} avril 1991.
- B. Le 28 janvier 2020, les demandeurs représentés par l'APN ont également déposé une demande pour permission d'intenter un recours collectif devant la Cour fédérale, dans le dossier portant le numéro de Cour T-141-20 (le « **recours APN** ») concernant des allégations semblables remontant au 1^{er} avril 1991.

- C. Le 7 juillet 2021, l'honorable juge St-Louis a ordonné que le recours Moushoom et le recours APN soient réunis avec certaines modifications (le « **recours réuni** »).
- D. Les Parties au recours réuni ont entrepris une médiation, en application des Lignes directrices sur la pratique en matière de procédures intéressant le droit des autochtones (datées d'avril 2016), en vue de résoudre, en tout ou en partie, les points en litige du recours réuni. L'honorable Leonard Mandamin a agi à titre de médiateur du 1^{er} novembre 2020 au 10 novembre 2021.
- E. Le 16 juillet 2021, les demandeurs représentés par Trout ont déposé une demande pour permission d'intenter un recours collectif, dans le dossier portant le numéro de Cour T-1120-21 (le « **recours Trout** »), concernant la prestation de services et la fourniture de produits par la Couronne effectuées de manière discriminatoire entre le 1^{er} avril 1991 et le 11 décembre 2007.
- F. Le 29 septembre 2021, pour les motifs indiqués dans la décision 2021 CF 969, l'honorable juge Favel de la Cour fédérale du Canada a confirmé la décision du Tribunal canadien des droits de la personne (le « **Tribunal** »), dans le dossier du Tribunal portant le numéro T1340/7008 (« **Instance devant le TCDP** »), soit la décision 2019 TCDP (l'« **ordonnance d'indemnisation** »), dans laquelle le Tribunal a accordé une indemnité aux enfants et à leurs parents responsables et/ou grands-parents responsables touchés par la discrimination systémique du Canada dans le cadre du sous-financement des services offerts aux enfants et aux familles sur les réserves et au Yukon, et son interprétation restrictive du principe de Jordan.
- G. Le ou vers le 1^{er} novembre 2021, les parties ont entamé des négociations sans utiliser le processus de médiation de la Cour fédérale.
- H. D'un commun accord, les parties ont nommé l'honorable Murray Sinclair pour présider ces négociations.
- I. Les Parties ont collaboré pour déterminer la taille des groupes du recours réuni et du recours Trout.
- J. Les Parties ont engagé séparément des experts (les « **experts** ») chargés de préparer un rapport conjoint sur la taille estimée du groupe des enfants retirés de leur foyer, tel que défini dans les présentes, sur laquelle les parties allaient se fier aux fins des pourparlers de règlement (le « **rapport conjoint** »).
- K. Les experts se sont fiés à des données fournies par Services aux Autochtones Canada (« **SAC** ») pour préparer le rapport conjoint. SAC a précisé aux experts et

aux avocats des demandeurs que les données provenaient souvent de sources tierces et qu'elles étaient, dans certains cas, incomplètes ou inexactes. Le rapport conjoint mentionne ces facteurs et en tient compte.

- L. Les experts ont estimé que le groupe des enfants retirés de leur foyer entre 1991 et le mois de mars 2019 comprend 106 200 membres. Les experts ont indiqué que la taille de ce groupe doit être ajustée à 115 000, afin de tenir compte de la période allant de mars 2019 à mars 2022 (la « **taille estimée du groupe des enfants retirés de leur foyer** »). Les experts ont calculé la taille estimée du groupe des enfants retirés de leur foyer en se fondant sur les données fournies par SAC et des modélisations, en tenant compte des lacunes dans ces données.
- M. Le Canada a fourni aux demandeurs des estimations de la taille du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, à savoir entre 58 385 et 69 728 membres pour la période allant du 12 décembre 2007 au 2 novembre 2017 (la « **taille estimée du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** »). Les Parties comprennent que le calcul de la taille estimée du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan a été fondé sur un seul trimestre de 2019-2020.
- N. En se fondant sur la taille estimée du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, les demandeurs ont estimé la taille du groupe Trout, tel que défini ci-après, à environ 104 000 membres.
- O. Selon le rapport du Bureau du directeur parlementaire du budget, *Indemnisation pour les retards et les refus de services aux enfants des Premières Nations*, daté du 23 février 2021, le Canada compte 1,5 gardien principal par enfant des Premières Nations.
- P. Le 26 novembre 2021, la Cour fédérale a autorisé le recours réuni avec le consentement des parties.
- Q. Le 11 février 2022, la Cour fédérale a autorisé le recours Trout avec le consentement des parties.
- R. Les demandeurs représentés par Moushoom, les demandeurs de l'APN et les demandeurs représentés par Trout (collectivement, les « **représentants des demandeurs** ») et le Canada ont conclu le 31 décembre 2021 une entente de principe (l'« **Entente de principe** ») qui établit les modalités principales de leur entente visant à régler le recours réuni et le recours Trout (collectivement, les « **recours** ») et qui constitue la base de la présente Entente.

- S. Le 24 mars 2022, le Tribunal a fixé le 31 mars 2022 comme étant la date de fin pour l'indemnisation des personnes comprises dans le groupe des enfants retirés de leur foyer et le groupe des familles des enfants retirés de leur foyer.
- T. En rédigeant la présente Entente, les Parties :
- i) visent un règlement juste, exhaustif et durable de l'ensemble des réclamations soulevées ou susceptibles d'être soulevées dans le cadre du recours réuni, du recours Trout et de l'instance devant le TCDP, notamment :
 - a) le fait que le Canada a sciemment sous-financé les services à l'enfance et à la famille destinés aux enfants des Premières Nations vivant sur une réserve et au Yukon;
 - b) le fait que le Canada n'ait pas respecté le principe de Jordan, une obligation juridique conçue pour protéger les droits des enfants des Premières Nations à l'égalité réelle qui sont garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés* (la « **Charte** »);
 - c) le fait que le Canada n'a pas fourni aux enfants des Premières Nations des services essentiels offerts aux enfants qui ne sont pas issus des Premières Nations ou qui auraient été requis afin d'assurer l'égalité réelle en vertu de la Charte;
 - i) souhaite que le processus de réclamation soit administré de façon rapide, rentable, conviviale et sensible sur le plan culturel et de manière à tenir compte des traumatismes subis;
 - ii) souhaite :
 - a) protéger les intérêts supérieurs des membres d'un groupe qui sont des mineurs et des personnes frappées d'incapacité;
 - b) réduire au minimum le fardeau administratif des membres d'un groupe;
 - c) s'assurer que des services de soutien en santé mentale et culturelle qui tiennent compte de la culture et des traumatismes subis, et que des services d'orientation soient offerts aux membres d'un groupe.
- U. La présente Entente de règlement est conçue afin que certains membres d'un groupe, ou des sous-groupes de membres d'un groupe, reçoivent une indemnité

directe, et que d'autres puissent tirer indirectement avantage de l'Entente de règlement sans recevoir d'indemnité directe.

PAR CONSÉQUENT, compte tenu des ententes réciproques, des engagements et des promesses énoncés dans les présentes, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 - INTERPRÉTATION

1.01 Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente Entente :

« **actes de violence** » désigne la maltraitance sexuelle ou la maltraitance physique grave causant des lésions corporelles, mais exclut la négligence et la maltraitance psychologique.

« **actuaire** » désigne l'actuaire ou le cabinet d'actuaires nommé par la Cour sur recommandation du comité de mise en œuvre du règlement qui, ou dans le cas d'un cabinet d'actuaires, dont l'un des dirigeants, détient le titre de Fellow de l'Institut canadien des actuaires.

« **administrateur** » désigne l'administrateur nommé par la Cour et ses remplaçants nommés en vertu des dispositions de l'article 3.

« **administrateur de la succession** » comprend un exécuteur ou un administrateur nommé ou désigné en vertu des lois fédérales, provinciales ou territoriales, selon les circonstances.

« **âge de la majorité** » s'entend de l'âge auquel un membre d'un groupe est une personne majeure en vertu des lois de sa province ou de son territoire de résidence; ces âges étant indiqués aux présentes en tant qu'Annexe D.

« **APN** » désigne l'Assemblée des Premières Nations.

« **audience aux fins d'approbation du règlement** » désigne une audience de la Cour visant à statuer sur une demande d'approbation de la présente Entente.

« **auditeurs** » désigne les auditeurs nommés par la Cour et leurs remplaçants nommés en vertu des dispositions de l'article 15.

« **avocats des groupes** » désigne collectivement Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L., Miller Titerle + Company, Nahwegahbow Corbiere, et Fasken S.E.N.C.R.L., s.r.l.

« **bande** » a le sens qui lui est attribué dans la *Loi sur les Indiens*.

« **beau-parent** » désigne une personne qui est le conjoint issu d'une Première Nation du parent biologique d'un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer, d'un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou d'un membre du groupe des enfants du groupe Trout, et vivait avec le parent biologique de cet enfant et a contribué au soutien de l'enfant pendant au moins trois (3) ans avant que l'enfant soit retiré de son foyer ou que la situation donnant lieu à un retard, un refus ou à la lacune dans les services se produise.

« **besoin confirmé** » s'entend d'un besoin d'un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des enfants du groupe Trout, lequel a été confirmé par des pièces justificatives et défini pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou le groupe des enfants du groupe Trout.

« **budget** » désigne chacun des budgets établis à l'article 6.

« **cadre relatif aux services essentiels** » est une approche relative aux services essentiels devant être convenue par les demandeurs pour les besoins du processus de réclamation, avec l'aide d'experts, afin d'évaluer les services essentiels qui, s'ils font l'objet d'un retard, d'un refus ou d'une lacune des les services, auraient eu des répercussions importantes sur l'enfant.

« **Canada** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule.

« **centre de traitement résidentiel** » désigne un programme de traitement financé par SAC à l'intention de plusieurs enfants qui demeurent dans le centre de traitement avec un personnel qualifié 24 heures sur 24, notamment des résidences dont les accès sont verrouillés ou sécurisés et non verrouillés.

« **collectivité nordique ou éloignée** » désigne une collectivité convenue par les demandeurs et indiquée dans le processus de réclamation.

« **confirmation d'un conseil des Premières Nations** » s'entend de la confirmation écrite d'une Première Nation, dont la forme et le contenu

seront convenus par consensus des demandeurs et sous réserve de l'approbation de la Cour, établie pour les besoins du processus de réclamation et selon laquelle une personne est reconnue comme citoyen ou membre de sa Première Nation, soit en vertu d'un traité ou d'une entente, ou de coutumes, de traditions ou de lois autochtones.

« **comité de mise en œuvre du règlement** » ou « **comité de mise en œuvre du règlement et ses membres** » désigne un comité établi aux termes de l'article 12.

« **comité de placement** » désigne un organisme consultatif constitué conformément à la présente Entente et à l'Annexe G, Principes directeurs du comité de placement.

« **Cour** » s'entend de la Cour fédérale du Canada.

« **date d'entrée en vigueur** » signifie la date la plus tardive entre :

- a) le lendemain de la date limite à laquelle un membre d'un groupe peut interjeter appel ou obtenir l'autorisation d'en appeler de l'ordonnance d'approbation du règlement; ou
- b) la date à laquelle le dernier des appels éventuels à l'égard de l'ordonnance d'approbation du règlement tranché définitivement.

« **date limite relative aux réclamations** » s'entend de la date qui tombe :

- c) trois (3) ans après la remise de l'avis d'autorisation du règlement initial pour les membres d'un groupe ayant atteint l'âge de la majorité à la date à laquelle l'avis est remis;
- d) pour les membres d'un groupe n'ayant pas atteint l'âge de la majorité, trois (3) ans après avoir atteint l'âge de la majorité, pourvu que cette date survienne au moins trois ans après la date prévue à l'alinéa a); ou
- e) à une date constituant une prorogation raisonnable de la date limite relative aux réclamations pour chaque membre du groupe, laquelle a été approuvée sur demande par l'administrateur au motif que le réclamant est confronté à des circonstances personnelles atténuantes et n'était pas en mesure de soumettre une réclamation avant la date limite relative aux réclamations en raison de maladies ou de défis d'ordre psychologique ou physique, y compris

l'itinérance, l'incarcération ou la dépendance, ou en raison d'événements collectifs imprévus, notamment des épidémies, des défaillances à la connexion Internet dans sa communauté, des pandémies, des catastrophes naturelles, des urgences communautaires ou des interruptions de service nationales, régionales ou communautaires.

« **décision relative à l'admissibilité** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 5.02.

« **délai d'exclusion** » désigne le cent quatre-vingtième (180^e) jour suivant la publication de l'avis d'autorisation, après lequel les membres d'un groupe ne pourront plus faire valoir leur droit d'exclusion des recours, sauf avec l'autorisation de la Cour.

« **demandeurs** » désigne collectivement les demandeurs représentés par Moushoom, les demandeurs représentés par l'APN et les demandeurs représentés par Trout.

« **durée de prise en charge** » désigne la durée totale pendant laquelle un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer a été pris en charge, quel que soit le nombre d'épisodes de prise en charge.

« **enfant** » ou « **enfants** » aux fins du groupe des enfants retirés de leur foyer, désigne une personne qui était, lorsqu'elle a été retirée de son foyer, sous l'âge de la majorité prévu dans sa province ou son territoire de résidence, comme indiqué dans l'Annexe D – Âges de la majorité des provinces et des territoires, et aux fins du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout désigne une personne qui était sous l'âge de la majorité prévu dans sa province ou son territoire de résidence, comme indiqué dans l'Annexe D – Âges de la majorité des provinces et des territoires, au moment de l'existence du besoin confirmé de service essentiel.

« **Entente** » désigne la présente entente de règlement, y compris les Annexes qui y sont rattachées.

« **Entente de principe** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule.

« **épisode de prise en charge** » désigne une période continue de prise en charge, à compter du moment où un enfant est pris en charge par un organisme de soins hors de son foyer et jusqu'au moment où il n'est plus

pris en charge, en retournant dans son foyer, en étant placé dans un foyer du réseau familial ou dans la collectivité ne recevant pas d'allocation, en étant adopté ou en vivant de manière indépendante à l'âge de la majorité. Les données de SAC comptabilisent une période de prise en charge par les dates de début et de fin de chaque période continue de placement à l'extérieur du foyer.

« **exclusion** » désigne : a) la remise d'un formulaire d'exclusion ou d'une demande écrite de retrait des recours par un membre d'un groupe à l'administrateur avant le délai d'exclusion; ou b) après le délai d'exclusion, l'obtention d'une autorisation de la Cour par un membre d'un groupe lui permettant de se retirer des recours conformément à la présente Entente.

« **exécuteur testamentaire** » désigne l'exécuteur, l'administrateur, le fiduciaire ou le liquidateur d'un membre décédé du groupe admissible.

« **facteur de majoration** » s'entend de tout critère objectif accepté par les demandeurs et approuvé par la Cour qui peut être utilisé par l'administrateur pour majorer l'indemnité de base de certains membres du groupe des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des enfants du groupe Trout.

« **fiduciaire** » désigne le fiduciaire nommé par la Cour aux termes de l'article 14 aux fins de la présente Entente.

« **fiducie** » désigne la fiducie établie aux termes de l'article 14.

« **fonds cy-près** » a le sens qui lui est attribué à l'article 7 et est établi principalement au profit des membres d'un groupe qui pourraient ne pas recevoir d'indemnité directe aux termes de la présente Entente.

« **fonds en fiducie** » a le sens qui lui est attribué à l'article 4.

« **fonds du règlement** » désigne un total de 20 000 000 000 \$ (20 milliards de dollars), que le Canada versera aux fins du règlement des réclamations du groupe conformément à la présente Entente.

« **formulaire de réclamation** » s'entend d'une déclaration écrite à l'égard d'une réclamation d'un membre d'un groupe, accompagnée de pièces justificatives ou tout autre formulaire pouvant être recommandé par l'administrateur et approuvé par le comité de mise en œuvre du règlement.

« **foyer d'accueil hors du réseau familial** » désigne tout foyer d'accueil en milieu familial dont la prise en charge est financée par SAC.

« **foyer de groupe** » s'entend d'un foyer géré par des employés financé par SAC où plusieurs enfants vivent ensemble. Certains foyers de groupe sont gérés par des parents, lorsqu'un couple ayant une formation professionnelle pour travailler auprès des jeunes gère conjointement un foyer de groupe.

« **foyer d'évaluation** » s'entend d'un foyer conçu pour un placement initial à court terme où les besoins de l'enfant sont évalués afin de déterminer un placement à long terme approprié.

« **foyer du réseau familial ou dans la collectivité ne recevant pas d'allocation** » désigne un placement non officiel qui a été organisé au sein du réseau de soutien familial; les services de protection de l'enfance ne prennent pas en charge la garde temporaire de l'enfant et le placement n'est pas financé par SAC.

« **foyer du réseau familial recevant une allocation** » désigne un placement officiel qui a été organisé au sein du réseau de soutien familial et subventionné par SAC, dans le cadre duquel les services de protection de l'enfance prennent en charge la garde temporaire ou complète de l'enfant.

« **frais courants** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 16.03.

« **grand-parent responsable ou grands-parents responsables** » désigne la grand-mère responsable ou le grand-père responsable biologique ou adoptif, résidant avec un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer au moment où l'enfant a été retiré de son foyer, ou un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou un membre des enfants du groupe Trout au moment du besoin confirmé de l'enfant de recevoir un service essentiel et qui exerce des responsabilités parentales vis-à-vis de celui-ci. Les relations de parent d'accueil ou de beau-parent avec un enfant ne peuvent donner naissance à une relation de grand-parent responsable aux termes de la présente Entente.

« **groupe des enfants du groupe Trout** » ou « **membre du groupe des enfants du groupe Trout** » désigne les personnes des Premières Nations qui, entre le 1^{er} avril 1991 et le 11 décembre 2007 (la « **période visée pour**

le groupe des enfants du groupe Trout »), alors qu'ils n'avaient pas atteint l'âge de la majorité, n'ont pas reçu du Canada (que ce soit en raison d'un refus ou d'une lacune dans les services) un service essentiel pour un besoin confirmé ou dont la prestation a été retardée par le Canada en raison, notamment, d'un manque de financement, d'un défaut de compétence, ou en raison d'une lacune dans les services ou d'un conflit de compétence avec un autre gouvernement ou ministère.

« **groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** » ou « **membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** » désigne les personnes des Premières Nations qui, entre le 12 décembre 2007 et le 2 novembre 2017 (la « **période visée pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** »), n'ont pas reçu du Canada (que ce soit en raison d'un refus ou d'une lacune dans les services) un service essentiel lié à un besoin confirmé ou dont la prestation a été retardée par le Canada en raison, notamment, d'un manque de financement, d'un défaut de compétence, ou en raison d'une lacune dans les services ou d'un conflit de compétence avec un autre gouvernement ou ministère, alors qu'elles n'avaient pas atteint l'âge de la majorité.

« **groupe des enfants retirés de leur foyer** » ou « **membre du groupe des enfants retirés de leur foyer** » désigne les membres des Premières Nations qui, au cours de la période allant du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 2022 (la « **période visée pour le groupe des enfants retirés de leur foyer** »), alors qu'ils n'avaient pas atteint l'âge de la majorité, ont été retirés de leur foyer par les services de protection de l'enfance ou ont fait l'objet d'un placement volontaire, et dont le placement a été financé par SAC, comme un foyer d'évaluation, un foyer d'accueil hors du réseau familial, un foyer du réseau familial recevant une allocation, un foyer de groupe ou un centre de traitement résidentiel ou un autre placement financé par SAC, alors que ces enfants, ou au moins un de leurs parents responsables ou grands-parents responsables, vivaient ordinairement dans une réserve ou au Yukon, mais à l'exclusion des enfants qui ont vécu dans un foyer du réseau familial ou dans la collectivité ne recevant pas d'allocation en raison d'un arrangement conclu avec leurs gardiens et à l'exclusion des personnes vivant dans les Territoires du Nord-Ouest au moment où ils ont été retirés de leur foyer.

« **groupe des familles des enfants du groupe Trout** » désigne les personnes qui sont la sœur, le frère, la mère, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un membre du groupe des enfants du groupe Trout au

moment du retard, du refus ou de la lacune dans les services. Parmi les membres du groupe des familles des enfants du groupe Trout, seuls les parents responsables ou grands-parents responsables sont en droit de recevoir directement une indemnité dans la mesure où ils y sont admissibles aux termes de la présente Entente.

« **groupe des familles des enfants lésés par le non-respect principe de Jordan** » désigne toute personne qui est le frère, la sœur, la mère, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan au moment du retard, du refus ou de la lacune dans les services. Parmi les membres du groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, seuls les parents responsables ou grands-parents responsables sont en droit de recevoir directement une indemnité dans la mesure où ils y sont admissibles aux termes de la présente Entente.

« **groupe des familles des enfants retirés de leur foyer** » désigne toute personne qui est la sœur, le frère, la mère, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer au moment où il a été retiré de son foyer.

« **groupes** » désigne collectivement le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, le groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, le groupe des enfants retirés de leur foyer, le groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, le groupe des enfants du groupe Trout, et le groupe des familles des enfants du groupe Trout. Un renvoi au terme « groupe » ou « groupes » fait référence à l'un ou l'autre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, du groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, du groupe des enfants retirés de leur foyer, du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants du groupe Trout, et du groupe des familles des enfants du groupe Trout, selon le contexte du renvoi.

« **indemnité de base** » s'entend du montant d'indemnisation (excluant tout paiement de majoration) approuvé par la Cour comme en ont convenu les demandeurs ou le comité de mise en œuvre du règlement, sur recommandation de l'actuaire, dans le cadre du processus de réclamation; qui devra être versé à un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer, un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, un membre approuvé du groupe des enfants

du groupe Trout, un membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer ou un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou des familles des enfants du groupe Trout. Cette indemnité de base peut différer selon les différents groupes et peut être versée en plus d'un versement selon ce qui peut être prévu lors de la mise en œuvre du processus de réclamation.

« **jour ouvrable** » signifie une journée autre que le samedi, le dimanche, un jour considéré férié en vertu des lois de la province ou du territoire où réside habituellement la personne qui doit prendre des mesures conformément aux présentes, ou encore un jour décrété férié par une loi fédérale du Canada et observé dans la province ou le territoire en question.

« **lacune dans les services** » désigne chacun des services essentiels reconnus comme étant une Lacune dans les services aux termes du cadre relatif aux services essentiels.

« **liste de bande** » a le sens qui lui est attribué dans les articles 10 à 12 de la *Loi sur les Indiens*.

« **Loi de l'impôt sur le revenu** » désigne la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch. 1 (5^e suppl.)

« **Loi sur les Indiens** » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. (1985) ch. 1-5.

« **membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout** » désigne un membre du groupe des enfants du groupe Trout dont la réclamation a été approuvée par l'administrateur ou fait l'objet d'un appel par le tiers évaluateur.

« **membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** » désigne un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan dont la réclamation a été approuvée par l'administrateur ou fait l'objet d'un appel par le tiers évaluateur.

« **membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des familles des enfants du groupe Trout** » désigne un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des familles des enfants du groupe Trout dont la réclamation a été approuvée par l'administrateur ou fait l'objet d'un appel par le tiers évaluateur.

« **membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer** » désigne un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer dont la réclamation a été approuvée par l'administrateur ou fait l'objet d'un appel par le tiers évaluateur.

« **membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer** » désigne un parent responsable ou un grand-parent responsable d'un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer dont la réclamation a été approuvée par l'administrateur ou fait l'objet d'un appel par le tiers évaluateur.

« **membre décédé d'un groupe admissible** » a le sens qui est attribué au paragraphe 13.02.

« **membre d'un groupe** » et « **membres d'un groupe** » et « **membres des groupes** » s'entend d'un ou de plusieurs des membres d'un groupe ou des groupes.

« **ordonnance d'approbation du règlement** » désigne le projet d'ordonnance déposé auprès de la Cour en vue de l'approbation de la présente Entente, dont la forme et le contenu seront convenus entre les Parties.

« **ordonnances d'autorisation** » désigne, collectivement, l'ordonnance de la Cour datée du 26 novembre 2021 autorisant le recours réuni comme recours collectif et l'ordonnance de la Cour datée du 11 février 2022 autorisant le recours Trout comme recours collectif, lesquelles sont jointes aux présentes en tant qu'Annexes A et B.

« **paiement de majoration** » correspond à un montant, calculé en fonction des facteurs de majoration, qui pourrait être versé à un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer, un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, ou un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout, en supplément d'un versement de base.

« **parent responsable ou parents responsables** » désigne la mère responsable et/ou le père responsable résidant avec un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer au moment où l'enfant a été retiré de son foyer, ou un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou un membre du groupe des enfants du groupe Trout au moment du besoin confirmé de l'enfant de recevoir un service essentiel

et qui exerce des responsabilités parentales vis-à-vis de celui-ci. Le terme « parent responsable » comprend les parents biologiques, les parents adoptifs et les beaux-parents. Un parent d'accueil n'est pas un parent responsable aux termes de la présente Entente.

« **Parties** » désigne les demandeurs et le Canada.

« **personne frappée d'incapacité** » désigne :

- a) une personne qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité en vertu des lois de sa province ou de son territoire de résidence; ou
- b) une personne incapable de gérer ses affaires ou de poser un jugement raisonnable ou de prendre des décisions raisonnables concernant ses affaires en raison d'une incapacité mentale, notamment une personne pour laquelle un Représentant légal a été nommé, ou désigné par application de la loi, aux termes de la législation provinciale, territoriale ou fédérale applicable.

« **pièces justificatives** » désigne :

- a) pour le groupe des enfants retirés de leur foyer, les documents qui peuvent être demandés à un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer conformément à la présente Entente afin de justifier son admissibilité et son indemnisation aux termes du formulaire de réclamation applicable;
- b) pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et le groupe des enfants du groupe Trout, les documents qui peuvent être demandés à un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout conformément à la présente Entente afin de justifier son admissibilité et son indemnisation aux termes du formulaire de réclamation applicable;
- c) pour le groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, les documents qui peuvent être demandés à un membre du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer conformément à la présente Entente afin de justifier son admissibilité et son indemnisation aux termes du formulaire de réclamation applicable;
- d) pour le groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, les documents qui peuvent être demandés à un

membre du groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan conformément à la présente Entente afin de justifier son admissibilité et son indemnisation, s'il y a lieu, aux termes du formulaire de réclamation applicable;

- e) pour le groupe des familles Trout, les documents qui peuvent être demandés à un membre du groupe des familles Trout conformément à la présente Entente afin de justifier son admissibilité et son indemnisation, s'il y a lieu, aux termes du formulaire de réclamation applicable;
- f) pour les membres décédés d'un groupe admissible, les documents qui peuvent être demandés conformément à la présente Entente afin de justifier leur admissibilité et leur indemnisation, s'il y a lieu, aux termes du formulaire de réclamation applicable.

« **placement à l'extérieur du foyer** » désigne un endroit où un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer a été placé après avoir été retiré de son foyer, comme un foyer d'évaluation, un foyer d'accueil hors du réseau familial, un foyer du réseau familial recevant une allocation, un foyer de groupe, un centre de traitement résidentiel ou tout autre placement comparable subventionné par SAC.

« **plan de notification** » désigne le plan de notification recommandé par l'administrateur et convenu par les Parties, sous réserve de l'approbation de la Cour.

« **préambule** » désigne le préambule de la présente Entente.

« **Première Nation** » désigne :

- a) à l'égard du groupe des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, du groupe des enfants du groupe Trout et des beaux-parents, toute personne qui est inscrite à titre d'Indien aux termes de la *Loi sur les Indiens*;
- b) à l'égard du groupe des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout, toute personne qui avait le droit d'être inscrite en application des paragraphes 6(1) ou 6(2) de la *Loi sur les Indiens*, dans sa version au 11 février 2022 (soit la date la plus tardive prévue dans les ordonnances d'autorisation);

- c) à l'égard du groupe des enfants retirés de leur foyer, toute personne qui satisfait aux exigences en matière d'appartenance à une Bande, aux termes des articles 10 à 12 de la *Loi sur les Indiens* dans sa version au 11 février 2022 (soit la date la plus tardive prévue dans les ordonnances d'autorisation), par exemple si la communauté des Premières Nations de cette personne a pris le contrôle de l'appartenance de ses membres en établissant des règles en la matière, a établi que cette personne satisfaisait aux exigences définies par les règles d'appartenance et l'a inscrite à la liste de la bande;
- d) à l'égard du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan seulement, toute personne qui satisfait aux exigences en matière d'appartenance à une bande, aux termes des articles 10 à 12 de la *Loi sur les Indiens* aux termes de l'alinéa c) ci-dessus, ET qui a souffert d'un retard, d'un refus ou d'une lacune dans les services entre le 26 janvier 2016 et le 2 novembre 2017;
- e) à l'égard du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan seulement, toute personne reconnue comme citoyen ou membre de sa Première Nation respective au plus tard le 11 février 2022, soit la date la plus tardive prévue dans les ordonnances d'autorisation, comme confirmé par la confirmation d'un conseil des Premières Nations, en vertu d'ententes définitives, d'ententes sur l'autonomie gouvernementale ou de traités, de coutumes, de traditions et de lois autochtones ET qui a souffert d'un retard, d'un refus ou d'une lacune dans les services entre le 26 janvier 2016 et le 2 novembre 2017.

« **principe de Jordan** » désigne un principe d'égalité réelle qui place l'intérêt de l'enfant en priorité et qui porte le nom du regretté Jordan River Anderson. Ce principe s'applique également à tous les enfants des Premières Nations, qu'ils résident dans une réserve ou ailleurs, y compris dans les Territoires du Nord-Ouest.

« **processus de réclamation** » s'entend du processus, incluant un protocole de distribution, qui sera conçu et précisé conformément à la présente Entente et qui vise le versement des indemnités prévues aux termes de la présente Entente aux membres d'un groupe admissibles. Le processus de réclamation comprend aussi le processus relatif aux membres d'un groupe incarcérés et d'autres processus pouvant être

recommandés par l'administrateur et les experts, qui doivent être acceptés par les demandeurs et approuvés par la Cour, quant à la soumission des réclamations, la détermination de l'admissibilité à celles-ci, leur évaluation et leur vérification, la détermination d'une majoration éventuelle, le versement des indemnités aux membres d'un groupe et le rôle de tiers évaluateurs.

« **processus relatif aux membres d'un groupe incarcérés** » désigne le processus relatif aux avis et aux réclamations des membres d'un groupe qui sont incarcérés dans des pénitenciers fédéraux, des prisons provinciales, ou d'autres établissements carcéraux ou correctionnels.

« **professionnel** » désigne un professionnel dont l'expertise porte sur le ou les besoins confirmés d'un enfant, comme un professionnel de la santé ou tout autre professionnel agréé auquel un membre d'un groupe peut avoir recours dans son lieu de résidence et sa collectivité (notamment dans une collectivité nordique ou éloignée où il est possible qu'un membre d'un groupe n'ait pas été en mesure de consulter des spécialistes parce qu'ils n'étaient pas ou ne sont pas disponibles, mais qu'il ait pu consulter des infirmières en santé communautaire, des travailleurs sociaux et des travailleurs en santé mentale) ou un aîné ou un gardien du savoir qui est reconnu par la communauté de Première Nation propre à l'enfant.

« **rapport sur la mise en œuvre du règlement** » a le sens qui lui est attribué au paragraphe 12.03.

« **réclamant** » désigne une personne qui présente une réclamation en remplissant et en soumettant un formulaire de réclamation à l'administrateur, ou au nom de laquelle une réclamation est présentée par l'exécuteur testamentaire, le réclamant de la succession, ou le représentant légal du membre du groupe.

« **réclamation** » s'entend d'une demande d'indemnisation présentée par un membre du groupe ou en son nom.

« **recours** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule.

« **refus** » s'entend d'une situation lors de laquelle un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des enfants du groupe Trout a demandé à recevoir un service essentiel du Canada et que cette demande a été refusée, ou lors de laquelle le membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou

du groupe des enfants du groupe Trout n'a pas reçu de réponse favorable ou défavorable de la part du Canada quant à la prestation du service demandé.

« **représentant légal** » désigne la personne nommée, ou désignée par application de la loi aux termes de la législation provinciale, territoriale ou fédérale applicable afin de gérer les affaires d'une personne frappée d'incapacité ou de poser un jugement raisonnable ou de prendre des décisions à l'égard de ses affaires, laquelle est un réclamant admissible, et désigne également un administrateur de biens.

« **réserve** » désigne une parcelle de terrain, au sens de la *Loi sur les Indiens*, dont la Couronne est propriétaire et qui a été mise de côté à l'usage et au profit d'une bande.

« **retard** » s'entend d'une situation lors de laquelle un membre du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des enfants du groupe Trout a demandé à recevoir un service essentiel du Canada et a reçu une décision relative à sa demande au-delà du délai devant être convenu par les parties et indiqué dans le processus de réclamation.

« **SAC** » a le sens qui lui est attribué dans le préambule et désigne tout service qu'il a remplacé ou qui le remplacera.

« **service essentiel** » s'entend d'un service qui était requis en raison de la condition ou des circonstances particulières de l'enfant, dont la non-prestation aurait eu des répercussions importantes sur l'enfant, évalué conformément au cadre relatif aux services essentiels.

« **services de soutien offerts par l'APN** » a le sens qui lui est attribué à l'article 8.

« **tiers évaluateur** » désigne la ou les personnes nommées par la Cour afin de remplir les fonctions de tiers évaluateur telles sont qu'énoncées dans la présente Entente, lesquelles doivent être précisées dans le processus de réclamation, et leurs remplaçants nommés à l'occasion, avec l'approbation de la Cour.

« **vivant ordinairement dans une réserve** » désigne :

- a) un membre des Premières Nations qui habite dans un logement permanent situé dans une réserve des Premières Nations au moins 50 % du temps et qui n'a pas de résidence principale ailleurs;
- b) un membre des Premières Nations qui habite à l'extérieur d'une réserve et qui est inscrit à temps plein dans un programme d'éducation ou de formation postsecondaire, qui reçoit un soutien financier à cet effet du gouvernement fédéral, d'une bande ou d'une organisation autochtone et qui :
 - a. résiderait autrement dans une réserve;
 - b. conserve une résidence dans une réserve;
 - c. est membre d'une famille qui a une résidence dans une réserve; ou
 - d. retourne habiter dans une réserve avec ses parents, ses tuteurs, les personnes qui en sont responsables ou les personnes qui en ont la charge lorsqu'il ne va pas à l'école ou parce qu'il occupe un emploi temporaire;
- c) un membre des Premières Nations qui réside temporairement à l'extérieur d'une réserve aux fins d'obtenir des soins qui ne sont pas accessibles dans cette réserve et qui, s'il ne recevait pas ces soins, y résiderait autrement;
- d) un membre des Premières Nations qui réside temporairement à l'extérieur d'une réserve aux fins de bénéficier de services sociaux parce que des services raisonnablement comparables ne sont pas accessibles dans cette réserve et qui, s'il ne recevait pas ces services, y résiderait autrement;
- e) un membre des Premières Nations qui, au moment où il a été retiré de son foyer, était considéré comme vivant ordinairement dans une réserve aux fins de recevoir des services d'aide à l'enfance et à la famille aux termes d'une entente de financement entre le Canada et la province ou le territoire où il résidait (notamment les personnes vivant ordinairement dans une réserve qui ont reçu un financement par l'entremise du modèle à coûts partagés aux termes de l'Entente

de 1965 sur le bien-être à l'intention des Indiens entre le Canada et l'Ontario).

1.02 Rubriques

La division de la présente Entente en paragraphes et l'utilisation de titres de rubrique ne visent qu'à en faciliter la consultation et n'ont aucune incidence sur son interprétation.

1.03 Sens élargi

Dans la présente Entente, le singulier comprend le pluriel, et vice versa, et les expressions désignant un sexe ou n'en désignant aucun englobent les personnes de tous genres. L'expression « notamment » s'entend de « notamment sans limiter la portée générale de ce qui précède ». Toute référence à un ministère, à un service ou à un poste du gouvernement comprend tout ministère, service ou poste du gouvernement qu'il a remplacé ou qui le remplacera.

1.04 Interprétation

Les Parties reconnaissent qu'elles ont examiné et contribué à élaborer les modalités de la présente Entente et elles conviennent qu'il n'existe aucune règle d'interprétation présumée selon laquelle toute ambiguïté de la présente Entente doit être résolue en faveur d'une Partie donnée.

1.05 Renvois législatifs

Dans la présente Entente, sauf si l'objet ou le contexte s'y oppose, ou sauf disposition contraire des présentes, tout renvoi à une loi est un renvoi à la loi comme elle est édictée à la date de ce renvoi est effectué, et non comme elle peut être modifiée, rééditée ou remplacée à l'occasion, et il en est de même pour tous les règlements pris en application de celle-ci.

1.06 Jour ouvrable

Si la date à laquelle ou au plus tard à laquelle une mesure doit être prise aux termes des présentes n'est pas un jour ouvrable, cette mesure doit être prise le jour ouvrable suivant.

1.07 Monnaie

Tous les renvois à une monnaie aux présentes indiquent la monnaie ayant cours légal au Canada.

1.08 Indemnité globale

Les montants payables aux membres d'un groupe aux termes de la présente Entente englobent tous les intérêts antérieurs ou postérieurs au jugement.

1.09 Annexes

Les Annexes suivantes sont intégrées aux présentes et en font partie intégrante :

- Annexe A : Ordonnance d'autorisation du recours réuni
- Annexe B : Ordonnance d'autorisation du recours Trout
- Annexe C : Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le processus d'indemnisation
- Annexe D : Âges de la majorité des provinces et des territoires
- Annexe E : Tableau récapitulatif de la ligne de conduite relative au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe Trout
- Annexe F : Tableau d'exemples de la ligne de conduite relative au groupe des familles des enfants retirés de leur foyer
- Annexe G : Principes directeurs du comité de placement

1.10 Portée de l'Entente

La présente Entente s'appliquera au bénéfice des Parties, du Canada et des membres d'un groupe, et les liera, ainsi que leurs successions, héritiers, exécuteurs testamentaires, réclamants successoraux et représentants légaux, sous réserve des critères d'admissibilité énoncés aux présentes.

1.11 Droit applicable

La présente Entente sera régie par les lois du Canada ainsi que les lois de la province ou du territoire où le membre du groupe vit ordinairement, selon le cas, à moins d'indication contraire dans la présente Entente.

1.12 Exemplaires

La présente Entente peut être signée électroniquement et en un ou en plusieurs exemplaires, dont chacun sera considéré comme un original et qui, collectivement, seront réputés constituer une seule et même Entente.

1.13 Langues officielles

Dès que possible après la signature de la présente Entente, les avocats des groupes assureront la préparation d'une version française ayant force exécutoire. La version française aura la même valeur et la même force exécutoire.

1.14 Rôle de supervision continu de la Cour

Nonobstant toute autre disposition de la présente Entente, la Cour conservera sa compétence pour superviser la mise en œuvre de la présente Entente conformément à ses modalités, y compris l'adoption de protocoles et de déclarations de procédure, et les Parties s'en remettent à la compétence de la Cour à cette fin. La Cour peut donner les directives ou rendre les ordonnances nécessaires aux fins du présent article.

ARTICLE 2 - DATE DE PRISE D'EFFET DE L'ENTENTE

2.01 Date de prise d'effet du caractère exécutoire

À la date d'entrée en vigueur, la présente Entente liera l'ensemble des membres d'un groupe qui ne se sont pas exclus conformément à l'article 11.

2.02 Entrée en vigueur sous réserve de l'approbation de la Cour

Aucune des dispositions de la présente Entente n'entrera en vigueur avant qu'elle ne soit approuvée par la Cour.

2.03 Traitement distinct des frais juridiques

Les honoraires des avocats des groupes associés aux recours ont été ou seront négociés séparément de la présente Entente et demeureront assujettis à l'approbation de la Cour. La décision de la Cour relative aux honoraires des avocats du groupe n'aura aucune incidence sur l'entrée en vigueur de la présente Entente. Si la Cour refuse d'approuver les honoraires des avocats des groupes, les dispositions restantes de la présente Entente demeureront pleinement en vigueur et ne seront en aucun cas touchées, compromises ou invalidées.

ARTICLE 3 - ADMINISTRATION

3.01 Désignation de l'administrateur

D'abord sur recommandation des demandeurs à la lumière des conseils des experts, la Cour nommera un administrateur chargé d'administrer le processus de réclamation et lui confèrera les pouvoirs, les droits, les obligations et les

responsabilités stipulés à l'article 3 et les autres pouvoirs, droits, obligations et responsabilités déterminés par le comité de mise en œuvre du règlement et approuvés par la Cour. À la suite de la mise sur pied du comité de mise en œuvre du règlement et sur recommandation de ce dernier, la Cour peut remplacer l'administrateur en tout temps.

3.02 Obligations de l'administrateur

1) Les obligations et les responsabilités de l'administrateur comprennent les suivantes :

- a) en collaboration avec le comité de mise en œuvre du règlement, élaborer, installer et mettre en place des systèmes, des formulaires, des informations, des lignes directrices et des procédures pour le traitement des réclamations et des appels des décisions de l'administrateur devant le tiers évaluateur conformément à la présente Entente et au processus de réclamation;
- b) en collaboration avec le comité de mise en œuvre du règlement, élaborer, installer et mettre en place des systèmes et des procédures pour effectuer le versement des indemnités conformément à la présente Entente et au processus de réclamation;
- c) recevoir des fonds de la fiducie et du fiduciaire pour effectuer les paiements aux membres des groupes conformément à la présente Entente et au processus de réclamation;
- d) assurer un nombre adéquat d'employés pour l'exécution de ses obligations aux termes de la présente Entente, et les former en conséquence;
- e) assurer, en collaboration avec le comité de mise en œuvre du règlement, la participation des Premières Nations et le reflet des points de vue des Premières Nations, des connaissances culturelles appropriées, l'utilisation d'experts adéquats et une approche tenant compte des traumatismes subis à l'égard du groupe;
- f) tenir ou faire en sorte que soient tenus des comptes exacts de ses activités et de son administration et préparer des états financiers annuels audités, ainsi que des rapports et des registres comme l'exigent le comité de mise en œuvre du règlement, les auditeurs et la Cour;
- g) faire rapport au comité de mise en œuvre du règlement mensuellement concernant :
 - i) les réclamations reçues et établies;

- ii) les réclamations jugées inadmissibles et les motifs de cette décision;
- iii) les appels des décisions de l'administrateur et les résultats de ces appels;
- h) relever les problèmes systémiques dans la mise en œuvre de l'Entente et du processus de réclamation et en faire rapport au comité de mise en œuvre du règlement au fur et à mesure que ces problèmes surviennent, dans tous les cas au minimum chaque trimestre, et collaborer avec le comité de mise en œuvre du règlement et tout expert au besoin pour trouver une solution à ces problèmes systémiques; un problème systémique étant un problème qui touche plus d'un membre d'un groupe;
- i) répondre aux demandes des réclamants à l'égard des réclamations et des formulaires de réclamation;
- j) offrir des services en matière de soutien et d'orientation aux membres d'un groupe dans le cadre du processus de réclamation comme indiqué à l'Annexe C : Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le cadre du processus d'indemnisation, y compris de l'aide pour remplir et soumettre les formulaires de réclamation, pour obtenir des pièces justificatives et pour interjeter appel devant le tiers évaluateur aux termes de la présente Entente, ainsi que pour examiner les formulaires de réclamation, les pièces justificatives et les confirmations d'un conseil des Premières Nations, et pour établir l'admissibilité d'un réclamant à l'égard d'une indemnité dans le cadre du groupe;
- k) maintenir une base de données répertoriant toutes les informations nécessaires pour permettre au comité de mise en œuvre du règlement et à l'actuaire d'évaluer le caractère suffisant de la capacité financière du fonds en fiducie;
- l) lorsque les circonstances le justifient, exiger auprès d'un autre professionnel d'autres pièces justificatives relativement à un besoin confirmé allégué. En cas de doute, l'administrateur consultera le comité de mise en œuvre du règlement pour obtenir des directives;
- m) communiquer avec les réclamants en anglais ou en français, comme le réclamant le souhaite, et si un réclamant exprime le désir de communiquer dans une langue autre que l'anglais ou le français, faire de son mieux pour répondre à la demande de ce réclamant;

- n) faire rapport annuellement à la Cour au sujet des tâches de l'administrateur susmentionnées;
- o) juger les demandes de prolongation de la date limite relative aux réclamations par des membres d'un groupe confrontés à des situations personnelles atténuantes, par exemple lorsqu'un réclamant n'était pas en mesure de soumettre une réclamation avant la date limite relative aux réclamations en raison de maladies ou de défis d'ordre psychologique ou physique, y compris l'itinérance, l'incarcération ou la dépendance, ou en raison de circonstances imprévues, comme des épidémies, l'accès à Internet dans les collectivités, les pandémies, les catastrophes naturelles, les urgences communautaires ou les interruptions de service au niveau national, régional ou communautaire, sous réserve d'autres directives sur de telles circonstances de la part du comité de mise en œuvre du règlement;
- p) s'acquitter de toute autre obligation ou responsabilité que peuvent lui assigner la Cour ou le comité de mise en œuvre du règlement à l'occasion.

2) Dans l'exécution de ses obligations et responsabilités indiquées dans la présente Entente, l'administrateur doit :

- a) agir conformément aux principes régissant l'administration des réclamations énoncés dans le présent paragraphe, en particulier pour que le processus de réclamation soit conçu dans le but d'être rapide, rentable, convivial et sensible sur le plan culturel, de manière à tenir compte des traumatismes subis et ne pas être traumatisant pour les membres des groupes;
- b) s'assurer que les processus de contrôle de la qualité sont documentés et transparents;
- c) se conformer aux normes de service établies par les Parties;
- d) s'acquitter de toute autre obligation ou responsabilité que peuvent lui assigner la Cour ou le comité de mise en œuvre du règlement à l'occasion.

3) Sauf indication contraire dans la présente Entente et dans le processus de réclamation, l'administrateur demandera mensuellement au fiduciaire les fonds nécessaires au règlement des réclamations approuvées. Le fiduciaire fournira ces fonds à l'administrateur, qui les versera aux membres des groupes conformément à la présente Entente et au processus de réclamation.

3.03 Nomination d'un tiers évaluateur

Sur recommandation des Parties jusqu'à l'approbation de la présente Entente et du comité de mise en œuvre du règlement par la suite, la Cour nommera, au besoin et à l'occasion, un ou plusieurs tiers évaluateurs composés d'experts, y compris des experts des Premières Nations, ayant des connaissances ou de l'expérience attestées en lien avec des services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et le principe de Jordan. Sur recommandation du comité de mise en œuvre du règlement, la Cour peut remplacer un tiers évaluateur en tout temps. Le tiers évaluateur exécutera les obligations du tiers évaluateur stipulées dans la présente Entente et le processus de réclamation.

3.04 Responsabilité à l'égard des frais

1) Le Canada paiera :

- a) les frais raisonnables de remise de l'avis conformément aux plans de notification que les Parties, y compris le Canada et le comité de mise en œuvre du règlement, doivent élaborer, tels qu'approuvés et ordonnés par la Cour;
- b) les frais et débours raisonnables de l'administrateur, du tiers évaluateur, du fiduciaire, de l'auditeur et de tout expert, conseiller ou consultant dont le comité de mise en œuvre du règlement a retenu les services aux fins de la mise en œuvre de la présente Entente;
- c) les frais relatifs à l'administration de la fiducie;
- d) les frais juridiques aux termes de l'article 16;
- e) les frais relatifs aux services de soutien offerts aux membres des groupes tout au long du processus de réclamation, comme indiqué à l'Annexe C : Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le processus d'indemnisation;
- f) les frais relatifs au processus de règlement des différends conformément à l'article 17.

2) Le comité de mise en œuvre du règlement fournira au Canada une prévision des frais et des débours liés à l'administration de la présente Entente sur une base annuelle, au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, pour l'année à venir, laquelle prévision peut être révisée en raison de circonstances imprévues. Dans un tel cas, le comité de mise en œuvre du règlement en informera le Canada par

écrit. Le Canada pourra contester le bien-fondé de la prévision ou toute révision de celle-ci.

- 3) Aucun des frais payables par le Canada aux termes du présent paragraphe ne sera déduit des fonds du règlement.

ARTICLE 4 - FONDS EN FIDUCIE

4.01 Création du fonds en fiducie

- 1) Dès que possible après la nomination du fiduciaire et la constitution de la fiducie conformément à l'article 14, le fiduciaire établira un ou des comptes en fiducie de placement auprès d'une banque canadienne de l'annexe 1 aux fins de verser une indemnité aux membres des groupes admissibles.
- 2) Au plus tard trente (30) jours ouvrables après la date d'entrée en vigueur, et conformément aux modalités du paragraphe 1.01, le Canada versera une contribution à la fiducie du fonds de règlement d'un montant de 20 milliards de dollars.

4.02 Distribution des actifs du fonds en fiducie

Le fiduciaire versera périodiquement à l'administrateur, sur demande en fonction des réclamations approuvées, des fonds à partir du ou des comptes en fiducie aux termes du paragraphe 4.01 dans le but de distribuer les actifs du fonds en fiducie au profit des membres des groupes conformément à la présente Entente, y compris en versant des indemnités conformément à l'article 6 dans le cadre du processus de réclamation.

ARTICLE 5 - PROCESSUS DE RÉCLAMATION

5.01 Principes régissant l'administration des réclamations

- 1) La conception et la mise en œuvre du protocole de distribution dans le cadre du processus de réclamation relèveront de l'unique discrétion des demandeurs, sous réserve de l'approbation de la Cour. Les demandeurs établiront le processus de réclamation et ils pourront demander l'avis de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et des experts et intervenants des Premières Nations, selon ce que les demandeurs estimeront être dans l'intérêt supérieur des membres des groupes. Les demandeurs établiront le protocole de distribution dans le cadre du processus de réclamation conformément à la présente Entente et le déposeront pour approbation par la Cour lors d'une audience fixée le 20 décembre 2022.

- 2) Nonobstant le sous-paragraphe 5.01(1), le Canada aura le droit de présenter des observations concernant le protocole de distribution, lors de la présentation de la demande d'approbation de ce protocole devant la Cour.
- 3) Le processus de réclamation est conçu dans le but d'être rapide, économique, convivial et sensible sur le plan culturel, de manière à tenir compte des traumatismes subis et de ne pas être traumatisant pour les participants. L'administrateur déterminera et mettra en place des normes de services à l'égard du processus de réclamation au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur.
- 4) L'administrateur et le tiers évaluateur devront, en l'absence de motifs raisonnables à l'effet contraire, tenir pour acquis qu'un réclamant agit honnêtement et de bonne foi à l'égard de toute réclamation.
- 5) Dans l'examen d'un formulaire de réclamation, de pièces justificatives ou d'une confirmation d'un conseil des Premières Nations, l'administrateur et le tiers évaluateur tireront toutes les conclusions raisonnables possibles en faveur du réclamant.
- 6) L'administrateur déploiera les efforts raisonnables nécessaires pour effectuer les vérifications relatives à chaque réclamant dans les six mois suivant la réception de la réclamation remplie accompagnée de tous les éléments requis. Si l'administrateur relève des problèmes de nature systémique relativement à sa capacité de vérifier les réclamations conformément au processus de réclamation dans un délai de six mois, l'administrateur soumettra l'affaire au comité de mise en œuvre du règlement, qui établira si une autre norme de service doit être appliquée au groupe.
- 7) Lors de la conception du processus de réclamation, l'administrateur et les demandeurs élaboreront des normes relatives au traitement des réclamations conformément au paragraphe 6.06 de la présente Entente, dans la mesure où il reconnaît que les circonstances propres aux membres d'un groupe peuvent exiger de la flexibilité quant au type de documentation requise pour appuyer les formulaires de réclamations en raison de divers défis, notamment l'âge de l'enfant ou l'état de son développement au moment des événements, la disparition des dossiers au fil du temps, le départ à la retraite ou le décès des professionnels impliqués dans le dossier d'un enfant, des obstacles systémiques entravant l'accès aux professionnels, et, par conséquent, par exemple, permet des pièces justificatives qui sont contemporaines ou actuelles.

- 8) Le processus de réclamation relatif à l'établissement des réclamations des membres du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout comprendra un examen visant à mener à une recommandation concernant l'admissibilité et l'indemnisation à l'administrateur par une personne ayant une formation particulière en matière de santé et de services sociaux adaptée sur le plan culturel au sujet du principe de Jordan, des services essentiels, des besoins confirmés, des professionnels et des pièces justificatives.

5.02 Décisions relatives à l'admissibilité et décisions relatives à la majoration de l'indemnité

- 1) L'administrateur prendra une décision relative à l'admissibilité et l'indemnisation.
- 2) L'administrateur examinera chaque formulaire de réclamation, pièce justificative, confirmation d'un conseil des Premières Nations, recommandation aux termes du sous-paragraphe 5.01(8) et toute autre information que l'administrateur juge pertinente pour décider si chaque réclamant est admissible à une indemnité.
- 3) Une confirmation d'un conseil des Premières Nations est requise pour les réclamants du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout qui répondent exclusivement à la définition de « Premières Nations » au sens attribué à cette expression à l'article 1 selon qu'ils ont été reconnus comme membres ou citoyens par leur Première Nation respective en vertu d'ententes ou de traités, de coutumes, de traditions et de lois autochtones au plus tard le 11 février 2022 (soit la date la plus tardive prévue dans les ordonnances d'autorisation).
- 4) Dans les six mois suivant la réception d'une réclamation remplie accompagnée de tous les éléments requis, l'administrateur transmettra par écrit à un réclamant les raisons qui motivent les décisions suivantes :
 - a) une décision relative à l'admissibilité;
 - b) une décision selon laquelle un membre du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer n'a pas droit à une indemnité pour cause d'actes de violence;
 - c) une décision selon laquelle le réclamant n'a pas droit au paiement de majoration accordé au groupe en question; ou
 - d) un refus de prolonger la date limite relative aux réclamations à l'égard d'un membre d'un groupe.

- 5) Seul un réclamant dont la demande est approuvée par une décision relative à l'admissibilité peut avoir droit à une indemnité aux termes de l'article 6.
- 6) Un réclamant disposera de 30 jours pour interjeter appel auprès du tiers évaluateur conformément au processus de réclamation après avoir reçu l'une des décisions suivantes :
 - a) une décision relative à l'admissibilité selon laquelle un réclamant n'est pas un membre d'un groupe;
 - b) une décision selon laquelle un réclamant n'a pas droit à un paiement de majoration au sens attribué à cette expression dans le processus de réclamation;
 - c) un refus de prolonger la date limite relative aux réclamations à l'égard d'un membre d'un groupe; ou
 - d) un différend entre les membres approuvés des familles des enfants retirés de leur foyer recevant une part proportionnelle de l'indemnité de base aux termes du paragraphe 6.04.01.
- 7) La décision du tiers évaluateur relative à un appel aux termes du sous-paragraphe 5.02(6) sera définitive et ne pourra pas faire l'objet d'un contrôle judiciaire, d'un autre appel ou de tout autre recours en justice.
- 8) Le tiers évaluateur devra se conformer aux normes de procédure et d'échéancier établies dans le processus de réclamation dans le cas d'un appel d'une décision de l'administrateur.
- 9) Un membre d'un groupe appartenant à une catégorie, comme celle des frères et sœurs, qui n'a pas le droit de recevoir un paiement direct aux termes de la présente Entente n'aura aucun droit d'appel.

ARTICLE 6 - INDEMNISATION

6.01 Principes généraux régissant l'indemnisation

- 1) Les demandeurs devront élaborer un processus de réclamation ayant pour objectif de réduire au minimum le risque de causer un traumatisme aux membres des groupes.
- 2) Aucun membre du groupe des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe

Trout ne sera tenu de se soumettre à une entrevue, à un examen ou à toute autre forme de témoignage de vive voix.

- 3) Les demandeurs conviendront d'exiger, conformément à la présente Entente, des pièces justificatives justes et adaptées sur le plan culturel en fonction de chaque groupe aux fins du processus de réclamation.
- 4) Un membre d'un groupe peut réclamer une indemnité à compter d'un an avant d'atteindre l'âge de la majorité, étant entendu qu'aucune indemnité n'est versée à ce membre d'un groupe avant qu'il atteigne l'âge de la majorité. Un membre d'un groupe ne peut recevoir une indemnité aux termes des modalités de la présente Entente qu'après avoir atteint l'âge de la majorité, sauf dans le cas d'un paiement anticipé exceptionnel conformément au paragraphe 6.07.01. Le processus de réclamation prévoira un moyen par lequel un enfant peut s'inscrire auprès de l'administrateur à tout moment afin de recevoir des mises à jour sur la mise en œuvre de la présente Entente.
- 5) Des facteurs de majoration qui constituent des indicateurs appropriés du préjudice causé ont été établis à la lumière d'avis d'experts. Ils visent à permettre une indemnité proportionnelle au groupe des enfants retirés de leur foyer, au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe des enfants du groupe Trout.
- 6) L'indemnité aux termes de la présente Entente prendra la forme soit d'un paiement direct aux membres d'un groupe admissibles qui ont présenté une réclamation dans le cadre du processus de réclamation et dont la réclamation a été approuvée par l'administrateur, soit d'un avantage indirect pour le groupe par l'entremise du fonds cy-près.
- 7) Un membre d'un groupe qui a droit à une indemnité et qui est membre de plus d'un groupe recevra le montant le plus élevé auquel il a droit parmi les groupes pertinents, et l'indemnité au titre des groupes ne sera pas combinée, sous réserve de l'exception suivante : un membre d'un groupe qui a droit à une indemnité en tant que membre du groupe des enfants retirés de leur foyer et du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer aura droit à un montant d'indemnité combiné en tant que membre de ces deux groupes.

6.02 Principes directeurs à l'égard des enfants retirés de leur foyer

- 1) La présente Entente vise à adopter une ligne de conduite qui tienne compte des traumatismes et des réalités culturelles aux fins de l'indemnisation du groupe des

enfants retirés de leur foyer et des parents responsables ou des grands-parents responsables du groupe des enfants retirés de leur foyer.

- 2) Dans la mesure du possible et à la lumière de critères objectifs, la présente Entente vise à établir un processus d'indemnisation proportionnelle de sorte que les membres du groupe des enfants retirés de leur foyer qui ont subi des préjudices plus importants que les autres puissent recevoir une indemnité plus importante dans le cadre du processus de réclamation.
- 3) L'admissibilité à l'indemnisation et les facteurs de majoration du groupe des enfants retirés de leur foyer seront fondés sur des critères objectifs et des données provenant principalement de SAC et des pièces justificatives, le cas échéant.

6.03 Indemnisation du groupe des enfants retirés de leur foyer

- 1) L'indemnité de base payable à un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer ne sera pas multipliée par le nombre d'épisodes de prise en charge.
- 2) Un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer aura le droit de recevoir une indemnité de base de 40 000 \$.
- 3) Un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer peut avoir droit à un paiement de majoration en fonction des facteurs de majoration suivants (les « **facteurs de majoration de l'indemnité accordée aux enfants retirés de leur foyer** ») :
 - a) l'âge auquel le membre du groupe des enfants retirés de leur foyer a été retiré pour la première fois;
 - b) la durée de prise en charge;
 - c) l'âge du membre du groupe des enfants retirés de leur foyer lorsqu'il est sorti du système de protection de l'enfance;
 - d) le fait que le membre du groupe des enfants retirés de leur foyer a été retiré pour recevoir un service essentiel lié à un besoin confirmé;
 - e) le fait que le membre du groupe des enfants retirés de leur foyer a été retiré d'une collectivité nordique ou éloignée;
 - f) le nombre d'épisodes de prise en charge d'un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer et/ou, si possible, le nombre de placements à

l'extérieur du foyer auquel a été soumis un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer ayant été pris en charge pendant plus d'un (1) an.

- 4) Les demandeurs élaboreront un système de pondération des facteurs de majoration de l'indemnité accordée aux enfants retirés de leur foyer pour le groupe des enfants retirés de leur foyer, en tenant compte des avis d'experts, qui reflètera l'importance relative de chaque facteur de majoration de l'indemnité accordée aux enfants retirés de leur foyer constituant un indicateur du préjudice causé.
- 5) Les demandeurs ont estimé à 7,25 milliards de dollars le budget alloué au groupe des enfants retirés de leur foyer.

6.04 Parents responsables ou grands-parents responsables du groupe des enfants retirés de leur foyer

- 1) Parmi les membres du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, seuls les parents responsables ou grands-parents responsables sont en droit de recevoir une indemnité directe dans la mesure où ils y sont admissibles aux termes de la présente Entente. Les frères et les sœurs n'ont pas le droit de recevoir une indemnité directe, mais ils peuvent bénéficier de manière indirecte de la présente Entente par l'entremise du fonds cy-près.
- 2) Un parent d'accueil n'a pas droit à une indemnité aux termes de la présente Entente et n'a pas le droit ni l'autorisation de réclamer une indemnité au nom d'un enfant aux termes de la présente Entente.
- 3) L'indemnité de base d'un membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer ne sera pas multipliée en fonction du nombre de fois où il a été retiré de son foyer ou d'épisodes de prise en charge d'un enfant ni du nombre d'enfants pris en charge. Aucun membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer ne pourra recevoir plus d'une indemnité de base.
- 4) Un parent responsable ou un grand-parent responsable qui a commis des actes de violence qui ont fait en sorte que soit retiré de son foyer le membre du groupe des enfants retirés de leur foyer n'est pas admissible à une indemnité en ce qui concerne cet enfant retiré de son foyer. Toutefois, un parent responsable ou un grand-parent responsable peut recevoir une indemnité s'il est admissible en tant que membre d'un autre groupe défini aux termes de la présente Entente.
- 5) Les demandeurs ont estimé à 5,75 milliards de dollars le budget alloué au groupe des familles des enfants retirés de leur foyer.

- 6) Si un enfant vivait avec un grand-parent responsable lorsqu'il a été retiré de son foyer, ce grand-parent responsable peut être autorisé à demander une indemnité.
- 7) Une indemnité maximale de deux paiements d'indemnité de base par enfant parmi les parents responsables ou grands-parents responsables d'un enfant, sans égard au nombre d'épisodes de prise en charge ou au nombre de fois où l'enfant a été retiré de son foyer, peut être distribuée aux termes de la présente Entente, s'ils y sont admissibles, selon la liste des critères de priorité suivante :
 - a) catégorie A : les parents responsables qui sont les parents biologiques; puis
 - b) catégorie B : les parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents, selon le cas; puis
 - c) catégorie C : le ou les grands-parents responsables.
- 8) Les parties ont établi le budget de l'indemnité de base à 40 000 \$ par membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer.
- 9) Un membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer peut recevoir une indemnité de base majorée dans le cas où plus d'un enfant du membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer a été retiré de son foyer. Le budget de cette indemnité de base est établi à 60 000 \$.
- 10) Si le comité de mise en œuvre du règlement a alloué un surplus du fonds en fiducie aux membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer aux termes du sous-paragraphe 6.08(5), le comité de mise en œuvre du règlement peut décider que le montant maximal combiné de l'indemnité de base et de l'indemnité additionnelle qui sera attribué à un membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer qui a eu plus d'un enfant retiré de son foyer soit supérieur à 60 000 \$.
- 11) Le montant définitif de l'indemnité de base qui sera versée à chaque membre approuvé du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer sera déterminé par le comité de mise en œuvre du règlement en collaboration avec l'actuaire, en tenant compte du nombre de membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer et du budget alloué au groupe des familles des enfants retirés de leur foyer aux termes du présent paragraphe, sous réserve de l'approbation de la Cour.
- 12) Les paiements aux membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, qui ont le droit de recevoir une indemnité aux termes du présent paragraphe avant l'expiration de la période de réclamation, peuvent être

échelonnés en plusieurs versements afin que les fonds soient suffisants pour verser ces montants aux réclamants, sans égard au moment où ils ont soumis leur réclamation.

6.04.01 Ordre de priorité de l'indemnité aux membres du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer

- 1) Lorsqu'un ou deux parents responsables de la catégorie A auront soumis une réclamation, l'administrateur statuera sur leur réclamation dans les délais précisés au sous-paragraphe 5.02(4), et s'il est établi qu'ils sont des membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, l'administrateur leur versera leur indemnité dans les délais précisés au paragraphe 6.11, sous réserve de toutes les autres restrictions applicables aux termes de la présente Entente.
- 2) L'administrateur ne paiera pas de réclamations effectuées par des parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents (catégorie B) ou des grands-parents responsables (catégorie C) avant l'expiration de la période de réclamation afin de déterminer :
 - a) si plus de deux parents responsables ou grands-parents responsables ont soumis une réclamation à l'égard du même enfant;
 - b) le montant de l'indemnité, le cas échéant, qui doit être versée à chacun de ces réclamants conformément au présent paragraphe.
- 3) Lorsque deux parents responsables de la catégorie A ont soumis des réclamations qui ont été approuvées (y compris s'ils sont séparés et ont la garde partagée du membre du groupe des enfants retirés de leur foyer), les parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents de la catégorie B et les grands-parents responsables de la catégorie C d'un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer ne recevront pas d'indemnité de base aux termes de la présente Entente.
- 4) Dans les situations suivantes, les parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents de la catégorie B et les grands-parents responsables de la catégorie C d'un membre du groupe des enfants retirés de leur foyer recevront une quote-part de l'indemnité de base disponible :
 - a) les grands-parents responsables de la catégorie C recevront une quote-part du montant correspondant à deux fois l'indemnité de base lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :

- i) plus de deux grands-parents responsables de la catégorie C ont fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
 - ii) aucun parent responsable qui est un parent biologique de la catégorie A ou un parent responsable qui est un parent adoptif ou un beau-parent de la catégorie B n'a fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
- b) les grands-parents responsables de la catégorie C recevront une quote-part de l'indemnité de base lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :
 - i) aucun parent responsable qui est un parent biologique de la catégorie A n'a fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
 - ii) un seul parent responsable qui est un parent adoptif ou un beau-parent de la catégorie B a fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
 - iii) plus d'un grand-parent responsable de la catégorie C ont fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
- c) Les parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents de la catégorie B et les grands-parents responsables de la catégorie C recevront une quote-part de l'indemnité de base lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :
 - i) un seul parent responsable qui est un parent biologique de la catégorie A a fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
 - ii) plus d'un parent responsable qui est un parent adoptif ou un beau-parent de la catégorie B ou plus d'un grand-parent responsable de la catégorie C ont fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;
- d) les parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents de la catégorie B recevront une quote-part du montant correspondant à deux fois l'indemnité de base lorsque toutes les conditions suivantes sont respectées :
 - i) aucun parent responsable qui est un parent biologique de la catégorie A n'a fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité;

ii) plus de deux parents responsables qui sont des parents adoptifs ou des beaux-parents de la catégorie B ont fait l'objet d'une approbation pour recevoir une indemnité.

- 5) Le processus de réclamation peut comprendre des dispositions prévoyant les circonstances exceptionnelles suivantes : l'administrateur peut statuer sur une réclamation effectuée par un parent responsable qui est un parent adoptif ou un beau-parent (catégorie B) ou un grand-parent responsable (catégorie C) avant l'expiration de la période de réclamation conformément aux délais précisés au sous-paragraphe 5.02(4), et s'il est établi qu'ils sont des membres approuvés du groupe des familles du groupe des enfants retirés de leur foyer, l'administrateur paiera leur indemnité conformément aux délais précisés au paragraphe 6.11, sous réserve de toutes les autres restrictions applicables aux termes de la présente Entente seulement si le réclamant a soumis des formulaires de réclamation et des pièces justificatives établissant que tous les autres parents biologiques, parents adoptifs, beaux-parents, le cas échéant, et les grands-parents de l'enfant sont décédés ou ont renoncé expressément à leur droit d'effectuer une réclamation aux termes de la présente Entente.
- 6) Tout différend entre les parents responsables ou les grands-parents responsables fera l'objet d'une décision d'arbitrage sommaire par le tiers évaluateur conformément au processus de réclamation.
- 7) Un résumé du présent paragraphe à titre de moyen d'interprétation est joint en tant qu'annexe F : Tableau d'exemples de la ligne de conduite relative au groupe des familles des enfants retirés de leur foyer. En cas de conflit, les dispositions de la présente Entente ont préséance.

6.05 Principes directeurs relatifs au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe des enfants du groupe Trout

- 1) Dans la mesure du possible, la présente Entente applique la même méthodologie au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe des enfants du groupe Trout.
- 2) La présente Entente a pour objectif :
 - a) de tenir compte des traumatismes concernant le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et le groupe des enfants du groupe Trout;

- b) d'éviter les évaluations subjectives des préjudices, les procès individuels, ou d'autres méthodes complexes de prise de décisions en matière d'admissibilité à l'égard de ces groupes;
 - c) d'utiliser des critères objectifs pour évaluer les besoins et les situations particulières des membres d'un groupe qui constituent des indicateurs des préjudices importants infligés à ces membres d'un groupe dans un système discriminatoire.
- 3) L'indemnité de base d'un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou d'un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout ne peut pas être multipliée par le nombre de services essentiels dont il a été confirmé que l'enfant avait besoin.

6.06 Principe de Jordan et Trout

- 1) Les demandeurs élaboreront la partie du processus de réclamation concernant les membres du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, du groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, du groupe des enfants du groupe Trout et du groupe des familles des enfants du groupe Trout conformément au présent paragraphe. Un résumé du présent paragraphe à titre de moyen d'interprétation est joint en tant qu'annexe E : Tableau récapitulatif de la ligne de conduite relative au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe Trout. En cas de conflit, les dispositions de la présente Entente ont préséance.
- 2) L'admissibilité à l'indemnisation des membres du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout sera établie en fonction du besoin confirmé lié à un service essentiel de ces membres si :
- a) le besoin confirmé d'un membre du groupe n'a pas été satisfait en raison d'un refus relatif à un service essentiel;
 - b) un membre du groupe a subi un retard dans la réception d'un service essentiel demandé pour lequel il avait un besoin confirmé; ou
 - c) le besoin confirmé d'un membre du groupe n'a pas été satisfait en raison d'une lacune dans les services même si le service essentiel n'a pas été demandé.

- 3) Le cadre relatif aux services essentiels établira une méthode visant à évaluer deux catégories de services essentiels établies compte tenu des avis d'experts sur des critères objectifs :
 - a) les services essentiels concernant les enfants dont la situation, compte tenu d'un service essentiel dont il est confirmé qu'ils ont eu besoin, devrait comporter des répercussions importantes (« **service essentiel entraînant des répercussions importantes** »);
 - b) les services essentiels qui ne devraient pas être nécessairement liés à des répercussions importantes (« **autre service essentiel** »).
- 4) Les demandeurs respecteront l'échéancier suivant en collaborant afin d'élaborer le cadre relatif aux services essentiels :
 - a) Les demandeurs s'entretiendront avec les experts afin d'examiner le cadre relatif aux services essentiels au plus tard le 15 juin 2022, ou à toute autre date convenue entre les parties.
 - b) Les demandeurs prépareront un cadre relatif aux services essentiels au plus tard le 5 août 2022.
 - c) Les demandeurs présenteront un rapport d'expert en soutien au cadre relatif aux services essentiels définitif au plus tard le 19 août 2022.
- 5) Un réclamant sera réputé avoir établi un besoin confirmé s'il a fourni des pièces justificatives à cet effet et a fait l'objet d'une approbation par l'administrateur.
- 6) Les pièces justificatives devront comprendre la preuve d'une recommandation par un professionnel conformément aux principes suivants :
 - a) une preuve admissible est notamment une preuve contemporaine et/ou actuelle d'évaluation, de référence ou de recommandation afin de pallier les difficultés à conserver et à obtenir des dossiers historiques pendant la période visée pour le groupe des enfants du groupe Trout et la période visée pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;
 - b) une preuve admissible est notamment une preuve d'évaluation, de référence ou de recommandation par un professionnel dans les limites de son expertise que le membre d'un groupe peut obtenir dans son lieu de résidence, y compris une collectivité nordique ou éloignée;

- c) pour établir un besoin confirmé, la preuve provenant d'un professionnel doit préciser dans tous les cas le service essentiel dont le réclamant avait besoin, la raison de ce besoin et la date à laquelle ce besoin existait;
 - d) un réclamant peut établir la preuve qu'il a demandé un service essentiel au Canada au cours de la période visée pour le groupe des enfants du groupe Trout ou de la période visée pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan au moyen d'une déclaration solennelle. La preuve d'une demande relative à un service essentiel est le seul cas où une déclaration solennelle peut être considérée comme une pièce justificative aux fins du groupe des enfants du groupe Trout, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, du groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et le groupe des familles des enfants du groupe Trout.
- 7) Si l'administrateur, ou le tiers évaluateur à l'occasion d'un appel, détermine qu'un membre d'un groupe a fourni des pièces justificatives qui établissent la preuve d'un besoin confirmé d'un service essentiel, l'administrateur, ou le tiers évaluateur à l'occasion d'un appel, devra déterminer si le réclamant a fait l'objet d'un refus, d'un retard ou d'une lacune dans les services.
- 8) Lorsqu'un membre d'un groupe a fourni des pièces justificatives qui établissent la preuve d'un besoin confirmé lié à un service essentiel à l'égard duquel l'administrateur a déterminé que le membre du groupe a fait l'objet d'un refus, d'un retard ou d'une lacune dans les services, ce membre d'un groupe sera :
- a) un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan si le besoin confirmé du réclamant s'est présenté pendant la période visée pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan; ou
 - b) un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout si le besoin confirmé du réclamant s'est présenté pendant la période visée pour le groupe des enfants du groupe Trout.
- 9) Les demandeurs ont estimé à 3 milliards de dollars le budget destiné au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, sous réserve des paragraphes 6.08, 6.09 et 6.10 (le « **budget destiné au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** »).

- 10) Les demandeurs ont estimé à 2 milliards de dollars le budget destiné au groupe des enfants du groupe Trout, sous réserve des paragraphes 6.08, 6.09 et 6.10 (le « **budget destiné au groupe des enfants du groupe Trout** »).
- 11) Un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan recevra une indemnité minimale de 40 000 \$ si :
- a) il a établi la preuve d'un besoin confirmé lié à un service essentiel entraînant des répercussions importantes; ou
 - b) il a établi la preuve d'un besoin confirmé relatif à un autre service essentiel et a subi de plus hauts niveaux de répercussions que d'autres réclamants du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ayant un besoin confirmé lié à un autre service essentiel, notamment des répercussions en raison de conditions et de circonstances telles que la maladie, une incapacité ou une déficience. De telles répercussions sont mesurées selon des facteurs objectifs évalués au moyen de formulaires de réclamation et d'un questionnaire adaptés sur le plan culturel et conçus en collaboration avec des experts. Sous réserve de l'approbation de la Cour, la sélection des réclamants qui sont admissibles aux termes de cette catégorie sera fondée sur des facteurs objectifs tels que la gravité des répercussions sur l'enfant et le nombre de réclamants admissibles.
- 12) Un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout recevra une indemnité minimale de 20 000 \$ si :
- a) il a établi la preuve d'un besoin confirmé d'un service essentiel entraînant des répercussions importantes; ou
 - b) il a établi la preuve d'un besoin confirmé liés à un autre service essentiel et a subi de plus hauts niveaux de répercussions que d'autres réclamants du groupe des enfants du groupe Trout ayant un besoin confirmé lié à un autre service essentiel, notamment des répercussions en raison de conditions et de circonstances telles que la maladie, une incapacité ou une déficience. De telles répercussions sont mesurées selon des facteurs objectifs évalués au moyen de formulaires de réclamation et d'un questionnaire adaptés sur le plan culturel et conçus en collaboration avec des experts. Sous réserve de l'approbation de la Cour, la sélection des réclamants qui sont admissibles aux termes de cette catégorie sera fondée sur des facteurs objectifs tels que la gravité des répercussions sur l'enfant et le nombre de réclamants admissibles.

- 13) Un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan qui a établi la preuve d'un besoin confirmé lié à d'autres services essentiels et qui n'a pas établi de réclamation aux termes de l'alinéa 6.06(11)b) recevra une indemnité pouvant atteindre tout au plus 40 000 \$, au prorata du budget destiné au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan après déduction du montant total estimé de l'indemnité à verser aux membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan qui ont établi une réclamation aux termes du sous-paragraphe 6.06(11).
- 14) Un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout qui a établi la preuve d'un besoin confirmé lié à d'autres services essentiels et qui n'a pas établi de réclamation aux termes de l'alinéa 6.06(12)b) recevra une indemnité pouvant atteindre tout au plus 20 000 \$, compte tenu du budget destiné au groupe des enfants du groupe Trout, au prorata du budget destiné au groupe des enfants du groupe Trout après déduction du montant total de l'indemnité à verser aux membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout qui ont établi une réclamation aux termes du sous-paragraphe 6.06(12).
- 15) En cas de surplus du fonds en fiducie aux termes du paragraphe 6.08 selon l'avis de l'actuaire, après le paiement des réclamations approuvées aux termes des sous-paragraphe 6.06(13) et 6.06(14), les membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et les membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout qui ont établi une réclamation aux termes des sous-paragraphe 6.06(11) et 6.06(12) pourraient avoir droit à un paiement de majoration.
- 16) Seuls les parents responsables ou les grands-parents responsables des membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et des membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout qui ont établi une réclamation aux termes des sous-paragraphe 6.06(11), 6.06(12), 6.07(3) ou 6.07(4) peuvent avoir droit à une indemnité (c'est-à-dire le « groupe approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des familles des enfants du groupe Trout »). Tous les autres parents responsables ou grands-parents responsables des membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et des membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout ne recevront pas d'indemnité directe aux termes de la présente Entente.
- 17) Le groupe approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des familles des enfants du groupe Trout recevra un montant fixe de 2 milliards de dollars à titre d'indemnité aux termes de la présente

Entente (le « **budget destiné au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et au groupe des familles des enfants du groupe Trout** »). Aucun surplus ou revenu ne sera réaffecté à ces groupes.

6.07 Clause de sécurité relative aux cas exceptionnels du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout

- 1) La non-inclusion d'un service dans le cadre relatif aux services essentiels ne peut être un motif d'exclusion de l'admissibilité d'un réclamant si les circonstances suivantes sont établies conformément à la présente Entente :
 - a) le réclamant a soumis des pièces justificatives indiquant un service et établissant un besoin confirmé de ce service pendant la période visée pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et la période visée pour le groupe des enfants du groupe Trout;
 - b) le service visé à l'alinéa 6.07(1)a) n'est pas admissible à titre de service essentiel aux termes du cadre relatif aux services essentiels;
 - c) les pièces justificatives établissent de manière satisfaisante la ou les raisons pour lesquelles le service visé à l'alinéa 6.07(1)a) était essentiel pour le réclamant lorsqu'il était enfant;
 - d) le réclamant a demandé le service visé à l'alinéa 6.07(1)a) au Canada, mais la demande a fait l'objet d'un refus ou d'un retard déraisonnable en tenant compte du contexte et des besoins de l'enfant.
- 2) Lorsqu'un réclamant remplit toutes les conditions du sous-paragraphe 6.07(1), le réclamant est :
 - a) un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan si le besoin confirmé du réclamant s'est présenté pendant la période visée pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;
 - b) un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout si le besoin confirmé du réclamant s'est présenté pendant la période visée pour le groupe des enfants du groupe Trout.
- 3) Un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan aux termes du présent paragraphe recevra une indemnité minimale de 40 000 \$ s'il a établi un besoin confirmé conformément au sous-

paragraphe 6.07(1), et a subi de plus hauts niveaux de répercussions que d'autres réclamants du groupe indiqués au sous-paragraphe 6.06(13), notamment des répercussions en raison de conditions et de circonstances telles que la maladie, une incapacité ou une déficience. De telles répercussions sont mesurées selon des facteurs objectifs évalués au moyen de formulaires de réclamation et d'un questionnaire adaptés sur le plan culturel et conçus en collaboration avec des experts. Sous réserve de l'approbation de la Cour, la sélection des réclamants qui sont admissibles aux termes de cette catégorie sera fondée sur des facteurs objectifs tels que la gravité de des répercussions sur l'enfant et le nombre de réclamants admissibles.

- 4) Un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout aux termes du présent paragraphe recevra une indemnité minimale de 20 000 \$ s'il a établi un besoin confirmé conformément au sous-paragraphe 6.07(1), et a subi de plus hauts niveaux de répercussions que d'autres réclamants du groupe indiqués au sous-paragraphe 6.06(14), notamment des répercussions en raison de conditions et de circonstances telles que la maladie, une incapacité ou une déficience. De telles répercussions sont mesurées selon des facteurs objectifs évalués au moyen de formulaires de réclamation et d'un questionnaire adaptés sur le plan culturel et conçus en collaboration avec des experts. Sous réserve de l'approbation de la Cour, la sélection des réclamants qui sont admissibles aux termes de cette catégorie sera fondée sur des facteurs objectifs tels que la gravité des répercussions sur l'enfant et le nombre de réclamants admissibles.
- 5) Un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan qui n'a pas rempli les conditions prévues au sous-paragraphe 6.07(3) recevra une indemnité pouvant atteindre tout au plus 40 000 \$, au prorata du budget destiné au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan après déduction du montant total estimé de l'indemnité à verser aux membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan qui ont établi une réclamation aux termes des sous-paragraphe 6.06(11) et 6.07(3) collectivement.
- 6) Un membre approuvé du groupe des enfants du groupe Trout qui n'a pas rempli les conditions prévues au sous-paragraphe 6.07(4) recevra une indemnité pouvant atteindre tout au plus 20 000 \$, compte tenu du budget destiné au groupe des enfants du groupe Trout, au prorata du budget destiné au groupe des enfants du groupe Trout après déduction du montant total de l'indemnité à verser aux membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout qui ont établi une réclamation aux termes des sous-paragraphe 6.06(12) et 6.07(4) collectivement.

6.07.01 Paiement anticipé exceptionnel des fonds d'indemnisation

- 1) Nonobstant le sous-paragraphe 6.01(4), l'administrateur peut exceptionnellement approuver le paiement de l'indemnité avant qu'un réclamant atteigne l'âge de la majorité conformément au présent paragraphe.
- 2) Une personne n'ayant pas atteint l'âge de la majorité pourrait avoir le droit de recevoir un montant de l'indemnité afin de financer ou de rembourser les coûts d'une expérience qui change la vie ou qui est un vœu de fin de vie (le « **paiement anticipé exceptionnel** »), si elle fournit des pièces justificatives établissant :
 - a) qu'elle respecte les exigences, autres que l'âge, pour être un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer ou un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;
 - b) qu'elle souffre d'une maladie en phase terminale ou incurable qui met sa vie en danger.
- 3) Une personne qui établit son admissibilité à un paiement anticipé exceptionnel conformément au présent paragraphe doit fournir une preuve raisonnable relative à une expérience qui change la vie ou qui est un vœu de fin de vie et le coût approximatif de cette expérience.
- 4) L'administrateur évaluera l'admissibilité du réclamant à l'égard d'un paiement anticipé exceptionnel, afin de financer ou de rembourser les coûts, pouvant atteindre tout au plus 40 000 \$.
- 5) L'administrateur statuera sur la réclamation à l'égard d'un paiement anticipé exceptionnel dans l'intérêt supérieur de l'enfant et de manière accélérée. L'administrateur fera la demande de pièces justificatives de bonne foi afin d'évaluer :
 - a) l'admissibilité du réclamant;
 - b) la maladie en phase terminale ou incurable mettant en danger la vie du réclamant;
 - c) la validité de la demande relative à une expérience qui change la vie ou qui est un vœu de fin de vie du réclamant;
 - d) l'âge et la situation de l'enfant et si l'enfant a besoin d'une protection;

- e) le coût approximatif de l'expérience qui change la vie ou qui est un vœu de fin de vie.
- 6) Lorsqu'un membre d'un groupe a reçu un paiement anticipé exceptionnel et soumet par la suite une réclamation d'indemnité, les montants versés à titre de paiement anticipé exceptionnel seront déduits du montant total d'indemnité auquel il a droit, le cas échéant, aux termes de la présente Entente.

6.08 Ordre de priorité à l'égard de la distribution de surplus

- 1) Sur avis de l'actuaire ou d'un autre conseiller semblable, le comité de mise en œuvre du règlement peut déterminer à tout moment ou de temps à autre qu'il y a des fonds non affectés ou excédentaires relativement au fonds de règlement dans le fonds en fiducie (un « **surplus du fonds en fiducie** »).
- 2) Le comité de mise en œuvre du règlement peut proposer l'affectation d'un surplus du fonds en fiducie et la distribution de tout surplus du fonds en fiducie au profit des membres d'un groupe, conformément au présent paragraphe et au processus de réclamation, sous réserve de l'approbation de la Cour.
- 3) Le comité de mise en œuvre du règlement, ayant proposé l'affectation d'un surplus et la distribution de ce surplus du fonds en fiducie, présentera à la Cour des requêtes en vue d'obtenir l'approbation de l'affectation de ce surplus et de la distribution proposée de tout surplus du fonds en fiducie. L'affectation d'un surplus du fonds en fiducie prendra effet à la plus tardive des dates suivantes :
 - a) le jour suivant le dernier jour où un appel ou une demande d'autorisation d'interjeter appel de l'une ou l'autre des ordonnances d'approbation à l'égard de cette affectation peut être invoqué en vertu des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106;
 - b) la date à laquelle le dernier de tous les appels de l'une ou l'autre des ordonnances d'approbation à l'égard de cette affectation est tranché de façon définitive.
- 4) En aucun cas un montant quelconque du fonds en fiducie, y compris un surplus du fonds en fiducie, ne pourra revenir au Canada, et le Canada ne pourra pas être un bénéficiaire admissible d'un surplus du fonds en fiducie.
- 5) Aux fins de l'affectation du surplus du fonds en fiducie, le comité de mise en œuvre du règlement tiendra dûment compte de l'ordre de priorité énoncé ci-dessous :
 - a) les membres approuvés du groupe des enfants retirés de leur foyer;

- b) les membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;
- c) les membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout;
- d) les membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer.

6.09 Réaffectation des budgets

- 1) Le comité de mise en œuvre du règlement adoptera les budgets relatifs aux indemnités affectées aux différents groupes (chacun, un « **budget** ») conformément aux montants indiqués aux paragraphes 6.03, 6.04 et 6.06.
- 2) Le comité de mise en œuvre du règlement fera préparer une analyse actuarielle du fonds en fiducie devant être effectuée au moins chaque période de trois ans et plus fréquemment si le comité de mise en œuvre du règlement le juge approprié. L'analyse actuarielle sera effectuée par l'actuaire conformément à la pratique actuarielle reconnue au Canada. L'analyse actuarielle établira :
 - a) la valeur des actifs disponibles afin de répondre à toutes les réclamations prévues en cours et futures;
 - b) la valeur actuelle de toutes les réclamations prévues en cours et futures en utilisant, au besoin, les hypothèses raisonnables que l'actuaire juge appropriées;
 - c) un coussin actuariel pour fournir une marge de protection raisonnable en cas d'écarts défavorables par rapport aux hypothèses utilisées;
 - d) le surplus actuariel et/ou le déficit actuariel des fonds d'un budget.
- 3) Si, compte tenu des avis de l'actuaire, l'indemnité totale à être versée au nombre de membres approuvés d'un groupe est, ou devrait être, inférieure à celle prévue au titre du budget, le comité de mise en œuvre du règlement peut transférer un certain montant de ce budget à un autre budget, sur lequel, selon l'avis de l'actuaire, une indemnité totale à verser aux membres approuvés d'un groupe est plus élevée que celle qui avait été estimée.
- 4) Si plus d'un (1) budget comporte une indemnité totale qui doit être versée au nombre de membres approuvés d'un groupe plus élevée que celle qui avait été estimée, le comité de mise en œuvre du règlement peut effectuer un transfert de

fonds conformément à l'ordre de priorité suivant, sous réserve de l'approbation de la Cour :

- a) les membres approuvés du groupe des enfants retirés de leur foyer;
- b) les membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;
- c) les membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout;
- d) les membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer.

6.10 Revenus du fonds en fiducie

Le comité de mise en œuvre du règlement peut affecter les revenus générés par le fonds en fiducie à n'importe quel groupe, à sa discrétion, conformément à l'ordre de priorité suivant, en donnant préséance aux groupes pour lesquels l'indemnité totale à verser aux membres approuvés du groupe est plus élevée que celle qui avait été estimée :

- a) les membres approuvés du groupe des enfants retirés de leur foyer;
- b) les membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;
- c) les membres approuvés du groupe des enfants du groupe Trout;
- d) les membres approuvés du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer.

6.11 Options de placement du fonds d'indemnisation

- 1) L'administrateur versera le paiement aux membres approuvés du groupe des enfants retirés de leur foyer et aux membres approuvés du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan dans les neuf (9) mois suivant l'approbation de la réclamation du membre du groupe en question, mais dans tous les cas, seulement après avoir pris les mesures suivantes :
 - a) au moins six mois avant le versement du paiement, l'administrateur communiquera avec le membre approuvé du groupe en question pour lui demander s'il souhaite conserver le montant auquel il a droit ou en affecter une partie ou la totalité à un instrument de placement;

- b) le comité de mise en œuvre du règlement déterminera la forme de l'avis au membre du groupe en question;
- c) si le membre du groupe indique qu'il souhaite placer un certain montant, les fonds seront détenus ou placés dans un compte distinct au profit du membre du groupe en question;
- d) une fois que le compte de placement du membre du groupe en question est établi, les frais, les coûts et les impôts payables sur le capital ou le rendement du placement seront imputés au placement individuel du membre d'un groupe en question, s'il y a lieu.

6.12 Rajustement de la valeur temporelle des sommes versées à titre d'indemnité

L'indemnité payable à un membre approuvé du groupe des enfants retirés de leur foyer ou à un membre approuvé du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan n'ayant pas atteint l'âge de la majorité avant la remise de l'avis d'approbation du règlement peut être rajustée en fonction du temps qui s'est écoulé avant que le membre du groupe en question atteigne l'âge de la majorité. Le comité de mise en œuvre du règlement, sur avis du comité de placement et de l'actuaire, déterminera une méthode uniforme pour calculer le rajustement sous réserve de l'approbation de la Cour.

ARTICLE 7 - FONDS CY-PRÈS

7.01 Principes directeurs

- 1) Les demandeurs créeront un fonds cy-près avec l'aide d'experts, sous réserve de l'approbation de la Cour.
- 2) L'objectif du fonds cy-près consiste principalement à apporter des avantages aux membres d'un groupe qui ne reçoivent pas de paiement direct aux termes de la présente Entente.
- 3) Dès la création d'une entité ou le choix d'une entité existante et après la date d'entrée en vigueur, le fiduciaire dotera le fonds cy-près de 50 millions de dollars provenant du fonds en fiducie.
- 4) Le fonds cy-près sera administré par les Premières Nations.

5) L'objectif du fonds cy-près est de fournir aux groupes des mesures de soutien et d'assistance adaptées sur le plan culturel qui tiennent compte des traumatismes, dont les mesures suivantes, lesquelles ont pour objectif :

a) d'établir un fonds, une fondation ou un autre instrument similaire dont la direction peut comprendre des jeunes et des enfants des Premières Nations pris en charge ou anciennement pris en charge, leurs alliés et ceux qui ont subi un retard, un refus ou une lacune dans les services aux termes du principe de Jordan, afin d'offrir des mesures de soutien sous la forme d'une subvention visant à faciliter l'accès à des programmes, à des services et à des activités basés sur la culture, la communauté et la guérison destinés aux membres des groupes et aux enfants des parents des Premières Nations qui ont subi un retard, un refus ou une lacune dans les services aux termes du principe de Jordan.

i) Ces mesures de soutien sous la forme d'une subvention peuvent comprendre notamment :

(1) l'unification, la réunification, la connexion et la reconnexion familiales et communautaires pour les jeunes pris en charge et anciennement pris en charge :

i. aider les jeunes des Premières Nations pris en charge et anciennement pris en charge à identifier leur famille biologique et leur Première Nation, ce qui peut inclure accéder à des registres ou à des dossiers, rencontrer les membres de leur famille ou se déplacer vers leur Première Nation;

ii. donner accès à des services de soutien de mieux-être holistique pour les jeunes des Premières Nations pris en charge et anciennement pris en charge pendant le processus de réunification et de reconnexion familiales et communautaires;

iii. réduire les coûts associés aux déplacements et à l'hébergement pour visiter la communauté et la famille, y compris pour les jeunes des Premières Nations pris en charge et anciennement pris en charge, les personnes de soutien ou les membres de leur famille.

(2) l'accès à la culture :

i. faciliter l'accès aux programmes, aux activités et à du soutien culturels, notamment : les groupes de jeunes, les cérémonies, la langue, les aînés et les gardiens du savoir, les mentors, les activités rattachées à la terre et les arts et loisirs culturels.

(3) des mesures de soutien en matière de transition et d'orientation :

i. faciliter l'accès des jeunes des Premières Nations pris en charge et anciennement pris en charge à du soutien en matière de transition pour les jeunes des Premières Nations pris en charge et anciennement pris en charge qui ne sont pas admissibles aux soins et services offerts à compter de l'âge de la majorité dans le cadre du programme réformé des Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations ou qui ne sont pas couverts ailleurs, dans leur transition vers l'âge adulte, notamment : un logement sûr et accessible, les compétences de vie et la vie autonome, la littératie financière, la planification et les services, la formation continue, du soutien en matière de santé et de bien-être;

ii. faciliter l'accès à du soutien en matière d'orientation pour les membres des groupes et les enfants de parents des Premières Nations ayant subi un retard, un refus ou une lacune dans les services aux termes du principe de Jordan qui ne sont pas admissibles à recevoir des services offerts à compter de l'âge de la majorité aux termes du principe de Jordan ou qui ne sont pas couverts ailleurs;

iii. faciliter l'accès à une bourse d'études pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et les enfants de parents des Premières Nations qui ont subi un retard, un refus ou une lacune dans les services dans la prestation de services aux termes du principe de Jordan. La bourse d'études sera conçue afin de reconnaître les effets négatifs associés à l'expérience d'un retard, d'un refus ou d'une lacune dans les services aux termes du principe de Jordan.

b) de mettre sur pied un réseau national des jeunes des Premières Nations pris en charge ou anciennement pris en charge grâce aux subventions ou au moyen de la création d'un fonds, d'une fondation ou d'une organisation

similaire, qui peut comprendre un réseau national et des réseaux locaux. Les réseaux partageraient les meilleures pratiques et les mises à jour, fourniraient des services de défense des droits, discuteraient et feraient des recommandations sur les politiques. La structure, la portée et la composition des réseaux doivent être déterminées par les jeunes des Premières Nations pris en charge ou anciennement pris en charge.

ARTICLE 8 - SOUTIENS AUX GROUPES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉCLAMATION

- 1) Les Parties conviendront des mesures de soutien adaptées sur le plan culturel en matière de santé et de renseignements, et des autres mesures de soutien qui devront être fournies aux membres des groupes dans le cadre du processus de réclamation, ainsi que du financement de professionnels des soins de santé chargés de soutenir les membres des groupes qui souffriraient ou risqueraient de souffrir d'un traumatisme pendant la durée du processus de réclamation, conformément à l'annexe C : Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le processus d'indemnisation, et des responsabilités de l'administrateur en ce qui a trait à la prestation de services d'orientation et d'autres mesures de soutien aux termes du paragraphe 3.02.
- 2) Le Canada versera un montant de 2 550 000 \$ à l'APN aux fins de la prestation de services de soutien aux réclamants des Premières Nations pour une période de cinq (5) ans commençant le 1^{er} avril 2024 et se terminant le 31 mars 2029. Ce processus comprendra l'administration d'un service d'assistance téléphonique et la prestation de services d'assistance adaptés sur le plan culturel aux réclamants afin qu'ils puissent remplir les formulaires de réclamation pertinents s'ils ne sont pas couverts par les services de soutien offerts aux membres des groupes par l'administrateur (les « **services de soutien offerts par l'APN** »). D'ici avril 2028, l'APN peut demander au comité de mise en œuvre du règlement une prolongation du financement des services de soutien offerts par l'APN. Sous réserve de l'approbation par le comité de mise en œuvre du règlement d'une prolongation des services de soutien offerts par l'APN, le Canada fournira des fonds globaux supplémentaires à l'APN aux fins de la prestation de ces services pendant une période qui conviendra à l'APN, au comité de mise en œuvre du règlement et au Canada.
- 3) Le Canada financera la mise à niveau de la Ligne d'écoute d'espoir afin de prévoir la formation des téléphonistes et des conseillers sur les recours et la promotion de ce service auprès des membres des groupes dès que possible, avant l'approbation du règlement. Les Parties recommanderont à la Cour de nommer une organisation autochtone tierce, financée par le Canada, afin d'offrir une ligne de soutien

adaptée aux jeunes et respectueuse de leur culture, qui fournirait des services de counseling aux jeunes et aux jeunes adultes membres des groupes et les aiguillerait vers des services de soins à compter de l'âge de la majorité, le cas échéant.

- 4) Sans restreindre la généralité de ce qui précède, le Canada paiera les services de soins de santé mentale et de soutien culturel requis, les intervenants pivots chargés de favoriser les communications et d'orienter les personnes vers des services de soins de santé, les services d'assistance avec les lignes de liaison de l'APN, les coûts raisonnables assumés par les fournisseurs de services des Premières Nations aux fins de l'obtention des dossiers visant à aider les membres à justifier leur admissibilité provenant des provinces, territoires et organismes, les services professionnels (taxonomie et services d'actuariat), ainsi que les frais raisonnables relativement à un règlement structuré (s'il y a lieu), dont les Parties pourraient convenir. Le Canada financera les services de soins de santé mentale et de soutien culturel en fonction de l'évolution des besoins des groupes. Plus de la moitié des membres des groupes sont des adultes qui devraient toucher une indemnité au cours des cinq premières années de la mise en œuvre de l'Entente; ensuite l'accent sera mis sur l'indemnisation des jeunes adultes au cours des années restantes, grâce à la gamme actuelle de services de mieux-être mental des Premières Nations. Le Canada collaborera avec les Parties aux fins d'adapter les mesures de soutien et de prévoir des initiatives novatrices en matière de santé mentale et de mieux-être dirigées par les Premières Nations.
- 5) Les coûts des mesures de soutien aux termes du présent article sont payables par le Canada et ne seront pas déduits des fonds du règlement.
- 6) Le Canada présentera des rapports annuels au comité de mise en œuvre du règlement sur les services de santé et les services de soutien psychologique tenant compte des traumatismes qui figurent à l'annexe C : Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le processus d'indemnisation.

ARTICLE 9 - INCIDENCES DE L'ENTENTE

9.01 Quittances

- 1) L'ordonnance d'approbation du règlement rendue par la Cour déclarera, à moins qu'il n'en soit convenu autrement dans la présente Entente et compte tenu des obligations et responsabilités du Canada aux termes de la présente Entente, que chaque membre d'un groupe ou son exécuteur testamentaire, son réclamant de la succession ou son représentant légal au nom de ce membre d'un groupe ou de sa succession et chaque membre d'un groupe des Premières Nations (ci-après

collectivement les « **renonciateurs** ») a entièrement, définitivement et à jamais libéré le Canada et ses fonctionnaires, mandataires et employés, prédécesseurs, ayants cause et cessionnaires (ci-après collectivement appelées les « **renonciataires** ») de toute action, cause d'action, réclamation et demande de quelque nature que ce soit, connue ou prévue ou non, que les renonciateurs ont eu, ont à l'heure actuelle ou pourraient avoir à l'avenir contre les renonciataires relativement aux réclamations présentées ou pouvant être présentées dans les recours, y compris toute réclamation concernant les coûts visés au sous-paragraphe 12.02(3).

- 2) Il est entendu que les membres des groupes conservent leur droit de présenter des réclamations contre des tiers pour les actes de violence physiques, sexuels ou émotionnels qu'ils ont subis, sous réserve de la responsabilité que ces tiers peuvent engager séparément, à l'exclusion de toute responsabilité que ces tiers peuvent engager solidairement ou autrement avec le Canada, de sorte que ces tiers n'auront aucun motif de demander une contribution, une indemnité ou un redressement par voie de subrogation en equity, de jugement déclaratoire ou autrement contre le Canada pour les actes de violence physiques, sexuels ou émotionnels qu'ils ont subis. Aucune indemnité versée à un membre d'un groupe aux termes du présent règlement ne sera imputée au paiement relatif à des préjudices subis par suite d'actes de violence physiques, sexuels ou émotionnels.
- 3) Il demeure entendu que chaque renonciateur est réputé convenir que, s'il présente une réclamation ou une demande ou intente une action ou entreprend une procédure à l'encontre d'une autre personne, de personnes ou d'entités dans le cadre de laquelle une réclamation pourrait être présentée contre le Canada aux fins de réclamer des dommages-intérêts ou une contribution ou une indemnité et/ou d'autres mesures de redressement, conformément à la loi, à la common law ou au droit civil québécois relativement aux allégations et aux questions énoncées dans les recours, y compris pour des actes de violence physiques, sexuels ou émotionnels qu'ils ont subis alors qu'ils étaient pris en charge, le renonciateur limitera expressément sa réclamation de façon à exclure toute part de responsabilité du Canada, et dans l'éventualité où le Canada serait tenu responsable, le renonciateur indemnifiera le Canada dans la pleine mesure de cette responsabilité, y compris toute responsabilité quant aux coûts.
- 4) À la suite de la décision définitive à l'égard d'une réclamation effectuée dans le cadre du processus de réclamation et conformément à celui-ci, les renonciateurs sont également réputés libérer entièrement et définitivement les Parties, les avocats des Parties, les avocats des groupes, les avocats du Canada, le comité de mise en œuvre du règlement et ses membres, l'administrateur ainsi que le tiers

évaluateur relativement à toute réclamation qui a résulté, résulte ou qui pourrait résulter de l'application du processus de réclamation, y compris toute réclamation relative au calcul de l'indemnité, au caractère suffisant de l'indemnité reçue, et à l'affectation et à la distribution du surplus du fonds en fiducie.

9.02 Recours continus

- 1) Les Parties reconnaissent et conviennent que, nonobstant toute disposition de la présente Entente, les membres d'un groupe ne renoncent pas à leurs réclamations ou causes d'action, et les conservent expressément, pour tout manquement du Canada à ses obligations continues aux termes de la présente Entente, y compris :
 - a) le défaut de verser la totalité des fonds du règlement;
 - b) le financement des frais raisonnables d'avis et autres frais administratifs nécessaires pour l'exécution de la présente Entente, notamment les renseignements et les avis aux membres des groupes concernant l'autorisation, la présente Entente, l'approbation du règlement et le processus de réclamation, ainsi que les frais administratifs de tiers;
 - c) le paiement des honoraires extrajudiciaires et déboursés raisonnables aux avocats des groupes, en sus des fonds du règlement;
 - d) la communication avec les sous-ministres provinciaux et territoriaux responsables des services à l'enfance et à la famille, de la santé et de l'éducation, ainsi qu'avec les autres sous-ministres concernés au sujet de l'imposition, des allocations spéciales pour enfants, de l'assistance sociale, des soins à compter de l'âge de la majorité ou le recouvrement d'autres avantages provinciaux ou territoriaux, sans que cela n'ait d'incidence sur les financements reçus dans le contexte d'une demande en application du principe de Jordan, qu'elle soit en attente ou approuvée;
 - e) la présentation d'excuses publiques par le premier ministre;
 - f) l'intention des parties de faire en sorte que les fonds du règlement, y compris les revenus tirés des fonds du règlement en attente de distribution, soit distribué aux membres des groupes à titre d'indemnité, par opposition à un revenu imposable; et
 - g) la demande conjointe d'une ordonnance du Tribunal déclarant que l'ordonnance d'indemnisation a été entièrement respectée.

- 2) Les Parties conviennent que, sous réserve de la *Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. (1985), ch. C-50, les Parties seront autorisées à réclamer toute mesure de redressement afin d'empêcher les manquements réels ou imminents à la présente Entente, et d'assurer le respect des modalités de la présente Entente, sans obligation d'obtenir ou de fournir un cautionnement relativement à l'obtention d'une mesure de redressement par voie d'injonction ou de toute autre mesure de redressement en equity permise par la loi, le tout s'ajoutant aux dommages-intérêts et à tout autre recours dont les Parties peuvent se prévaloir en droit ou en equity pour tout manquement à la présente Entente.

9.03 Impôt sur le revenu canadien et prestations sociales

- 1) Le Canada veillera à ce que le droit de tout membre d'un groupe à des prestations sociales fédérales ou à des prestations d'aide sociale ne soit pas touché de quelque façon que ce soit par la réception, directe ou indirecte, d'un paiement conformément à la présente Entente, et à ce qu'aucun de ces paiements ne soit considéré comme un revenu imposable au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.
- 2) Les Parties conviennent que les versements aux membres d'un groupe, y compris les versements de revenus tirés des fonds du règlement, sont des dommages-intérêts liés à des préjudices corporels et ne constitueront pas un revenu imposable et que le Canada s'efforcera d'obtenir une interprétation technique à cet égard de la part de la Direction des décisions en impôt de l'Agence du revenu du Canada.
- 3) À l'approbation de la présente Entente par la Cour, le Canada écrira à tous les sous-ministres provinciaux et territoriaux responsables des services à l'enfance et à la famille, de la santé et de l'éducation, de même qu'à tous les autres sous-ministres concernés, pour les encourager à collaborer :
 - a) afin d'exonérer d'impôt tout paiement reçu par les membres d'un groupe aux termes de la présente Entente, y compris les paiements des revenus tirés des fonds du règlement, des allocations spéciales pour enfants, de prestations d'aide sociale, des soins à compter de l'âge de la majorité ou le recouvrement d'autres avantages provinciaux ou territoriaux;
 - b) afin de veiller à ce que la réception de toute indemnité aux termes de la présente Entente n'ait aucune répercussion sur les financements reçus dans le contexte d'une demande en application du principe de Jordan, qu'elle soit en attente ou approuvée.

- 4) En aucun cas, le Canada ne tiendra compte de la réception d'une indemnité aux termes de la présente Entente en tant que facteur de décision pour une demande en application du principe de Jordan ou en ce qui concerne les droits individuels aux termes des programmes de SAC lorsque SAC prend une décision quant à l'admissibilité d'une personne à recevoir des fonds, que cette demande soit en attente, approuvée ou ultérieure.

ARTICLE 10 - MISE EN ŒUVRE DE LA PRÉSENTE ENTENTE

10.01 Ordonnance d'approbation du règlement

- 1) La présente Entente est conditionnelle à la confirmation par le Tribunal que son ordonnance d'indemnisation et l'ordonnance-cadre d'indemnisation (2021 TCDP 7) ont été respectées ainsi qu'à l'approbation par la Cour de la présente Entente.
- 2) Avant de solliciter l'ordonnance d'approbation du règlement auprès de la Cour, l'APN et le Canada demanderont conjointement une ordonnance du Tribunal déclarant que l'ordonnance d'indemnisation a été entièrement respectée. Les Parties prendront toutes les mesures raisonnables pour appuyer la demande devant le Tribunal, notamment en déposant les éléments de preuve et les observations requises.
- 3) L'APN convient d'agir en tant que demandeur principal devant le Tribunal pour obtenir l'ordonnance susmentionnée, et de prendre toutes les mesures raisonnables afin de promouvoir et de défendre publiquement l'Entente.
- 4) Les représentants des demandeurs du recours réuni et du recours Trout, ensemble ou individuellement, peuvent demander le statut de parties intéressées et/ou la reconnaissance de la qualité requise pour présenter des observations devant le Tribunal et pour répondre aux questions posées par le Tribunal à l'égard du respect de l'ordonnance d'indemnisation et le Canada consent à ce qu'ils obtiennent cette reconnaissance.
- 5) Les Parties consentiront à la délivrance de l'ordonnance d'approbation du règlement.
- 6) Les Parties prendront toutes les mesures raisonnables pour, d'un commun accord, demander à la Cour de rendre l'ordonnance d'approbation du règlement et les ordonnances connexes quant à l'avis d'audience d'autorisation, l'audience aux fins d'approbation du règlement et toutes les autres ordonnances exigées pour la mise en œuvre de la présente Entente.

- 7) Les Parties planifieront l'audience aux fins d'approbation du règlement dès que possible compte tenu des exigences du plan de notification, de la décision qu'elles souhaitent obtenir du Tribunal et de la disponibilité de la Cour, étant entendu qu'à l'heure actuelle, il est prévu que cette audience débute le 19 septembre 2022 et se poursuive pendant cinq jours.
- 8) Les Parties envisageront de demander des ordonnances aux cours supérieures provinciales afin d'obtenir des données pertinentes des provinces et des territoires, si cela s'avérait nécessaire, et elles accepteront d'unir leurs efforts pour encourager les provinces et les territoires à se conformer.
- 9) Les Parties prendront des mesures raisonnables pour soutenir les demandes de dispenses et de consentements en vertu des lois fédérales, provinciales et territoriales en matière de protection des renseignements personnels qui peuvent être nécessaires à la mise en œuvre de l'Entente.

10.02 Plan de notification

Les Parties demanderont à la Cour d'approuver le plan de notification comme moyen par lequel les membres des groupes recevront l'avis de règlement et de l'approbation de règlement ainsi que du délai d'exclusion, le cas échéant.

ARTICLE 11 - EXCLUSION

11.01 Exclusion

Un membre d'un groupe peut choisir d'être exclu des recours. Pour ce faire, le membre peut :

- a) remettre à l'administrateur un formulaire d'exclusion ou demander par écrit à être exclu des recours avant l'expiration du délai d'exclusion; ou
- b) après l'expiration du délai d'exclusion, obtenir l'autorisation préalable de la Cour pour être exclu des recours, si la Cour estime que le réclamant n'a pas été en mesure, en raison de maladies ou de défis d'ordre psychologique ou physique, y compris l'itinérance ou la dépendance, ou d'autres obstacles importants, de procéder à la demande d'exclusion avant l'expiration du délai d'exclusion.

11.02 Exclusion automatique en cas de réclamation individuelle

Un membre d'un groupe sera exclu des recours s'il ne met pas fin, avant l'expiration du délai d'exclusion, à une instance qu'il a introduite contre le Canada

dans la mesure où l'instance distincte soulève les questions communes énoncées dans les ordonnances d'autorisation.

ARTICLE 12 - COMITÉ DE MISE EN ŒUVRE DU RÈGLEMENT

12.01 Composition du comité de mise en œuvre du règlement

- 1) Un comité de mise en œuvre du règlement sera formé conformément au présent article, sous réserve de l'approbation de la Cour.
- 2) Le comité de mise en œuvre du règlement sera composé de cinq (5) membres comme suit :
 - a) deux membres des Premières Nations (les « **membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement** »);
 - b) trois membres avocats (les « **membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement** »).
- 3) La nomination des membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement et des membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement est assujettie à l'ordonnance de la Cour.
- 4) Nul ne peut exercer plus de deux (2) mandats de cinq ans, consécutifs ou cumulatifs, à titre de membre non-avocat du comité de mise en œuvre du règlement et/ou de membre avocat du comité de mise en œuvre du règlement.
- 5) Les mandats des cinq membres du comité de mise en œuvre du règlement seront échelonnés de sorte qu'ils ne prennent pas fin en même temps. À cette fin, le premier mandat d'un (1) membre non-avocat du comité de mise en œuvre du règlement et d'un (1) membre avocat du comité de mise en œuvre du règlement sera d'au plus trois (3) ans et ces mandats peuvent être reconduits pour une durée additionnelle de cinq (5) ans. Le premier mandat des autres membres du comité de mise en œuvre du règlement sera de cinq ans.
- 6) Les deux membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement seront uniquement des membres des Premières Nations, conformément à l'article 1.
- 7) Les deux membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement seront sélectionnés dans le cadre d'un appel de candidatures mené par le comité exécutif de l'APN.
- 8) Aux fins de la première série de nominations avant l'établissement du comité de mise en œuvre du règlement, le comité exécutif de l'APN recommandera à la Cour

d'approuver la candidature de deux membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement sélectionnés conformément au présent article, l'un pour un mandat initial de trois ans et l'autre pour un mandat initial de cinq ans.

- 9) Après l'établissement du comité de mise en œuvre du règlement, le comité exécutif de l'APN recommandera au comité de mise en œuvre du règlement des candidats aux fins du remplacement nécessaire des membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement au fur et à mesure que ces postes deviendront vacants aux termes du présent article afin de demander à la Cour d'approuver la nomination de ces membres.
- 10) Les trois membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement seront désignés comme suit : un (1) avocat nommé par Sotos LLP, un (1) avocat nommé par Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L. et un (1) avocat nommé par le comité exécutif de l'APN.
- 11) Aux fins de la première série de nominations avant l'établissement du comité de mise en œuvre du règlement, Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L. et le comité exécutif de l'APN recommanderont chacun la candidature d'un avocat à la Cour à des fins d'approbation conformément au présent article. L'un de ces trois avocats sera nommé pour un mandat initial de trois ans et les deux autres pour un mandat initial de cinq ans, conformément au présent article. Si Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L. et le comité exécutif de l'APN ne parviennent pas à s'entendre sur l'avocat qui sera recommandé à la Cour pour un mandat initial de trois ans, ils demanderont à la Cour de choisir n'importe lequel des trois avocats recommandés pour un mandat de trois ans, à l'entière discrétion de la Cour.
- 12) Après l'établissement du comité de mise en œuvre du règlement, Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L. et le comité exécutif de l'APN recommanderont au comité de mise en œuvre du règlement le nombre nécessaire de membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement aux fins de remplacement, de manière distincte concernant chacun de leurs avocats respectifs, au fur et à mesure que ces postes deviendront vacants, conformément au présent article, afin de demander à la Cour d'approuver la nomination de ces membres.
- 13) Un membre du comité de mise en œuvre du règlement peut être destitué avant la fin de son mandat au moyen d'un vote à la majorité qualifiée de quatre (4) membres du comité de mise en œuvre du règlement. Cette destitution entrera en vigueur lorsque la Cour l'aura approuvée.

- 14) La Cour peut remplacer l'un des membres du comité de mise en œuvre du règlement conformément au présent article dans le souci de servir au mieux les intérêts des groupes.
- 15) Une réunion du comité de mise en œuvre du règlement peut être tenue si au moins quatre (4) membres sont présents. Lorsqu'il prendra des décisions aux termes de la présente Entente, le comité de mise en œuvre du règlement déploiera des efforts raisonnables afin de parvenir à un consensus. S'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, le comité de mise en œuvre du règlement tranchera à la majorité des voix à moins d'indications contraires dans la présente Entente.
- 16) Si un membre du comité de mise en œuvre du règlement estime que la majorité des membres du comité de mise en œuvre du règlement a pris une décision qui n'est pas au mieux des intérêts des groupes, ce membre peut renvoyer la décision à la médiation confidentielle conformément aux règles de médiation d'ADR Chambers. Si les membres du comité de mise en œuvre du règlement ne parviennent pas à s'entendre sur le choix du médiateur, ils peuvent demander à la Cour d'en nommer un. Les frais raisonnables de médiation seront des débours du comité de mise en œuvre du règlement payables aux termes du sous-paragraphe 3.04(1). Si la question ne peut pas être réglée grâce à la médiation, elle peut être renvoyée devant la Cour aux fins de décision.
- 17) Au cours des deux (2) premières années suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Entente, le comité de mise en œuvre du règlement se réunira une fois par mois, en personne ou en virtuel; par la suite, il se réunira une fois par trimestre, sauf si le comité de mise en œuvre du règlement juge qu'il est nécessaire de réduire l'écart entre ses réunions. Nonobstant le présent article, le comité de mise en œuvre du règlement peut traiter de questions administratives et urgentes, au besoin.
- 18) Le comité de mise en œuvre du règlement, les membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement et les membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement agiront en tout temps uniquement au mieux des intérêts des groupes, et non au mieux des intérêts de toute autre partie, entité, ou partie prenante.
- 19) Dans le cas où Sotos LLP ou Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L. fusionnerait avec un autre cabinet d'avocats, la présente Entente liera le cabinet remplaçant.
- 20) Si, après la date d'entrée en vigueur, Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L. ou le comité exécutif de l'APN déterminent, à leur entière discrétion, qu'ils n'ont plus besoin de nommer de membres au comité de mise en œuvre du règlement

ou ne souhaitent plus en nommer conformément au présent article, ils en aviseront le comité de mise en œuvre du règlement par écrit. Dans ce cas, la Cour désignera un remplaçant éventuel de ces membres au mieux des intérêts des groupes, sur la recommandation du comité de mise en œuvre du règlement.

12.02 Honoraires du comité de mise en œuvre du règlement

- 1) L'obligation du Canada à l'égard des honoraires des membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement et de tout autre avocat à qui le travail est délégué sera négociée par les Parties au moyen du processus énoncé à l'article 16, Frais juridiques.
- 2) Les membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement peuvent déléguer les activités juridiques raisonnablement nécessaires à l'accomplissement des responsabilités du comité de mise en œuvre du règlement aux termes de la présente Entente aux avocats des groupes ou retenir les services d'autres avocats si les membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement le jugent nécessaire.
- 3) Le Canada versera un total de 750 000 \$, séparément et en plus de tout autre montant prévu dans la présente Entente, selon les directives du comité exécutif de l'APN afin de financer des honoraires de 200 \$ l'heure à chacun des membres non-avocats du comité de mise en œuvre du règlement en contrepartie de leur participation raisonnable aux travaux du comité de mise en œuvre du règlement, jusqu'à concurrence de 1 000 \$ par jour, sous réserve de l'approbation de la Cour. Le comité de mise en œuvre du règlement peut proposer un ajustement du montant de ces honoraires, que la Cour peut mettre en œuvre de temps à autre.

12.03 Responsabilités du comité de mise en œuvre du règlement

- 1) En plus des questions abordées ailleurs dans la présente Entente, les responsabilités du comité de mise en œuvre du règlement comprendront :
 - a) surveiller le travail de l'administrateur et du tiers évaluateur ainsi que le processus de réclamation dans son ensemble;
 - b) recevoir et étudier les rapports fournis par l'administrateur, y compris ceux portant sur les frais administratifs;
 - c) faire appel, au besoin, à des praticiens chevronnés qui connaissent bien les documents et les dossiers relatifs à la protection de l'enfance et de la famille dans chacune des provinces et chacun des territoires pour appuyer le travail de l'administrateur et du tiers évaluateur, lorsque cela est requis pour

étayer les allégations de violence ou effectuer des vérifications isolées de certains formulaires de réclamation lorsque les données de SAC sont insuffisantes ou manquantes;

- d) donner à l'administrateur et au tiers évaluateur les directives relatives au processus qui peuvent être nécessaires conformément au mandat du comité de mise en œuvre du règlement et aux dispositions de la présente Entente;
- e) proposer, aux fins d'approbation par la Cour, les protocoles qui pourraient être nécessaires pour la mise en œuvre de la présente Entente, y compris toute modification apportée au processus de réclamation et au protocole de distribution;
- f) traiter toute autre question soumise par la Cour au comité de mise en œuvre du règlement;
- g) recevoir, par l'intermédiaire du comité de placement, les conseils de l'actuaire et d'experts en placement quant au placement du fonds en fiducie, et solliciter l'approbation de la Cour à leur égard;
- h) recommander à la Cour tout remplacement de l'administrateur;
- i) établir le mandat du comité de placement quant aux objectifs et à la stratégie de placement (le « **mandat du comité de placement** ») conformément aux principes énoncés dans l'annexe G : Principes directeurs du comité de placement.
- j) retenir les services d'experts raisonnablement nécessaires, notamment d'experts en matière de gouvernance des données, de traumatismes, de relations communautaires, de services de santé et de services sociaux chez les Premières Nations, de même que d'experts en actuariat aux fins d'appuyer le processus de réclamation;
- k) recevoir les rapports annuels du Canada sur les mesures de soutien en matière de santé et de santé mentale tenant compte des traumatismes et sur les mesures de soutien qui sont fournies aux membres des groupes à l'égard du processus de réclamation;
- l) fournir un rapport de mise en œuvre du règlement annuel à la Cour, lequel comprend des mises à jour sur la mise en œuvre de l'Entente, des rapports actuariels sur le fonds en fiducie et la distribution, les états financiers annuels audités, les enjeux en lien avec la fiducie, les problèmes

systemiques liés à la mise en œuvre et la résolution proposée ou approuvée de ces enjeux, etc.;

- m) transmettre simultanément au comité exécutif de l'APN une copie du rapport de mise en œuvre du règlement annuel.
- 2) Le comité de mise en œuvre du règlement peut retenir les services d'experts et de consultants selon ce qui est raisonnablement nécessaire pour réaliser la mise en œuvre de la présente Entente. Les honoraires et les débours de ces experts et consultants seront des débours du comité de mise en œuvre du règlement payables par le Canada conformément au paragraphe 3.04.
- 3) Le comité de mise en œuvre du règlement peut présenter les motions, répondre aux motions ou engager les procédures qu'il estime nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités aux termes de la présente Entente et défendre les intérêts des membres des groupes.

12.04 Comité de placement

- 1) Le comité de placement respectera son mandat établi par le comité de mise en œuvre du règlement.
- 2) Le comité de placement sera composé d'au plus deux (2) membres qui ne sont pas des professionnels en placement, mais qui ont une expérience pertinente au sein de conseils d'administration quant à la gestion de fonds et d'un (1) professionnel en placement indépendant (le « **membre professionnel en placement** »).
- 3) Les membres du comité de placement seront nommés par le comité de mise en œuvre du règlement pour un mandat de cinq (5) ans renouvelable, sous réserve de l'approbation de la Cour.
- 4) Les honoraires raisonnables du comité de placement, y compris ceux du membre professionnel en placement, seront payables par le Canada jusqu'à concurrence de quatre réunions trimestrielles par année et assujettis à l'approbation de la Cour. Les honoraires raisonnables d'un conseiller en placement dont les services ont été retenus par le comité de placement seront payables par le Canada, sous réserve de l'approbation de la Cour. Le Canada ne sera pas responsable du versement des honoraires des gestionnaires de placement dont les services ont été retenus par le comité de placement.
- 5) Le comité de placement se réunira une fois par trimestre, ou plus fréquemment si nécessaire, au cours des cinq (5) premières années suivant sa création. Par la

suite, le comité de placement se réunira au moins une fois par année, ou plus fréquemment si nécessaire, sous réserve de l'approbation du comité de mise en œuvre du règlement. Le comité de placement examinera périodiquement, et au moins une fois par année, la viabilité de la stratégie de placement pour le fonds en fiducie et soumettra cet examen au comité de mise en œuvre du règlement.

ARTICLE 13 - PAIEMENTS DESTINÉS AUX MEMBRES DÉCÉDÉS DES GROUPES ET AUX PERSONNES FRAPPÉES D'INCAPACITÉ

13.01 Personnes frappées d'incapacité

Si un réclamant qui a soumis une réclamation à l'administrateur avant la date limite relative aux réclamations est ou devient une personne frappée d'incapacité avant de recevoir une indemnité, le représentant légal du réclamant recevra l'indemnité à laquelle le réclamant aurait eu droit aux termes du processus de réclamation.

13.02 Principes généraux relatifs aux indemnités en cas de décès

Seules les successions des membres décédés du groupe des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des enfants du groupe Trout peuvent être admissibles à une indemnité aux termes de la présente Entente (un « **membre décédé d'un groupe admissible** » ou des « **membres décédés d'un groupe admissible** »). Les successions du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, du groupe des familles des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des familles du groupe Trout ne sont pas admissibles à une indemnité, à moins qu'une réclamation complète ait été soumise par le membre du groupe des familles des enfants retirés de leur foyer, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan ou du groupe des familles du groupe Trout avant son décès.

13.03 Indemnisation en cas de décès : octroi de pouvoir ou autre

- 1) Lorsqu'un exécuteur testamentaire ou un administrateur de la succession d'un membre décédé d'un groupe admissible a été nommé en vertu de la *Loi sur les Indiens* ou de la législation provinciale ou territoriale applicable, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peut présenter une réclamation d'une indemnité conformément à la présente Entente.
- 2) À l'appui d'une réclamation effectuée aux termes du paragraphe 13.01, l'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession d'un membre décédé d'un groupe admissible soumettra à l'administrateur, dans chaque cas dans une forme acceptable pour l'administrateur :

- a) un formulaire de réclamation (si aucun formulaire de réclamation n'a été soumis par ce membre décédé d'un groupe admissible ou son représentant légal avant son décès);
- b) une preuve que ce membre décédé d'un groupe admissible est décédé et la date à laquelle il est décédé;
- c) une preuve dans la forme suivante désignant ce représentant comme ayant le pouvoir légal de recevoir une indemnité au nom de la succession du membre décédé d'un groupe admissible :
 - i) si la réclamation relative au droit de recevoir une indemnité au nom de la succession d'un défunt est fondée sur un testament ou un autre acte testamentaire ou sur une succession non testamentaire, un exemplaire d'une lettre de vérification ou de lettres d'homologation ou d'un autre document de même nature, ou de lettres d'administration ou d'un autre document de même nature, délivré par un tribunal ou une autorité au Canada; ou
 - ii) si au Québec, un testament notarié, un testament olographe homologué, un testament homologué ou un autre document de même importance fait en présence de témoins conformément au *Code civil du Québec* et à la *Loi sur les Indiens*.

13.04 Indemnisation en cas de décès : aucun octroi de pouvoir ou autre

- 1) Aux fins du présent article, le terme « conjoint » ou « conjointe » désigne :
 - a) une personne qui est légalement mariée;
 - b) des personnes qui ne sont pas mariées, mais :
 - i) sont des conjoints de fait depuis au moins un an, soit le temps prescrit par la *Loi sur les Indiens*, au moment du décès; ou
 - ii) sont dans une relation d'une certaine permanence s'ils sont les parents d'un enfant.
- 2) Si un formulaire de réclamation est soumis à l'administrateur au nom d'un membre décédé d'un groupe admissible sans preuve de testament ou de nomination d'un exécuteur testamentaire ou d'un administrateur de la succession, l'administrateur peut, à la réception des pièces justificatives, traiter la réclamation du membre décédé d'un groupe admissible conformément au niveau de priorité des héritiers

en vertu de la *Loi sur les Indiens* quant à la distribution des biens en cas de succession non testamentaire, comme suit :

- a) Le conjoint ou la conjointe du membre décédé d'un groupe admissible au moment de son décès.
 - b) Si le membre décédé d'un groupe admissible n'a pas de conjoint, l'enfant ou les enfants du membre décédé d'un groupe admissible. Un enfant du membre décédé d'un groupe admissible pourra soumettre une réclamation à l'administrateur s'il y a droit conformément à l'ordre de priorité établi dans les présentes. L'indemnité sera divisée proportionnellement entre tous les enfants du membre décédé d'un groupe admissible qui sont vivants au moment où l'administrateur reçoit la réclamation.
 - c) Si le membre décédé d'un groupe admissible n'a pas de conjoint ni d'enfant(s), les parents responsables ou grands-parents responsables du membre décédé d'un groupe admissible, selon le cas. Un parent responsable ou grand-parent responsable survivant du membre décédé d'un groupe admissible peut présenter une réclamation à l'administrateur s'il y a droit conformément aux priorités établies dans les présentes. L'indemnisation sera divisée proportionnellement entre les parents responsables ou grands-parents responsables du membre décédé d'un groupe admissible qui sont vivants au moment où l'administrateur reçoit la réclamation.
 - d) Si le membre décédé d'un groupe admissible n'a pas de conjoint, d'enfant, de parent responsable ou de grand-parent responsable, le ou les frères et la ou les sœurs du membre décédé d'un groupe admissible. Un frère ou une sœur du membre décédé d'un groupe admissible peut présenter une réclamation à l'administrateur s'il ou elle y a droit conformément à l'ordre de priorité établi dans les présentes. L'indemnité sera répartie également entre les frères et sœurs du membre décédé d'un groupe admissible qui sont vivants au moment où l'administrateur reçoit la réclamation.
- 3) Sous réserve du paragraphe 4(3) et des articles 42 à 51 de la *Loi sur les Indiens*, le Canada, représenté par le ministre des Services aux Autochtones du Canada, peut administrer les successions des membres décédés d'un groupe admissible qui relèvent de la compétence du Canada et qui ont reçu ou ont le droit de recevoir une indemnité directe aux termes de la présente Entente, ou nommer des administrateurs à cet effet.

- 4) Le Canada peut consulter le comité de mise en œuvre du règlement afin d'utiliser le cadre existant de SAC quant à l'administration des successions des membres décédés d'un groupe admissible conformément à l'exercice du pouvoir discrétionnaire du ministre compte tenu des situations individuelles. Le Canada mettra en œuvre le processus d'administration en tenant compte des traumatismes subis et en veillant à ce qu'il soit aussi rapide, économique, convivial et adapté sur le plan culturel que possible, lequel peut prévoir ce qui suit :
- a) si le Canada est informé qu'un exécuteur testamentaire ou un administrateur de la succession n'a pas encore été nommé pour le compte de la succession d'un membre décédé d'un groupe admissible, au besoin, le Canada peut nommer un administrateur de la succession qui agira conformément à ses obligations fiduciaires et légales, lesquelles peuvent prévoir la présentation d'une réclamation pour le compte de ce membre d'un groupe; et
 - b) si le Canada administre la succession d'un membre décédé d'un groupe admissible, il ne recouvrera aucuns frais auprès de la succession pour ce faire et, sauf dans des circonstances exceptionnelles, le Canada cherchera à réduire au minimum ou à éliminer tous les frais connexes de tiers.
- 5) Sous réserve des questions qui peuvent être soulevées relativement à des cas particuliers, le Canada peut, sans y être obligé, exercer son pouvoir discrétionnaire en vertu de la *Loi sur les Indiens* pour exercer compétence sur l'administration des successions susmentionnées. Rien dans le présent article ne devrait être réputé avoir pour effet d'étendre la compétence prévue par la *Loi sur les Indiens* en matière d'administration des successions.

13.05 Le Canada, l'administrateur, les avocats des groupes, le tiers évaluateur, le comité de mise en œuvre du règlement et le comité de placement sont exonérés de toute responsabilité

Le Canada et ses avocats, l'administrateur, les avocats des groupes, les conseillers juridiques internes de l'APN, le tiers évaluateur, le comité de mise en œuvre du règlement et ses membres, et le comité de placement seront exonérés de toute responsabilité concernant les réclamations, les demandes reconventionnelles, les poursuites, les actions, les causes d'action, les demandes, les dommages-intérêts, les pénalités, les préjudices, les droits de compensation, les jugements, les dettes, les coûts, les dépenses (y compris les frais juridiques) ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit en raison ou par suite d'un paiement ou d'un non-paiement à ou pour un membre décédé d'un groupe admissible ou une personne frappée d'incapacité ou un exécuteur testamentaire,

une succession ou un représentant égal, aux termes de la présente Entente, et la présente Entente constituera une défense complète.

ARTICLE 14 - FIDUCIAIRE ET FIDUCIE

14.01 Fiducie

- 1) Sous réserve de conseils reçus de tiers professionnels, les Parties conviennent des dispositions suivantes.
- 2) Au plus tard trente (30) jours après la nomination du fiduciaire par la Cour, le Canada constituera une fiducie unique (la « **fiducie** ») avec dix dollars (10 \$), qui seront détenus par le fiduciaire conformément aux termes de la présente Entente.
- 3) Les demandeurs soumettront la stratégie de placement initiale créée avec l'aide d'experts aux fins d'approbation à la Cour, ainsi que la présente Entente.

14.02 Fiduciaire

- 1) La Cour nommera le fiduciaire qui agira en tant que fiduciaire de la fiducie, investi des pouvoirs, droits, obligations et responsabilités que la Cour ordonne. Sans limiter la généralité de ce qui précède, les obligations et responsabilités du fiduciaire consisteront notamment à :
 - a) détenir le fonds en fiducie;
 - b) investir les fonds du règlement conformément à l'Énoncé des politiques et procédures de placement selon les directives du comité de placement, en tenant compte de l'intérêt fondamental des membres des groupes et de la capacité de la fiducie à remplir ses obligations financières, sous réserve de la surveillance continue de la Cour;
 - c) sur instructions de l'administrateur et avec l'approbation du comité de mise en œuvre du règlement, conformément aux politiques du comité de mise en œuvre du règlement, fournir les montants provenant de la fiducie à l'administrateur et à toute autre personne décrite au paragraphe 3.02, au paragraphe 4.02, au paragraphe 7.01 et au sous-paragraphe 17(3), selon ce qui est requis de temps à autre afin de donner effet à toute disposition de la présente Entente, y compris le paiement des indemnités aux membres approuvés des groupes dans le cadre du processus de réclamation;

- d) après avoir consulté le comité de mise en œuvre du règlement et avoir obtenu son approbation, recourir aux services de professionnels pour l'aider à remplir ses fonctions de fiduciaire;
- e) agir avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne raisonnablement prudente;
- f) tenir les livres, registres et comptes nécessaires ou appropriés aux fins de consigner les actifs détenus dans la fiducie, et chaque opération de la fiducie;
- g) prendre toutes les mesures et actions raisonnables requises en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, comme il est indiqué dans l'Entente;
- h) faire rapport à l'administrateur, au Canada et au comité de mise en œuvre du règlement sur les actifs détenus dans la fiducie à la fin de chaque trimestre, ou de façon provisoire sur demande; et
- i) prendre toute autre mesure accessoire à la réalisation de ce qui précède, et exercer tous les pouvoirs nécessaires ou utiles à l'exercice des activités de la fiducie ou à l'exécution des dispositions de la présente Entente.

14.03 Frais du fiduciaire

Le Canada paiera les honoraires, débours et autres coûts raisonnables du fiduciaire liés à la gestion du fonds en fiducie.

14.04 Nature de la fiducie

- 1) La fiducie sera établie aux fins suivantes :
 - a) acquérir les fonds du règlement payables par le Canada;
 - b) détenir les fonds du règlement dans la fiducie;
 - c) verser les indemnités conformément à la présente Entente;
 - d) investir les capitaux dans des placements au mieux des intérêts des membres des groupes, comme il est indiqué dans la présente Entente; et
 - e) prendre toute autre mesure accessoire à la réalisation de ce qui précède, et exercer tous les pouvoirs nécessaires ou utiles à l'exécution des dispositions de la présente Entente.

14.05 Droits

La propriété légale des actifs de la fiducie, y compris le fonds en fiducie, et le droit de mener les activités de la fiducie, y compris les activités relatives au fonds en fiducie, seront, sous réserve des restrictions particulières et des autres modalités contenues aux présentes, dévolus exclusivement au fiduciaire, et les membres des groupes ou tout autre bénéficiaire de la fiducie n'ont pas le droit de forcer ni d'exiger un partage, une division ou une distribution des actifs de la fiducie ou une reddition de comptes. Aucun membre des groupes ni aucun autre bénéficiaire de la fiducie n'aura, ou n'est réputé avoir, un droit de propriété sur les actifs de la fiducie.

14.06 Registres

Le fiduciaire tiendra les livres, registres et comptes nécessaires ou appropriés pour documenter les actifs de la fiducie et chaque opération de la fiducie. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, le fiduciaire tiendra à son bureau principal un registre de toutes les opérations de la fiducie ainsi qu'une liste des actifs détenus en fiducie, y compris chaque fonds, de même qu'un registre du solde au compte de chaque fonds.

14.07 Rapports trimestriels

Le fiduciaire remettra à l'administrateur, au Canada et au comité de mise en œuvre du règlement, dans les trente (30) jours suivant la fin de chaque trimestre de l'année civile, un rapport trimestriel indiquant les actifs détenus en fiducie et dans chaque fonds à la fin de ce trimestre (y compris la durée, le taux d'intérêt ou le rendement et la date d'échéance de ceux-ci) et un relevé du solde du compte de la fiducie au cours du trimestre en question.

14.08 Obligations annuelles en matière de déclaration

Les auditeurs remettront à l'administrateur, au fiduciaire, au Canada, au comité de mise en œuvre du règlement, au comité exécutif de l'APN et à la Cour, dans les soixante (60) jours suivant la fin de chaque anniversaire de la date à laquelle la fiducie a été financée, laquelle date représentera la fin de l'exercice de la fiducie :

- a) les états financiers audités de la fiducie pour l'exercice précédent et les rapports des auditeurs s'y rapportant;
- b) un rapport présentant un résumé des actifs détenus en fiducie à la fin de l'exercice pour chaque fonds et les débours effectués par la fiducie au cours de l'exercice précédent;

c) les états financiers audités de l'administrateur.

14.09 Mode de paiement

Il sera à l'entière discrétion du fiduciaire de déterminer si un montant versé par la fiducie ou payable par celle-ci sera tiré sur le revenu ou le capital de la fiducie.

14.10 Ajouts au capital

Tout revenu de la fiducie non versé au cours d'un exercice sera ajouté au capital de la fiducie à la fin de cet exercice.

14.11 Choix fiscaux

Pour chaque année d'imposition de la fiducie, le fiduciaire produira tous les choix ou toutes les désignations prévus par la *Loi de l'impôt sur le revenu* et les dispositions équivalentes d'une loi de l'impôt sur le revenu d'une province ou d'un territoire et prendra toutes les mesures raisonnables pour que ni la fiducie ni une autre personne n'ait à payer d'impôt à l'égard du revenu tiré de la fiducie, y compris en faisant un choix en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et de toutes dispositions équivalentes d'une loi de l'impôt sur le revenu d'une province ou d'un territoire à l'égard de chaque année d'imposition de la fiducie, et le montant déterminé à l'égard de ce choix sera le montant maximal permis en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ou de la loi de l'impôt sur le revenu de toute province ou tout territoire, le cas échéant.

14.12 Impôt sur le revenu canadien

- 1) Le Canada s'efforcera de dispenser tout revenu acquis par la fiducie de l'impôt fédéral, et le Canada tiendra compte des mesures qu'il a prises dans des circonstances similaires pour les règlements des recours collectifs mentionnés à l'alinéa 81(1)g.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.
- 2) Les Parties conviennent que les versements faits aux membres des groupes, y compris les versements des revenus tirés des fonds du règlement, sont des dommages-intérêts pour préjudice corporel et ne sont pas considérés comme des revenus imposables, et le Canada s'efforcera d'obtenir une interprétation technique en ce sens de la part de la Direction des décisions en impôt de l'Agence du revenu du Canada.

ARTICLE 15 - AUDITEURS

15.01 Nomination des auditeurs

Selon la recommandation du comité de mise en œuvre du règlement, la Cour nommera des auditeurs qui ont les pouvoirs, les droits, les obligations et les responsabilités que la Cour leur a assignés. Selon la recommandation des Parties, ou d'office, la Cour peut remplacer les auditeurs à tout moment. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, les auditeurs s'acquitteront notamment des obligations et responsabilités suivantes :

- a) vérifier les comptes de la fiducie annuellement conformément aux normes d'audit généralement reconnues;
- b) fournir les rapports prévus à l'article 14.08;
- c) vérifier les états financiers de l'administrateur relativement à l'administration de la présente Entente;
- d) déposer les états financiers de la fiducie accompagnés du rapport des auditeurs auprès de la Cour et en remettre un exemplaire au Canada, au comité de mise en œuvre du règlement, à l'administrateur et au fiduciaire dans les soixante (60) jours suivant la fin de chaque exercice de la fiducie.

15.02 Rémunération des Auditeurs

Le Canada paiera les honoraires, les débours et les autres frais raisonnables des auditeurs conformément au paragraphe 3.04, tel qu'approuvé par la Cour.

ARTICLE 16 - FRAIS JURIDIQUES

16.01 Honoraires des avocats des groupes

- 1) Le Canada versera aux avocats des groupes le montant approuvé par la Cour, de même que les taxes applicables, à l'égard de leurs honoraires et débours juridiques pour la poursuite des recours jusqu'à la date de l'audience aux fins d'approbation du règlement et des conseils offerts aux membres des groupes concernant l'Entente et son approbation, en sus des fonds du règlement. Sous réserve du sous-paragraphe 12.02(1), le Canada paiera également les frais juridiques raisonnables des avocats des groupes pour leur travail au sein du comité de mise en œuvre du règlement et du comité de placement ou pour le compte de ceux-ci. Un désaccord entre les Parties concernant les frais juridiques n'empêchera pas les Parties de signer la présente Entente. S'ils ne parviennent

pas à s'entendre sur les frais juridiques, le Canada et les avocats des groupes participeront à une médiation présidée par un médiateur désigné d'un commun accord par le Canada et les avocats des groupes ou, à défaut, nommé par la Cour. Si le Canada et les avocats des groupes ne parviennent pas à s'entendre sur les frais juridiques grâce à une médiation, le montant de ceux-ci sera soumis à l'approbation de la Cour, la décision de cette dernière étant susceptible d'appel. Le Canada aura le droit de faire des observations à la Cour concernant ces frais.

- 2) Aucune de ces sommes ne sera déduite des fonds du règlement.
- 3) Les avocats des groupes ne factureront aucun montant à aucun membre d'un groupe pour des services juridiques rendus conformément à la présente Entente. Cette assistance juridique aux membres des groupes ne sera pas considérée comme constituant un différend ou étant une cause de différend.

16.02 Services juridiques courants

- 1) Après la date d'entrée en vigueur, la responsabilité de représenter les intérêts des groupes dans leur ensemble (autrement que de conseiller un membre d'un groupe ou des membres d'un groupe plus particulièrement, lorsqu'une telle demande est raisonnablement faite) sera transférée des avocats des groupes au comité de mise en œuvre du règlement, et les avocats des groupes n'auront plus aucune obligation à cet égard.
- 2) En plus des services juridiques prévus à l'article 12 concernant le comité de mise en œuvre du règlement, les membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement peuvent également répondre aux demandes de renseignements juridiques des membres d'un groupe concernant la présente Entente qui ne relèvent pas de la formation et/ou de la compétence des services de soutien en matière d'orientation fournis par l'administrateur. Les frais juridiques pour de tels services sont assujettis au sous-paragraphe 12.02(1).

16.03 Frais courants

- 1) Le comité de mise en œuvre du règlement maintiendra des registres appropriés à l'égard des versements, des honoraires et des débours relatifs aux services juridiques courants.
- 2) Le comité de mise en œuvre du règlement peut soumettre les factures relatives aux membres avocats du comité de mise en œuvre du règlement au Canada à des fins de paiement chaque mois, sous réserve du sous-paragraphe 12.02(1).

- 3) Le comité de mise en œuvre du règlement demandera annuellement l'approbation de ses comptes par la Cour.

ARTICLE 17 - RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS – GÉNÉRALITÉS

- 1) Lorsqu'un différend survient à l'égard de tout droit ou toute obligation prévus dans la présente Entente (un « **différend** »), les Parties visées par le différend tenteront de régler le différend au moyen d'une médiation confidentielle conformément aux règles de médiation d'ADR Chambers. Si les Parties visées par le différend ne réussissent pas à s'entendre sur le choix d'un médiateur, elles peuvent demander à la Cour d'en nommer un (le « **processus de règlement des différends** »).
- 2) Si le différend ne peut pas être résolu au moyen du processus de règlement des différends, il peut être présenté à la Cour pour que celle-ci prenne une décision.
- 3) Les frais liés au règlement des différends entre les membres du comité de mise en œuvre du règlement, conformément au processus de règlement des différends, ou par renvoi à la Cour, peuvent être payés sur le fonds en fiducie dans certaines circonstances si le médiateur ou la Cour le juge approprié.
- 4) Si le Canada est l'une des parties prenantes à la question qui fait l'objet du processus de règlement des différends, le médiateur aura le pouvoir discrétionnaire d'attribuer les frais de la médiation à l'une ou l'autre des parties.
- 5) Il est entendu que le présent article ne s'appliquera pas aux différends concernant les réclamants dans le cadre du processus de réclamation, notamment quant à leur admissibilité dans l'un des groupes, à la prorogation de la date limite relative aux réclamations pour un membre d'un groupe en particulier ou à l'indemnité payable à l'un des membres d'un groupe.

ARTICLE 18 - FIN DE L'ENTENTE ET AUTRES CONDITIONS

18.01 Fin de l'Entente

- 1) À l'exception de ce qui est prévu au sous-paragraphe 18.01(2), la présente Entente demeurera pleinement en vigueur jusqu'à ce que toutes les obligations qui y sont prévues soient remplies et que la Cour ordonne sa résiliation.
- 2) Malgré toute autre disposition de la présente Entente, les dispositions suivantes demeureront en vigueur après l'expiration des présentes :
 - a) article 9.01 – Quittances
 - b) article 20 – Confidentialité

c) article 22 – Immunité

18.02 Modifications

À moins d'indication contraire expresse dans la présente Entente, aucune modification ne peut être apportée à la présente Entente sauf si les Parties en ont convenu par écrit et, si la Cour a émis une ordonnance d'approbation du règlement, toute modification entrera en vigueur uniquement lorsque la Cour l'aura approuvée. Si des modifications importantes sont apportées aux annexes de la présente Entente, elles devront également être approuvées par la Cour.

18.03 Caractère non réversible des fonds du règlement

Aucun montant ni aucun intérêt gagné qui resterait après la distribution des fonds du règlement ne reviendra au Canada. Ces montants seront plutôt distribués conformément au protocole de distribution prévu et approuvé à l'égard du processus de réclamation.

18.04 Incessibilité

- 1) Aucune indemnité payable à un membre d'un groupe aux termes de la présente Entente ne peut être cédée, grevée d'une charge, mise en gage ou hypothéquée, et une telle cession, charge, mise en gage ou hypothèque est nulle et sans effet, sauf disposition expresse de la présente Entente.
- 2) Aucune partie des fonds du règlement ou des montants accumulés à cet égard qui n'ont pas encore été versés ne sera imputée à un réclamant pour avoir rempli un formulaire de réclamation ou avoir fourni des pièces justificatives.
- 3) Les versements auxquels un réclamant a droit seront faits à celui-ci conformément aux directives fournies par ce réclamant à l'administrateur, à moins d'une ordonnance contraire d'un tribunal compétent.
- 4) Les versements à un membre décédé d'un groupe ou à une personne frappée d'incapacité seront effectués conformément à l'article 13.
- 5) En l'absence de fraude, tout montant versé aux termes de la présente Entente n'est pas remboursable s'il est ultérieurement déterminé que le réclamant n'était pas autorisé à recevoir le montant versé, en totalité ou en partie, mais le réclamant peut être tenu de rendre compte de tout montant qu'il n'avait pas le droit de recevoir à l'égard de tout versement futur qu'il aurait par ailleurs le droit de recevoir aux termes de la présente Entente.

ARTICLE 19 - GARANTIES ET DÉCLARATIONS CONCERNANT LA TAILLE DU GROUPE

- 1) Les Parties reconnaissent que, lors de la rédaction du rapport conjoint, les experts se sont fondés sur les données de SAC pour déterminer la taille estimée du groupe des enfants retirés de leur foyer. Les demandeurs et le Canada avaient conscience que des portions de ces données provenaient de tiers, étaient incomplètes ou, dans certains cas, étaient inexactes. Les Parties, y compris le Canada, ont tenu compte de la nature de ces données en concluant la présente Entente.
- 2) Le Canada garantit et déclare avoir fourni aux experts toutes les données en sa possession concernant l'estimation de la taille du groupe des enfants retirés de leur foyer. Toutefois, le Canada ne garantit ni n'atteste de l'exactitude des données qu'il a fournies ou du rapport conjoint des experts.

ARTICLE 20 - CONFIDENTIALITÉ

20.01 Confidentialité

Tout renseignement fourni, créé ou obtenu dans le cadre de la mise en œuvre de la présente Entente sera gardé confidentiel et ne sera pas utilisé à d'autres fins que celles prévues dans la présente Entente, sauf s'il en a été convenu autrement par les Parties.

20.02 Destruction des renseignements et des dossiers des membres des groupes

- 1) Sous réserve du sous-paragraphe 20.02(2), deux ans après avoir réalisé le versement de la totalité des indemnités aux termes de la présente Entente, l'administrateur détruira tous les renseignements et les documents des membres des groupes qu'il a eu sa possession, sauf si un membre d'un groupe ou son exécuteur testamentaire ou le réclamant de sa succession demande explicitement à récupérer ces renseignements au cours de la période de deux ans. À la réception de cette demande, l'administrateur transmettra les renseignements du membre d'un groupe selon les directives qu'il a reçues. Avant de détruire les renseignements ou les documents selon ce qui est prévu au présent article, l'administrateur préparera une analyse statistique anonymisée des groupes conformément au processus de réclamation.
- 2) Avant la destruction des dossiers, l'administrateur créera et fournira au Canada une liste des renseignements suivants relatifs aux membres approuvés des groupes : (i) leur nom; (ii) leur numéro d'inscription au registre des Indiens; (iii) leur appartenance à une bande ou à une Première Nation; (iv) leur date de naissance;

(v) leur appartenance à titre de membre d'un groupe; et (vi) le montant et la date de chaque versement fait à l'égard des indemnités. Malgré toute disposition contraire dans la présente Entente, le Canada doit préserver rigoureusement la confidentialité de cette liste et celle-ci peut uniquement être utilisée lors de procédures judiciaires ou d'un règlement lorsqu'elle est pertinente pour démontrer qu'un réclamant a reçu un versement au titre de la présente Entente.

- 3) La destruction de dossiers que possède le Canada ou dont il a le contrôle doit être effectuée conformément à l'application de toute loi provinciale ou fédérale pertinente, notamment la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, la *Loi sur l'accès à l'information*, la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* et la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*.

20.03 Confidentialité des négociations

Sauf s'il en est convenu autrement entre les Parties, l'engagement de confidentialité à l'égard des discussions et de toutes les communications, verbales ou écrites, entourant les négociations qui ont mené à l'Entente de principe et à la présente Entente demeure en vigueur. Les Parties conviennent expressément que l'Entente de principe et les documents et les discussions qui y sont liés ne peuvent pas être admis en preuve pour déterminer la signification et la portée de la présente Entente, laquelle remplace l'Entente de principe.

ARTICLE 21 - COLLABORATION

21.01 Collaboration quant à l'approbation et la mise en œuvre du règlement

À la signature de la présente Entente, les représentants des demandeurs des recours, l'APN, les avocats des groupes et le Canada feront de leur mieux pour que la Cour approuve la présente Entente et pour appuyer et faciliter la participation des membres des groupes à tous les aspects de la présente Entente. Si la présente Entente n'est pas approuvée par la Cour, les Parties négocieront de bonne foi pour tenter de corriger tout défaut soulevé par la Cour, mais ne seront pas tenues d'approuver toute modification importante à l'Entente signée par les Parties.

21.02 Annonces publiques

Lors de la délivrance de l'ordonnance d'approbation du règlement, les Parties publieront une déclaration publique conjointe annonçant le règlement, sous une forme dont les Parties conviendront et, à un moment dont elles auront mutuellement convenu, elles feront des annonces publiques en faveur de

l'Entente. Les Parties continueront de s'exprimer publiquement en faveur de l'Entente, comme il peut être raisonnablement demandé par l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 22 - IMMUNITÉ

Le Canada et ses avocats, les avocats des groupes, l'APN et ses conseillers juridiques internes, l'administrateur, le comité de mise en œuvre du règlement et ses membres et avocats, le comité de placement et le tiers évaluateur seront libérés, bénéficieront de l'immunité et seront dégagés de toute responsabilité à l'égard de l'ensemble des réclamations, demandes reconventionnelles, poursuites, actions, causes d'action, demandes, dommages-intérêts, pénalités, préjudices, droits de compensation, jugements, dettes, coûts et dépenses (y compris les frais juridiques) ou responsabilités de quelque nature que ce soit pour quelque raison que ce soit, sauf en cas de fraude liée aux recours et à la présente Entente, et la présente Entente constituera une défense complète.

ARTICLE 23 - EXCUSES PUBLIQUES

À la signature de la présente Entente, le Canada proposera au cabinet du premier ministre que ce dernier présente des excuses publiques pour le comportement discriminatoire qui est à l'origine des réclamations des membres des groupes et pour les préjudices passés et actuels dont le Canada est responsable.

ARTICLE 24 - INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

La présente Entente constitue l'entente globale entre les Parties eu égard à son objet et annule et remplace tout arrangement ou accord autre ou antérieur entre les Parties sur cet objet, y compris l'Entente de principe. Il n'existe pas de déclaration, garantie, modalité, condition, engagement, convention ou entente collatérale, explicite, implicite ou obligatoire entre les Parties eu égard à l'objet des présentes, autres que ceux mentionnés expressément dans la présente Entente.

[Le reste de la présente page est intentionnellement laissé en blanc. La page de signature suit.]

Signé à Ottawa le 30 juin 2022.

Le CANADA, représenté par le procureur général du Canada
PAR :

Procureur général du Canada
pour le défendeur

LES DEMANDEURS, représentés par les avocats des groupes
PAR :

Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L., Miller Titerle + Co.
pour les demandeurs
Xavier Moushoom,
Jeremy Meawasige (représenté par son tuteur à l'instance, Jonavon
Meawasige), Jonavon Joseph Meawasige et Zacheus Joseph Trout

Nahwegahbow, Corbiere, Fasken S.E.N.C.R.L., s.r.l. et Stuart Wuttke
pour les demandeurs
Assemblée des Premières Nations, Ashley Dawn Bach, Karen
Osachoff, Melissa Walterson, Noah Buffalo-Jackson, représenté par
sa tutrice à l'instance, Carolyn Buffalo, Carolyn Buffalo et Dick
Eugene Jackson, également connu sous le nom de Richard Jackson

Signé le 30 juin 2022

Signé à Montréal le 30 juin 2022.

**Le CANADA, représenté par le procureur général du Canada
PAR :**

**Procureur général du Canada
pour le défendeur**

**LES DEMANDEURS, représentés par les avocats des groupes
PAR :**

**Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L., Miller Titerle + Co.
pour les demandeurs
Xavier Moushoom, Jeremy Meawasige (représenté par son tuteur à
l'instance, Jonavon Meawasige), Jonavon Joseph Meawasige et
Zacheus Joseph Trout**

**Nahwegahbow, Corbiere, Fasken S.E.N.C.R.L., s.r.l. et Stuart Wuttke
pour les demandeurs
Assemblée des Premières Nations, Ashley Dawn Bach, Karen Osachoff, Melissa
Walterson, Noah Buffalo-Jackson, représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn
Buffalo, Carolyn Buffalo et Dick Eugene Jackson, également connu sous le nom
de Richard Jackson**

Signé le 30 juin 2022

Signé à Première Nation de Rama le 30 juin 2022.

**Le CANADA, représenté par le procureur général du Canada
PAR :**

**Procureur général du Canada
pour le défendeur**

**LES DEMANDEURS, représentés par les avocats des groupes
PAR :**

**Sotos LLP, Kugler Kandestin S.E.N.C.R.L., Miller Titerle + Co.
pour les demandeurs
Xavier Moushoom, Jeremy Meawasige (représenté par son tuteur à
l'instance, Jonavon Meawasige), Jonavon Joseph Meawasige et
Zacheus Joseph Trout**

**Nahwegahbow, Corbiere, Fasken S.E.N.C.R.L., s.r.l. et Stuart Wuttke
pour les demandeurs
Assemblée des Premières Nations, Ashley Dawn Bach, Karen Osachoff, Melissa
Walterson, Noah Buffalo-Jackson, représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn
Buffalo, Carolyn Buffalo et Dick Eugene Jackson, également connu sous le nom
de Richard Jackson**

Signé le 30 juin 2022

**Annexe A - Ordonnance d'autorisation
du recours réuni**

(en anglais et en français)

Federal Court



Cour fédérale

Date: 20211126

Docket: T-402-19

T-141-20

Citation: 2021 FC 1225

Ottawa, Ontario, November 26, 2021

PRESENT: The Honourable Madam Justice Aylen

CLASS PROCEEDING

BETWEEN:

**XAVIER MOUSHOOM, JEREMY MEAWASIGE (by his litigation guardian,
JONAVON JOSEPH MEAWASIGE) AND JONAVON JOSEPH MEAWASIGE**

Plaintiffs

and

THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

Defendant

BETWEEN:

**ASSEMBLY OF FIRST NATIONS, ASHLEY DAWN LOUISE BACH, KAREN
OSACHOFF, MELISSA WALTERSON, NOAH BUFFALO-JACKSON (by his
litigation guardian, CAROLYN BUFFALO), CAROLYN BUFFALO AND DICK
EUGENE JACKSON also known as RICHARD JACKSON**

Plaintiffs

And

HER MAJESTY THE QUEEN

AS REPRESENTED BY THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

Defendant

ORDER AND REASONS

UPON MOTION by the Plaintiffs, on consent and determined in writing pursuant to Rule 369 of the *Federal Courts Rules*, for an order:

- (a) Granting the Plaintiffs an extension of time to make this certification motion past the deadline in Rule 334.15(2)(b);
- (b) Certifying this proceeding as a class proceeding and defining the class;
- (c) Stating the nature of the claims made on behalf of the class and the relief sought by the class;
- (d) Stipulating the common issues for trial;
- (e) Appointing the Plaintiffs specified below as representative plaintiffs;
- (f) Approving the litigation plan; and
- (g) Other relief;

CONSIDERING the motion materials filed by the Plaintiffs;

CONSIDERING that the Defendant has advised that the Defendant consents in whole to the motion as filed;

CONSIDERING that the Court is satisfied, in the circumstances of this proceeding, that an extension of time should be granted to bring this certification motion past the deadline prescribed in Rule 334.15(2)(b);

CONSIDERING that while the Defendant's consent reduces the necessity for a rigorous approach to the issue of whether this proceeding should be certified as a class action, it does not relieve the Court of the duty to ensure that the requirements of Rule 334.16 for certification are met [see *Varley v Canada (Attorney General)*, 2021 FC 589]

CONSIDERING that Rule 334.16(1) of the *Federal Courts Rules* provides:

Subject to subsection (3), a judge shall, by order, certify a proceeding as a class proceeding if

(a) the pleadings disclose a reasonable cause of action;

(b) there is an identifiable class of two or more persons;

(c) the claims of the class members raise common questions of law or fact, whether or not those common questions predominate over questions affecting only individual members;

(d) a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of law or fact; and

(e) there is a representative plaintiff or applicant who

(i) would fairly and adequately represent the interests of the class,

Sous réserve du paragraphe (3), le juge autorise une instance comme recours collectif si les conditions suivantes sont réunies :

a) les actes de procédure révèlent une cause d'action valable;

b) il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes;

c) les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait communs, que ceux-ci prédominent ou non sur ceux qui ne concernent qu'un membre;

d) le recours collectif est le meilleur moyen de régler, de façon juste et efficace, les points de droit ou de fait communs;

e) il existe un représentant demandeur qui :

(i) représenterait de façon équitable et adéquate les intérêts du groupe,

(ii) has prepared a plan for the proceeding that sets out a workable method of advancing the proceeding on behalf of the class and of notifying class members as to how the proceeding is progressing,

(iii) does not have, on the common questions of law or fact, an interest that is in conflict with the interests of other class members, and

(iv) provides a summary of any agreements respecting fees and disbursements between the representative plaintiff or applicant and the solicitor of record.

(ii) a élaboré un plan qui propose une méthode efficace pour poursuivre l'instance au nom du groupe et tenir les membres du groupe informés de son déroulement,

(iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe en ce qui concerne les points de droit ou de fait communs,

(iv) communique un sommaire des conventions relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre lui et l'avocat inscrit au dossier.

CONSIDERING that, pursuant to Rule 334.16(2), all relevant matters shall be considered in a determination of whether a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of law or fact, including whether: (a) the questions of law or fact common to the class members predominate over any questions affecting only individual members; (b) a significant number of the members of the class have a valid interest in individually controlling the prosecution of separate proceedings; (c) the class proceeding would involve claims that are or have been the subject of any other proceeding; (d) other means of resolving the claims are less practical or less efficient; and (e) the administration of the class proceeding would create greater difficulties than those likely to be experienced if relief were sought by other means;

CONSIDERING that:

(a) The conduct of the Crown at issue in this proposed class action proceeding, as set out in the Consolidated Statement of Claim, concerns two alleged forms of

discrimination against First Nations children: (i) the Crown's funding of child and family services for First Nations children and the incentive it has created to remove children from their homes; and (ii) the Crown's failure to comply with Jordan's Principles, a legal requirement that aims to prevent First Nations children from suffering gaps, delays, disruptions or denials in receiving necessary services and products contrary to their *Charter*-protected equality rights.

(b) As summarized by the Plaintiffs in their written representations, at its core, the Consolidated Statement of Claim alleges that:

(i) The Crown has knowingly underfunded child and family services for First Nations children living on Reserve and in the Yukon, and thereby prevented child welfare service agencies from providing adequate Prevention Services to First Nations children and families.

(ii) The Crown has underfunded Prevention Services to First Nations children and families living on Reserve and in the Yukon, while fully funding the costs of care for First Nations children who are removed from their homes and placed into out-of-home care, thereby creating a perverse incentive for First Nations child welfare service agencies to remove First Nations children living on Reserve and in the Yukon from their homes and place them in out-of-home care.

(iii) The removal of children from their homes caused severe and enduring trauma to those children and their families.

- (iv) Not only does Jordan's Principle embody the Class Members' equality rights, the Crown has also admitted that Jordan's Principle is a "legal requirement" and thus an actionable wrong. However, the Crown has disregarded its obligations under Jordan's Principle and thereby denied crucial services and products to tens of thousands of First Nations children, causing compensable harm.
 - (v) The Crown's conduct is discriminatory, directed at Class Members because they were First Nations, and breached section 15(1) of the *Charter*, the Crown's fiduciary duties to First Nations and the standard of care at common and civil law.
- (c) With respect to the first element of the certification analysis (namely, whether the pleading discloses a reasonable cause of action), the threshold is a low one. The question for the Court is whether it is plain and obvious that the causes of action are doomed to fail [see *Brake v Canada (Attorney General)*, 2019 FCA 274 at para 54]. Even without the Crown's consent, I am satisfied that the Plaintiffs have pleaded the necessary elements for each cause of action sufficient for purposes of this motion, such that the Consolidated Statement of Claim discloses a reasonable cause of action.
- (d) With respect to the second element of the certification analysis (namely, whether there is an identifiable class of two or more persons), the test to be applied is whether the Plaintiffs have defined the class by reference to objective criteria such that a person can be identified to be a class member without reference to the merits

of the action [see *Hollick v Toronto (City of)*, 2001 SCC 68 at para 17]. I am satisfied that the proposed class definitions for the Removed Child Class, Jordan's Class and Family Class (as set out below) contain objective criteria and that inclusion in each class can be determined without reference to the merits of the action.

- (e) With respect to the third element of the certification analysis (namely, whether the claims of the class members raise common questions of law or fact), as noted by the Federal Court of Appeal in *Wenham v Canada (Attorney General)*, 2018 FCA 199 at para 72, the task under this part of the certification determination is not to determine the common issues, but rather to assess whether the resolution of the issues is necessary to the resolution of each class member's claim. Specifically, the test is as follows:

The commonality question should be approached purposively. The underlying question is whether allowing the suit to proceed as a representative one will avoid duplication of fact-finding or legal analysis. Thus an issue will be "common" only where its resolution is necessary to the resolution of each class member's claim. It is not essential that the class members be identically situated vis-à-vis the opposing party. Nor is it necessary that common issues predominate over non-common issues or that the resolution of the common issues would be determinative of each class member's claim. However, the class members' claims must share a substantial common ingredient to justify a class action. Determining whether the common issues justify a class action may require the court to examine the significant of the common issues in relation to individual issues. In doing so, the court should remember that it may not always be possible for a representative party to plead the claims of each class member with the same particularity as would be required in an individual suit. (*Western Canadian Shopping Centres*, above at para 39; see also *Vivendi Canada Inc. v. Dell'Aniello*, 2014 SCC 1, [2014] 1 S.C.R. 3 at paras 41 and 44-46.)

Having reviewed the common issues (as set out below), I am satisfied that the issues share a material and substantial common ingredient to the resolution of each class

member's claim. Moreover, I agree with the Plaintiff that the commonality of these issues is analogous to the commonality of similar issues in institutional abuse claims which have been certified as class actions (such as the Indian Residential Schools and the Sixties Scoop class action litigation). Accordingly, I find that the common issue element is satisfied.

- (f) With respect to the fourth element of the certification analysis (namely, whether a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of fact and law), the preferability requirement has two concepts at its core: (i) whether the class proceeding would be a fair, efficient and manageable method of advancing the claim; and (ii) whether the class proceeding would be preferable to other reasonably available means of resolving the claims of class members. A determination of the preferability requirement requires an examination of the common issues in their context, taking into account the importance of the common issues in relation to the claim as a whole, and may be satisfied even where there are substantial individual issues [see *Brake, supra* at para 85; *Wenham, supra* at para 77 and *Hollick, supra* at paras 27-31]. The Court's consideration of this requirement must be conducted through the lens of the three principle goals of class actions, namely judicial economy, behaviour modification and access to justice [see *Brake, supra* at para 86, citing *AIC Limited v Fischer*, 2013 SCC 69 at para 22].
- (g) Having considered the above-referenced principles and the factors set out in Rule 334.16(2), I am satisfied a class proceeding is the preferable procedure for the just

and efficient resolution of the common questions of fact and law. Given the systemic nature of the claims, the potential for significant barriers to access to justice for individual claimants and the Plaintiffs' stated concerns regarding the other means available for resolving the claims of class members, I am satisfied that the proposed class action would be a fair, efficient and manageable method of advancing the claims of the class members.

- (h) With respect to the fifth element of the certification analysis (namely, whether there are appropriate proposed representatives), I am satisfied, having reviewed the affidavit evidence filed on the motion together with the detailed litigation plan, that the proposed representative plaintiffs (as set out below) meet the requirements of Rule 334.16(1)(e);

CONSIDERING that the Court is satisfied that all of the requirements for certification are met and that the requested relief should be granted;

THIS COURT ORDERS that:

1. The Plaintiffs are granted an extension of time, *nunc pro tunc*, to bring this certification motion past the deadline in Rule 334.15(2)(b) of the *Federal Courts Rules*.
2. For the purpose of this Order and in addition to definitions elsewhere in this Order, the following definitions apply and other terms in this Order have the same meaning as in the Consolidated Statement of Claim as filed on July 21, 2021:
 - (a) **“Class”** means the Removed Child Class, Jordan's Class and Family Class, collectively.

- (b) **“Class Counsel”** means Fasken Martineau Dumoulin LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Co., Nahwegahbow Corbiere and Sotos LLP.
- (c) **“Class Members”** mean all persons who are members of the Class.
- (d) **“Class Period”** means:
 - (i) For the Removed Child Class members and their corresponding Family Class members, the period of time beginning on April 1, 1991 and ending on the date of this Order; and
 - (ii) For the Jordan’s Class members and their corresponding Family Class members, the period of time beginning on December 12, 2007 and ending on the date of this Order.
- (e) **“Family Class”** means all persons who are brother, sister, mother, father, grandmother or grandfather of a member of the Removed Child Class and/or Jordan’s Class.
- (f) **“First Nation”** and **“First Nations”** means Indigenous peoples in Canada, including the Yukon and the Northwest Territories, who are neither Inuit nor Métis, and includes:
 - (i) Individuals who have Indian status pursuant to the *Indian Act*, R.S.C., 1985, c.I-5 [*Indian Act*];

- (ii) Individuals who are entitled to be registered under section 6 of the *Indian Act* at the time of certification;
 - (iii) Individuals who met band membership requirements under sections 10-12 of the *Indian Act* and, in the case of the Removed Child Class members, have done so by the time of certification, such as where their respective First Nation community assumed control of its own membership by establishing membership rules and the individuals were found to meet the requirements under those membership rules and were included on the Band List; and
 - (iv) In the case of Jordan's Class members, individuals, other than those listed in sub-paragraphs (i)-(iii) above, recognized as citizens or members of their respective First Nations whether under agreement, treaties or First Nations' customs, traditions and laws.
- (g) **“Jordan's Class”** means all First Nations individuals who were under the applicable provincial/territorial age of majority and who during the Class Period were denied a service or product, or whose receipt of a service or product was delayed or disrupted, on grounds, including but not limited to, lack of funding or lack of jurisdiction, or as a result of a jurisdictional dispute with another government or governmental department.
- (h) **“Removed Child Class”** means all First Nations individuals who:
- (i) Were under the applicable provincial/territorial age of majority at any time during the Class Period; and

- (ii) Were taken into out-of-home care during the Class Period while they, or at least one of their parents, were ordinarily resident on a Reserve.
 - (i) “**Reserve**” means a tract of land, as defined under the *Indian Act*, the legal title to which is vested in the Crown and has been set apart for the use and benefit of an Indian band.
3. This proceeding is hereby certified as a class proceeding against the Defendant pursuant to Rule 334.16(1) of the *Federal Courts Rules*.
 4. The Class shall consist of the Removed Child Class, Jordan’s Class and Family Class, all as defined herein.
 5. The nature of the claims asserted on behalf of the Class against the Defendant is constitutional, negligence and breach of fiduciary duty owed by the Crown to the Class.
 6. The relief claimed by the Class includes damages, *Charter* damages, disgorgement, punitive damages and exemplary damages.
 7. The following persons are appointed as representative plaintiffs:
 - (a) For the Removed Child Class: Xavier Moushoom, Ashley Dawn Louise Bach and Karen Osachoff;
 - (b) For the Jordan’s Class: Jeremy Meawasige (by his litigation guardian, Jonavon Joseph Measwasige) and Noah Buffalo-Jackson (by his litigation guardian, Carolyn Buffalo); and

- (c) For the Family Class: Xavier Moushoom, Jonavon Joseph Meawasige, Melissa Walterson, Carolyn Buffalo and Dick Eugene Jackson (also known as Richard Jackson),

all of whom are deemed to constitute adequate representative plaintiffs of the Class.

8. Class Counsel are hereby appointed as counsel for the Class.

9. The proceeding is certified on the basis of the following common issues:

(a) Did the Crown's conduct as alleged in the Consolidated Statement of Claim [Impugned Conduct] infringe the equality right of the Plaintiffs and Class Members under section 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*? More specifically:

(i) Did the Impugned Conduct create a distinction based on the Class Members' race, or national or ethnic origin?

(ii) Was the distinction discriminatory?

(iii) Did the Impugned Conduct reinforce and exacerbate the Class Members' historical disadvantages?

(iv) If so, was the violation of section 15(1) of the *Charter* justified under section 1 of the *Charter*?

(v) Are *Charter* damages an appropriate remedy?

- (b) Did the Crown owe the Plaintiffs and Class Members a common law duty of care?
 - (i) If so, did the Crown breach that duty of care?

- (c) Did the Crown breach its obligations under the *Civil Code of Québec*? More specifically:
 - (i) Did the Crown commit fault or engage its civil liability?

 - (ii) Did the Impugned Conduct result in losses to the Plaintiffs and Class Members and if so, do such losses constitute injury to each of the Class Members?

 - (iii) Are Class Members entitled to claim damages for the moral and material damages arising from the foregoing?

- (d) Did the Crown owe the Plaintiffs and Class Members a fiduciary duty?
 - (i) If so, did the Crown breach that duty?

- (e) Can the amount of damages payable by the Crown be determined partially under Rule 334.28(1) of the *Federal Courts Rules* on an aggregate basis?
 - (i) If so, in what amount?

- (f) Did the Crown obtain quantifiable monetary benefits from the Impugned Conduct during the Class Period?

- (i) If so, should the Crown be required to disgorge those benefits?
 - (ii) If so, in what amount?
 - (g) Should punitive and/or aggravated damages be awarded against the Crown?
 - (i) If so, in what amount?
10. The Plaintiffs' Fresh as Amended Litigation Plan, as filed November 2, 2021 and attached hereto as Schedule "A", is hereby approved, subject to any modifications necessary as a result of this Order and subject to any further orders of this Court.
11. The form of notice of certification, the manner of giving notice and all other related matters shall be determined by separate order(s) of the Court.
12. The opt-out period shall be six months from the date on which notice of certification is published in the manner to be specified by further order of this Court.
13. The timetable for this proceeding through to trial shall also be determined by separate order(s) of the Court.
14. Pursuant to Rule 334.39(1) of the *Federal Courts Rules*, there shall be no costs payable by any party for this motion.

"Mandy Ayleen"
Judge

ANNEX A

Court File Nos. T-402-19 / T-141-20

<p style="text-align: center;">FEDERAL COURT PROPOSED CLASS PROCEEDING</p> <p>BETWEEN:</p> <p>XAVIER MOUSHOOM, JEREMY MEAWASIGE (by his litigation guardian, Jonavon Joseph Meawasige), JONAVON JOSEPH MEAWASIGE</p> <p style="text-align: right;">Plaintiffs</p> <p style="text-align: center;">and</p> <p>THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA</p> <p style="text-align: right;">Defendant</p>
<p style="text-align: center;">FEDERAL COURT PROPOSED CLASS PROCEEDING</p> <p>BETWEEN:</p> <p>ASSEMBLY OF FIRST NATIONS, ASHLEY DAWN LOUISE BACH, KAREN OSACHOFF, MELISSA WALTERSON, NOAH BUFFALO-JACKSON by his Litigation Guardian, Carolyn Buffalo, CAROLYN BUFFALO, and DICK EUGENE JACKSON also known as RICHARD JACKSON</p> <p style="text-align: right;">Plaintiffs</p> <p style="text-align: center;">and</p> <p>HER MAJESTY THE QUEEN AS REPRESENTED BY THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA</p> <p style="text-align: right;">Defendant</p>

FRESH AS AMENDED LITIGATION PLAN

November 2, 2021

SOTOS LLP

180 Dundas Street West
Suite 1200, Toronto ON M5G 1Z8
David Sterns dsterns@sotosllp.com
Mohsen Seddigh mseeddigh@sotosllp.com
Jonathan Schachter jtschachter@sotosllp.com
Tel: 416-977-0007
Fax: 416-977-0717

KUGLER KANDESTIN

1 Place Ville-Marie
Suite 1170 Montréal QC H3B 2A7
Robert Kugler rkugler@kklex.com
Pierre Boivin pboivin@kklex.com
William Colish wcolish@kklex.com
Tel: 514-878-2861
Fax: 514-875-8424

MILLER TITERLE + CO.

300 - 638 Smith Street
Vancouver BC V6B 1E3
Joelle Walker joelle@millertiterle.com
Tamara Napoleon tamara@millertiterle.com
Erin Reimer erin@millertiterle.com
Tel: 604-681-4112
Fax: 604-681-4113

Lawyers for the plaintiffs Xavier Moushoom, Jeremy Meawasige
(by his litigation guardian, Jonavon Joseph Meawasige), Jonavon
Joseph Meawasige

NAHWEGAHBOW, CORBIERE

5884 Rama Road, Suite 109
Rama, ON L3V 6H6
Dianne G. Corbiere dgc@naweb.com

Tel: 705.325.0520
Fax: 705.325.7204

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN

55 Metcalfe St., Suite 1300
Ottawa, ON K1P 6L5
Peter N. Mantas pmantas@fasken.com

Tel: 613.236.3882
Fax: 613.230.6423

Lawyers for the plaintiffs Assembly of First Nations, Ashley Dawn
Louise Bach, Karen Osachoff, Melissa Waterson, Noah Buffalo-
Jackson by his Litigation Guardian, Carolyn Buffalo, Carolyn
Buffalo, and Dick Eugene Jackson also known as Richard Jackson

Table of Contents

I. DEFINITIONS	4
II. OVERVIEW	7
III. PRE-CERTIFICATION PROCESS	8
A. The Parties	8
B. The Pleadings	8
C. Pre-Certification Communication Strategy	8
D. Settlement Conference	10
E. Timetable	10
IV. POST-CERTIFICATION PROCESS	10
A. Timetable	10
B. Certification Notice, Notice Program and Opt Out Procedures	11
C. Identifying and Communicating with Class Members	14
D. Documentary Production	15
E. Examinations for Discovery	16
F. Interlocutory Matters	16
G. Expert Evidence	17
H. Determination of the Common Issues	17
V. POST COMMON ISSUES DECISION PROCESS	18
A. Timetable	18
B. Common Issues Notice	18
C. Claim Forms	19
D. Determining and Categorizing Class Membership	20
E. Aggregate Damages Distribution Process	23
F. Individual Damage Assessment Process	25
G. Class Proceeding Funding and Fees	26
H. Settlement Issues	26
I. Review of the Litigation Plan	27

I. DEFINITIONS

1. The definitions below will be used throughout this Litigation Plan. Any term defined in the Consolidated Statement of Claim that is also used in this Litigation Plan has the same meaning as that included in the Consolidated Statement of Claim or as otherwise defined by the Court.

Aggregate Damages Distribution Process means the system directed by the Court for the **Class Action Administrator** to distribute aggregate damages to **Approved Class Members**;

Approved Class Member(s) means **Approved Removed Child Class Member(s)** and/or **Approved Jordan's Class Member(s)** and/or **Approved Family Class Members**;

Approved Family Class Member(s) means a Family Class Member who has been approved by the **Class Action Administrator** as meeting the criteria for being a Family Class Member, including the brother, sister, mother, father, grandmother or grandfather of an **Approved Removed Child Class Member** (regardless of whether the **Approved Removed Child Class Member** is alive) and whose approval as a Family Class Member has not been successfully challenged;

Approved Jordan's Class Member(s) means a Jordan's Class Member who has been approved by the **Class Action Administrator** as meeting the criteria for being a Jordan's Class Member and whose approval as a Jordan's Class Member has not been successfully challenged;

Approved Removed Child Class Member(s) means a Removed Child Class Member who has been approved by the **Class Action Administrator** as meeting the criteria for being a Removed Child Class Member and whose approval as a Removed Child Class Member has not been successfully challenged;

Certification Notice means the information set out in Schedule A to this Litigation Plan, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

CHRT Decision means the decision of the **CHRT** in the **CHRT Proceeding** dated January 26, 2016, bearing citation 2016 CHRT 2;

CHRT means the Canadian Human Rights Tribunal;

CHRT Proceeding means the proceeding before the **CHRT** under file number T1340/7008;

Claim Form means the form set out in Schedule C to this Litigation Plan used by the **Removed Child Class Members** and/or the **Jordan's Class Members** and/or the **Family Class Members** to submit a claim, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Class Action Administrator means any settlement administrator or other appropriate firm appointed by the Court to assist in the administration of the class proceeding;

Class Counsel means the consortium of law firms acting as co-counsel in this class proceeding, with the firms of Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle – Company, Nahwegahbow, Corbiere and Faskens LLP as Solicitors of Record;

Class Member(s) means an individual who falls within the definition of the Removed Child Class and/or the Jordan's Class and/or the Family Class, as pleaded in the Consolidated Statement of Claim and as approved by the Court;

Common Issues means the issues listed in the Notice of Motion for Certification, or as found by the Court, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Common Issues Notice means the information set out in the notice regarding the **Common Issues** to be certified by the Court at Certification, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Crown Class Member Information means information to be provided by the Crown, at the request of the plaintiffs and/or as ordered by the Court, to the **Class Action Administrator** and/or **Class Counsel** regarding the names and last known contact information of all individuals who meet the criteria of Class Members as set out in the Consolidated Statement of Claim or as otherwise defined by the Court, including: (a) a list of all known Class Members' names and last known addresses using the information in the Crown's possession or under its control¹ as well as all individuals who received a product or service pursuant to Jordan's Principle following the CHRT Decision (estimated by the Crown in its representations to the CHRT to be individuals having received over 165,000 services under Jordan's Principle as of October 2018).

Individual Damage Assessment Form means the form set out in Schedule D to this Litigation Plan, as may be subsequently amended and as approved by the Court, to be used by **Approved Class Member(s)** to elect an individual assessment of their damages and commence an individual damage assessment under the **Individual Damage Assessment Process**;

Individual Damage Assessment Process means the procedure and system to be approved by the Court following the **Common Issues** trial to be used to assess and distribute damages to **Approved Class Member(s)** who have requested an individual damage assessment by submitting an **Individual Damage Assessment Form**;

Notice Program means the process, set out in the Litigation Plan, for communicating the **Certification Notice** and/or the **Common Issues Notice** to **Class Members**, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

¹ Where Class Members are known to be represented by counsel, only their name should be provided along with their counsel's name and address.

Opt Out Form means the form set out in Schedule B to this Litigation Plan used by Class Members to opt out of the class proceeding, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Opt Out Period means the deadline, proposed by the plaintiffs as six months from the date on which notice of certification to the Class is published in the manner to be specified by the Court or as otherwise determined by the Court, to opt out of the class proceeding;

Opt Out Procedures means the procedures, set out in the Litigation Plan, for Class Members to opt out of this class proceeding, as may be subsequently amended and as approved by the Court; and

Special Opt Out Procedures means the procedures, set out in the Litigation Plan, for Class Members who have already commenced a civil proceeding in Canada or who are known by the Crown to have already retained legal counsel to opt out of this class proceeding, as may be subsequently amended and as approved by the Court.

II. OVERVIEW

2. The plaintiffs have commenced this action on behalf of First Nations individuals who allege that the Crown has engaged in the discriminatory underfunding of child and family services and breached the equality obligations underlying Jordan's Principle. The class action advances the rights of tens of thousands of First Nations children, former children and family members.

3. This Litigation Plan is advanced as a workable method of advancing the proceeding on behalf of the Class and of notifying Class Members as to how the class proceeding is progressing, pursuant to rule 334.16(1)(e)(ii) of the *Federal Court Rules*. The Litigation Plan is modelled on the class action relating to the Indian Residential Schools.³

4. This Litigation Plan sets out a detailed plan for the common stages of this litigation, and sets out, on a without prejudice basis, an early plan for how the individual stage of the action may progress. Given the early stage of the litigation, the plan is necessarily subject to substantial revisions as the case progresses.

5. The plaintiffs are mindful that the CHRT has awarded statutory compensation to a subset of the Class Members pursuant to the CHRA (*First Nations Child & Family Caring Society of Canada et al. v. Attorney General of Canada (representing the Minister of Indigenous and Northern Affairs Canada)*, 2019 CHRT 39). If CHRT compensation is paid to any Class Members, the plaintiffs will seek a determination from the Court as to whether the Crown is entitled to a set-off or deduction of damages in this action for such amounts.

³ See *Baxter v Canada (Attorney General)*, 2006 CanLII 41673 (Ont Sup Ct), and subsequent orders of the Court. See also information available on the website of the Indian Residential Schools Adjudication Secretariat, online <<http://www.iap-pei.ca/home-eng.php>>.

III. PRE-CERTIFICATION PROCESS

A. The Parties

i. The Plaintiffs

6. The plaintiffs have proposed three classes:
 - (a) the Removed Child Class, represented by Xavier Moushoom, Ashley Dawn Louise Bach, and Karen Osachoff;
 - (b) the Family Class, represented by Xavier Moushoom, Jonavon Joseph Meawasige, Melissa Walterson, Carolyn Buffalo, and Dick Eugene Jackson also known as Richard Jackson; and
 - (c) the Jordan's Class, represented by Jeremy Meawasige, by his litigation guardian, Jonavon Joseph Meawasige; and Noah Buffalo-Jackson, by his litigation guardian, Carolyn Buffalo.

ii. The Defendant

7. The defendant is the Crown.

B. The Pleadings

i. Consolidated Statement of Claim

8. The plaintiffs have delivered a Consolidated Statement of Claim issued with leave of the Honourable Justice St-Louis dated July 7, 2021.

ii. Statement of Defence

9. The Crown has not delivered a Statement of Defence.

iii. Third Party Claim

10. The Crown has not issued any Third Party Claim.

C. Pre-Certification Communication Strategy

i. Responding to Inquiries from Putative Class Members

11. Both before and since the commencement of this class proceeding, Class Counsel have received many communications from Class Members affected by this class proceeding.

12. With respect to each inquiry, the individual's name, address, email and telephone number is added to a confidential database. Class Members are asked to register on the websites of Class Counsel. Once registered, they receive regular updates on the progress of the class proceeding in French and English. Any individual Class Members who contact Class Counsel are responded to in their preferred language.

ii. Pre-Certification Status Reports

13. In addition to responding to individual inquiries, Class Counsel have created a webpage concerning the class proceeding in English and French (see: <http://www.classactions.com/cases/current-cases/first-nations-youth/>). The most current information on the status of the class proceeding is posted and is updated regularly in English and French.

14. Copies of the publicly filed court documents and court decisions are accessible from the webpage. In addition, phone numbers for Class Counsel in Quebec and Ontario as well as email contact information are provided.

15. Class Counsel send update reports to Class Members who have provided their contact information and have indicated an interest in being notified of further developments in the class proceeding.

iii. Pre-certification outreach

16. Class Counsel have presented the proposed class action to a council of First Nations social services delivery personnel for the Province of Québec and the region of Labrador, as well as the First Nations youth directors forum in British Columbia. Class Counsel are in the process of arranging similar presentations to affected communities in Québec and elsewhere in Canada.

D. Settlement Conference

i. Pre-Certification Settlement Conference

17. The plaintiffs have participated in a pre-Certification mediation to determine whether any or all of the issues arising in the class proceeding can be resolved. Mediation is ongoing and may require that some of the targeted timelines in this Litigation Plan be amended on agreement of the parties or as otherwise ordered by the Court to allow negotiations to advance.

E. Timetable

IV. POST-CERTIFICATION PROCESS

A. Timetable

i. Plaintiffs' Timetable for the Post-Certification Process

18. The plaintiffs intend to proceed to trial on an expedited basis or a hybrid summary judgment/*viva voce* trial. It is anticipated that all of the documentary evidence produced by the Crown in the CHRT Proceeding will be relevant and producible in this class proceeding. Because of the extensive documentary production in the CHRT Proceeding, the plaintiffs expect few, if any, disputes as to documentary productions in this case relating to the time period covered by the CHRT Proceeding (*i.e.*, 2006-present). Furthermore, in light of the extensive testimony given at the CHRT Proceeding, it is anticipated that oral discovery can proceed quickly after certification and can be completed in a limited period of time. The plaintiffs have less clarity at this time regarding productions pertaining to the 1991-2006 period.

19. The plaintiffs propose that the following post-Certification process timetable, as explained in detail below:

Certification Notice to Class Members commences	at a date to be determined by the Court after certification
Exchange Affidavits of Documents within	90 days after Certification Notice to Class Members

11

Motions for Production of Documents, Multiple Examinations of Crown representatives or for Examinations of Non-Parties to be conducted within	120 days after Certification Notice to Class Members
Examinations for Discovery to be conducted within	150 days after Certification Notice to Class Members
Certification Notice to Class Members completed within	60 days from a date to be determined by the Court
Trial Management Conference re: Expert Evidence	180 days after Certification Notice to Class Members
Motions arising from Examinations for Discovery within	180 days after Certification Notice to Class Members
Undertakings answered within	200 days after Certification Notice to Class Members
Further Examinations, if necessary, within	240 days after Certification Notice to Class Members
Common Issues Pre-Trial to be conducted	290 days after Certification Notice to Class Members
Opt Out Period deadline	Six months after Notice of Certification to Class Members
Common Issues Trial or Hybrid Trial to be conducted within	330 days after Certification Notice to Class Members

B. Certification Notice, Notice Program and Opt Out Procedures

i. Certification Notice

20. The Certification Notice and all other notices to Class Members provided by the plaintiffs will, once finalized and approved by the Court, be translated into French. The plaintiffs will explore whether it will be necessary to translate the Certification Notice and/or other notices into some First Nations languages, subject to Court approval.

21. The Certification Notice will, subject to further amendments, be in the form set out in Schedule A hereto.

ii. Notice Program

22. The plaintiffs propose to communicate the Certification Notice to Class Members through the following Notice Program.

23. The plaintiffs will provide Certification Notice to Class Members by arranging to have the Certification Notice (and its translated versions whenever possible) communicated/published in the following media starting on a date to be determined by the Court, as frequently as may be reasonable or as directed by the Court under rule 334.32 of the *Federal Courts Rules*. In particular, the plaintiffs propose the following means of providing Certification Notice:

- (a) A press release on the start date of notice of certification to the Class to be determined by order of the Court;
- (b) Direct communication with Class Members:
 - (i) by email or regular mail to the last known contact information of Class Members provided by the Crown (*i.e.*, Crown Class Member Information);
 - (ii) by email or regular mail to all Class Members who have provided their contact information to Class Counsel, including through the Class Proceeding's webpage;
 - (iii) by regular mail to the last known addresses of all Status Card holders in Canada born on or after April 1, 1991;
- (c) Distribution by the Assembly of First Nations to its membership of First Nations bands across Canada;

9

- (d) Email to First Nations children's aid societies across Canada;
- (e) Circulation through the following media:
 - (i) Aboriginal newspapers/publications such as First Nations Drum, The Windspeaker, Mi'kmaq Maliseet Nations News, APTN National News;
 - (ii) radio outlets, such as Aboriginal radio CFWE, CBC national and CBC regional;
 - (iii) television outlets, such as on The Aboriginal Peoples Television Network;
and / or
 - (iv) social media outlets, such as Facebook and Instagram.

iii. Opt Out Procedures

- 24. The plaintiffs propose Opt Out Procedures for Class Members who do not wish to participate in the class proceeding.
- 25. The Certification Notice will include information about how to Opt Out of the class proceeding and will provide information about how to obtain and submit the appropriate Opt Out Forms to the Class Action Administrator and/or Class Counsel.
- 26. There will be one standard Opt Out Form for all Class Members.
- 27. Class Members will be required to file the Opt Out Form with the Class Action Administrator and/or Class Counsel within the Opt Out Period.

28. The Class Action Administrator or Class Counsel shall, within 30 days after the expiration of the Opt Out Period, deliver to the Court and the Parties an affidavit listing the names of all persons who have opted out of the Class Action.

iv. Special Opt Out Procedures

29. The plaintiffs propose Special Opt Out Procedures for Class Members who are either named party plaintiffs in a civil proceeding in Canada or who are known by the Crown to have retained legal counsel in respect of the subject matter of this action with the express purpose of starting a separate action against the Crown.

30. Ongoing civil actions by Class Members who do not opt out of the Class Action should be dealt with in a manner to be determined by this Court or by the Court in which such proceedings are brought.

C. Identifying and Communicating with Class Members

i. Identifying Class Members

31. As stated above, the plaintiffs intend to request the Crown Class Member Information.

ii. Database of Class Members

32. Class Counsel will maintain a confidential database of all Class Members who contact Class Counsel. The database will include each individual's name, address, telephone number, and/or email address where available.

iii. Responding to Inquiries from Class Members

33. Class Counsel and their staff respond to each inquiry by Class Members.

34. Class Counsel have a system in place to allow for responses to inquiries by Class Members in their language of choice whenever possible,

iv. Post Certification Status Reports

35. In addition to responding to individual inquiries, Class Counsel will continually update the webpage dedicated to this class action with information concerning the status of the class proceeding.

36. Class Counsel will send update reports to Class Members who have provided their contact information. These update reports will be sent as necessary or as directed by the Court.

D. Documentary Production

i. Affidavit/List of Documents

37. The plaintiffs will be required to deliver an Affidavit of Documents within 90 days after notice of certification is given to Class Members. The Crown will similarly be required to deliver a List of Documents within 90 days after notice of certification is given to Class Members.

38. The Parties are expected to serve Supplementary Affidavits (or Lists) of Documents as additional relevant documents are located.

ii. Production of Documents

39. All Parties are expected to provide, at their own expense, electronic copies of all Schedule "A" productions at the time of delivering their Affidavit of Documents. All productions are to be made in electronic format.

40. Documentary productions are to include, but not be limited to, all documents produced and exhibits tendered in the CHRT Proceedings.

iii. Motions for Documentary Production

41. Any motions for documentary production shall be made within 120 days after certification notice is given to Class Members.

iv. Document Management

42. The Parties will each manage their productions with a compatible document management system, or as directed by the Court. All documents are to be produced in OCR format.

43. All productions should be numbered and scanned electronically to enable quick access and efficient organization of documents.

E. Examinations for Discovery

44. Examinations for Discovery will take place within 150 days after certification notice is given to Class Members.

45. The plaintiffs expect to request the Crown's consent to examine more than one Crown representative. In the event that a dispute arises in this regard, the plaintiffs propose to bring a motion within 120 days after certification notice is given to Class Members.

46. The plaintiffs anticipate that the Examination for Discovery of a properly selected and informed officer of the Crown will take approximately 10 days, subject to refusals and undertakings.

47. The plaintiffs anticipate that the Examination for Discovery of the representative plaintiffs will take approximately one day, subject to refusals and undertakings.

F. Interlocutory Matters

i. Motions for Refusals and Undertakings

48. Specific dates for motions for refusals and undertakings that arise from the Examinations for Discovery will be requested upon Certification. Motions for refusals and undertakings will be heard within 180 days after certification notice is given to Class Members.

ii. Undertakings

49. Undertakings are to be answered within 200 days after certification notice is given to Class Members.

iii. Re-attendances and Further Examinations for Discovery

50. Any re-attendances or further Examinations for Discovery required as a result of answers to undertakings or as a result of the outcome of the motions for refusals and undertakings should be completed within 240 days after certification notice is given to Class Members.

G. Expert Evidence

i. Identifying Experts and Issues

51. A Trial Management Conference will take place following Examinations for Discovery at which guidelines for identifying experts and their proposed evidence at trial will be determined.

H. Determination of the Common Issues

i. Pre-Trial of the Common Issues

52. Upon Certification, the Court will be asked to assign a date for a Pre-Trial relating to the Common Issues trial.

53. The plaintiffs expect that a full day will be required for a Pre-Trial and will request that the Pre-Trial be held within 290 days after certification notice is given to Class Members and, in any event, at least 90 days before the date of the Common Issues trial.

ii. Trial of the Common Issues

54. Upon Certification, the Court will be asked to assign a date for the Common Issues trial.

55. The plaintiffs propose that the trial of the Common Issues be held 330 days after certification notice is given to Class Members.

56. The length of time required for the Common Issues trial will depend on many factors and will be determined at the Trial Management Conference.

V. POST COMMON ISSUES DECISION PROCESS

A. Timetable

i. Plaintiffs' Timetable for the Post-Common Issues Decision Process

57. The plaintiffs propose that the following timetable be imposed by the Court following the Court's judgment on the Common Issues:

Common Issues Notice provided	Within 90 days of Common Issues decision
Individual Issue Hearings, if any, begin	120 days after decision
Individual Damage Assessments, if any, begin	240 days after decision
Deadline to Submit Claim Forms (as of right)	Within 1 year of decision
Deadline to Submit Claim Forms (as of right in prescribed circumstances or with leave of the Court)	1 year after decision

B. Common Issues Notice

i. Notifying Class Members

58. The Common Issues Notice will, subject to further amendments, be substantially in the form approved by the Court at the Common Issues trial. The Common Issues Notice may contain, amongst others, information on any aggregate damages awarded and any issues requiring individual determination, as approved by the Court.

59. The plaintiffs propose to circulate the Common Issues Notice within 90 days after the Common Issues judgment.

60. The Common Issues Notice will be circulated in the same manner as set out above dealing with the Certification Notice or as directed by the Court.

C. Claim Forms

i. Use of Claim Forms

61. The Court will be asked to approve under rule 334.37 the use of standardized Claim Forms by Class Members who may be entitled to a portion of the aggregate damage award or who may be entitled to have an individual assessment.

ii. Obtaining and Filing Claim Forms

62. The procedure for obtaining and filing Claim Forms will be set out in the Common Issues Notice.

63. The plaintiffs propose to use a single standard Claim Form, substantially in the form attached as Schedule C, for all three classes, subject to further amendments and as approved by the Court.

64. The plaintiffs propose that counselling be made available to Class Members in need of support and assistance when completing the Claim Forms. Where necessary, a process for appointing a guardian or trustee to assist the Class Members will be developed.

65. Before completing a Claim Form, Class Members will be able to review information about them in the possession of Canada relevant to their claim (the Crown Class Member Information). That information may include:

- (a) any records relating to the Class Member's voluntary or involuntary placement in out-of-home care during the Class Period;
- (b) any records relating to a need by the Class Member for a service or product;
- (c) any records relating to a request made by the Class Member for a service or product;
- (d) any records relating to the denial of a service or product to the Class Member;

- (e) any records relating to any service(s) or product(s) provided by the Crown to the Class Member; and/or
- (f) any records relating to the family status or family relationship between a Family Class Member and a Removed Child Class Member or a Jordan's Class Member.

66. Class Members will be required to file the appropriate Claim Form with the Class Action Administrator and/or Class Counsel within the deadlines set out below or as directed by the Court.

67. The Class Action Administrator will be responsible for receiving all Claim Forms.

iii. Deadline for Filing Claim Forms

68. Class Members will be advised of the deadline for filing Claim Forms in the Common Issues Notice.

69. The plaintiffs propose that Class Members be given one year, or such period as set out by the Court, after the Common Issues judgment to file Claim Forms as of right.

70. The plaintiffs propose that Class Members be entitled to file Claim Forms more than one year after the Court's judgment on the Common Issues in certain circumstances prescribed by the Court (*i.e.*, lack of awareness of entitlement, etc.) or with leave of the Court (*i.e.*, based on mental or physical health issues, etc.).

D. Determining and Categorizing Class Membership

i. Approving Removed Child Class Members

71. The Class Action Administrator will determine whether an individual submitting a Claim Form as a Removed Child Class Member properly qualifies as a Class Member.

72. In addition, the Class Action Administrator will determine and categorize the duration of the Removed Child Class Member's presence in out-of-home care. The Class Action Administrator will also determine the number of out-of-home care locations that the Removed

Child Class Member was placed in, as well as whether such locations were on or off Reserve and whether such locations were within the community of the Class Member.

73. The Class Action Administrator will make these determinations by referring to the information set out in the Claim Form as well as the Crown Class Member Information.

74. The Class Action Administrator will, where appropriate and necessary, request in writing further information from the individual filing the Removed Child Class Claim Form or the Crown to make these determinations.

ii. Approving Jordan's Class Members

75. The Class Action Administrator will determine whether an individual submitting a Claim Form as a Jordan's Class Member properly qualifies as a Class Member.

76. The Class Action Administrator will make these determinations following guidelines determined by the Court at the Common Issues trial in part by referring to the information set out in the Claim Form. Such guidelines may include: (a) whether the Class Member needed a service or product at any point during the Class Period; (b) whether the Class Member was denied that service or product; (c) whether the Class Member's receipt of a service or product was delayed or disrupted; (d) whether such denial, delay or disruption was based on lack of funding, lack of jurisdiction or a jurisdictional dispute between governments or government departments; and/or (e) whether such denial, disruption or delay happened while the Class Member was under the applicable provincial/territorial age of majority.

77. The Class Action Administrator will also make these determinations in part by referring to the Crown Class Member Information regarding the number of Class Members who have received a service or product under Jordan's Principle since the CHRT Decision.

78. The Class Action Administrator will, where appropriate and necessary, request in writing further information from the individual submitting the Jordan's Class Claim Form or the Crown to make these determinations.

iii. Approving Family Class Members

79. The Class Action Administrator will determine whether an individual submitting a Family Class Claim Form properly qualifies as a Family Class Member.

80. These determinations will be made by the Class Action Administrator by referring to Crown Class Member Information and the information set out in the Claim Form with respect to the relationship of the proposed Family Class Member with an Approved Removed Child Class Member.

81. The Class Action Administrator will, where appropriate and necessary, request in writing further information from the individual filing the Claim Form to make these determinations.

iv. Deceased Class Members

82. The estate of a deceased Class Member may submit a Claim Form if the deceased Class Member died on or after April 1, 1991.

83. If the deceased Class Member would otherwise have qualified as an Approved Class Member, the estate will be entitled to be compensated in accordance with the Aggregate Damages Distribution Process. The estate will not have the option to proceed under the Individual Damage Assessment Process except with leave of the Court.

v. Notifying Class Members, Challenging and Recording Decisions

84. Within 30 days of receipt of a Claim Form, the Class Action Administrator will notify the individual of its decision on whether the individual is an Approved Class Member. Individuals

who are not approved as Class Members will be provided with information on the procedures to follow to challenge the decision of the Class Action Administrator. The plaintiffs propose that these procedures include an opportunity to resubmit an amended Claim Form with supporting documentation capable of verifying that the individual is a Class Member.

85. All interested parties will be provided with the ability to appeal a decision by the Class Action Administrator to the Court or in a manner to be prescribed. Class Counsel may challenge the decision on behalf of affected individuals.

86. The Class Action Administrator will keep records of all Approved Class Members and their respective Claim Forms and will provide this information to Class Counsel, the Crown and other interested parties on a monthly basis. Class Counsel and/or other interested parties will have 30 days after receiving this information to challenge the Class Action Administrator's decision by advising the Class Action Administrator and the other affected parties in writing of the basis for their challenge. The responding party will be given 30 days thereafter to respond in writing to the challenge at which time the Class Action Administrator will reconsider its decision and advise all parties.

E. Aggregate Damages Distribution Process

i. Distribution of Aggregate Damages

87. The Class Action Administrator will distribute the aggregate damages to all Approved Class Members in the manner directed by the Court.

88. The plaintiffs will propose that Approved Class Members be entitled to a proportion of the aggregate damages as determined by the Class Action Administrator based on factors to be approved by the Court, including but not limited to: (a) the duration of the Class Member's

presence in out-of-home care; (b) the number of out-of-home care locations where the Class Member was placed as a child; (c) the duration of deprivation from a service or product as a result of a delay, denial or disruption contrary to Jordan's Principle; and (d) the family relationship of the Family Class Member to a given Removed Child Class Member.

89. The Class Action Administrator, upon advising Approved Class Members of its decision on their membership as set out above, will within a reasonable period of time to be determined by the Court, advise the Approved Class Members of the proportion of aggregate damages owing to each Approved Class Member under the Aggregate Damages Distribution Process to be approved by the Court.

90. In addition, if applicable, the Class Action Administrator will provide Approved Class Members with a package of materials including: information on how to collect their aggregate damage awards, information on Class Members' ability to proceed through the Individual Damage Assessment Process, copies of the Individual Damage Assessment Form along with a guide on how to complete the form, and contact information for obtaining independent legal advice and counselling. Such information is to be provided in a culturally responsive and appropriate style, making full use of interactive media, including video tutorials.

ii. Seeking an Individual Damage Assessment

91. Approved Class Members, when notified of their entitlement to aggregate damages, may be given information on their right to have their compensation individually assessed under the Individual Damage Assessment Process set out below.

F. Individual Damage Assessment Process***i. Individual Damage Assessment Forms***

92. When Approved Class Members are notified of their aggregate damage entitlement and information on their right to proceed under the Individual Damage Assessment Process, they will be provided with an Individual Damage Assessment Form as set out in Schedule D.

93. If applicable, the plaintiffs propose that a request for individual damages be made by sending an Individual Damage Assessment Form to the Class Action Administrator, and that only those individuals who wish to proceed through the Individual Damage Assessment Process be required to submit Individual Damage Assessment Forms.

ii. Individual Damage Assessments

94. The Court may be asked to approve the use of an Individual Damage Assessment Process after a judgment on the Common Issues or otherwise as directed by the Court.

95. The Individual Damage Assessment Process would be available to all Approved Class Members except those who are found by the Court not to be entitled to individual damages following the Common Issues trial.

iii. Individual Issue Hearings

96. The Court will be asked to provide directions, or to appoint persons to conduct references under rule 334.26 of the *Federal Courts Rules* or appoint a judge to conduct test cases involving selected Approved Class Members who are proceeding under the Individual Damage Assessment Process to assist with the matters that may or may not remain in issue after the determination of the Common Issues, such as:

- (a) Hearing rules for individual assessments;
- (b) A compensation matrix for individual damages;

- (c) Assistance in resolving disputes relating to the definitions of key terms such as “cultural and language loss”, “pain and suffering”, “physical abuse”, and “sexual abuse”; and
- (d) Other matters raised by the Court or the parties during the Common Issues litigation.

G. Class Proceeding Funding and Fees

i. Plaintiffs’ Legal Fees

97. The plaintiffs’ fees are to be paid on a contingency basis, subject to the Court’s approval under rule 334.4 of the *Federal Courts Rules*.

98. The agreement between the representative plaintiffs and Class Counsel states that legal fees and disbursements to be paid to Class Counsel shall be on the following basis:

- (a) Aggregate damages recovery: 20% of the first two hundred million dollars (\$200,000,000) in recovery by settlement or judgment, plus 10% of any amounts recovered by settlement or judgment beyond the first two hundred million dollars; and
- (b) Individual damages recovery: 25% of settlement or judgment.

ii. Funding of Disbursements

99. Funding of legal disbursements for the representative plaintiffs has been, and will continue to be, available through Class Counsel, unless the plaintiffs and Class Counsel subsequently deem it to be in the best interests of the Class to obtain third-party funding. Class Counsel will advise the Court of such third-party funding and seek approval thereof.

H. Settlement Issues

i. Settlement Offers and Negotiations

100. The plaintiffs have been conducting settlement negotiations with the Crown with a view to achieving a fair and timely resolution.

ii. Mediation and Other Non Binding Dispute Resolution Mechanisms

101. The plaintiffs have been participating in mediation and negotiations in an effort to try to resolve the dispute or narrow the issues in dispute between the Parties.

I. Review of the Litigation Plan

i. Flexibility of the Litigation Plan

102. This Litigation Plan will be reconsidered on an ongoing basis and may be revised under the continued case management authority of the Court before or after the determination of the Common Issues or as the Court sees fit.

October 2021	<p>29, SOTOS LLP 180 Dundas Street West Suite 1200 Toronto ON M5G 1Z8</p> <p>David Sterns (LSO# 36274J) dsferna@sotosllp.com Mohsen Seddigh (LSO# 70744I) mseddigh@sotosllp.com Jonathan Schachter (LSO# 63858C) jschachter@sotosllp.com Tel: 416-977-0007 Fax: 416-977-0717</p>	<p>KUGLER KANDESTIN 1 Place Ville-Marie Suite 1170 Montréal QC H3B 2A7</p> <p>Robert Kugler rkugler@kklex.com Pierre Boivin pboivin@kklex.com William Colish wcolish@kklex.com Tel: 514-878-2861 Fax: 514-875-8424</p>	<p>MILLER TITERLE + CO. 300 - 638 Smithe Street Vancouver BC V6B 1E3 Joelle Walker joelle@millertiterle.com Tamara Napoleon tamara@millertiterle.com Erin Reimer erin@millertiterle.com Tel: 604-681-4112 Fax: 604-681-4113</p>
--------------	---	--	--

Lawyers for the Plaintiffs

Lawyers for the plaintiffs Xavier Moushoom, Jeremy Meawasige (by his litigation guardian, Jonavon Joseph Meawasige), Jonavon Joseph Meawasige

**NAHWEGAHBOW,
CORBIERE**
5884 Rama Road, Suite 109
Rama, ON L3V 6H6

Dianne G. Corbiere
dgc@corbiere.com

Tel: 705.325.0520
Fax: 705.325.7204

**FASKEN MARTINEAU
DUMOULIN**
55 Metcalfe St., Suite 1300
Ottawa, ON K1P 6L5

Peter N. Manias
pmanias@fasken.com

Tel: 613.236.3882
Fax: 613.230.6423

Lawyers for the plaintiffs Assembly of First Nations, Ashley Dawn Louise Bach, Karen Osachoff, Melissa Walterson, Noah Buffalo-Jackson by his Litigation Guardian, Carolyn Buffalo, Carolyn Buffalo, and Dick Eugene Jackson also known as Richard Jackson

SCHEDULE "A"

FIRST NATIONS YOUTH CARE (THE MILLENNIUM SCOOP) CLASS ACTION
PROPOSED NOTICE OF CERTIFICATION

THIS NOTICE MAY AFFECT YOUR RIGHTS. PLEASE READ CAREFULLY.

The Nature of the Lawsuit

In March 2019, Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP and Miller Titerle & Co. (collectively "Class Counsel") commenced an action on behalf of First Nations plaintiffs in the Federal Court of Canada in Montreal, against the Attorney General of Canada (the "Crown").

The lawsuit claims that starting in 1991 the Crown instituted discriminatory funding policies across Canada that led to First Nations children being removed from their homes and communities and placed in out-of-home care. The lawsuit also claims that the Crown delayed, disrupted or denied the delivery of needed public services and products to First Nations youth contrary to Jordan's Principle.

The action was brought on behalf of a Class of:

(a) all First Nations youths who were taken into out-of-home care since April 1, 1991, while they or at least one of their parents were ordinarily resident on a Reserve;

(b) all First Nations youths who were denied a public service or product, or whose receipt of a public service or product was delayed or disrupted, on the grounds of lack of funding or lack of jurisdiction, or as a result of a jurisdictional dispute with another government or governmental department (contrary to Jordan's Principle);

(c) family members of the Class Members cited in (a) above.

By order dated [INSERT DATE], The Honourable Justice St-Louis certified the action as a class proceeding, appointing Xavier Moushoom and Jeremy Meawasige (by his

litigation guardian, Maurina Beadle) as representative plaintiffs for the class.

The Court found that the following issues affecting the Class will be tried at a Common Issues trial:

- [INSERT CERTIFIED COMMON ISSUE]
- ...

Participation in the Class Action

If you fall within the class definition, you are automatically included as a member of the Class, unless you choose to opt out of the Class Action, as explained below. All members of the Class will be bound by the judgment of the Court, or any settlement reached by the parties and approved by the Court.

At this juncture, the Court has not taken a position as to the likelihood of recovery for the representative plaintiffs or the Class, or with respect to the merits of the claims or defences asserted by the Crown.

Fees and Disbursements

You do not need to pay any legal fees out of your own pocket. A retainer agreement has been entered into between the representative plaintiffs and Class Counsel with respect to legal fees. The agreement provides that the law firms have been retained on a contingency fee basis, which means they will only be paid their fees in the event of a successful result in the litigation or a Court-approved settlement.

You will not be responsible for Defendant's legal costs if the class action is unsuccessful. Any fee paid to lawyers for the Class is subject to the Court's approval.

Opt Out

If you are a class member and wish to exclude yourself from this class proceeding ("opt out"), you must complete and return the "Class Member Opt Out" form by no later than [INSERT DATE]. The Opt Out form may be downloaded at: [INSERT WEBSITE ADDRESS].

Class members who choose to opt out within the above noted deadline will not recover any monies if the representative plaintiffs are successful in this action. If class members do not choose to opt out by the deadline, they will be bound by any judgment ultimately obtained

in this class action, whether favourable or not, or any settlement if approved by the Court.

Contact Information

If you have any questions or concerns about the matters in this Notice or the status of the class action, you may contact Class Counsel in a number of ways.

By phone: [INSERT PHONE NUMBER]

By email: [INSERT EMAIL]

Toll-Free Hotline: [INSERT TELEPHONE]

By mail: [INSERT ADDRESS]

SCHEDULE "B"

OPT OUT FORM

TO:
[CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]
[Address]
[Email]
[Fax]
[Phone number]

ATTN: [CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]

I do not want to participate in the class action styled as *Xavier Moushoom et al v. The Attorney General of Canada* regarding the claims of discrimination against First Nations children. I understand that by opting out, I will not be eligible for the payment of any amounts awarded or paid in the class action, and if I want an opportunity to be compensated, I will have to make an individual claim and decide whether to engage a lawyer at my own expense.

Dated: _____

Signature

Full Name

Address

City, Province, Postal Code

Telephone

Email

This Notice must be delivered by regular mail, email or fax on or before _____, 201_ to be effective.

SCHEDULE "C"

CLAIM FORM

TO:
[CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]
[Address]
[Email]
[Fax]
[Phone number]

ATTN: [CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]

I, _____ (insert full name(s), including maiden name if applicable), have received Notice of the National Class Action styled as *Xavier Moushoom et al v. The Attorney General of Canada* regarding the claims of discrimination against First Nations children. My date of birth is _____ (insert day, month, year of birth).

I believe that I am a Class Member and I wish to submit a claim as a member of the following Class or Classes (mark the applicable item(s) with an X):

Removed Child Class

Jordan's Class

Family Class

If you selected the Removed Child Class, please summarize below your placement(s) in out-of-home care since April 1, 1991:

Number of foster home(s)	Number of years of placement in foster home(s)	Was foster home(s) on-reserve or off-reserve?	Was foster home(s) within your own First Nations community?

If you selected the Jordan's Class, please summarize below the public services or products that you needed since April 1, 1991, and that were denied, delayed or disrupted:

Product(s) or service(s) needed	Was a request made for the	Was the service(s) or product(s) denied, delayed or disrupted?	The date(s) of need, request, and/or denial,

	service(s) or product(s)?		delay or disruption

If you selected the Family Class, please summarize below your relationship to the member(s) of the Removed Child Class:

Full name(s) and claim number of the Approved Removed Child Class Member in your family	Your relationship to the Class Member (only the brother, sister, mother, father, grandmother or grandfather of an Approved Removed Child Class Member)

My mailing address is:

Street name, Apartment #

City, Province

Postal Code

Telephone Number(s)

Email address

Signed: _____

Date: _____

SCHEDULE "D"

INDIVIDUAL DAMAGE ASSESSMENT FORM

TO:
[CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]
[Address]
[Email]
[Fax]
[Phone number]

ATTN: [CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]

I, _____ [insert full name(s), including maiden name if applicable], have been notified that I am an Approved Removed Child Class Member or Approved Jordan's Class Member. My claim number is _____ [insert assigned claim number].

I have been provided with a package of information outlining and explaining my option to request an individual damage assessment in accordance with the Individual Damage Assessment Process.

I am also aware that I can obtain independent legal advice with respect to this request and can obtain assistance to complete this form at no charge to me by contacting [insert assigned contact #].

Below is information relating to my experience in out-of-home care and the impacts and harms that resulted from my experience:

[The Individual Damage Assessment Form will be designed after a Court decision on the Common Issues. The goal of the Individual Damage Assessment Form though will be to obtain, amongst others, the following information from Approved Class Members:

- *Information relating to the Class Member's age at apprehension, the foster households where the Class Member was placed, duration of out-of-home care;*
- *Information relating to any abuse on the Class Member, including each incident of a compensable harm/wrong, such as the dates, places, times of the incidents and information about the alleged perpetrator for each incident;*
- *Information relating to compensable impacts, including cultural and language impacts;*
- *A narrative relating to the experience of this individual while in care;*
- *The reason(s) for apprehension;*
- *Whether expert evidence will be provided to support a claim for certain consequential harms such as past and future income loss;*

- *Information on the treatment records including records of customary or traditional counsellors or healers they will be submitting to assist in proving either the abuse or the harm suffered or both,*
- *Authorizations for the Crown to obtain documents; and*
- *Such further and other information that is deemed necessary and appropriate.]*

Below is information relating to my experience with the denial/delay/disruption of the receipt of a public service or product and the impacts and harms that resulted from my experience:

[The Individual Damage Assessment Form will be designed after a Court decision on the Common Issues. The goal of the Individual Damage Assessment Form though will be to obtain, amongst others, the following information from Approved Class Members:

- *Any conditions or circumstances that required a public service or product;*
- *Reasons for denial of a public service or product;*
- *Department(s) of contact;*
- *Authorizations for the Crown to obtain documents; and*
- *Such further and other information that is deemed necessary and appropriate.]*

Signed: _____

Date: _____

Cour fédérale



Federal Court

Date : 20211126

**Dossier : T-402-19
T-141-20**

Référence : 2021 CF 1225

[TRADUCTION FRANÇAISE]

Ottawa (Ontario), le 26 novembre 2021

En présence de madame la juge Aylen

RECOURS COLLECTIF

ENTRE :

XAVIER MOUSHOOM, JEREMY MEAWASIGE (représenté par son tuteur à l'instance, JONAVON JOSEPH MEAWASIGE) ET JONAVON JOSEPH MEAWASIGE

demandeurs

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

défendeur

ENTRE :

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS, ASHLEY DAWN LOUISE BACH, KAREN OSACHOFF, MELISSA WALTERSON, NOAH BUFFALO-JACKSON (représenté par sa tutrice à l'instance, CAROLYN BUFFALO), CAROLYN BUFFALO ET DICK EUGENE JACKSON, également connu sous le nom de RICHARD JACKSON

demandeurs

et

**SA MAJESTÉ LA REINE
REPRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

défenderesse

ORDONNANCE ET MOTIFS

VU LA REQUÊTE déposée par les demandeurs, sur consentement et à l'égard de laquelle la décision a été prise uniquement sur la base de prétentions écrites conformément à l'article 369 des *Règles des Cours fédérales*, en vue d'obtenir une ordonnance :

- a) accordant aux demandeurs une prorogation du délai pour qu'ils puissent déposer la présente requête en autorisation après le délai prévu à l'alinéa 334.15(2)b);
- b) autorisant la présente instance comme recours collectif et définissant le groupe;
- c) énonçant la nature des réclamations présentées au nom du groupe et les réparations demandées par le groupe;
- d) précisant les points de droit et de fait communs en litige;
- e) nommant les demandeurs indiqués ci-après à titre de représentants demandeurs;
- f) approuvant le plan de déroulement de l'instance;

g) accordant toute autre réparation;

VU les documents relatifs à la requête déposés par les demandeurs;

VU que la défenderesse donne son consentement à l'ensemble de la requête déposée;

VU que la Cour est convaincue que, dans les circonstances de l'espèce, une prorogation du délai doit être accordée pour que la présente requête en autorisation puisse être déposée après le délai prévu à l'alinéa 334.15(2)b);

VU que, même si le consentement de la défenderesse rend moins nécessaire une approche rigoureuse quant à la question de savoir si la présente instance devrait être autorisée comme recours collectif, il ne dispense toutefois pas la Cour de l'obligation de veiller au respect des exigences relatives à l'autorisation prescrites à l'article 334.16 [voir *Varley c Canada (Procureur général)*, 2021 CF 589];

VU que le paragraphe 334.16(1) des *Règles des Cours fédérales* prévoit ce qui suit :

Sous réserve du paragraphe (3), le juge autorise une instance comme recours collectif si les conditions suivantes sont réunies :	Subject to subsection (3), a judge shall, by order, certify a proceeding as a class proceeding if
a) les actes de procédure révèlent une cause d'action valable;	(a) the pleadings disclose a reasonable cause of action;
b) il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes;	(b) there is an identifiable class of two or more persons;
c) les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait communs, que ceux-ci prédominent ou non sur ceux qui ne concernent qu'un membre;	(c) the claims of the class members raise common questions of law or fact, whether or not those common questions predominate over questions affecting only individual members;

- | | |
|---|--|
| d) le recours collectif est le meilleur moyen de régler, de façon juste et efficace, les points de droit ou de fait communs; | (d) a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of law or fact; and |
| e) il existe un représentant demandeur qui : | (e) there is a representative plaintiff or applicant who |
| (i) représenterait de façon équitable et adéquate les intérêts du groupe, | (i) would fairly and adequately represent the interests of the class, |
| (ii) a élaboré un plan qui propose une méthode efficace pour poursuivre l'instance au nom du groupe et tenir les membres du groupe informés de son déroulement, | (ii) has prepared a plan for the proceeding that sets out a workable method of advancing the proceeding on behalf of the class and of notifying class members as to how the proceeding is progressing, |
| (iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe en ce qui concerne les points de droit ou de fait communs, | (iii) does not have, on the common questions of law or fact, an interest that is in conflict with the interests of other class members, and |
| (iv) communique un sommaire des conventions relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre lui et l'avocat inscrit au dossier. | (iv) provides a summary of any agreements respecting fees and disbursements between the representative plaintiff or applicant and the solicitor of record. |

VU que conformément au paragraphe 334.16(2), pour décider si le recours collectif est le meilleur moyen de régler les points de droit ou de fait communs de façon juste et efficace, tous les facteurs pertinents sont pris en compte, notamment les suivants : a) la prédominance des points de droit ou de fait communs sur ceux qui ne concernent que certains membres; b) la proportion de membres du groupe qui ont un intérêt légitime à poursuivre des instances séparées; c) le fait que le recours collectif porte ou non sur des réclamations qui ont fait ou qui font l'objet d'autres instances; d) l'aspect pratique ou l'efficacité moindres des autres moyens de régler les réclamations; et e) les difficultés accrues engendrées par la gestion du recours collectif par rapport à celles associées à la gestion d'autres mesures de redressement;

VU que :

- a) La conduite de la Couronne en cause dans le présent recours collectif envisagé, telle qu'elle est exposée dans la déclaration commune, porte sur deux formes de discrimination alléguées à l'égard d'enfants des Premières Nations : i) le financement par la Couronne des services à l'enfance et à la famille destinés aux enfants des Premières Nations et l'incitation ainsi créée à retirer les enfants de leur milieu familial; ii) le fait que la Couronne n'ait pas respecté le principe de Jordan, qui est une obligation juridique visant à éviter les lacunes, les retards, les interruptions ou les refus dans les services et les produits que doivent recevoir les enfants des Premières Nations, ce qui serait contraire à leurs droits à l'égalité garantis par la Charte.

- b) Comme les demandeurs l'ont résumé dans leurs observations écrites, la déclaration commune contient essentiellement les allégations suivantes :
 - i) La Couronne a sciemment sous-financé les services à l'enfance et à la famille destinés aux enfants des Premières Nations vivant sur une réserve et au Yukon, ce qui a empêché les organismes de services d'aide à l'enfance d'offrir des services de prévention adéquats aux enfants et aux familles des Premières Nations.

 - ii) La Couronne a sous-financé les services de prévention destinés aux enfants et aux familles des Premières Nations vivant sur une réserve et au Yukon, alors qu'elle finançait intégralement les coûts liés aux soins des enfants des

Premières Nations qui étaient retirés de leur milieu familial et placés dans des foyers d'accueil, ce qui a produit un effet pervers en incitant les organismes de services d'aide à l'enfance des Premières Nations à retirer les enfants des Premières Nations vivant sur une réserve et au Yukon de leur milieu familial et à les placer dans des foyers d'accueil.

- iii) Le retrait des enfants de leur milieu familial a causé à ces enfants et à leur famille de graves traumatismes persistants.
 - iv) Non seulement le principe de Jordan incarne les droits à l'égalité des membres du groupe, mais la Couronne a également reconnu que ce principe est une [TRADUCTION] « obligation juridique » et donc une faute donnant ouverture à un droit d'action. Cependant, la Couronne a manqué à ses obligations découlant du principe de Jordan et a ainsi privé de services et de produits essentiels des dizaines de milliers d'enfants des Premières Nations, ce qui leur a causé un préjudice indemnisable.
 - v) La conduite de la Couronne est discriminatoire, vise les membres du groupe, car ils sont membres des Premières Nations, et contrevient au paragraphe 15(1) de la Charte, aux obligations fiduciaires de la Couronne envers les Premières Nations et à la norme de diligence en common law et en droit civil.
- c) En ce qui a trait à la première condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir si les actes de procédure révèlent une cause d'action valable), les exigences

minimales ne sont pas élevées. La Cour doit trancher la question de savoir s'il est manifeste et évident que les causes d'action sont vouées à l'échec [voir *Brake c Canada (Procureur général)*, 2019 CAF 274 au para 54]. Même sans le consentement de la Couronne, je suis persuadée que les demandeurs ont suffisamment plaidé les éléments nécessaires pour chaque cause d'action aux fins de la présente requête, de sorte que la déclaration commune révèle une cause d'action raisonnable.

- d) Pour ce qui est de la deuxième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir s'il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes), le critère à appliquer consiste à établir si les demandeurs ont défini le groupe en recourant à un critère objectif, c'est-à-dire que l'on peut décider si une personne est membre du groupe sans se référer au fond de l'action [voir *Hollick c Toronto (Ville)*, 2001 CSC 68 au para 17]. Je suis convaincue que les définitions proposées pour le groupe des enfants inutilement pris en charge, le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et le groupe des familles touchées (énoncées ci-après) présentent des critères objectifs et que l'inclusion dans chaque groupe peut être déterminée sans se référer au fond de l'action.
- e) Quant à la troisième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir si les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait communs), comme l'a indiqué la Cour d'appel fédérale au paragraphe 72 de l'arrêt *Wenham c Canada (Procureur général)*, 2018 CAF 199, l'objectif de cette étape de la détermination de l'autorisation n'est pas de déterminer les points communs, mais

plutôt d'évaluer si la résolution des points est nécessaire pour régler les réclamations de chaque membre du groupe. Plus précisément, les exigences sont les suivantes :

Il faut aborder le sujet de la communauté en fonction de l'objet. La question sous-jacente est de savoir si le fait d'autoriser le recours collectif permettra d'éviter la répétition de l'appréciation des faits ou de l'analyse juridique. Une question ne sera donc « commune » que lorsque sa résolution est nécessaire pour le règlement des demandes de chaque membre du groupe. Il n'est pas essentiel que les membres du groupe soient dans une situation identique par rapport à la partie adverse. Il n'est pas nécessaire non plus que les questions communes prédominent sur les questions non communes ni que leur résolution règle les demandes de chaque membre du groupe. Les demandes des membres du groupe doivent toutefois partager un élément commun important afin de justifier le recours collectif. Pour décider si des questions communes motivent un recours collectif, le tribunal peut avoir à évaluer l'importance des questions communes par rapport aux questions individuelles. Dans ce cas, le tribunal doit se rappeler qu'il n'est pas toujours possible pour le représentant de plaider les demandes de chaque membre du groupe avec un degré de spécificité équivalant à ce qui est exigé dans une poursuite individuelle. (*Western Canadian Shopping Centres*, précité, au paragraphe 39; voir aussi *Vivendi Canada Inc. c. Dell'Aniello*, 2014 CSC 1, [2014] 1 R.C.S. 3, aux paragraphes 41 et 44 à 46.)

Après avoir examiné les points communs (énoncés ci-après), je suis convaincue que les points partagent un élément commun important au règlement des réclamations de chaque membre du groupe. De plus, je conviens avec les demandeurs que ces points communs s'apparentent aux points communs similaires soulevés dans les demandes fondées sur des cas d'abus institutionnel qui ont été autorisées comme recours collectifs (par exemple, les recours collectifs liés aux pensionnats autochtones et à la rafle des années soixante). Je conclus donc que la condition liée aux points communs est remplie.

- f) Pour ce qui est de la quatrième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir si le recours collectif est le meilleur moyen de régler, de façon juste et efficace, les points de droit ou de fait communs), le critère du meilleur moyen comporte deux concepts fondamentaux : i) la question de savoir si le recours collectif serait un moyen juste, efficace et pratique de faire progresser l'instance; ii) la question de savoir si le recours collectif serait préférable à tous les autres moyens raisonnables offerts pour régler les réclamations des membres du groupe. Pour statuer sur le critère du meilleur moyen, il faut examiner les points communs dans leur contexte, en tenant compte de l'importance de ceux-ci par rapport à l'instance dans son ensemble. Il peut être satisfait à ce critère même lorsqu'il y a d'importantes questions individuelles [voir *Brake*, précité, au para 85; *Wenham*, précité, au para 77, et *Hollick*, précité, aux para 27-31]. La Cour doit effectuer l'analyse de ce critère à la lumière des trois principaux objectifs du recours collectif : l'économie des ressources judiciaires, la modification des comportements et l'accès à la justice [voir *Brake*, précité, au para 86, citant *AIC Limitée c Fischer*, 2013 CSC 69 au para 22].
- g) Après avoir examiné les principes mentionnés précédemment et les facteurs prévus au paragraphe 334.16(2), je suis convaincue que le recours collectif est le meilleur moyen de régler les points de droit ou de fait communs de façon juste et efficace. Compte tenu de la nature systémique des réclamations, des obstacles majeurs à l'accès à la justice auxquels pourrait être confronté chacun des réclamants ainsi que des préoccupations exprimées par les demandeurs à l'égard des autres moyens qui existent pour régler les réclamations des membres du groupe, je suis persuadée que

le recours collectif envisagé est un moyen juste, efficace et pratique de faire progresser l'instance des membres du groupe.

- h) En ce qui a trait à la cinquième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir s'il y a des représentants proposés adéquats), après avoir examiné la preuve par affidavit produite à l'appui de la requête ainsi que le plan de déroulement de l'instance détaillé, je considère que les représentants demandeurs proposés (indiqués ci-après) satisfont aux exigences énoncées à l'alinéa 334.16(1)e);

VU que la Cour est convaincue que toutes les conditions d'autorisation sont remplies et que les réparations demandées doivent être accordées;

LA COUR ORDONNE :

1. Les demandeurs ont droit à une prorogation du délai pour pouvoir déposer la présente requête en autorisation après le délai prévu à l'alinéa 334.15(2)b) des *Règles des Cours fédérales*.
2. Aux fins de la présente ordonnance et en plus des définitions figurant ailleurs dans la présente ordonnance, les définitions suivantes s'appliquent et d'autres termes utilisés dans la présente ordonnance ont le même sens que dans la déclaration commune déposée le 21 juillet 2021 :
 - a) « **avocats du groupe** » s'entend de Fasken Martineau Dumoulin LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Co., Nahwegahbow Corbiere et Sotos LLP;

- b) « **groupe** » s'entend collectivement du groupe des enfants inutilement pris en charge, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des familles touchées;
- c) « **groupe des enfants inutilement pris en charge** » s'entend de tous les membres des Premières Nations qui :
- i) n'avaient pas atteint l'âge de la majorité de la province ou du territoire concerné à tout moment pendant la période visée par le recours collectif;
 - ii) ont été placés dans des foyers d'accueil pendant la période visée par le recours collectif alors qu'ils résidaient ordinairement sur une réserve ou qu'au moins un de leurs parents y résidait ordinairement;
- d) « **groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan** » s'entend de tous les membres des Premières Nations qui n'avaient pas atteint l'âge de la majorité de la province ou du territoire concerné et qui, pendant la période visée par le recours collectif, ont été privés d'un service ou d'un produit ou dont le service ou le produit reçu a été retardé ou interrompu en raison notamment d'un manque de financement ou d'un défaut de compétence ou par suite d'un conflit de compétence avec un autre gouvernement ou ministère;
- e) « **groupe des familles touchées** » s'entend de toutes les personnes qui sont le frère, la sœur, la mère, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un membre du groupe des enfants inutilement pris en charge et/ou du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan;

- f) « **membres du groupe** » s'entend de toutes les personnes qui sont membres du groupe;
- g) « **période visée par le recours collectif** » s'entend :
- i) pour les membres du groupe des enfants inutilement pris en charge et les membres du groupe des familles touchées correspondants, de la période commençant le 1^{er} avril 1991 et se terminant à la date de la présente ordonnance;
 - ii) pour les membres du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et les membres du groupe des familles touchées correspondants, de la période commençant le 12 décembre 2007 et se terminant à la date de la présente ordonnance;
- h) « **Première Nation** » et « **Premières Nations** » s'entendent des peuples autochtones du Canada, y compris au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, qui ne sont ni Inuits ni Métis et comprennent :
- i) les personnes qui possèdent le statut d'Indien en vertu de la *Loi sur les Indiens*, LRC 1985, c I-5;
 - ii) les personnes qui ont droit à l'inscription en vertu de l'article 6 de la *Loi sur les Indiens* au moment de l'autorisation;
 - iii) les personnes qui ont satisfait aux critères d'appartenance à une bande prévus aux articles 10 à 12 de la *Loi sur les Indiens* et qui, dans le cas des

membres du groupe des enfants inutilement pris en charge, ont satisfait à ces exigences au moment de l'autorisation, par exemple lorsque leur communauté de Première Nation respective a décidé de l'appartenance à ses effectifs en fixant les règles et que les personnes ont été considérées comme ayant satisfait aux exigences prévues par ces règles d'appartenance et que leur nom a été consigné dans la liste de bande;

iv) dans le cas des membres du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan, les personnes, outre celles visées aux alinéas i) à iii) ci-dessus, qui sont reconnues comme citoyens ou membres de leur Première Nation respective en vertu d'ententes ou de traités, de coutumes, de traditions et de lois autochtones;

i) « réserve » s'entend d'une parcelle de terrain, au sens de la *Loi sur les Indiens*, dont la Couronne est propriétaire et qui a été mise de côté à l'usage et au profit d'une bande d'Indiens.

3. L'instance est donc autorisée comme recours collectif contre la défenderesse en vertu du paragraphe 334.16(1) des *Règles des Cours fédérales*.

4. Le groupe est composé du groupe des enfants inutilement pris en charge, du groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan et du groupe des familles touchées, tous au sens défini dans la présente ordonnance.

5. Les réclamations présentées au nom du groupe à l'encontre de la défenderesse sont de nature constitutionnelle et ont trait à la négligence et au manquement à l'obligation fiduciaire de la Couronne envers le groupe.
6. La réparation demandée par le groupe comprend des dommages-intérêts, des dommages-intérêts fondés sur la Charte, la restitution, des dommages-intérêts punitifs et des dommages-intérêts exemplaires.
7. Les personnes suivantes sont nommées à titre de représentants demandeurs :
 - a) Pour le groupe des enfants inutilement pris en charge : Xavier Moushoom, Ashley Dawn Louise Bach et Karen Osachoff;
 - b) Pour le groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan : Jeremy Meawasige (représenté par son tuteur à l'instance, Jonavon Joseph Measwasige) et Noah Buffalo-Jackson (représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn Buffalo);
 - c) Pour le groupe des familles touchées : Xavier Moushoom, Jonavon Joseph Meawasige, Melissa Walterson, Carolyn Buffalo et Dick Eugene Jackson (également connu sous le nom de Richard Jackson),

qui sont tous réputés constituer des représentants demandeurs adéquats du groupe.
8. Les avocats du groupe sont nommés avocats pour le groupe.
9. L'instance est autorisée sur la base des points communs suivants :

- a) La conduite de la Couronne telle qu'elle est alléguée dans la déclaration commune [la conduite reprochée] a-t-elle porté atteinte aux droits à l'égalité garantis aux demandeurs et aux membres du groupe par le paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*? Plus précisément :
- i) La conduite reprochée a-t-elle créé une distinction fondée sur la race ou l'origine nationale ou ethnique des membres du groupe?
 - ii) La distinction était-elle discriminatoire?
 - iii) La conduite reprochée a-t-elle renforcé ou accentué les désavantages historiques subis par les membres du groupe?
 - iv) Dans l'affirmative, la violation du paragraphe 15(1) de la Charte était-elle justifiée au regard de l'article premier de la Charte?
 - v) Les dommages-intérêts fondés sur la Charte constituent-ils une réparation appropriée?
- b) La Couronne avait-elle une obligation de diligence prévue par la common law envers les demandeurs et les membres du groupe?
- i) Dans l'affirmative, la Couronne a-t-elle manqué à cette obligation de diligence?
- c) La Couronne a-t-elle manqué à ses obligations prévues au *Code civil du Québec*?

Plus précisément :

- i) La Couronne a-t-elle commis une faute ou engagé sa responsabilité civile?
 - ii) La conduite reprochée a-t-elle donné lieu à des pertes pour les demandeurs et les membres du groupe et, dans l'affirmative, ces pertes constituent-elles un préjudice pour chacun des membres du groupe?
 - iii) Les membres du groupe ont-ils le droit de demander des dommages-intérêts pour les dommages moraux et matériels découlant de ce qui précède?
- d) La Couronne avait-elle une obligation fiduciaire envers les demandeurs et les membres du groupe?
- i) Dans l'affirmative, la Couronne a-t-elle manqué à cette obligation?
- e) Le montant des dommages-intérêts payables par la Couronne peut-il être partiellement déterminé de façon globale en vertu du paragraphe 334.28(1) des *Règles des Cours fédérales*?
- i) Dans l'affirmative, quel devrait en être le montant?
- f) La Couronne a-t-elle tiré des avantages pécuniaires quantifiables de la conduite reprochée pendant la période visée par le recours collectif?
- i) Dans l'affirmative, la Couronne devrait-elle être tenue de restituer ces avantages?
 - ii) Dans l'affirmative, quel devrait en être le montant?

g) La Couronne devrait-elle être condamnée à verser des dommages-intérêts punitifs et/ou majorés?

i) Dans l'affirmative, quel devrait en être le montant?

10. Le nouveau plan de déroulement de l'instance modifié des demandeurs, déposé le 2 novembre 2021 et ci-joint à titre d'annexe A, est approuvé, sous réserve des modifications devant y être apportées par suite de la présente ordonnance et de toute autre ordonnance rendue par la Cour.
11. La forme de l'avis d'autorisation, les modalités de l'avis ainsi que toutes les autres questions connexes seront déterminées par la Cour dans une ou des ordonnances distinctes.
12. Le délai d'exclusion sera de six mois à compter de la date à laquelle l'avis d'autorisation est publié selon les modalités énoncées dans une autre ordonnance de la Cour.
13. Le calendrier procédural jusqu'au moment du procès sera également fixé par la Cour dans une ou des ordonnances distinctes.
14. Conformément au paragraphe 334.39(1) des *Règles des Cours fédérales*, aucun dépens ne seront adjugés à l'une ou l'autre des parties pour la présente requête.

« Mandy Aylen »

Juge

Traduction certifiée conforme
Sophie Reid-Triantafyllos

ANNEXE A

DISTRIBUTION NON OFFICIELLE

Numéros de dossiers de Cour : T-402-19 / T-141-20

**COUR FÉDÉRALE
RECOURS COLLECTIF PROJETÉ**

ENTRE :

XAVIER MOUSHOOM, JEREMY MEAWASIGE (représenté par son tuteur à l'instance, Jonavon Joseph Meawasige) et JONAVON JOSEPH MEAWASIGE

Demandeurs

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

**COUR FÉDÉRALE
RECOURS COLLECTIF PROPOSÉ**

ENTRE :

L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS, ASHLEY DAWN LOUISE BACH, KAREN OSACHOFF, MELISSA WALTERSON, NOAH BUFFALO-JACKSON (représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn Buffalo), CAROLYN BUFFALO et DICK EUGENE JACKSON (aussi connu sous le nom de RICHARD JACKSON)

Demandeurs

et

**SA MAJESTÉ LA REINE,
TELLE QUE REPRÉSENTÉE PAR LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Défenderesse

PLAN DE POURSUITE MODIFIÉ

Le deux (2) novembre
2021

SOTOS LLP

180, rue Dundas Ouest
Suite 1200, Toronto ON M5G 1Z8
David Sterns dsterns@sotosllp.com
Mohsen Seddigh mseddigh@sotosllp.com
Jonathan Schachter jtschachter@sotosllp.com
Téléphone: 416-977-0007
Télécopieur: 416-977-0717

KUGLER KANDESTIN

1, Place Ville-Marie
Suite 1170, Montréal QC H3B 2A7
Robert Kugler rkugler@kklaw.com
Pierre Boivin pboivin@kklaw.com
William Colish wcolish@kklaw.com
Téléphone: 514-878-2861
Télécopieur: 514-875-8424

MILLER TITERLE & CO.

638 rue Smithe
Suite 300, Vancouver C.-B. V6B 1E3
Joelle Walker joelle@millertiterle.com
Tanara Napoleon tanara@millertiterle.com
Erin Reimer erin@millertiterle.com
Téléphone: 604-681-4112
Télécopieur: 604-681-4113

Avocats des demandeurs: Xavier Moushoom, Jeremy Meawasige
(représenté par son tuteur à l'instance, Jonavon Joseph Meawasige)
et Jonavon Joseph Meawasige

NAHWEGAHBOW, CORBIERE

5884, Rama Road
Suite 109, Rama ON L3V 6H6
Dianne G. Corbiere dgc@corbiere@nmcfirm.ca
Téléphone: 705.325.0520
Télécopieur: 705.325.7204

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN

55, rue Metcalfe
Suite 1300, Ottawa ON K1P 6L5
Peter N. Manias pmanias@fasken.com
Téléphone: 613.236.3882
Télécopieur: 613.230.6423

Avocats des demandeurs Assemblée des Premières Nations: Ashley
Dawn Louise Bach, Karen Osachoff, Melissa Walterson, Noah
Buffalo-Jackson (représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn

Buffalo), Carolyn Buffalo et Dick Eugene Jackson (aussi connu sous le nom de Richard Jackson)

Table des Matières

I.	DÉFINITIONS	4
II.	SOMMAIRE.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
III.	PROCÉDURES PRÉ-CERTIFICATION.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
	A. Les Parties.....	Error! Bookmark not defined.
	B. Les Prétentions.....	Error! Bookmark not defined.
	C. Stratégie de Communication Préalable à la Certification	10
	D. Conférence de Règlement.....	Error! Bookmark not defined.
	E. Échéancier.....	Error! Bookmark not defined.
IV.	PROCÉDURES POST-CERTIFICATION.....	11
	A. Échéancier.....	Error! Bookmark not defined.
	B. Avis de Certification, Méthode de Notification et Procédures d'Exclusions	13
	C. Identification des (et Communication avec les) Membres du Groupe.....	16
	D. Production des Documents	17
	E. Interrogatoires Préalables.....	19
	F. Considérations Préliminaires.....	Error! Bookmark not defined.
	G. Preuve d'Experts.....	Error! Bookmark not defined.
	H. Détermination des Questions Communes.....	20
V.	PROCÉDURES POSTÉRIEURES À LA DÉTERMINATION DES QUESTIONS COMMUNES.....	21
	A. Échéancier.....	Error! Bookmark not defined.
	B. Avis de Détermination des Questions Communes.....	21
	C. Formulaires de Réclamation	Error! Bookmark not defined.
	D. Détermination et Classification des Membres du Groupe.....	24
	E. Processus de Distribution des Dommages.....	Error! Bookmark not defined.
	F. Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles.....	29
	G. Coût et Financement des Procédures	31
	H. Règlement.....	Error! Bookmark not defined.
	I. Réévaluation du Plan de Poursuite	32

I. DÉFINITIONS

1. Les mots et expressions définis ci-dessous seront utilisés tout au long du présent Plan de Poursuite. Les mots et expressions définis à l'Acte introductif d'instance et qui se retrouvent également au présent Plan de Poursuite doivent, s'ils n'ont pas autrement été définis par la Cour, se voir attribuer le sens qui leur est donné à l'Acte introductif d'instance.

Administrateur du Recours Collectif (« *Class Action Administrator* ») : tout administrateur du règlement ou toute autre firme compétente désigné(e) par la Cour en vue d'assurer l'administration du recours collectif;

Avis de Certification (« *Certification Notice* ») : les informations se trouvant à l'Annexe A du présent Plan de Poursuite, telles qu'elles pourront ultérieurement être modifiées et telles qu'elles auront été approuvées par la Cour;

Avis de Détermination des Questions Communes (« *Common Issues Notices* ») : les informations figurant à l'avis portant sur les **Questions Communes** devant être certifiées par la Cour à l'étape de la Certification, tel qu'il pourrait être ultérieurement modifié et tel qu'il aura été approuvé par la Cour;

Décision du TCDP (« *CHRT Decision* ») : décision rendue par le TCDP dans le cadre du Dossier du TCDP datée du 26 janvier 2016 (et portant la référence 2016 TCDP 2);

Dossier du TCDP (« *CHRT Proceeding* ») : dossier du TCDP portant le numéro T1340/7008;

Formulaire de Détermination de Compensation Individuelle (« *Individual Damage Assessment Form* ») : formulaire se trouvant à l'Annexe D du présent Plan de Poursuite (tel qu'il pourrait ultérieurement être modifié et tel qu'il aura été approuvé par la Cour) et devant être utilisé par les **Membres du Groupe Approuvés** en vue de permettre l'évaluation de leurs dommages et d'amorcer le **Processus de Détermination de Compensation Individuelle**;

Formulaire d'Exclusion (« *Opt out Form* ») : formulaire se trouvant à l'Annexe B du présent Plan de Poursuite et utilisé par les Membres du Groupe souhaitant s'exclure du recours collectif (tel qu'il pourrait ultérieurement être modifié et tel qu'il aura été approuvé par la Cour);

Formulaire de Réclamation (« *Claim Form* ») : formulaire se trouvant à l'Annexe C du présent Plan de Poursuite et utilisé par les Membres du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers et/ou les Membres du Groupe Jordan et/ou les Membres du Groupe des Familles en vue de soumettre une réclamation (tel qu'il pourrait être ultérieurement amendé et tel qu'il aura été approuvé par la Cour);

Informations de la Couronne (« Crown Class Member Information »): informations devant être communiquées par la Couronne à l'**Administrateur du Recours Collectif** et/ou aux **Procureurs du Groupe**, à la demande des demandeurs et/ou suivant une ordonnance de la Cour), au sujet des noms et des coordonnées les plus récentes de toutes les personnes répondant à la définition de Membres du Groupe (telle qu'elle figure à l'Acte introductif d'instance ou telle qu'elle aura autrement été déterminée par la Cour), y compris : (a) une liste des noms et coordonnées de tous les Membres du Groupe connus (provenant des informations que la Couronne a en sa possession ou sous son contrôle¹), de même qu'une liste de toutes les personnes ayant reçu un produit ou un service en vertu du Principe de Jordan tel qu'il a été appliqué dans le cadre de la **Décision du TCDP** (la Couronne, lors de ses représentations au TCDP, estimait que plus de 165,000 services avaient ainsi été rendus en date d'octobre 2018);

Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers (« Approved Removed Child Class Member(s) ») : tout Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers ayant été approuvé par l'**Administrateur du Recours Collectif** puisqu'il rencontre les critères pour être un Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers, pour autant qu'une telle approbation n'ait pas été contestée avec succès;

Membre Approuvé du Groupe des Familles (« Approved Family Class Member(s) »): tout Membre du Groupe des Familles ayant été approuvé par l'**Administrateur du Recours Collectif** puisqu'il rencontre les critères pour être un Membre Approuvé du Groupe des Familles incluant le frère, la sœur, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un **Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers** – que ce dernier soit toujours vivant ou non – pour autant qu'une telle approbation n'ait pas été contestée avec succès;

Membre Approuvé du Groupe Jordan (« Approved Jordan's Class Member(s) »): tout Membre du Groupe Jordan ayant été approuvé par l'**Administrateur du Recours Collectif** puisqu'il rencontre les critères pour être un Membre Approuvé du Groupe Jordan, pour autant qu'une telle approbation n'ait pas été contestée avec succès;

Membre du Groupe (« Class Member(s) »): toute personne répondant à la définition d'un Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers et/ou d'un Membre du Groupe des Familles et/ou d'un Membre du Groupe Jordan, tel qu'allégué à l'Acte introductif d'instance et approuvé par la Cour;

Membre du Groupe Approuvé (« Approved Class Member(s) »): tout **Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers** et/ou **Membre Approuvé du Groupe des Familles** et/ou **Membre Approuvé du Groupe Jordan**;

Période d'Exclusion (« Opt Out Period »): la date limite pour s'exclure du recours collectif, que les demandeurs proposent de fixer à six (6) mois suivant la date à laquelle l'avis de certification à l'intention du Groupe est publié selon la procédure à être déterminée par la

¹ Lorsqu'un Membre du Groupe est représenté par un procureur, seuls son nom et le nom et l'adresse de son procureur devraient être communiqués.

Cour, ou la date limite pour s'exclure du recours collectif telle qu'autrement déterminée par la Cour;

Procédures d'Exclusions (« Opt Out Procedures »): les procédures, telles que définies au Plan de Poursuite, permettant à des **Membres du Groupe** de s'exclure du présent recours collectif, telle qu'elles pourraient être ultérieurement modifiées et telles qu'elles auront été approuvées par la Cour;

Procédures d'Exclusions Particulières (« Special Opt Out Procedures »): les procédures, telles que définies au Plan de Poursuite, applicables aux **Membres du Groupe** ayant déjà entrepris des recours civils au Canada ou ayant déjà, à la connaissance de la Couronne, retenu les services d'un procureur en vue de s'exclure du présent recours collectif, telles qu'elles pourront ultérieurement être modifiées et telles qu'elles auront été approuvées par la Cour;

Processus de Détermination de Compensation Individuelle (« Individual Damage Assessment Process »): la procédure et la méthodologie devant être approuvées par la Cour à l'issue de l'audition portant sur les **Questions Communes**, et qui seront utilisées pour quantifier et distribuer les dommages aux **Membres du Groupe Approuvés** ayant demandé une détermination de compensation individuelle en soumettant un **Formulaire de Détermination de Compensation Individuelle**;

Processus de Distribution des Dommages (« Aggregate Damages Distribution Process »): système établi par la Cour en vertu duquel l'**Administrateur du Recours Collectif** doit distribuer l'ensemble des dommages aux **Membres du Groupe Approuvés**.

Procureurs du Groupe (« Class Counsel »): le regroupement de cabinets juridiques agissant en tant que procureurs au dossier dans le cadre du présent recours collectif, c'est-à-dire Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Company, Nahwegahbow Corbiere, et Fasken LLP.

Méthode de Notification (« Notice Program »): la procédure, telle que définie au Plan de Poursuite, pour la communication de l'**Avis de Certification** et/ou l'**Avis de Détermination des Questions Communes** aux **Membres du Groupe**, tel qu'elle pourrait être ultérieurement modifiée et telle qu'elle aura été approuvée par la Cour;

Questions Communes (« Common Issues »): les questions énumérées à l'**Avis de Demande de Certification** (ou à quel qu'autre document exigé ou émis par la Cour), telles qu'elles pourraient être ultérieurement modifiées et telles qu'approuvées par la Cour;

TCDP (« CHRT »): le Tribunal Canadien des Droits de la Personne.

II. SOMMAIRE

2. Les demandeurs ont introduit la présente action en justice au nom de membres de Premières Nations qui allèguent que la Couronne a, de manière discriminatoire, sous-financé certains services destinés aux familles et aux enfants et, par voie de conséquence, a contrevenu à l'obligation d'égalité qui sous-tend le Principe de Jordan. De fait, le présent recours collectif vise l'avancement des droits fondamentaux de dizaines de milliers de familles, d'enfants et d'anciens enfants des Première Nations.

3. Le présent Plan de Poursuite (qui s'inspire en grande partie de l'action collective portant sur les pensionnats indiens²) se veut un échéancier régissant l'évolution des procédures et mettant de l'avant certaines méthodes de communication avec les Membres du Groupe conformément aux dispositions du sous-paragraphe 334.16(1)(e)(ii) des *Règles des cours fédérales*.

4. Le présent Plan de Poursuite définit en détail les principales étapes des procédures à venir et établit d'entrée de jeu, quoique sous toutes réserves, de quelle manière ces étapes se dérouleront. Étant donné que le dossier en est à ses débuts, il est entendu que le Plan fera l'objet de révisions substantielles au fur et à mesure que le dossier progressera.

5. Les demandeurs sont conscients que le TCDP a déjà octroyé une indemnisation statutaire à une portion des Membres du Groupe conformément aux dispositions de la Loi canadienne sur les droits de la personne (*First Nations Child & Family Caring Society of Canada et als. v. Procureur Général du Canada (représentant le Ministre des Affaires Autochtones et du Nord*

² Voir *Baxter c. Canada (Procureur Général)*, 2006 CanLII 41673 (Cour supérieure de l'Ontario), de même que les ordonnances rendues subséquemment par la Cour. Veuillez consulter également les informations disponibles sur le site web du *Secrétariat d'Adjudication des Pensionnats Indiens (SAPI)* : www.iap-pef.ca/home-eng.php.

Canada), 2019 CHRT 39). S'il s'avère qu'une indemnité est payée par le TCDP à quelque Membre du Groupe, les demandeurs demanderont à la Cour de déterminer si la Couronne a droit à une déduction ou autre forme de réduction correspondant au montant déjà reçu.

III. PROCÉDURES PRÉ-CERTIFICATION

A. Les Parties

i. Les demandeurs

6. Les demandeurs ont suggéré que le Groupe soit divisé en trois (3) sous-groupes :
 - (a) le **Groupe des Enfants retirés de leurs foyers**, représenté par Xavier Moushoom, Ashley Dawn Louise Bach et Karen Osachoff;
 - (b) le **Groupe des Familles**, représenté par Xavier Moushoom, Jonavon Joseph Meawasige, Melissa Walterson, Carolyn Buffalo et Dick Eugene Jackson (aussi connu sous le nom de Richard Jackson); et
 - (c) le **Groupe Jordan**, représenté par Jeremy Meawasige (lui-même représenté par son tuteur à l'instance, Jonavon Joseph Meawasige) et Noah Buffalo-Jackson (lui-même représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn Buffalo).

ii. La défenderesse

7. La Couronne est la défenderesse en la présente instance.

B. Les prétentions

i. L'acte introductif d'instance

8. Les demandeurs ont produit un Acte introductif d'instance conformément au jugement rendu par l'Honorable juge St-Louis le 7 juillet 2021.

ii. Énoncé des moyens de défense

9. La Couronne n'a produit aucun Énoncé des moyens de défense.

iii. Réclamation d'un tiers

10. La Couronne n'a produit aucune Réclamation d'un tiers.

C. Stratégie de communication préalable à la certification

i. Demandes formulées par des membres potentiels du groupe

11. Les Procureurs du Groupe ont, tant avant que depuis l'introduction du présent recours collectif, reçu diverses communications de la part de Membres du Groupe concernés par les procédures.

12. Le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de chaque Membre Potentiel du Groupe ayant contacté les Procureurs du Groupe ont été ajoutés à une base de données confidentielle. De fait, chaque Membre du Groupe est invité à s'enregistrer sur l'un ou l'autre des sites web des Procureurs du Groupe. Une fois enregistrés, les Membres du Groupe reçoivent, sur une base régulière et tant en français qu'en anglais, des mises à jour au sujet de l'évolution du recours collectif. Tout Membre du Groupe qui contacte les Procureurs du Groupe se voit répondre dans la langue qu'il préfère.

ii. Rapports d'Évolution Préalables à la Certification

13. En plus de répondre aux demandes individuelles qui leur sont adressées, les Procureurs du Groupe ont mis sur pied une page web, accessible tant en anglais qu'en français, portant spécifiquement sur le présent recours collectif : <https://notosclassactions.com/cases/current-cases/first-nations-youth/>. Toutes les informations relatives à l'état du dossier sont postées et mises à jour régulièrement, tant en français qu'en anglais.

14. Des copies des documents de Cour produit publiquement et de toutes les décisions rendues par la Cour sont disponibles sur le site web. Les numéros de téléphone et les adresses courriel des Procureurs du Groupe se trouvant au Québec et en Ontario sont également affichés.

15. Les Procureurs du Groupe transmettent des rapports d'évolution aux Membres du Groupe ayant fourni leurs coordonnées et manifesté leur désir d'être tenus informés des développements survenant dans le cadre du recours collectif.

iii. Démarches de sensibilisation préalables à la certification

16. Les Procureurs du Groupe ont soumis les grandes lignes du recours collectif envisagé au personnel d'un centre de services sociaux d'un Conseil des Premières Nations siégeant au Québec et au Labrador, ainsi qu'à une assemblée des Directeurs de la Jeunesse de Premières Nations de la Colombie-Britannique. Les Procureurs du Groupe organisent présentement d'autres présentations similaires auprès de communautés concernées du Québec et d'autres provinces et territoires.

D. Conférence de Règlement

i. Conférence de Règlement Préalable à la Certification

17. Les demandeurs ont participé à un processus de médiation préalable à la Certification en vue de déterminer si une ou plusieurs des questions soulevées dans le cadre du recours collectif pourraient être résolues. Le processus de médiation demeure pendant, ce qui pourrait faire en sorte que certaines des échéances indiquées au présent Plan de Poursuite doivent être modifiées d'un commun accord entre les Parties ou conformément à d'éventuelles ordonnances de la Cour, afin de permettre aux négociations d'avancer.

E. Échéancier

IV. PROCÉDURES POST-CERTIFICATION

A. Échéancier

i. Échéancier soumis par les demandeurs pour les démarches postérieures à la certification

18. Les demandeurs entendent tenir le procès soit selon une formule accélérée, soit en fonction d'une combinaison hybride de jugement sommaire et de la tenue d'un procès *in vivo*. Il est prévu

que toute la preuve documentaire soumise par la Couronne dans le cadre du Dossier du TCDP sera pertinente et recevable dans le cadre du présent recours collectif. Puisque la preuve documentaire produite dans le cadre du Dossier du TCDP est volumineuse, les demandeurs prévoient très peu – ou pas – d'objections à la production d'une telle preuve dans le présent recours collectif quant à la période couverte par le Dossier du TCDP (c'est-à-dire de 2006 à aujourd'hui). Par ailleurs, à la lumière des nombreux témoignages rendus dans le Dossier du TCDP, il est prévu qu'une fois la certification accordée, les interrogatoires préalables oraux procéderont rapidement et seront complétés à l'intérieur de délais relativement courts. À l'heure actuelle, les demandeurs ne peuvent se prononcer avec la même certitude eu égard à la preuve documentaire couvrant les années 1991 à 2006.

19. Les demandeurs suggèrent que l'échéancier "post-Certification" ci-dessous soit retenu:

Début du processus de notification de la Certification aux Membres du Groupe	Date à être fixée par la Cour une fois la Certification obtenue
Échange des déclarations assermentées	Dans les 90 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Requêtes portant sur la production de documents, les interrogatoires des nombreux représentants de la Couronne, ou les interrogatoires de tiers	Dans les 120 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Interrogatoires préalables	Dans les 150 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Fin du processus de notification de la Certification aux Membres du Groupe	Dans les 60 jours de la date fixée par la Cour
Conférence de gestion de l'instance portant sur la présentation de la preuve d'experts	180 jours après la Notification de la

	Certification aux Membres du Groupe
Requêtes présentées à la suite de la tenue des interrogatoires préalables	Dans les 180 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Transmission des engagements	Dans les 200 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Tenue d'interrogatoires additionnels, si nécessaire	Dans les 240 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Tenue de l'audition préliminaire portant sur les Questions Communes	290 jours après la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Expiration du délai d'exclusion	Six (6) mois après la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Audition portant sur les Questions Communes ou procès hybride	330 jours après la Notification de la Certification aux Membres du Groupe

B. Avis de Certification, Méthode de Notification et Procédures d'Exclusions

1. Avis de Certification

20. L'Avis de Certification et tous les autres avis devant être transmis par les demandeurs aux Membres du Groupe seront traduits en français une fois finalisés et approuvés par la Cour. Les demandeurs verront, toujours sous réserve de l'approbation de la Cour, s'il est nécessaire de traduire l'Avis de Certification et/ou quelque autre avis dans un ou plusieurs langage(s) des Premières Nations.

21. Sous réserve de modifications subséquentes, l'Avis de Certification sera émis en la forme présentée à l'Annexe A du présent Plan de Poursuite.

ii. Méthode de Notification

22. Les demandeurs prévoient transmettre l'Avis de Certification conformément à la Méthode de Notification définie ci-dessous.

23. Les demandeurs communiqueront et/ou publieront l'Avis de Certification (de même que toute version traduite de celui-ci aussitôt que disponible) dans les médias suivants à compter de la date fixée par la Cour, et ce aussi fréquemment qu'il s'avèrera raisonnable de le faire selon les ordonnances rendues par la Cour en vertu de l'article 334.32 des *Règles des Cours Fédérales*. Les demandeurs prévoient, à cette fin, retenir les Méthodes de Notification suivantes :

- (a) Un communiqué de presse adressé aux Membres du Groupe, dûment approuvé par la Cour et publié le premier jour de la période de notification;
- (b) Communications directes avec les Membres du Groupe :
 - (i) transmises par courrier ordinaire ou électronique aux coordonnées les plus récentes des Membres du Groupe fournies par la Couronne (i.e. Informations de la Couronne);
 - (ii) transmises par courrier ordinaire ou électronique à tous les Membres du Groupe ayant fourni leurs coordonnées aux Procureurs du Groupe (notamment par l'entremise de la page web portant sur le recours collectif);
 - (iii) transmises par courrier ordinaire à tous les détenteurs d'une Carte de Statut émise au Canada nés le ou après le 1^{er} avril 1991;

- (c) Informations distribuées par l'Assemblée des Premières Nations à l'échelle de toutes les bandes membres des Premières Nations situées au Canada;
- (d) Informations transmises par courrier électronique aux sociétés d'aide aux enfants de Premières Nations situées au Canada;
- (e) Informations circulées au moyen des médias suivants:
 - (i) Journaux et autres périodiques indiens tels que *First Nations Drum*, *The Windspeaker*, *Mi'kmaq Maliseet Nations News* et *APTIN National News*;
 - (ii) Chaînes de radio telles que CFWE et CBC (de portée régionale et nationale);
 - (iii) Chaînes de télévision telles que *The Aboriginal Peoples Television Network*; et/ou
 - (iv) Réseaux sociaux en ligne tels que *Facebook* et *Instagram*.

iii. Procédures d'Exclusions

24. Les demandeurs suggèrent que les Procédures d'Exclusions définies ci-dessous s'appliquent aux Membres du Groupe qui ne souhaitent pas être liés par le recours collectif.

25. L'Avis de Certification indiquera aux Membres du Groupe de quelle manière il leur est possible de s'exclure du recours collectif en produisant un Formulaire d'Exclusion auprès de l'Administrateur du Recours Collectif et/ou des Procureurs du Groupe.

26. Un seul Formulaire d'Exclusion standard s'appliquera à tous les Membres du Groupe.

27. Tout Membre du Groupe désirant s'exclure du recours collectif devra obligatoirement soumettre un Formulaire d'Exclusion à l'Administrateur du Recours Collectif et/ou aux Procureurs du Groupe à l'intérieur de la Période d'Exclusion.

28. L'Administrateur du Recours Collectif ou les Procureurs du Groupe devront, dans les trente (30) jours suivant l'expiration de la Période d'Exclusion, produire de la Cour et des Parties une déclaration assermentée contenant la liste de toutes les personnes ayant choisi de s'exclure du recours collectif.

iv. Procédures d'Exclusions Particulières

29. Les demandeurs suggèrent que les Procédures d'Exclusions Particulières définies ci-dessous s'appliquent à tous les Membres du Groupe désignés comme une partie demanderesse à quelque action civile introduite au Canada ou ayant déjà (à la connaissance de la Couronne) retenu les services d'un procureur en vue d'introduire à l'encontre de la Couronne une action civile distincte fondées sur les faits et les circonstances faisant l'objet du recours collectif.

30. Toute action civile introduite par un Membre du Groupe n'ayant pas eu recours aux procédures d'exclusions devra être gérée de la manière établie par la Cour ou par le tribunal saisi d'une telle action civile.

C. Identification des (et communication avec les) Membres du Groupe

i. Identification des Membres du Groupe

31. Tel qu'indiqué plus haut, les demandeurs entendent exiger les informations que la Couronne détient au sujet des Membres du Groupe.

ii. Base de données relative aux Membres du Groupe

32. Les Procureurs du Groupe maintiendront à jour une base de données confidentielle au sujet de tous les Membres du Groupe qui les auront contactés. Une telle base de données contiendra, s'ils sont disponibles, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et/ou l'adresse courriel de chaque individu concerné.

iii. Réponses aux demandes formulées par les Membres du Groupe

33. Les Procureurs du Groupe, et le personnel de leur cabinet, répondront à toutes les demandes soumises par des Membres du Groupe.

34. Les Procureurs du Groupe ont mis en place une structure leur permettant de répondre aux demandes soumises par les Membres du Groupe dans la langue de leur choix, dans la mesure du possible.

iv. Rapports d'évolution postérieurs au Processus de Certification

35. En plus de répondre aux demandes soumises par les Membres du Groupe, les Procureurs du Groupe mettront régulièrement à jour la page web dédiée au recours collectif en y indiquant le stade d'avancement des procédures.

36. Les Procureurs du Groupe transmettront des rapports d'évolution à tous les Membres du Groupe ayant communiqué leurs coordonnées, et ce aussi souvent que nécessaire ou selon les ordonnances de la Cour.

D. Production des documents

i. Affidavits et listes de documents

37. Les demandeurs devront produire un Affidavit de Documents dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe. La

Couronne, pour sa part, devra produire une Liste de Documents dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

38. Il est à prévoir que les Parties produiront des Affidavits (ou des Listes) de Documents additionnels au fur et à mesure que de nouveaux documents seront identifiés.

ii. Production de documents

39. Chacune des Parties devra à ses frais, au moment de transmettre ses Affidavits de Documents, fournir des copies électroniques de tous les documents produits en vertu de l'Annexe A (qui devront eux-mêmes être soumis sous forme électronique).

40. Les documents produits dans le cadre du présent recours collectif devront comprendre (notamment et sans s'y limiter) les actes de procédure et les pièces versés au Dossier du TCDP.

iii. Requêtes portant sur la production de documents

41. Toute requête portant sur la production de documents devra être présentée au cours des cent-vingt (120) jours suivant la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

iv. Gestion des documents

42. Chaque Partie assurera la gestion des documents qu'elle produit au moyen d'un système de gestion compatible ou en conformité avec les directives émises par la Cour. Tous les documents devront être produits en format « reconnaissance optique de caractères » (ROC).

43. Chaque production de documents devrait être numérotée et numérisée en vue de permettre le repérage et la classification rapide de la documentation.

E. Interrogatoires préalables

44. Tous les Interrogatoires Préalables devront se tenir dans les cent cinquante (150) jours suivant la publication de l'Avis de Certification adressée aux Membres du Groupe.

45. Les demandeurs prévoient demander à la Couronne de consentir à l'interrogatoire de plus d'un représentant. Dans l'éventualité où un désaccord survenait à ce sujet, les demandeurs suggèrent de présenter une requête dans les cent vingt (120) jours de la publication de l'Avis de Certification adressée aux Membres du Groupe.

46. Les demandeurs prévoient que, sous réserve des objections et des engagements, l'Interrogatoire Préalable d'un officier de la Couronne adéquatement sélectionné et informé requerra plus ou moins dix (10) jours.

47. Les demandeurs prévoient que sous réserve des objections et des engagements, l'Interrogatoire Préalable des représentants du Groupe requerra plus ou moins une (1) journée.

F. Considérations interlocutoires**i. Requêtes portant sur des objections ou des engagements**

48. Les dates d'audition des requêtes portant sur les Objections ou les Engagements soulevés au cours d'Interrogatoires Préalables seront demandées une fois la Certification obtenue. De telles requêtes devront être présentées dans les cent-quatre-vingts (180) jours suivant la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

ii. Engagements

49. Tous les engagements souscrits devront être communiqués dans les deux cents (200) jours suivant la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

iii. Nouvelles comparutions et interrogatoires préalables additionnel

50. Les nouvelles comparutions ou Interrogatoires Préalables additionnels requis à la suite de la communication des réponses aux engagements ou en raison de jugements rendus sur les requêtes portant sur des objections et/ou des engagements devront avoir lieu au cours des deux cent quarante (240) jours suivant la publication de l'Avis de Certification adressée au Membres du Groupe.

G. Preuve d'experts

i. Désignation des experts et identification des questions à l'étude

51. Une fois les Interrogatoires Préalables dûment complétés, une Conférence de Gestion de l'Instance devra être tenue au sujet des experts devant participer au procès et à la preuve qu'ils seront appelés à y présenter.

H. Détermination des Questions Communes

i. Audition préliminaire portant sur les Questions Communes

52. Une fois la Certification accordée, il sera demandé à la Cour de fixer la date de l'Audition Préliminaire portant sur les Question Communes.

53. Les demandeurs prévoient qu'une (1) journée complète d'audition sera requise dans le cadre de l'Audition Préliminaire. Ils suggéreront que l'Audition Préliminaire ait lieu dans les deux cent quatre-vingt-dix (290) jours suivant la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe, ou au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la tenue de l'audition portant sur les Questions Communes.

ii. Audition portant sur les Questions Communes

54. Une fois la Certification obtenue, il sera demandé à la Cour de fixer la date de l'audition portant sur les Questions Communes.

55. Les demandeurs suggèrent que l'audition portant sur les Questions Communes ait lieu trois cent trente (330) jours après la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

56. Parce qu'elle variera en fonction d'une multitude de facteurs, la durée de l'audition portant sur les Questions Communes sera déterminée au cours de la Conférence de Gestion d'Instance.

V. PROCÉDURES POSTÉRIEURES À LA DÉTERMINATION DES QUESTIONS COMMUNES

A. Échéancier

i. Échéancier des demandeurs

57. Les demandeurs suggèrent à la Cour d'ordonner que l'échéancier ci-dessous s'appliquera suite au jugement portant sur les Questions Communes .

Émission de l'Avis de Détermination des Questions Communes	Dans les 90 jours de la décision portant sur les Questions Communes
Début des auditions portant sur les Questions Individuelles, le cas échéant	Début 120 jours après que la décision ait été rendue
Début du Processus de détermination de compensations individuelles	Début 240 jours après que la décision ait été rendue
Expiration (de plein droit) du délai de production des Formulaires de Réclamation	Un (1) an après que la décision ait été rendue
Expiration (de plein droit en certaines circonstances ou en vertu d'une permission de la Cour) du délai de production des Formulaires de Réclamation	Un (1) an après que la décision ait été rendue

B. Avis de détermination des Questions Communes

i. Notification aux Membres du Groupe

58. Sous réserve de modifications subséquentes, l'Avis de Détermination des Questions Communes sera substantiellement dans la forme approuvée par la Cour lors de l'audition portant sur les Questions Communes. Il pourra contenir, entre autres choses et sous réserve de

l'approbation de la Cour, certaines informations au sujet de dommages accordés et de circonstances justifiant la détermination de compensations individuelles.

59. Les demandeurs soumettent que l'Avis de Détermination des Questions Communes devrait circuler dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant le jugement portant sur les Questions Communes.

60. L'Avis de Détermination des Questions Communes sera mis en circulation de la même manière que l'Avis de Certification, ou de la façon déterminée par la Cour.

C. Formulaires de réclamation

i. Utilisation des formulaires de réclamation

61. Il sera demandé à la Cour d'approuver (conformément aux dispositions de l'article 334.37 des *Règles des Cours Fédérales*) l'utilisation d'un Formulaire de Réclamation standardisé par tout Membre du Groupe susceptible d'avoir droit à une portion des dommages octroyés ou à quelque forme de compensation individuelle.

ii. Obtention et production d'un formulaire de réclamation

62. La procédure d'obtention et de production d'un Formulaire de Réclamation sera décrite en détail à l'Avis de Détermination des Questions Communes.

63. Sous réserve de modifications subséquentes et de l'approbation de la Cour, les demandeurs suggèrent qu'un seul et même Formulaire de Réclamation standardisé (respectant le gabarit se trouvant à l'Annexe C) s'applique aux trois (3) sous-groupes du Groupe.

64. Les demandeurs suggèrent également que les Membres du Groupe ayant besoin d'aide ou de soutien au moment de compléter un Formulaire de Réclamation puissent bénéficier de conseils

adéquats. Si nécessaire, un processus visant à désigner un tuteur ou un fiduciaire chargé d'apporter de l'aide ou du soutien aux Membres du Groupe sera mis sur pied.

65. Avant de compléter un Formulaire de Réclamation, le Membre du Groupe pourra passer en revue les renseignements détenus par Canada pertinents à sa réclamation (autrement dit, les Informations de la Couronne), qui pourront inclure :

- (a) tous les dossiers en lien avec le placement volontaire ou forcé du Membre du Groupe au sein d'un environnement hors-foyer au cours de la Période du Recours Collectif;
- (b) tous les dossiers indiquant que le Membre du Groupe a eu besoin d'un produit ou d'un service;
- (c) tous les dossiers confirmant que le Membre du Groupe a requis un produit ou un service;
- (d) tous les dossiers relatif au fait que le produit ou le service public demandé par le Membre du Groupe lui a été refusé;
- (e) tous les dossiers relatifs aux produits et/ou aux services que la Couronne a effectivement fournis au Membre du Groupe; et/ou
- (f) tous les dossiers faisant état d'une quelconque relation familiale entre un Membre du Groupe des Familles et un Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers ou un Membre du Groupe Jordan.

66. Tous les Membres du Groupe devront produire le Formulaire de Réclamation prescrit auprès de l'Administrateur du Recours Collectif et/ou des Procureurs du Groupe à l'intérieur des délais indiqués ci-dessous, ou tels que déterminés par la Cour.

67. Il sera de la responsabilité de l'Administrateur du Recours Collectif de recueillir tous les Formulaires de Réclamation.

iii. Délai de Production des Formulaires de Réclamation

68. Les Membres du Groupe seront informés du délai de production des Formulaires de Réclamation par le biais de l'Avis de Détermination des Questions Communes.

69. Les demandeurs soumettent que les Membres du Groupe devraient bénéficier d'un délai d'un an à compter jugement portant sur les Questions Communes afin de déposer un Formulaire de Réclamation de plein droit, ou selon le délai déterminé par la Cour.

70. Les demandeurs soumettent également que les Membres du Groupe devraient, en certaines circonstances particulières définies par la Cour (par exemple : le fait qu'ils n'étaient pas au courant de leurs droits) ou avec la permission de la Cour (par exemple : en raison de l'état de santé physique ou mentale), avoir le droit de produire un Formulaire de Réclamation plus d'un an après le jugement sur les Questions Communes.

D. Détermination et classification des Membres du Groupe

L. Approbation des Membres du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers

71. Il reviendra à l'Administrateur du Recours Collectif de déterminer si la personne qui soumet un Formulaire de Réclamation en tant que Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers se qualifie effectivement comme Membre du Groupe.

72. L'Administrateur du Recours Collectif déterminera et classifera également la durée que le Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers a passé au sein d'un emplacement hors-foyer. L'Administrateur du Recours Collectif déterminera aussi le nombre d'emplacements hors-foyer au sein desquels le Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers a été placé, et il déterminera aussi si de tels emplacements étaient, d'une part, situés à l'intérieur ou à l'extérieur de sa Réserve, et d'autre part, situés à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté habituelle du Membre du Groupe.

73. L'Administrateur du Recours Collectif procédera aux déterminations dont il est question au paragraphe 72 sur les renseignements figurant au Formulaire de Réclamation et sur les Informations qu'aura fournies la Couronne au sujet du Membre du Groupe.

74. L'Administrateur du Recours Collectif devra, lorsque cela s'avérera nécessaire et adéquat, requérir par écrit que la Couronne et/ou le Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers ayant soumis un Formulaire de Réclamation lui communique(nt) davantage d'informations.

ii. Approbation des Membres du Groupe Jordan

75. Il reviendra à l'Administrateur du Recours Collectif de déterminer si la personne qui soumet un Formulaire de Réclamation en tant que Membre du Groupe Jordan se qualifie effectivement comme Membre du Groupe.

76. L'Administrateur du Recours Collectif fondera la détermination dont il est question au paragraphe 75 sur les informations figurant au Formulaire de Réclamation et sur les directives émises par la Cour lors de l'Audition portant sur les Questions Communes. De telles directives pourront, entre autres choses, répondre aux questions suivantes: (a) si le Membre du Groupe a eu besoin d'un produit ou d'un service à quelque moment que ce soit de la Période du Recours Collectif; (b) si le Membre du Groupe s'est vu refuser le produit ou service en question; (c) si la livraison du produit ou service requis s'est vue retardée ou perturbée; (d) si un(e) tel(le) refus, retard ou perturbation était attribuable à un manque de fonds, à une absence de juridiction ou à un conflit de compétence entre paliers ou départements gouvernementaux; et/ou (e) si un(e) tel(le) refus, retard ou perturbation est survenu(e) après que le Membre du Groupe eût atteint l'âge de la majorité applicable au sein de la province ou du territoire pertinent.

77. L'Administrateur du Recours Collectif procédera également à ces déterminations en fonction des Informations de la Couronne relatives au nombre de Membres du Groupe ayant reçu un produit ou un service en vertu du Principe Jordan (depuis le prononcé de la Décision du TCDP).

78. L'Administrateur du Recours Collectif devra, lorsque cela s'avérera nécessaire et adéquat, requérir par écrit que la Couronne et/ou le Membre du Groupe Jordan ayant soumis un Formulaire de Réclamation lui communique(nt) davantage d'informations.

iii. Approbation des Membres du Groupe des Familles

79. Il reviendra à l'Administrateur du Recours Collectif de déterminer si la personne qui soumet un Formulaire de Réclamation en tant que Membre du Groupe des Familles se qualifie effectivement comme Membre du Groupe des Familles.

80. L'Administrateur du Recours Collectif procédera à la détermination dont il est question au paragraphe 79 sur les renseignements figurant au Formulaire de Réclamation et sur les Informations qu'aura fournies la Couronne au sujet de la relation existant entre le potentiel Membre du Groupe des Familles et un Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers.

81. L'Administrateur du Recours Collectif devra, lorsque cela s'avérera nécessaire et adéquat, requérir par écrit que le Membre du Groupe Jordan ayant soumis un Formulaire de Réclamation lui communique davantage d'informations.

iv. Membres du Groupe décédés

82. La succession de tout Membre du Groupe décédé le ou après le 1er avril 1991 peut soumettre un Formulaire de Réclamation dans le cadre du présent recours collectif.

83. S'il appert que le Membre du Groupe Décédé se serait qualifié en tant que Membre du Groupe Approuvé, sa succession aura le droit d'être indemnisée conformément au Processus de Distribution des Dommages. À moins qu'elle n'y soit explicitement autorisée par la Cour, aucune succession ne pourra être indemnisée en vertu du Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles.

v. Notification des Membres du Groupe / Enregistrement et Contestation des Décisions

84. Dans les trente (30) jours de la réception d'un Formulaire de Réclamation, l'Administrateur du Recours Collectif devra aviser le requérant de sa décision de le reconnaître ou de le rejeter en tant que Membre du Groupe Approuvé. Les personnes dont le statut de Membre du Groupe n'aura pas été reconnu se verront expliquer de quelle manière elles peuvent contester la décision rendue par l'Administrateur du Recours Collectif. Les demandeurs suggèrent que la procédure de contestation inclut la possibilité de soumettre un Formulaire de Réclamation modifié, accompagné de pièces justificatives permettant de démontrer que le requérant est bel et bien un Membre du Groupe.

85. Toutes les parties intéressées auront l'opportunité d'en appeler de toute décision rendue par l'Administrateur du Recours Collectif devant la Cour, ou selon une façon à être déterminée. Les Procureurs du Groupe pourront interjeter appel d'une décision pour et au nom des personnes concernées.

86. L'Administrateur du Recours Collectif conservera tous les dossiers des Membres du Groupe Approuvés ainsi que les Formulaires de Réclamation qu'ils auront soumis, et il communiquera une fois par mois ces informations aux Procureurs du Groupe, à la Couronne et à toute autre partie intéressée. Les Procureurs du Groupe et/ou toute partie intéressée pourront, dans

les trente (30) jours de la réception des informations, contester la décision rendue par l'Administrateur du Recours Collectif en transmettant à ce dernier (et à toute autre partie concernée) un exposé de leurs motifs de contestation. La partie répondante aura alors trente (30) jours pour répliquer par écrit à la demande de contestation, à l'expiration desquels l'Administrateur du Recours Collectif devra reconsidérer la décision qu'il a prise et assurer un suivi auprès de toutes les parties.

E. Processus de distribution des dommages

i. Distribution des dommages

87. L'Administrateur distribuera de la manière déterminée par la Cour les dommages obtenus au bénéfice de tous les Membres du Groupe Approuvés.

88. Les demandeurs proposeront que les Membres du Groupe Approuvés aient droit à une certaine proportion des dommages déterminée par l'Administrateur du Recours Collectif en fonction de critères à être approuvés par la Cour, lesquels comprennent, sans s'y limiter : (a) le temps qu'un Membre du Groupe a passé au sein d'un emplacement hors-foyer; (b) le nombre d'emplacements hors-foyer au sein desquels le Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers a été placé alors qu'il était enfant; (c) la période de temps au cours de laquelle le Membre du Groupe a été privé d'un produit ou d'un service en raison d'un refus, d'un délai ou d'une perturbation (le tout en contravention du Principe de Jordan); et (d) la relation familiale existant entre un Membre du Groupe des Familles et un Membre du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers .

89. Une fois qu'il les aura informés de la décision qu'il a prise au sujet de leur appartenance à un groupe ou à un autre, l'Administrateur du Recours Collectif devra, à l'intérieur d'un délai raisonnable que la Cour aura fixé, aviser les Membres du Groupe Approuvés de la proportion de

dommages à laquelle chacun a droit en vertu du Processus de Distribution des Dommages approuvé par la Cour.

90. L'Administrateur du Recours Collectifs devra également, le cas échéant, transmettre à chaque Membre du Groupe Approuvé une série de documents comprenant : de l'information quant à la façon de percevoir les dommages auquel il a droit; de l'information quant à l'opportunité pour le Membre du Groupe de recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles; des copies du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle accompagnées d'un guide indiquant comment compléter le Formulaire en question; et les coordonnées de ressources susceptibles de fournir des conseils juridiques indépendants. De telles informations seront communiquées selon une forme et un style appropriés à la culture des interlocuteurs, au moyen de médiums interactifs tels que des capsules vidéo d'apprentissage.

ii. Évaluation individuelle des dommages

91. Une fois informés de leur droit au paiement de dommages, les Membres du Groupe Approuvés pourraient être avisés de l'opportunité de bénéficier d'une compensation individuelle établie conformément au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles, tel que défini ci-après.

F. Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles

i. Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle

92. Lorsqu'un Membre du Groupe Approuvé est informé de son droit de percevoir des dommages et de recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles, il recevra un exemplaire du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle se trouvant à l'Annexe D.

93. Les demandeurs suggèrent qu'une demande de dommages individuels soit valablement formée par l'envoi d'un Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle à l'attention de

l'Administrateur du Recours Collectif, étant entendu et convenu que seules les personnes désirant recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles seront tenues de produire un Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle.

ii. Évaluation des Compensations Individuelles

94. Il pourrait être demandé à la Cour d'approuver la structure d'un Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles une fois rendu le jugement portant sur les Questions Communes, ou au moment autrement déterminé par la Cour.

95. Un tel Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles serait mis à la disposition de tous les Membres du Groupe Approuvés, à l'exception de ceux qui, de l'avis de la Cour à l'issue de l'audition portant sur les Questions Communes, n'ont pas droit à une Compensation Individuelle.

iii. Auditions portant sur les Points Individuels

96. Il sera demandé à la Cour d'émettre des directives, ou de désigner certaines personnes devant lui faire rapport en vertu de l'article 334.26 des *Règles des Cours Fédérales*, ou encore de nommer un juge chargé de réaliser un échantillonnage de test impliquant des Membres du Groupe Approuvés sélectionnés et qui ont choisi de recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles, et cela en vue d'éclaircir les points qui pourraient demeurer pertinents à la suite de la détermination des Questions Communes – par exemple :

- (a) Règles d'audition régissant les évaluations individuelles;
- (b) Grille de compensations individuelles;
- (c) Résolution de différends portant sur la définition de concepts essentiels tels que "perte de la culture et du langage", "peine et souffrance", "maltraitance physique" et "exploitation sexuelle"; et

- (d) Toute autre question soulevée par la Cour ou une partie au cours des débats entourant la détermination des Questions Communes.

G. Coût et financement des procédures

i. Frais juridiques des demandeurs

97. Les frais juridiques encourus par les demandeurs seront payés suivant une formule à pourcentage, sujet à l'approbation de la Cour conformément à l'article 334.4 des *Règles des Cours Fédérales*.

98. L'entente intervenue entre les Représentants du Groupe et les Procureurs du Groupe stipule que les honoraires et déboursés payables à ces derniers seront établis de la manière suivante :

(a) Recouvrement collectifs: vingt pour cent (20%) des premiers deux cent millions de dollars (\$200,000,000) recueillis par voie de règlement ou en vertu d'un jugement, plus dix pour cent (10%) de tout montant recueilli en excédent de la somme de deux cent millions de dollars (\$200,000,000) par voie de règlement ou en vertu d'un jugement;
ET

(b) Recouvrement individuels: vingt-cinq pour cent (25%) des montants recueillis par voie de règlements ou en vertu d'un jugement.

ii. Financement des dépenses et débours

99. Tous les dépenses et débours de nature juridique encourus par les Représentants du Groupe ont été (et continueront à être) financés par les Procureurs du Groupe – à moins que les Représentants du Groupe et les Procureurs du Groupe n'en viennent éventuellement à la conclusion qu'il est dans le meilleur intérêt du Groupe d'obtenir du financement auprès de

tierces parties. En pareil cas, les Procureurs du Groupe aviseraient la Cour de la situation et requerraient son approbation.

H. Règlement

i. Négociations et offres de règlement

100. Les demandeurs ont entretenu des négociations avec la Couronne en vue de parvenir à un règlement équitable du litige, dans un délai raisonnable.

ii. Médiation et autres modes de résolution de conflits volontaires

101. Les demandeurs ont participé à des séances de médiation et d'autres négociations en vue de résoudre le litige ou de circonscrire les questions en litige.

I. Réévaluation du Plan de Poursuite

i. Flexibilité du Plan de Poursuite

102. Le présent Plan de Poursuite sera réévalué sur une base régulière et pourrait faire l'objet de modifications, avant ou après la détermination des Questions Communes, en fonction de gestion de l'instance continue assurée par la Cour, ou de toute autre manière que la Cour estime appropriée.

29 2021	octobre	SOTOS LLP 180 rue Dundas Ouest Suite 1200 Toronto, ON M5G 1Z8 David Sterns (LSO# 36274J) dsterns@sotosllp.com Mohsen Seddigh (LSO# 70744I) mseiddigh@sotosllp.com Jonathan Schachter (LSO# 63858C) jschachter@sotosllp.com Tél.: 416-977-0007 Téléc.: 416-977-0717	KUGLER KANDESTIN 1 Place Ville-Marie Suite 1170 Montréal, QC H3B 2A7 Robert Kugler rkugler@kkdex.com Pierre Boivin pboivin@kkdex.com William Colish wcolish@kkdex.com Tél.: 514-878-2861 Téléc.: 514-875-8424	MILLER TITERLE + CO. 638 Smith Street Suite 300 Vancouver, BC V6B 1E3 Joelle Walker joelle@millerliterle.com Tamara Napoleon tamara@millerliterle.com Erin Reimer erin@millerliterle.com Tél.: 604-681-4112 Téléc.: 604-681-4113
------------	---------	--	--	--

Avocats et procureurs des demandeurs Xavier Moushoom, Jeremy Meawasige (représenté par son tuteur à l'instance, Jonavon Joseph Meawasige) et Jonavon Joseph Meawasige

NAHWEGAHBOW, CORBIERE 5884 Rama Road, Suite 109 Rama, ON L3V 6H6 Dianne G. Corbiere dgcorbriere@nm.firm.ca Tél.: 705.325.0520 Téléc: 705.325.7204	FASKEN MARTINEAU DUMOULIN 55 rue Metcalfe Suite 1300 Ottawa, ON K1P 6L5 Peter N. Mantas pmantas@fasken.com Tél: 613.236.3882 Téléc: 613.230.6423
---	--

Avocats et procureurs des demandeurs Assemblée des Premières Nations, Ashley Dawn Louise Bach, Karen Osachoff, Melissa Walterson, Noah Buffalo-Jackson (représenté par sa tutrice à l'instance, Carolyn Buffalo), Carolyn Buffalo et Dick Eugene Jackson (aussi connu sous le nom de Richard Jackson)

ANNEXE "A"

**RECOURS COLLECTIF PORTANT SUR LES SERVICES DE PROTECTION DE LA
JEUNESSE (LA RAFLE DU MILLÉNIUM) OFFERTS AUX PREMIÈRES NATIONS
(« FIRST NATIONS YOUTH CARE / MILLENIUM SCOOP »)**

AVIS DE CERTIFICATION SUGGÉRÉ

**VEUILLEZ LIRE LE PRÉSENT AVIS AVEC ATTENTION PUISQU'IL POURRAIT
AVOIR UN IMPACT SUBSTANTIEL SUR L'EXERCICE DE VOS DROITS**

Nature de la Poursuite

En mars 2019, Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP et Miller Titerle + Co. (collectivement, les "Procureurs du Groupe") ont introduit (devant la Cour Fédérale du Canada siégeant dans le district judiciaire de Montréal) un recours collectif à l'encontre du Procureur Général du Canada (la "Couronne") pour et au nom de demandeurs membres des Premières Nations.

Le recours collectif allègue qu'à compter de 1991, la Couronne a mis en place, à l'échelle du territoire canadien, des politiques de financement discriminatoires ayant eu pour conséquence que plusieurs enfants de Premières Nations ont été retirés de leur foyer et de leur communauté en vue d'être confiés à divers organismes. Le recours collectif allègue également que la Couronne a refusé ou indûment tardé à fournir certains produits et services publics aux jeunes membres de Premières Nations qui en avaient besoin, le tout en contravention du Principe de Jordan.

Le recours collectif a été intenté au bénéfice des membres du Groupe suivant :

(a) tous les jeunes membres de Premières Nations ayant été retirés de leur foyer depuis le 1er avril 1991, alors qu'ils vivaient habituellement sur une réserve ou qu'au moins un (1) de leurs parents résidait habituellement sur une Réserve;

(b) tous les jeunes membres des Premières Nations qui se sont vu refuser un produit ou un service public ou à l'égard desquels la livraison

d'un produit ou service public s'est vue retardée ou perturbée en raison d'un manque de fonds, d'une absence de juridiction ou d'un conflit de compétence entre paliers ou départements gouvernementaux, le tout en contravention du Principe de Jordan;

(c) les membres de la famille immédiate d'un membre du sous-groupe défini au paragraphe (a) ci-dessus.

Par ordonnance rendue le [INSCRIRE LA DATE], l'honorable juge _____ a certifié l'action intentée à titre de recours collectif et a désigné Xavier Moushoom et Jeremy Meawasige (représenté par sa tutrice à l'instance, Maurina Beadle) à titre de représentants du Groupe.

La Cour a également décidé que les questions suivantes, qui s'appliquent à l'ensemble du Groupe, seront débattues lors d'une audition portant sur les Questions Communes :

☐ [INSCRIRE LES QUESTIONS COMMUNES RECONNUES PAR LE TRIBUNAL]

☐ ...

Participation au recours collectif

Si vous correspondez à la définition du Groupe, vous êtes automatiquement considéré(e) comme un Membre du Groupe, à moins de vous exclure du recours collectif de la manière décrite ci-dessous. Tous les Membres du Groupe seront liés par le jugement rendu par la

2

Cour, ou tout règlement conclu par les Parties et subséquemment approuvé par la Cour.

A ce stade des procédures, la Cour ne s'est pas prononcée sur les chances de recouvrement des demandeurs ou du Groupe, ni sur le mérite des allégations des demandeurs et/ou des moyens de défense invoqués par la Couronne.

Honoraires, Déboursés et Autres Frais

Vous n'aurez jamais à payer quelque honoraire, déboursé ou autre frais. Lorsqu'il question des honoraires et déboursés judiciaires à prévoir, les Représentants du Groupe et les Procureurs du Groupe ont convenu d'un mandat de représentation prévoyant que les cabinets juridiques concernés seront rémunérés suivant une formule à pourcentage – ce qui signifie en pratique qu'ils ne seront payés qu'en cas de jugement favorable ou d'un règlement hors Cour approuvé.

Vous ne serez d'aucune manière tenu(e) responsable des frais de justice de la partie défenderesse en cas d'échec du recours collectif. Tous les honoraires professionnels payés aux Procureurs du Groupe sont assujettis à l'approbation de la Cour.

Exclusion

Si vous souhaitez, en tant que Membre du Groupe, vous exclure du recours collectif, vous devez compléter et acheminer un « Formulaire

d'Exclusion » au plus tard le [INSCRIRE LA DATE-LIMITE]. Il vous est possible de télécharger le Formulaire d'Exclusion à partir du site web [INSCRIRE L'ADRESSE DU SITE WEB].

Les Membres du Groupe ayant choisi de s'exclure du recours collectif à l'intérieur du délai stipulé ci-dessus ne recevront aucune des sommes qui pourraient être obtenues par les demandeurs dans ce recours collectif. Tous les Membres du Groupe qui n'auront pas demandé à être exclus du recours collectif avant l'expiration du délai seront liés par tout jugement rendu à l'issue des procédures (qu'il soit ou non favorable aux demandeurs), de même que par tout règlement intervenu et subséquemment approuvé par la Cour.

Coordonnées

Si vous avez quelque question ou préoccupation au sujet du contenu du présent Avis ou de l'évolution du recours collectif, il vous est possible de contacter les Procureurs du Groupe de différentes manières :

Téléphone: [NUMÉRO DE TÉLÉPHONE]

Courriel: [ADRESSE COURRIEL]

Ligne d'information sans frais: [NUMÉRO]

Courrier ordinaire: [ADRESSE POSTALE]

ANNEXE "B"

FORMULAIRE D'EXCLUSION

À L'ATTENTION DE:

[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

[Adresse postale]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je ne souhaite pas participer au recours collectif connu sous le nom de *Xavier Moushoom et als c. Procureur Général du Canada* et portant sur certains actes de discrimination commis à l'encontre d'enfants de Premières Nations. Je comprends qu'une fois exclu(e), je ne pourrai d'aucune manière participer à la distribution des sommes octroyées ou payées dans le cadre du recours collectif, et que si je souhaite obtenir compensation, je devrai introduire une action civile distincte et décider si j'engage un avocat pour me représenter à mes propres frais.

Date: _____

Signature

Nom complet

Numéro civique, numéro d'appl.

Ville, province, code postal

Numéro de téléphone

Adresse courriel

Le présent avis doit être transmis par voie de courrier ordinaire, de télécopieur ou de courriel au plus tard le _____ 2021 pour être considéré valide.

Error! Unknown document property name.

ANNEXE "C"

FORMULAIRE DE RÉCLAMATION

À L'ATTENTION DE:

[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

[Adresse postale]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je, soussigné(e), _____ (inscrivez votre nom complet, incluant votre nom de jeune fille le cas échéant), confirme avoir reçu l'Avis du Recours Collectif National connu sous le nom de *Xavier Moushoom et als c. Procureur Général du Canada* et portant sur certains actes de discrimination commis à l'encontre d'enfants de Premières Nations. Ma date de naissance est le _____ (Inscrire le jour, le mois et l'année)

J'estime être un Membre du Groupe et souhaite, en cette qualité, soumettre une réclamation en tant que membre du(des) sous-groupe(s) ci-dessous. (Veuillez cocher d'un X la ou les cases appropriées)

Groupe des Enfants retirés de leurs foyers

Groupe Jordan

Groupe des Familles

Si vous estimez appartenir au Groupe des Enfants retirés de leurs foyers, veuillez résumer ci-dessous l'historique de vos emplacements hors-foyer à compter du 1^{er} avril 1991 :

Nombre de foyers d'accueil	Nombre d'années de placement au sein des foyers d'accueil	Les foyers d'accueil se trouvaient-ils à l'intérieur de la Réserve?	Les foyers d'accueil se trouvaient-ils à l'intérieur de votre communauté des Premières Nations?

Si vous estimez appartenir au Groupe Jordan, veuillez résumer ci-dessous les produits et/ou services publics dont vous aviez besoin à compter du 1^{er} avril 1991 mais qui vous ont été refusés ou ont été livrés tardivement ou de manière inadéquate.

Error! Unknown document property name.

Produits et/ou services dont vous avez besoin	Avez-vous fait la demande de tels produits et/ou services?	Les produits et/ou services en question ont-ils été refusés ou livrés tardivement ou de manière inadéquate?	Date(s) du besoin, de la demande et du refus, du retard ou de la perturbation

Si vous estimez appartenir au Groupe des Familles, veuillez décrire ci-dessous la relation existant entre vous et un ou plusieurs Membres du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers :

Nom complet et numéro de réclamation de chaque Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers faisant partie de votre famille	Relation existant entre vous et cette personne (i.e. la mère, le frère, la soeur, le grand-père ou la grand-mère d'un Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers)

Mon adresse postale est la suivante:

Numéro civique, numéro d'appt.

Ville, province

Code postal

Numéro(s) de téléphone

Adresse courriel

Signature: _____ Date: _____

ANNEXE "D"

Error! Unknown document property name.

FORMULAIRE D'ÉVALUATION DE COMPENSATION INDIVIDUELLE

À L'ATTENTION DE:

[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

[Adresse postale]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je, soussigné(e), _____ (inscrivez votre nom complet, incluant votre nom de jeune fille le cas échéant) confirme avoir été informé(e) du fait que je suis un Membre Approuvé du Groupe des Enfants retirés de leurs foyers ou un Membre Approuvé du Groupe Jordan. Mon numéro de réclamation est _____ [inscrivez le numéro de réclamation qui vous a été attribué]

Je confirme également qu'on m'a bien expliqué dans quelle mesure et de quelle manière je peux exiger une évaluation de compensation individuelle conformément aux paramètres du Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles.

Je reconnais et conviens que j'ai l'opportunité d'obtenir des conseils juridiques indépendants au sujet du processus et qu'il m'est possible d'obtenir de l'assistance gratuite en vue de compléter le présent formulaire en contactant [inscrire les coordonnées du point de contact].

Je résume ci-dessous l'expérience que j'ai vécue au sein d'emplacements hors-foyer de même que les conséquences d'une telle expérience.

[La forme du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle sera établie une fois qu'un jugement aura été rendu à propos des Questions Communes, étant entendu que l'objectif du document sera de recueillir les informations suivantes auprès de Membres du Groupe Approuvés:]

- *Âge du Membre du Groupe au moment de sa prise en charge, foyers d'accueil au sein desquels le Membre du Groupe a été placé, et durée des placements hors-foyer;*
- *Abus dont le Membre du Groupe a été victime (i.e. toute information relative à des événements ayant entraîné un préjudice indemnisable telle que la date, l'emplacement, l'heure et l'infacteur responsable);*
- *Conséquences indemnissables (y compris tout impact sur la culture ou la langue);*
- *Un exposé narratif de l'expérience vécue par la personne placée en sein d'un environnement hors-foyer;*
- *Les raisons de la prise en charge;*

Erreur! Unknown document property name.

- *Si oui ou non une preuve d'experts sera fournie au soutien d'une réclamation fondée sur un préjudice consécutif (tel qu'une perte de revenus passés et futurs);*
- *Archives relatives aux soins (incluant les dossiers constitués par des conseillers ou des guérisseurs traditionnels ou coutumiers) qui seront soumises au soutien d'une preuve d'abus et/ou de préjudice;*
- *Autorisations permettant à la Couronne d'obtenir certains documents; et*
- *Toutes autres informations jugées nécessaires ou utiles.]*

Je résume ci-dessous l'expérience que j'ai vécue lorsque les produits et/ou services publics dont j'avais besoins m'ont été refusés ou ont été livrés tardivement ou de manière inadéquate, de même que les conséquences d'une telle expérience.

[La forme du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle sera établie une fois qu'un jugement aura été rendu à propos des Questions Communes, étant entendu que l'objectif du document sera de recueillir les informations suivantes auprès de Membres du Groupe Approuvés].

- *Faits, situations et circonstances ayant justifié la demande d'un produit ou d'un service public;*
- *Raisons expliquant le refus de livraison du produit ou service;*
- *Département(s) de contact;*
- *Autorisations permettant à la Couronne d'obtenir certains documents, et*
- *Toutes autres informations jugées nécessaires ou utiles.]*

Signature: _____ Date: _____

FORMULAIRE D'EXCLUSION

À L'ATTENTION DE:

[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

[Adresse postale]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je ne souhaite pas participer au recours collectif connu sous le nom de *Xavier Moushoom et als c. Procureur Général du Canada* et portant sur certains actes de discrimination commis à l'encontre d'enfants de Premières Nations. Je comprends qu'une fois exclu(e), je ne pourrai d'aucune manière participer à la distribution des sommes octroyées ou payées dans le cadre du recours collectif, et que si je souhaite obtenir compensation, je devrai introduire une action civile distincte et décider si j'engage un avocat pour me représenter à mes propres frais.

Date: _____

Signature

Nom complet

Numéro civique, numéro d'appt.

Ville, province, code postal

Numéro de téléphone

Adresse courriel

Le présent avis doit être transmis par voie de courrier ordinaire, de télécopieur ou de courriel au plus tard le _____ 2021 pour être considéré valide.

Annexe B - Ordonnance d'autorisation du recours Trout

Federal Court



Cour fédérale

Date: 20220211

Docket: T-1120-21

Citation: 2022 FC 149

Ottawa, Ontario, February 11, 2022

PRESENT: The Honourable Madam Justice Ayles

CLASS PROCEEDING

BETWEEN:

ASSEMBLY OF FIRST NATIONS and ZACHEUS JOSEPH TROUT

Plaintiffs

and

THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

Defendant

ORDER AND REASONS

UPON MOTION by the Plaintiffs, on consent and determined in writing pursuant to Rule 369 of the *Federal Courts Rules*, for an order:

- (a) Granting the Plaintiffs an extension of time to make this certification motion past the deadline in Rule 334.15(2)(b);
- (b) Certifying this proceeding as a class proceeding and defining the class;
- (c) Stating the nature of the claims made on behalf of the class and the relief sought by the class;
- (d) Stipulating the common issues for trial;
- (e) Appointing the Plaintiff, Zacheus Joseph Trout, as representative plaintiff;
- (f) Approving the litigation plan; and
- (g) Other relief;

CONSIDERING the motion materials filed by the Plaintiffs;

CONSIDERING that the Defendant has advised that the Defendant consents in whole to the motion as filed;

CONSIDERING that the Court is satisfied, in the circumstances of this proceeding, that an extension of time should be granted to bring this certification motion past the deadline prescribed in Rule 334.15(2)(b);

CONSIDERING that while the Defendant's consent reduces the necessity for a rigorous approach to the issue of whether this proceeding should be certified as a class action, it does not relieve the Court of the duty to ensure that the requirements of Rule 334.16 for certification are met [see *Varley v Canada (Attorney General)*, 2021 FC 589];

CONSIDERING that Rule 334.16(1) of the *Federal Courts Rules* provides:

Subject to subsection (3), a judge shall, by order, certify a proceeding as a class proceeding if

(a) the pleadings disclose a reasonable cause of action;

(b) there is an identifiable class of two or more persons;

(c) the claims of the class members raise common questions of law or fact, whether or not those common questions predominate over questions affecting only individual members;

(d) a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of law or fact; and

(e) there is a representative plaintiff or applicant who

(i) would fairly and adequately

represent the interests of the class,

(ii) has prepared a plan for the proceeding that sets out a workable method of advancing the proceeding on behalf of the class and of notifying class members as to how the proceeding is progressing,

(iii) does not have, on the common questions of law or fact, an interest that is in conflict with the interests of other class members, and

(iv) provides a summary of any agreements respecting fees and disbursements between the representative plaintiff or applicant and the solicitor of record.

Sous réserve du paragraphe (3), le juge autorise une instance comme recours collectif si les conditions suivantes sont réunies :

a) les actes de procédure révèlent une cause d'action valable;

b) il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes;

c) les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait communs, que ceux-ci prédominent ou non sur ceux qui ne concernent qu'un membre;

d) le recours collectif est le meilleur moyen de régler, de façon juste et efficace, les points de droit ou de fait communs;

e) il existe un représentant demandeur qui :

(i) représenterait de façon équitable et adéquate les intérêts du groupe,

(ii) a élaboré un plan qui propose une méthode efficace pour poursuivre l'instance au nom du groupe et tenir les membres du groupe informés de son déroulement,

(iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe en ce qui concerne les points de droit ou de fait communs,

(iv) communique un sommaire des conventions relatives aux honoraires et débours qui sont

intervenues entre lui et l'avocat inscrit au dossier.

CONSIDERING that, pursuant to Rule 334.16(2), all relevant matters shall be considered in a determination of whether a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of law or fact, including whether: (a) the questions of law or fact common to the class members predominate over any questions affecting only individual members; (b) a significant number of the members of the class have a valid interest in individually controlling the prosecution of separate proceedings; (c) the class proceeding would involve claims that are or have been the subject of any other proceeding; (d) other means of resolving the claims are less practical or less efficient; and (e) the administration of the class proceeding would create greater difficulties than those likely to be experienced if relief were sought by other means;

CONSIDERING that:

- (a) The conduct of the Crown at issue in this proposed class action proceeding, as set out in the Statement of Claim, concerns discrimination against First Nations children in the provision of essential services and the Crown's failure to prevent First Nations children from suffering gaps, delays, disruptions or denials in receiving services and products contrary to their *Charter*-protected equality rights. The Plaintiffs allege that the Crown's conduct was discriminatory, directed at Class Members because they were First Nations, and breached section 15(1) of the *Charter*, the Crown's fiduciary duties to First Nations and the standard of care at common and civil law.
- (b) With respect to the first element of the certification analysis (namely, whether the pleading discloses a reasonable cause of action), the threshold is a low one. The question for the Court is whether it is plain and obvious that the causes of action are doomed to fail [see

Brake v Canada (Attorney General), 2019 FCA 274 at para 54]. Even without the Crown's consent, I am satisfied that the Plaintiffs have pleaded the necessary elements for each cause of action sufficient for purposes of this motion, such that the Statement of Claim discloses a reasonable cause of action.

- (c) With respect to the second element of the certification analysis (namely, whether there is an identifiable class of two or more persons), the test to be applied is whether the Plaintiffs have defined the class by reference to objective criteria such that a person can be identified to be a class member without reference to the merits of the action [see *Hollick v Toronto (City of)*, 2001 SCC 68 at para 17]. I am satisfied that the proposed class definitions for the Child Class and Family Class (as set out below) contain objective criteria and that inclusion in each class can be determined without reference to the merits of the action.
- (d) With respect to the third element of the certification analysis (namely, whether the claims of the class members raise common questions of law or fact), as noted by the Federal Court of Appeal in *Wenham v Canada (Attorney General)*, 2018 FCA 199 at para 72, the task under this part of the certification determination is not to determine the common issues, but rather to assess whether the resolution of the issues is necessary to the resolution of each class member's claim. Specifically, the test is as follows:

The commonality question should be approached purposively. The underlying question is whether allowing the suit to proceed as a representative one will avoid duplication of fact-finding or legal analysis. Thus an issue will be "common" only where its resolution is necessary to the resolution of each class member's claim. It is not essential that the class members be identically situated vis-à-vis the opposing party. Nor is it necessary that common issues predominate over non-common issues or that the resolution of the common issues would be determinative of each class member's claim. However, the class members' claims must

share a substantial common ingredient to justify a class action. Determining whether the common issues justify a class action may require the court to examine the significance of the common issues in relation to individual issues. In doing so, the court should remember that it may not always be possible for a representative party to plead the claims of each class member with the same particularity as would be required in an individual suit. (*Western Canadian Shopping Centres*, above at para 39; see also *Vivendi Canada Inc. v. Dell'Aniello*, 2014 SCC 1, [2014] 1 S.C.R. 3 at paras 41 and 44-46.)

Having reviewed the common issues (as set out below), I am satisfied that the issues share a material and substantial common ingredient to the resolution of each class member's claim. Moreover, I agree with the Plaintiffs that the commonality of these issues is analogous to the commonality of similar issues in institutional abuse claims which have been certified as class actions (such as the Indian Residential Schools and the Sixties Scoop class action litigation), as well as those certified in the Moushoom class action (T-402-19/T-141-20). Accordingly, I find that the common issue element is satisfied.

- (e) With respect to the fourth element of the certification analysis (namely, whether a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of fact and law), the preferability requirement has two concepts at its core: (i) whether the class proceeding would be a fair, efficient and manageable method of advancing the claim; and (ii) whether the class proceeding would be preferable to other reasonably available means of resolving the claims of class members. A determination of the preferability requirement requires an examination of the common issues in their context, taking into account the importance of the common issues in relation to the claim as a whole, and may be satisfied even where there are substantial individual issues [see *Brake, supra* at para 85; *Wenham, supra* at para 77 and *Hollick, supra* at paras 27-31]. The

Court's consideration of this requirement must be conducted through the lens of the three principle goals of class actions, namely judicial economy, behaviour modification and access to justice [see *Brake, supra* at para 86, citing *AIC Limited v Fischer*, 2013 SCC 69 at para 22].

- (f) Having considered the above-referenced principles and the factors set out in Rule 334.16(2), I am satisfied a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of fact and law. Given the systemic nature of the claims, the potential for significant barriers to access to justice for individual claimants and the concerns regarding the other means available for resolving the claims of class members, I am satisfied that the proposed class action would be a fair, efficient and manageable method of advancing the claims of the class members.
- (g) With respect to the fifth element of the certification analysis (namely, whether there are appropriate proposed representatives), I am satisfied, having reviewed the affidavit evidence filed on the motion together with the detailed litigation plan, that the proposed representative plaintiff meets the requirements of Rule 334.16(1)(e);

CONSIDERING that the Court is satisfied that all of the requirements for certification are met and that the requested relief should be granted;

THIS COURT ORDERS that:

1. The Plaintiffs are granted an extension of time, *nunc pro tunc*, to bring this certification motion past the deadline in Rule 334.15(2)(b) of the *Federal Courts Rules*.

2. For the purpose of this Order and in addition to definitions elsewhere in this Order, the following definitions apply and other terms in this Order have the same meaning as in the Statement of Claim:

(a) **“Child Class”** means all First Nations individuals who were under the applicable provincial/territorial age of majority and who, during the Class Period, did not receive (whether by reason of a denial or a gap) an essential public service or product relating to a confirmed need, or whose receipt of said service or product was delayed, on grounds, including but not limited to, lack of funding or lack of jurisdiction, or as a result of a service gap or jurisdictional dispute with another government or governmental department.

(b) **“Class”** means the Child Class and Family Class, collectively.

(c) **“Class Counsel”** means Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Co., Nahwegahbow Corbiere and Fasken Martineau Dumoulin LLP.

(d) **“Class Members”** mean all persons who are members of the Class.

(e) **“Class Period”** means the period of time beginning on April 1, 1991 and ending on December 11, 2007.

(f) **“Family Class”** means all persons who are brother, sister, mother, father, grandmother or grandfather of a member of the Child Class.

(g) “**First Nation**” and “**First Nations**” means Indigenous peoples in Canada, including the Yukon and the Northwest Territories, who are neither Inuit nor Métis, and includes:

- i. Individuals who have Indian status pursuant to the *Indian Act*, R.S.C., 1985, c.I-5 [*Indian Act*];
 - ii. Individuals who are entitled to be registered under section 6 of the *Indian Act* at the time of certification;
 - iii. Individuals who met band membership requirements under sections 10-12 of the *Indian Act*, such as where their respective First Nation community assumed control of its own membership by establishing membership rules and the individuals were found to meet the requirements under those membership rules and were included on the Band List; and
 - iv. Individuals, other than those listed in sub-paragraphs (i)-(iii) above, recognized as citizens or members of their respective First Nations whether under agreement, treaties or First Nations’ customs, traditions and laws by the date of trial or resolution otherwise of this action.
3. This proceeding is hereby certified as a class proceeding against the Defendant pursuant to Rule 334.16(1) of the *Federal Courts Rules*.
 4. The Class shall consist of the Child Class and Family Class, all as defined herein.

5. The nature of the claims asserted on behalf of the Class against the Defendant is constitutional, negligence and breach of fiduciary duty owed by the Crown to the Class.
6. The relief claimed by the Class includes damages, *Charter* damages, disgorgement, punitive damages and exemplary damages.
7. Zacheus Joseph Trout is appointed as representative plaintiff and is deemed to constitute an adequate representative of the Class, complying with the requirements of Rule 334.16(1)(e).
8. Class Counsel are hereby appointed as counsel for the Class.
9. The proceeding is certified on the basis of the following common issues:
 - (a) Did the Crown's conduct as alleged in the Statement of Claim [Impugned Conduct] infringe the equality right of the Class under section 15(1) of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*? More specifically:
 - i. Did the Impugned Conduct create a distinction based on the Class' race, or national or ethnic origin?
 - ii. Was the distinction discriminatory?
 - iii. Did the Impugned Conduct reinforce and exacerbate the Class' historical disadvantages?

- iv. If so, was the violation of section 15(1) of the *Charter* justified under section 1 of the *Charter*?
- v. Are *Charter* damages an appropriate remedy?

(b) Was the Crown negligent towards the Class? More specifically:

- i. Did the Crown owe the Class a duty of care?
- ii. If so, did the Crown breach that duty of care?

(c) Did the Crown breach its obligations under the *Civil Code of Québec*? More specifically:

- i. Did the Crown commit fault or engage its civil liability?
- ii. Did the Impugned Conduct result in losses to the Class and if so, do such losses constitute injury to each of the members of the Class?
- iii. Are members of the Class entitled to claim damages for the moral and material damages arising from the foregoing?

(d) Did the Crown owe the Class a fiduciary duty? If so, did the Crown breach that duty?

(e) Can the amount of damages payable by the Crown be determined partially under Rule 334.28(1) of the *Federal Courts Rules* on an aggregate basis? If so, in what amount?

- (f) Did the Crown obtain quantifiable monetary benefits from the Impugned Conduct during the Class Period? If so, should the Crown be required to disgorge those benefits and if so, in what amount?
- (g) Should punitive and/or aggravated damages be awarded against the Crown? If so, in what amount?
10. The Litigation Plan attached hereto as Schedule “A” is hereby approved, subject to any modifications necessary as a result of this Order and subject to any further orders of this Court.
11. The form of notice of certification, the manner of giving notice and all other related matters shall be determined by separate order(s) of the Court.
12. Notice of certification shall be given at the same time as the notice of certification of the companion Moushoom class action (Court File Nos. T-402-19/T-141-20), which shall be determined by separate order of this Court.
13. The opt-out period shall be six months from the date on which notice of certification is published in the manner to be specified by further order of this Court.
14. Pursuant to Rule 334.39(1) of the *Federal Courts Rules*, there shall be no costs payable by any party for this motion.

“Mandy Aylen”

Judge

ANNEX A

20

Court File No. T-1120-21

**FEDERAL COURT
PROPOSED CLASS PROCEEDING**

BETWEEN:

ASSEMBLY OF FIRST NATIONS and ZACHEUS JOSEPH TROUT

Plaintiffs

and

THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

Defendant

LITIGATION PLAN

September 24, 2021

SOTOS LLP
180 Dundas Street West
Suite 1200
Toronto ON M5G 1Z8

David Sterns / Mohsen Seddigh / Jonathan Schachter
dsterns@sotosllp.com; mseddigh@sotosllp.com;
jschachter@sotosllp.com

Tel: 416-977-0007
Fax: 416-977-0717

KUGLER KANDESTIN
1 Place Ville-Marie
Suite 1170
Montréal QC H3B 2A7

Robert Kugler / Pierre Boivin / William Colish
rkugler@kklex.com; pboivin@kklex.com;
wcolish@kklex.com

Tel: 514-878-2861
Fax: 514-875-8424

MILLER TITERLE + CO.
300 - 638 Smithe Street
Vancouver BC V6B 1E3

Joelle Walker / Erin Reimer
joelle@millertiterle.com; erin@millertiterle.com

Tel: 604-681-4112
Fax: 604-681-4113

Lawyers for the plaintiff, Zacheus Joseph Trout

NAHWEGAHBOW, CORBIERE
5884 Rama Road, Suite 109
Rama, ON L3V 6H6

Dianne G. Corbiere
dgcobriere@nncfirm.ca

Tel: 705.325.0520
Fax: 705.325.7204

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN
55 Metcalfe St., Suite 1300
Ottawa, ON K1P 6L5

Peter N. Mantas
pmantas@fasken.com

Tel: 613.236.3882
Fax: 613.230.6423

Lawyers for the plaintiff, Assembly of First Nations

Table of Contents

I. DEFINITIONS	3
II. OVERVIEW	5
III. PRE-CERTIFICATION PROCESS.....	5
A. The Parties	6
B. The Pleadings.....	6
C. Preliminary Motions	6
D. Pre-Certification Communication Strategy.....	7
E. Settlement Conference.....	8
F. Timetable	8
IV. POST-CERTIFICATION PROCESS	9
A. Timetable	9
B. Certification Notice, Notice Program and Opt Out Procedures.....	10
C. Identifying and Communicating with Class Members	12
D. Documentary Production	13
E. Examinations for Discovery	14
F. Interlocutory Matters	15
G. Expert Evidence.....	15
H. Determination of the Common Issues.....	15
V. POST COMMON ISSUES DECISION PROCESS.....	16
A. Timetable	16
B. Common Issues Notice	16
C. Claim Forms	17
D. Determining and Categorizing Class Membership	19
E. Aggregate Damages Distribution Process.....	21
F. Individual Damage Assessment Process.....	22
G. Fees	23
H. Settlement Issues.....	24
I. Review of the Litigation Plan	24
SCHEDULE "A"
SCHEDULE "B".....
SCHEDULE "C"
SCHEDULE "D"

I. DEFINITIONS

1. The definitions below will be used throughout this Litigation Plan. Any term defined in the Statement of Claim that is also used in this Litigation Plan has the same meaning as that included in the Statement of Claim or as otherwise defined by the Court.

Aggregate Damages Distribution Process means the system directed by the Court for the **Class Action Administrator** to distribute aggregate damages to **Approved Class Members**;

Approved Class Member(s) means **Approved Child Class Member(s)** and/or **Approved Family Class Members**;

Approved Family Class Member(s) means a Family Class Member who has been approved by the **Class Action Administrator** as meeting the criteria for being a Family Class Member, including the brother, sister, mother, father, grandmother or grandfather of an Approved Child Class Member (regardless of whether the Approved Child Class Member is alive) and whose approval as a Family Class Member has not been successfully challenged;

Approved Child Class Member(s) means a Child Class Member who has been approved by the **Class Action Administrator** as meeting the criteria for being a Child Class Member and whose approval as a Child Class Member has not been successfully challenged;

Certification Notice means the information set out in Schedule A to this Litigation Plan, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

CHRT Proceeding means the proceeding before the **CHRT** under file number T1340/7008;

Claim Form means the form set out in Schedule C to this Litigation Plan used by the Child Class Members and/or the Family Class Members to submit a claim, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Class Action Administrator means any settlement administrator or other appropriate firm appointed by the Court to assist in the administration of the class proceeding;

Class Counsel means the consortium of law firms acting as co-counsel in this class proceeding, with the firms of Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Company, Nahwegahbow Corbiere, and Fasken LLP as Solicitors of Record;

Class Member(s) means an individual who falls within the definition of the Child Class and/or the Family Class, as pleaded in the Statement of Claim and as approved by the Court;

Common Issues means the issues listed in the Notice of Motion for Certification, or as found by the Court, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Common Issues Notice means the information set out in the notice regarding the **Common Issues** to be certified by the Court at Certification, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Crown Class Member Information means information to be provided by the Crown, at the request of the plaintiffs and/or as ordered by the Court, to the **Class Action Administrator** and/or **Class Counsel** regarding the names and last known contact information of all individuals who meet the criteria of Class Members as set out in the Statement of Claim or as otherwise defined by the Court, including a list of all known Class Members' names and last known addresses using the information in the Crown's possession or under its control.¹

Individual Damage Assessment Form means the form set out in Schedule D to this Litigation Plan, as may be subsequently amended and as approved by the Court, to be used by **Approved Class Member(s)** to elect an individual assessment of their damages and commence an individual damage assessment under the **Individual Damage Assessment Process**;

Individual Damage Assessment Process means the procedure and system to be approved by the Court following the **Common Issues** trial to be used to assess and distribute damages to **Approved Class Member(s)** who have requested an individual damage assessment by submitting an **Individual Damage Assessment Form**;

Notice Program means the process, set out in this Litigation Plan, for communicating the **Certification Notice** and/or the **Common Issues Notice** to **Class Members**, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Opt Out Form means the form set out in Schedule B to this Litigation Plan used by Class Members to opt out of the class proceeding, as may be subsequently amended and as approved by the Court;

Opt Out Period means the deadline, proposed by the plaintiffs as 180 days post Certification or as determined by the Court, to opt out of the class proceeding;

Opt Out Procedures means the procedures, set out in the Litigation Plan, for Class Members to opt out of this class proceeding, as may be subsequently amended and as approved by the Court; and

Special Opt Out Procedures means the procedures, set out in the Litigation Plan, for Class Members who have already commenced a civil proceeding in Canada or who are known

¹ Where Class Members are known to be represented by counsel, only their name should be provided along with their counsel's name and address.

by the Crown to have already retained legal counsel to opt out of this class proceeding, as may be subsequently amended and as approved by the Court.

II. OVERVIEW

2. The plaintiffs have commenced this action on behalf of First Nations individuals who allege that the Crown has breached their equality rights, depriving them of public services and products. The class action advances the rights of thousands of First Nations children and family members.

3. This Litigation Plan is advanced as a workable method of advancing the proceeding on behalf of the Class and of notifying Class Members as to how the class proceeding is progressing, pursuant to rule 334.16(1)(e)(ii) of the *Federal Court Rules*. The Litigation Plan is modelled on the class action relating to the Indian Residential Schools,² with numerous alterations made in order to streamline the procedure and to take into account lessons learned from that settlement.

4. This Litigation Plan sets out a detailed plan for the common stages of this litigation, and sets out, on a preliminary without prejudice basis, an early plan for how the individual stage of the action may progress. Given the early stage of the litigation, the plan is necessarily subject to substantial revisions as the case progresses.

III. PRE-CERTIFICATION PROCESS

5. The plaintiffs are litigating this action in parallel with a closely interrelated consolidated class action (Court File Nos. T-402-19 / T-141-20) about First Nations child and family services

² See *Baxter v Canada (Attorney General)*, 2006 CanLII 41673 (Ont Sup Ct), and subsequent orders of the Court. See also information available on the website of the Indian Residential Schools Adjudication Secretariat, online <<http://www.iap-pei.ca/home-eng.php>>.

and Jordan's Principle. Therefore, much of the work and processes are shared between the two actions.

A. The Parties

i. The Plaintiffs

6. The plaintiffs have proposed two classes:
 - (a) the Child Class; and
 - (b) the Family Class.
7. The proposed representative plaintiff is Zacheus Joseph Trout.

ii. The Defendant

8. The defendant is the Crown.

B. The Pleadings

i. Statement of Claim

9. The plaintiffs have delivered a Statement of Claim.

ii. Statement of Defence

10. The Crown has not delivered a Statement of Defence.

iii. Third Party Claim

11. The Crown has not issued any Third Party Claim.

C. Preliminary Motions

12. The plaintiffs propose that any preliminary motions be dealt with at the Motion for Certification or as directed by the Court.

D. Pre-Certification Communication Strategy***i. Responding to Inquiries from Putative Class Members***

13. Both before and since the commencement of this class proceeding, Class Counsel have received many communications from Class Members affected by this class proceeding.

14. With respect to each inquiry, the individual's name, address, email and telephone number are added to a confidential database. Class Members are asked to register on the websites of Class Counsel. Once registered, they receive updates on the progress of the class proceeding in French and English. Any individual Class Members who contact Class Counsel are responded to in their preferred language.

ii. Pre-Certification Status Reports

15. In addition to responding to individual inquiries, Class Counsel have created a webpage concerning the class proceeding in English and French (see: <https://sotosclassactions.com/cases/current-cases/first-nations-youth/>). The most current information on the status of the class proceeding is posted and is updated regularly in English and French.

16. Copies of the publicly filed court documents and court decisions are accessible from the webpage. In addition, phone numbers for Class Counsel in Quebec and Ontario as well as email contact information are provided.

17. Class Counsel sends update reports to Class Members who have provided their contact information and have indicated an interest in being notified of further developments in the class proceeding.

iii. Pre-certification outreach

18. Class Counsel have presented the proposed class action to a council of First Nations social services delivery personnel for the Province of Québec and the region of Labrador, as well as the First Nations youth directors forum in British Columbia. Class Counsel are in the process of arranging similar presentations to affected communities in Québec and elsewhere in Canada.

E. Settlement Conference

i. Pre-Certification Settlement Conference

19. The plaintiffs will participate in a pre-Certification Settlement Conference to determine whether any or all of the issues arising in the class proceeding can be resolved.

20. The plaintiffs propose that a pre-Certification Settlement Conference be conducted at least one month after the Motion for Certification and responding materials, if any, have been filed with the Court.

F. Timetable

i. Plaintiffs' Proposed Timetable for the Pre-Certification Process

21. The plaintiffs propose that the pre-Certification process timetable set out below be imposed by Court Order at an early case conference.

	Deadline
Plaintiffs' Certification Motion Record	Date of Serving and Filing the Notice of Motion for Certification and Motion Record (" DOF ")
Respondent's Motion Record, if any	Within 90 days from DOF
Plaintiffs' Reply Motion Record, if any	Within 120 days from DOF

Cross-examinations, if any, to be completed	Within 150 days from DOF
Undertakings answered	Within 180 days from DOF
Motions arising from cross-examinations, if any, heard	Within 210 days from DOF
Further cross-examinations, if necessary, completed by	Within 230 days from DOF
Plaintiffs' Memorandum of Fact and Law	Within 250 days from DOF
Respondent's Memorandum of Fact and Law	Within 280 days from DOF
Plaintiffs' Reply, if any	Within 300 days from DOF
Motion for Certification and all other Motions commencing	Within 310 days from DOF

IV. POST-CERTIFICATION PROCESS

A. Timetable

i. Plaintiffs' Timetable for the Post-Certification Process

22. The plaintiffs intend to proceed to trial on an expedited basis or a hybrid summary judgment/*viva voce* trial.

23. The plaintiffs propose that the following post-Certification process timetable, as explained in detail below, be imposed by the Court upon Certification:

Certification Notice to Class Members commences	Upon Certification
Exchange Affidavits of Documents within	70 days from certification
Motions for Production of Documents, Multiple Examinations of Crown representatives or for Examinations of Non-Parties to be conducted within	110 days from certification

Examinations for Discovery to be conducted within	140 days from certification
Certification Notice to Class Members completed within	90 days from certification
Trial Management Conference re: Expert Evidence	170 days from certification
Motions arising from Examinations for Discovery within	190 days from certification
Undertakings answered within	160 days from certification
Further Examinations, if necessary, within	210 days from certification
Common Issues Pre-Trial to be conducted	250 days from certification
Opt Out Period deadline	180 days from certification
Common Issues Trial or Hybrid Trial to be conducted within	300 days from certification

B. Certification Notice, Notice Program and Opt Out Procedures

i. Certification Notice

24. The Certification Notice and all other notices to Class Members provided by the plaintiffs will, once finalized and approved by the Court, be translated into French. The plaintiffs will explore whether it will be necessary to translate the Certification Notice and/or other notices into some First Nations languages, subject to Court approval.

25. The Certification Notice will, subject to further amendments, be in the form set out in Schedule A hereto.

ii. Notice Program

26. The plaintiffs propose to communicate the Certification Notice to Class Members through the following Notice Program.

27. The plaintiffs will provide Certification Notice to Class Members by arranging to have the Certification Notice (and its translated versions whenever possible) communicated/published in the following media within 90 days of Certification, as frequently as may be reasonable or as directed by the Court under rule 334.32 of the *Federal Courts Rules*. In particular, the plaintiffs propose the following means of providing Certification Notice:

- (a) A press release within 15 days of the Certification order being issued;
- (b) Direct communication with Class Members:
 - (i) by email or regular mail to the last known contact information of Class Members provided by the Crown (*i.e.*, Crown Class Member Information);
 - (ii) by email or regular mail to all Class Members who have provided their contact information to Class Counsel, including through the Class Proceeding's webpage;
- (c) Distribution to the Assembly of First Nations for circulation to its membership of First Nations bands across Canada;
- (d) Email to First Nations children's aid societies across Canada;
- (e) Circulation through the following media:
 - (i) Aboriginal newspapers/publications such as First Nations Drum, The Windspeaker, Mi'kmaq Maliseet Nations News, APTN National News; and
 - (ii) social media outlets, such as Facebook and Instagram.

iii. Opt Out Procedures

28. The plaintiffs propose Opt Out Procedures for Class Members who do not wish to participate in the class proceeding.

29. The Certification Notice will include information about how to Opt Out of the class proceeding and will provide information about how to obtain and submit the appropriate Opt Out Forms to the Class Action Administrator and/or Class Counsel.

30. There will be one standard Opt Out Form for all Class Members.

31. Class Members will be required to file the Opt Out Form with the Class Action Administrator and/or Class Counsel within the Opt Out Period, proposed by the plaintiffs as 180 days post Certification or as directed by the Court.

32. The Class Action Administrator or Class Counsel shall, within 30 days after the expiration of the Opt Out Period, deliver to the Court and the Parties an affidavit listing the names of all persons who have opted out of the Class Action.

iv. Special Opt Out Procedures

33. The plaintiffs propose Special Opt Out Procedures for Class Members who are either named party plaintiffs in a civil proceeding in Canada or who are known by the Crown to have retained legal counsel in respect of the subject matter of this action with the express purpose of starting a separate action against the Crown.

C. Identifying and Communicating with Class Members

i. Identifying Class Members

34. As stated above, the plaintiffs intend to request the Crown Class Member Information.

ii. Database of Class Members

35. Class Counsel will maintain a confidential database of all Class Members who contact Class Counsel. The database will include each individual's name, address, telephone number, and email address where available.

iii. Responding to Inquiries from Class Members

36. Class Counsel and their staff will respond to each inquiry by Class Members.

37. Class Counsel will have a system in place to allow for responses to inquiries by Class Members in their language of choice whenever possible.

iv. Post Certification Status Reports

38. In addition to responding to individual inquiries, Class Counsel will continually update the webpage dedicated to this class action with information concerning the status of the class proceeding.

39. Class Counsel will send update reports to Class Members who have provided their contact information. These update reports will be sent as necessary or as directed by the Court.

D. Documentary Production

i. Affidavit/List of Documents

40. The plaintiffs will be required to deliver an Affidavit of Documents within 70 days after Certification. The Crown will similarly be required to deliver a List of Documents within 70 days after Certification.

41. The Parties are expected to serve Supplementary Affidavits (or Lists) of Documents as additional relevant documents are located.

ii. Production of Documents

42. All Parties are expected to provide, at their own expense, electronic copies of all Schedule “A” productions at the time of delivering their Affidavit of Documents. All productions are to be made in electronic format.

iii. Motions for Documentary Production

43. Any motions for documentary production shall be made within 110 days of Certification.

iv. Document Management

44. The Parties will each manage their productions with a compatible document management system, or as directed by the Court. All documents are to be produced in OCR format.

45. All productions should be numbered and scanned electronically to enable quick access and efficient organization of documents.

E. Examinations for Discovery

46. Examinations for Discovery will take place within 140 days of Certification.

47. The plaintiffs expect to request the Crown’s consent to examine more than one Crown representative. In the event that a dispute arises in this regard, the plaintiffs propose to bring a motion within 110 days after Certification.

48. The plaintiffs anticipate that the Examination for Discovery of properly selected and informed officers of the Crown will take approximately 10 days, subject to refusals and undertakings.

49. The plaintiffs anticipate that the Examination for Discovery of the representative plaintiffs will take approximately one day, subject to refusals and undertakings.

F. Interlocutory Matters

i. Undertakings

50. Undertakings are to be answered within 160 days of Certification.

ii. Motions for Refusals and Undertakings

51. Specific dates for motions for undertakings and refusals that arise from the Examinations for Discovery will be requested upon Certification. Motions for refusals and undertakings will be heard within 190 days of Certification.

iii. Re-attendances and Further Examinations for Discovery

52. Any re-attendances or further Examinations for Discovery required as a result of answers to undertakings or as a result of the outcome of the motions for refusals and undertakings should be completed within 210 days of Certification.

G. Expert Evidence

i. Identifying Experts and Issues

53. A Trial Management Conference will take place following Examinations for Discovery at which guidelines for identifying experts and their proposed evidence at trial will be determined.

H. Determination of the Common Issues

i. Pre-Trial of the Common Issues

54. Upon Certification, the Court will be asked to assign a date for a Pre-Trial Conference relating to the Common Issues trial.

55. The plaintiffs expect that a full day will be required for a Pre-Trial Conference and will request that the Pre-Trial be held 250 days after Certification and, in any event, at least 90 days before the date of the Common Issues trial.

ii. Trial of the Common Issues

56. Upon Certification, the Court will be asked to assign a date for the Common Issues trial.
57. The plaintiffs propose that the trial of the Common Issues be held 300 days after Certification.
58. The length of time required for the Common Issues trial will depend on many factors and will be determined at the Trial Management Conference.

V. POST COMMON ISSUES DECISION PROCESS

A. Timetable

i. Plaintiffs' Timetable for the Post-Common Issues Decision Process

59. The plaintiffs propose that the following timetable be imposed by the Court following the Court's judgment on the Common Issues:

Common Issues Notice provided	Within 90 days of Common Issues decision
Individual Issue Hearings, if any, begin	120 days after decision
Individual Damage Assessments, if any, begin	240 days after decision
Deadline to Submit Claim Forms (as of right)	Within 1 year of decision
Deadline to Submit Claim Forms (as of right in prescribed circumstances or with leave of the Court)	1 year after decision

B. Common Issues Notice

i. Notifying Class Members

60. The Common Issues Notice will, subject to further amendments, be substantially in the form approved by the Court at the Common Issues trial. The Common Issues Notice may contain, amongst others, information on any aggregate damages awarded and any issues requiring individual determination, as approved by the Court.

61. The plaintiffs propose to circulate the Common Issues Notice within 90 days after the Common Issues judgment.

62. The Common Issues Notice will be circulated in the same manner as set out above dealing with the Certification Notice or as directed by the Court.

C. Claim Forms

i. Use of Claim Forms

63. The Court will be asked to approve under rule 334.37 the use of standardized Claim Forms by Class Members who may be entitled to a portion of the aggregate damage award or who may be entitled to have an individual assessment.

ii. Obtaining and Filing Claim Forms

64. The procedure for obtaining and filing Claim Forms will be set out in the Common Issues Notice.

65. The plaintiffs propose to use a single standard Claim Form, substantially in the form attached as Schedule C, for all three classes, subject to further amendments and as approved by the Court.

66. The plaintiffs propose that counselling be made available to Class Members in need of support and assistance when completing the Claim Forms. Where necessary, a process for appointing a guardian or trustee to assist the Class Members will be developed.

67. Before completing a Claim Form, Class Members will be able to review information about them in the possession of Canada relevant to their claim (the Crown Class Member Information). That information may include:

- (a) any records relating to the Class Member's voluntary or involuntary placement in out-of-home care during the Class Period;
- (b) any records relating to a need by the Class Member for a service or product;
- (c) any records relating to a request made by the Class Member for a service or product;
- (d) any records relating to the denial of a service or product to the Class Member;
- (e) any records relating to any service(s) or product(s) provided by the Crown to the Class Member; and/or
- (f) any records relating to the family status or family relationship between a Family Class Member and a Child Class Member.

68. Class Members will be required to file the appropriate Claim Form with the Class Action Administrator and/or Class Counsel within the deadlines set out below or as directed by the Court.

69. The Class Action Administrator will be responsible for receiving all Claim Forms.

iii. Deadline for Filing Claim Forms

70. Class Members will be advised of the deadline for filing Claim Forms in the Common Issues Notice.

71. The plaintiffs propose that Class Members be given one year, or such period as set out by the Court, after the Common Issues judgment to file Claim Forms as of right.

72. The plaintiffs propose that Class Members be entitled to file Claim Forms more than one year after the Court's judgment on the Common Issues in certain circumstances prescribed by the Court (*i.e.*, lack of awareness of entitlement, etc.) or with leave of the Court (*i.e.*, based on mental or physical health issues, etc.).

D. Determining and Categorizing Class Membership***i. Approving Child Class Members***

73. The Class Action Administrator will determine whether an individual submitting a Claim Form as a Child Class Member properly qualifies as a Class Member.

74. The Class Action Administrator will make these determinations following guidelines determined by the Court at the Common Issues trial in part by referring to the information set out in the Claim Form. Such guidelines may include: (a) whether the Class Member needed a service or product at any point during the Class Period; (b) whether the Class Member was denied that service or product; (c) whether the Class Member's receipt of a service or product was delayed or disrupted; (d) whether such denial, disruption or delay was based on lack of funding, lack of jurisdiction or a jurisdictional dispute between governments or government departments; and/or (e) whether such denial, disruption or delay happened while the Class Member was under the applicable provincial/territorial age of majority.

75. The Class Action Administrator will also make these determinations in part by referring to the Crown Class Member Information regarding the number of Class Members who have received a service or product under Jordan's Principle under orders made in the CHRT Proceeding.

76. The Class Action Administrator will, where appropriate and necessary, request in writing further information from the individual submitting the Child Class Claim Form or the Crown to make these determinations.

ii. Approving Family Class Members

77. The Class Action Administrator will determine whether an individual submitting a Family Class Claim Form properly qualifies as a Family Class Member.

78. These determinations will be made by the Class Action Administrator by referring to Crown Class Member Information and the information set out in the Claim Form with respect to the relationship of the proposed Family Class Member with an Approved Child Class Member.

79. The Class Action Administrator will, where appropriate and necessary, request in writing further information from the individual filing the Claim Form to make these determinations.

iii. Deceased Class Members

80. The estate of a deceased Class Member may submit a Claim Form if the deceased Class Member died on or after April 1, 1991.

81. If the deceased Class Member would otherwise have qualified as an Approved Class Member, the estate will be entitled to be compensated in accordance with the Aggregate Damages Distribution Process. The estate will not have the option to proceed under the Individual Damage Assessment Process except with leave of the Court.

iv. Notifying Class Members, Challenging and Recording Decisions

82. Within 30 days of receipt of a Claim Form, the Class Action Administrator will notify the individual of its decision on whether the individual is an Approved Class Member. Individuals who are not approved as Class Members will be provided with information on the procedures to follow to challenge the decision of the Class Action Administrator. The plaintiffs propose that these procedures include an opportunity to resubmit an amended Claim Form with supporting documentation capable of verifying that the individual is a Class Member.

83. All interested parties will be provided with the ability to appeal a decision by the Class Action Administrator to the Court or in a manner to be prescribed. Class Counsel may challenge the decision on behalf of affected individuals.

84. The Class Action Administrator will keep records of all Approved Class Members and their respective Claim Forms and will provide this information to Class Counsel, the Crown and other interested parties on a monthly basis. Class Counsel and/or other interested parties will have 30 days after receiving this information to challenge the Class Action Administrator's decision by advising the Class Action Administrator and the other affected parties in writing of the basis for their challenge. The responding party will be given 30 days thereafter to respond in writing to the challenge at which time the Class Action Administrator will reconsider its decision and advise all parties.

E. Aggregate Damages Distribution Process

i. Distribution of Aggregate Damages

85. The Class Action Administrator will distribute the aggregate damages to all Approved Class Members in the manner directed by the Court.

86. The plaintiffs will propose that Approved Class Members be entitled to a proportion of the aggregate damages as determined by the Class Action Administrator based on factors to be approved by the Court, including but not limited to: (a) the duration of deprivation from a service or product as a result of a delay, denial or disruption; (b) the importance of the service or product to the child; and (c) the family relationship of the Family Class Member to a given Child Class Member.

87. The Class Action Administrator, upon advising Approved Class Members of its decision on their membership as set out above, will within a reasonable period of time to be determined by the Court, advise the Approved Class Members of the proportion of aggregate damages owing to each Approved Class Member under the Aggregate Damages Distribution Process to be approved by the Court.

88. In addition, if applicable, the Class Action Administrator will provide Approved Class Members with a package of materials including: information on how to collect their aggregate damage awards, information on Class Members' ability to proceed through the Individual Damage Assessment Process, copies of the Individual Damage Assessment Form along with a guide on how to complete the form, and contact information for obtaining independent legal advice and counselling. Such information is to be provided in a culturally responsive and appropriate style, making full use of interactive media, including video tutorials.

ii. Seeking an Individual Damage Assessment

89. Approved Class Members, when notified of their entitlement to aggregate damages, may be given information on their right to have their compensation individually assessed under the Individual Damage Assessment Process set out below.

F. Individual Damage Assessment Process

i. Individual Damage Assessment Forms

90. When Approved Class Members are notified of their aggregate damage entitlement and information on their right to proceed under the Individual Damage Assessment Process, they will be provided with an Individual Damage Assessment Form as set out in Schedule D.

91. If applicable, the plaintiffs propose that a request for individual damages be made by sending an Individual Damage Assessment Form to the Class Action Administrator, and that only those individuals who wish to proceed through the Individual Damage Assessment Process be required to submit Individual Damage Assessment Forms.

ii. Individual Damage Assessments

92. The Court may be asked to approve the use of an Individual Damage Assessment Process after a judgment on the Common Issues or otherwise as directed by the Court.

93. The Individual Damage Assessment Process would be available to all Approved Class Members except those who are found by the Court not to be entitled to individual damages following the Common Issues trial.

iii. Individual Issue Hearings

94. The Court will be asked to provide directions, or to appoint persons to conduct references under rule 334.26 of the *Federal Courts Rules* or appoint a judge to conduct test cases involving selected Approved Class Members who are proceeding under the Individual Damage Assessment Process to assist with the matters that may or may not remain in issue after the determination of the Common Issues, such as:

- (a) Hearing rules for individual assessments;
- (b) A compensation matrix for individual damages;
- (c) Assistance in resolving disputes relating to the definitions of key terms such as “essential service”, “delay”, and “jurisdictional dispute”; and
- (d) Other matters raised by the Court or the parties during the Common Issues litigation.

G. Fees

i. Plaintiffs’ Legal Fees

95. The plaintiffs’ fees are to be paid on a contingency basis, subject to the Court’s approval under rule 334.4 of the *Federal Courts Rules*.

96. The agreement between the representative plaintiffs and Class Counsel states that legal fees and disbursements to be paid to Class Counsel shall be on the following basis:

- (a) Aggregate damages recovery: 20% of the first two hundred million dollars (\$200,000,000) in recovery by settlement or judgment, plus 10% of any amounts recovered by settlement or judgment beyond the first two hundred million dollars; and

(b) Individual damages recovery: 25% of settlement or judgment.

ii. Funding of Disbursements

97. Funding of legal disbursements for the representative plaintiffs has been, and will continue to be, made through Class Counsel, unless the plaintiffs and Class Counsel subsequently deem it to be in the best interests of the Class to obtain third-party funding, in which case Class Counsel will advise the Court of such third-party funding and seek approval thereof.

H. Settlement Issues

i. Settlement Offers and Negotiations

98. The plaintiffs will conduct settlement negotiations with the Crown from time to time with a view to achieving a fair and timely resolution.

ii. Mediation and Other Non Binding Dispute Resolution Mechanisms

99. The plaintiffs will participate in mediation or other non-binding dispute resolution mechanisms, if and when appropriate, in an effort to try to resolve the dispute or narrow the issues in dispute between the Parties.

I. Review of the Litigation Plan

i. Flexibility of the Litigation Plan

100. This Litigation Plan will be reconsidered on an ongoing basis and may be revised under the continued case management authority of the Court before or after the determination of the Common Issues or as the Court sees fit.

SOTOS LLP

180 Dundas Street West
Suite 1200
Toronto ON M5G 1Z8

David Sterns / Mohsen Seddigh / Jonathan Schachter
dsterns@sotosllp.com; mseddigh@sotosllp.com;
jschachter@sotosllp.com

Tel: 416-977-0007
Fax: 416-977-0717

KUGLER KANDESTIN

1 Place Ville-Marie
Suite 1170
Montréal QC H3B 2A7

Robert Kugler / Pierre Boivin / William Colish
rkugler@kklex.com; pboivin@kklex.com;
wcolish@kklex.com

Tel: 514-878-2861
Fax: 514-875-8424

MILLER TITERLE + CO.

300 - 638 Smithe Street
Vancouver BC V6B 1E3

Joelle Walker / Erin Reimer
joelle@millertiterle.com; erin@millertiterle.com

Tel: 604-681-4112
Fax: 604-681-4113

Lawyers for the plaintiff, Zacheus Joseph Trout

NAHWEGAHBOW, CORBIERE

5884 Rama Road, Suite 109
Rama, ON L3V 6H6

Dianne G. Corbiere
dgcorbiere@nncfirm.ca

Tel: 705.325.0520
Fax: 705.325.7204

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN

55 Metcalfe St., Suite 1300
Ottawa, ON K1P 6L5

Peter N. Mantas
pmantas@fasken.com

Tel: 613.236.3882
Fax: 613.230.6423

Lawyers for the plaintiff, Assembly of First Nations

SCHEDULE "A"

PROPOSED NOTICE OF CERTIFICATION

THIS NOTICE MAY AFFECT YOUR RIGHTS. PLEASE READ CAREFULLY.

The Nature of the Lawsuit

As of March 2019, Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Co., Nahwegahbow Corbiere, and Fasken LLP (collectively “Class Counsel”) have prosecuted an action on behalf of First Nations plaintiffs in the Federal Court of Canada in Montreal, against the Attorney General of Canada (the “Crown”).

The lawsuit claims that between April 1, 1991 and December 11, 2007 the Crown instituted discriminatory policies across Canada, delaying, disrupting or denying the delivery of needed public services and products to First Nations youth.

The action was brought on behalf of a Class of:

(a) all First Nations youths who were denied a public service or product, or whose receipt of a public service or product was delayed or disrupted, on the grounds of lack of funding or lack of jurisdiction, or as a result of a jurisdictional dispute with another government or governmental department between April 1, 1991 and December 11, 2007;

(b) family members of the Class Members cited in (a) above.

By order dated [INSERT DATE], The Honourable Justice [INSERT NAME] certified the action as a class proceeding, appointing Zacheus Joseph Trout as representative plaintiffs for the class.

The Court found that the following issues affecting the Class will be tried at a Common Issues trial:

- [INSERT CERTIFIED COMMON ISSUE]
- ...

Participation in the Class Action

If you fall within the class definition, you are automatically included as a member of the Class, unless you choose to opt out of the Class Action, as explained below. All members of the Class will be bound by the judgment of the Court, or any settlement reached by the parties and approved by the Court.

At this juncture, the Court has not taken a position as to the likelihood of recovery for the representative plaintiffs or the Class, or with respect to the merits of the claims or defences asserted by the Crown.

Fees and Disbursements

You do not need to pay any legal fees out of your own pocket. A retainer agreement has been entered into between the representative plaintiffs and Class Counsel with respect to legal fees. The agreement provides that the law firms have been retained on a contingency fee basis, which means they will only be paid their fees in the event of a successful result in the litigation or a Court-approved settlement.

You will not be responsible for Defendant’s legal costs if the class action is unsuccessful. Any fee paid to lawyers for the Class is subject to the Court’s approval.

Opt Out

If you are a class member and wish to exclude yourself from this class proceeding (“opt out”), you must complete and return the “Class Member Opt Out” form by no later than [INSERT DATE]. The Opt Out form may be downloaded at: [INSERT WEBSITE ADDRESS].

Class members who choose to opt out within the above noted deadline will not recover any monies if the representative plaintiffs are successful in this action. If class members do not choose to opt out by the deadline, they will be bound by any judgment ultimately obtained in this class action, whether favourable or not, or any settlement if approved by the Court.

Contact Information

If you have any questions or concerns about the matters in this Notice or the status of the class

action, you may contact Class Counsel in a number of ways.

By phone: **[INSERT PHONE NUMBER]**

By email: **[INSERT EMAIL]**

Toll-Free Hotline: **[INSERT TELEPHONE]**

By mail: **[INSERT ADDRESS]**

SCHEDULE "B"

OPT OUT FORM

TO:
[CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]
[Address]
[Email]
[Fax]
[Phone number]

ATTN: [CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]

I do not want to participate in the class action entitled *Zacheus Joseph Trout et al v. The Attorney General of Canada* regarding the claims of discrimination against First Nations children. I understand that by opting out, I will not be eligible for the payment of any amounts awarded or paid in the class action, and if I want an opportunity to be compensated, I will have to make an individual claim and decide whether to engage a lawyer at my own expense.

Dated: _____

_____ Signature

_____ Full Name

_____ Address

_____ City, Province, Postal Code

_____ Telephone

_____ Email

This Notice must be delivered by regular mail or email on or before _____, 202_ to be effective.

SCHEDULE "C"

CLAIM FORM

TO:
[CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]
[Address]
[Email]
[Fax]
[Phone number]

ATTN: [CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]

I, _____ (insert full name(s), including maiden name if applicable), have received Notice of the National Class Action entitled *Zacheus Joseph Trout et al v. The Attorney General of Canada* regarding the claims of discrimination against First Nations children. My date of birth is _____ (insert day, month, year of birth).

I believe that I am a Class Member and I wish to submit a claim as a member of the following Class or Classes (mark the applicable item(s) with an X):

Child Class

Family Class

If you selected the Child Class, please summarize below the public services or products that you needed between April 1, 1991 and December 11, 2007, and that were denied, delayed or disrupted:

Product(s) or service(s) needed	Was a request made for the service(s) or product(s)?	Was the service(s) or product(s) denied, delayed or disrupted?	The date(s) of need, request, and/or denial, delay or disruption

If you selected the Family Class, please summarize below your relationship to the member(s) of the Child Class:

Full name(s) and claim number of the Approved Child Class Member in your family	Your relationship to the Class Member (only the brother, sister, mother, father, grandmother or grandfather of an Approved Child Class Member)

52

My mailing address is:

Street name, Apartment #

City, Province

Postal Code

Telephone Number(s)

Email address

Signed: _____

Date: _____

SCHEDULE "D"

INDIVIDUAL DAMAGE ASSESSMENT FORM

TO:
[CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]
[Address]
[Email]
[Fax]
[Phone number]

ATTN: [CLASS ACTION ADMINISTRATOR TO BE APPOINTED]

I, _____ [insert full name(s), including maiden name if applicable], have been notified that I am an Approved Child Class Member. My claim number is _____ [insert assigned claim number].

I have been provided with a package of information outlining and explaining my option to request an individual damage assessment in accordance with the Individual Damage Assessment Process.

I am also aware that I can obtain independent legal advice with respect to this request and can obtain assistance to complete this form at no charge to me by contacting [insert assigned contact #].

Below is information relating to my experience with the denial/delay/disruption of the receipt of a public service or product and the impacts and harms that resulted from my experience:

[The Individual Damage Assessment Form will be designed after a Court decision on the Common Issues. The goal of the Individual Damage Assessment Form though will be to obtain, amongst others, the following information from Approved Class Members:

- *Any conditions or circumstances that required a public service or product;*
- *Reasons for denial of a public service or product;*
- *Department(s) of contact;*
- *Authorizations for the Crown to obtain documents; and*
- *Such further and other information that is deemed necessary and appropriate.]*

Signed: _____ Date: _____

Cour fédérale



Federal Court

Dossier : 20220211

Dossier : T-1120-21

Référence : 2022 CF 149

[TRADUCTION FRANÇAISE]

Ottawa (Ontario), le 11 février 2022 En

présence de madame la juge Aylen

RECOURS COLLECTIF

ENTRE :

ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS et ZACHEUS JOSEPH TROUT

demandeurs

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

défendeur

ORDONNANCE ET MOTIFS

VU LA REQUÊTE déposée par les demandeurs, sur consentement et tranchée sur la base de prétentions écrites conformément à l'article 369 des *Règles des Cours fédérales*, en vue d'obtenir une ordonnance :

- a) accordant aux demandeurs une prorogation du délai pour qu'ils puissent déposer la présente requête en autorisation après le délai prévu à l'alinéa 334.15(2)b);

- b) autorisant la présente instance comme recours collectif et définissant le groupe;
- c) énonçant la nature des réclamations présentées au nom du groupe et les réparations demandées par le groupe;
- d) précisant les points de droit et de fait communs en litige;
- e) nommant le demandeur, Zacheus Joseph Trout, à titre de représentant demandeur;
- f) approuvant le plan de déroulement de l'instance;
- g) accordant toute autre réparation;

VU les documents relatifs à la requête déposés par les demandeurs;

VU que le défendeur donne son consentement à l'ensemble de la requête déposée;

VU que la Cour est convaincue que, dans les circonstances de l'espèce, une prorogation du délai doit être accordée pour que la présente requête en autorisation puisse être déposée après le délai prévu à l'alinéa 334.15(2)b);

VU que, même si le consentement du défendeur rend moins nécessaire l'adoption d'une démarche rigoureuse pour trancher la question de savoir si la présente instance devrait être autorisée comme recours collectif, il ne dispense toutefois pas la Cour de l'obligation de veiller au

respect des exigences relatives à l'autorisation prescrites à l'article 334.16 [voir *Varley c Canada (Procureur général)*, 2021 CF 589];

VU que le paragraphe 334.16(1) des *Règles des Cours fédérales* prévoit ce qui suit :

Sous réserve du paragraphe (3), le juge autorise une instance comme recours collectif si les conditions suivantes sont réunies :

a) les actes de procédure révèlent une cause d'action valable;

b) il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes;

c) les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait communs, que ceux-ci prédominent ou non sur ceux qui ne concernent qu'un membre;

d) le recours collectif est le meilleur moyen de régler, de façon juste et efficace, les points de droit ou de fait communs;

e) il existe un représentant demandeur qui :

(i) représenterait de façon équitable et adéquate les intérêts du groupe,

(ii) a élaboré un plan qui propose une méthode efficace pour poursuivre l'instance au nom du groupe et tenir les membres du groupe informés de son déroulement,

(iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres du groupe en ce qui concerne les points de droit ou de fait communs,

(iv) communique un sommaire des conventions relatives aux honoraires et débours qui sont intervenues entre lui et l'avocat inscrit au dossier.

Subject to subsection (3), a judge shall, by order, certify a proceeding as a class proceeding if

(a) the pleadings disclose a reasonable cause of action;

(b) there is an identifiable class of two or more persons;

(c) the claims of the class members raise common questions of law or fact, whether or not those common questions predominate over questions affecting only individual members;

(d) a class proceeding is the preferable procedure for the just and efficient resolution of the common questions of law or fact; and

(e) there is a representative plaintiff or applicant who

(i) would fairly and adequately represent the interests of the class,

(ii) has prepared a plan for the proceeding that sets out a workable method of advancing the proceeding on behalf of the class and of notifying class members as to how the proceeding is progressing,

(iii) does not have, on the common questions of law or fact, an interest that is in conflict with the interests of other class members, and

(iv) provides a summary of any agreements respecting fees and disbursements between the representative plaintiff or applicant and the solicitor of record.

VU que conformément au paragraphe 334.16(2), pour décider si le recours collectif est le meilleur moyen de régler les points de droit ou de fait communs de façon juste et efficace, tous les facteurs pertinents sont pris en compte, notamment les suivants : a) la prédominance des points de droit ou de fait communs sur ceux qui ne concernent que certains membres; b) la proportion de membres du groupe qui ont un intérêt légitime à poursuivre des instances séparées; c) le fait que le recours collectif porte ou non sur des réclamations qui ont fait ou qui font l'objet d'autres instances; d) l'aspect pratique ou l'efficacité moindres des autres moyens de régler les réclamations, et e) les difficultés accrues engendrées par la gestion du recours collectif par rapport à celles associées à la gestion d'autres mesures de redressement;

VU que :

- a) La conduite de la Couronne en cause dans le présent recours collectif envisagé, telle qu'elle est exposée dans la déclaration commune, concerne la discrimination dont ont été victimes les enfants des Premières Nations dans la prestation de services essentiels et du fait que la Couronne a échoué à faire en sorte que les enfants des Premières Nations ne souffrent pas de lacunes, de retards, d'interruptions ou de refus dans les services et les produits, et ce, de façon contraire à leurs droits à l'égalité garantis par la Charte. Les demandeurs allèguent que la conduite de la Couronne était discriminatoire, visait les membres du groupe, car ils étaient membres des Premières Nations, et contrevenait au paragraphe 15(1) de la Charte, aux obligations fiduciaires de la Couronne envers les Premières Nations et à la norme de diligence en common law et en droit civil.
- b) En ce qui a trait à la première condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir si les actes de procédure révèlent une cause d'action valable), les exigences minimales ne

sont pas élevées. La Cour doit trancher la question de savoir s'il est manifeste et évident que les causes d'action sont vouées à l'échec [voir *Brake c Canada (Procureur général)*, 2019 CAF 274 au para 54]. Même sans le consentement de la Couronne, je suis persuadée que les demandeurs ont suffisamment plaidé les éléments nécessaires pour chaque cause d'action aux fins de la présente requête, de sorte que la déclaration commune révèle une cause d'action raisonnable.

- c) Pour ce qui est de la deuxième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir s'il existe un groupe identifiable formé d'au moins deux personnes), le critère à appliquer consiste à établir si les demandeurs ont défini le groupe en recourant à un critère objectif, c'est-à-dire que l'on peut décider si une personne est membre du groupe sans se référer au fond de l'action [voir *Hollick c Toronto (Ville)*, 2001 CSC 68 au para 17]. Je suis convaincue que les définitions proposées pour le groupe des enfants et le groupe des familles (énoncées ci-après) présentent des critères objectifs et que l'inclusion dans chaque groupe peut être déterminée sans se référer au fond de l'action.
- d) Quant à la troisième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir si les réclamations des membres du groupe soulèvent des points de droit ou de fait communs), comme l'a indiqué la Cour d'appel fédérale au paragraphe 72 de l'arrêt *Wenham c Canada (Procureur général)*, 2018 CAF 199, l'objectif de cette étape de la détermination de l'autorisation n'est pas de déterminer les points communs, mais plutôt d'évaluer si la résolution des points est nécessaire pour régler les réclamations de chaque membre du groupe. Plus précisément, les exigences sont les suivantes :

Il faut aborder le sujet de la communauté en fonction de l'objet. La question sous-jacente est de savoir si le fait d'autoriser le recours collectif permettra d'éviter la répétition de l'appréciation des faits ou de l'analyse juridique. Une question ne sera donc « commune » que lorsque sa résolution est nécessaire pour le règlement des demandes de chaque membre du groupe. Il n'est pas essentiel que les membres du groupe soient dans une situation identique par rapport à la partie adverse. Il n'est pas nécessaire non plus que les questions communes prédominent sur les questions non communes ni que leur résolution règle les demandes de chaque membre du groupe. Les demandes des membres du groupe doivent toutefois partager un élément commun important afin de justifier le recours collectif. Pour décider si des questions communes motivent un recours collectif, le tribunal peut avoir à évaluer l'importance des questions communes par rapport aux questions individuelles. Dans ce cas, le tribunal doit se rappeler qu'il n'est pas toujours possible pour le représentant de plaider les demandes de chaque membre du groupe avec un degré de spécificité équivalant à ce qui est exigé dans une poursuite individuelle (*Western Canadian Shopping Centres*, précité, au paragraphe 39; voir aussi *Vivendi Canada Inc. c. Dell'Aniello*, 2014 CSC 1, [2014] 1 R.C.S. 3, aux paragraphes 41 et 44 à 46.)

Après avoir examiné les points communs (énoncés ci-après), je suis convaincue que les points partagent un élément commun important au règlement des réclamations de chaque membre du groupe. De plus, je conviens avec les demandeurs que ces points communs s'apparentent aux points communs similaires soulevés dans les demandes fondées sur des cas d'abus institutionnel qui ont été autorisées comme recours collectifs (par exemple, les recours collectifs liés aux pensionnats autochtones et à la rafle des années soixante), tout comme celles qui ont été autorisées dans le recours collectif de Moushoom (T-402-19/T-141-20). Je conclus donc que la condition liée aux points communs est remplie.

- e) Pour ce qui est de la quatrième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir si le recours collectif est le meilleur moyen de régler, de façon juste et efficace, les points de droit ou de fait communs), le critère du meilleur moyen comporte deux concepts

fondamentaux : i) la question de savoir si le recours collectif serait un moyen juste, efficace et pratique de faire progresser l'instance; ii) la question de savoir si le recours collectif serait préférable à tous les autres moyens raisonnables offerts pour régler les réclamations des membres du groupe. Pour statuer sur le critère du meilleur moyen, il faut examiner les points communs dans leur contexte, en tenant compte de l'importance de ceux-ci par rapport à l'instance dans son ensemble. Il peut être satisfait à ce critère même lorsqu'il y a d'importantes questions individuelles [voir *Brake*, précité, au para 85; *Wendham*, précité, au para 77, et *Hollick*, précité, aux para 27-31]. La Cour doit effectuer l'analyse de ce critère à la lumière des trois principaux objectifs du recours collectif : l'économie des ressources judiciaires, la modification des comportements et l'accès à la justice [voir *Brake*, précité, au para 86, citant *AIC Limitée c Fischer*, 2013 CSC 69 au para 22].

- f) Après avoir examiné les principes mentionnés précédemment et les facteurs prévus au paragraphe 334.16(2), je suis convaincue que le recours collectif est le meilleur moyen de régler les points de droit ou de fait communs de façon juste et efficace. Compte tenu de la nature systémique des réclamations, des obstacles majeurs à l'accès à la justice auxquels pourrait être confronté chacun des réclamants ainsi que des préoccupations exprimées par les demandeurs à l'égard des autres moyens qui existent pour régler les réclamations des membres du groupe, je suis persuadée que le recours collectif envisagé est un moyen juste, efficace et pratique de faire progresser l'instance des membres du groupe.
- g) En ce qui a trait à la cinquième condition de l'analyse concernant l'autorisation (à savoir s'il y a des représentants proposés adéquats), après avoir examiné la preuve par affidavit produite à l'appui de la requête ainsi que le plan de déroulement de l'instance détaillé, je

considère que le représentant demandeur proposé satisfait aux exigences énoncées à l'alinéa 334.16(1)e);

VU que la Cour est convaincue que toutes les conditions d'autorisation sont remplies et que les réparations demandées doivent être accordées;

LA COUR ORDONNE :

1. Les demandeurs ont droit à une prorogation du délai pour pouvoir déposer la présente requête en autorisation après le délai prévu à l'alinéa 334.15(2)b) des *Règles des Cours fédérales*.
2. Aux fins de la présente ordonnance et en plus des définitions figurant ailleurs dans la présente ordonnance, les définitions suivantes s'appliquent et d'autres termes utilisés dans la présente ordonnance ont le même sens que dans la déclaration commune :
 - a) « **Avocats du groupe** » s'entend de Fasken Martineau Dumoulin LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Co., Nahwegahbow Corbiere et Sotos LLP;
 - b) « **groupe** » s'entend collectivement du groupe des enfants et du groupe des familles;
 - c) « **groupe des enfants** » s'entend de tous les membres des Premières Nations qui n'avaient pas atteint l'âge de la majorité de la province ou du territoire concerné et qui, durant la période visée par le recours collectif, ont été privés (que ce soit à cause d'un refus ou d'une lacune) d'un service ou d'un produit public essentiel relié à un besoin confirmé ou pour qui le service ou le produit a été retardé en

raison notamment d'un manque de financement ou d'un défaut de compétence ou par la suite d'une lacune de service ou d'un conflit de compétence avec un autre gouvernement ou ministère;

- d) « **groupe des familles** » s'entend de toutes les personnes qui sont le frère, la sœur, la mère, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un membre du groupe des enfants;
- e) « **membres du groupe** » s'entend de toutes les personnes qui sont membres du groupe;
- f) « **période visée par le recours collectif** » s'entend de la période commençant le 1^{er} avril 1991 et se terminant le 11 décembre 2007;
- g) « **Première Nation** » et « **Premières Nations** » s'entendent des peuples autochtones du Canada, y compris au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, qui ne sont ni Inuits ni Métis et comprennent :
 - i. les personnes qui possèdent le statut d'Indien en vertu de la *Loi sur les Indiens*, LRC 1985, c I-5;
 - ii. les personnes qui ont droit à l'inscription en vertu de l'article 6 de la *Loi sur les Indiens* au moment de l'autorisation;
 - iii. les personnes qui ont satisfait aux critères d'appartenance à une bande prévus aux articles 10 à 12 de la *Loi sur les Indiens*, de sorte que leur communauté de Première Nation respective a décidé de l'appartenance à

ses effectifs en fixant les règles et que les personnes ont été considérées comme ayant satisfait aux exigences prévues par ces règles d'appartenance et que leur nom a été consigné dans la liste de bande;

iv. les personnes, outre celles visées aux alinéas i) à iii) ci-dessus, qui sont reconnues comme citoyens ou membres de leur Première Nation respective en vertu d'ententes ou de traités, de coutumes, de traditions et de lois autochtones à la date du procès ou du règlement du présent litige.

3. L'instance est donc autorisée comme recours collectif contre la défenderesse en vertu du paragraphe 334.16(1) des *Règles des Cours fédérales*.
4. Le groupe est composé du groupe des enfants et du groupe des familles, tous au sens défini dans la présente ordonnance.
5. Les réclamations présentées au nom du groupe à l'encontre de la défenderesse sont de nature constitutionnelle et ont trait à la négligence et au manquement à l'obligation fiduciaire de la Couronne envers le groupe.
6. La réparation demandée par le groupe comprend des dommages-intérêts, des dommages-intérêts fondés sur la Charte, la restitution, des dommages-intérêts punitifs et des dommages-intérêts exemplaires.
7. Zacheus Joseph Trout est nommé comme représentant demandeur et est réputé constitué un représentant demandeur adéquat du groupe, conformément avec les exigences de l'alinéa 334.16(1)e).

8. Les avocats du groupe sont par les présentes nommés avocats pour le groupe.

9. L'instance est autorisée sur la base des points communs suivants :
 - a) La conduite de la Couronne telle qu'elle est alléguée dans la déclaration commune [la conduite reprochée] a-t-elle porté atteinte aux droits à l'égalité garantis aux membres du groupe par le paragraphe 15(1) de la *Charte canadienne des droits et libertés*? Plus précisément :
 - i. La conduite reprochée a-t-elle créé une distinction fondée sur la race ou l'origine nationale ou ethnique des membres du groupe?
 - ii. La distinction était-elle discriminatoire?
 - iii. La conduite reprochée a-t-elle renforcé ou accentué les désavantages historiques subis par les membres du groupe?
 - iv. Dans l'affirmative, la violation du paragraphe 15(1) de la Charte était-elle justifiée au regard de l'article premier de la Charte?
 - v. Les dommages-intérêts fondés sur la Charte constituent-ils une réparation appropriée?
 - b) La Couronne a-t-elle été négligente les membres du groupe? Plus précisément :
 - i. La Couronne avait-elle une obligation de diligence envers les membres du groupe?

ii. Dans l'affirmative, la Couronne a-t-elle manqué à cette obligation de diligence?

c) La Couronne a-t-elle manqué à ses obligations prévues au *Code civil du Québec*?

Plus précisément :

i. La Couronne a-t-elle commis une faute ou engagé sa responsabilité civile?

ii. La conduite reprochée a-t-elle donné lieu à des pertes pour les membres du groupe et, dans l'affirmative, ces pertes constituent-elles un préjudice pour chacun des membres du groupe?

iii. Les membres du groupe ont-ils le droit de demander des dommages-intérêts pour les dommages moraux et matériels découlant de ce qui précède?

d) La Couronne avait-elle une obligation fiduciaire envers les membres du groupe?

Dans l'affirmative, la Couronne a-t-elle manqué à cette obligation?

e) Le montant des dommages-intérêts payables par la Couronne peut-il être partiellement déterminé de façon globale en vertu du paragraphe 334.28(1) des *Règles des Cours fédérales*? Dans l'affirmative, quel devrait en être le montant?

f) La Couronne a-t-elle tiré des avantages pécuniaires quantifiables de la conduite reprochée pendant la période visée par le recours collectif? Dans l'affirmative, la Couronne devait-elle être tenue de restituer ces avantages, et, le cas échéant, quel devrait en être le montant?

- g) La Couronne devrait-elle être condamnée à verser des dommages-intérêts punitifs et/ou majotés? Dans l'affirmative, quel devrait en être le montant?
10. Le plan de déroulement de l'instance joint à l'annexe « A » est par les présentes approuvé, sous réserve des modifications devant y être apportées par suite de la présente ordonnance et de toute autre ordonnance rendue par la Cour.
 11. La forme de l'avis d'autorisation, les modalités de l'avis ainsi que toutes les autres questions connexes seront déterminées par la Cour dans une ou des ordonnances distinctes.
 12. L'avis d'autorisation sera communiqué au même moment que l'avis d'autorisation du recours collectif complémentaire Moushoom (dossiers de la Cour T-402-19/T-141-20) dont les modalités seront déterminées par une ordonnance distincte de la Cour.
 13. Le délai d'exclusion sera de six mois à compter de la date à laquelle l'avis d'autorisation est publié selon les modalités énoncées dans une autre ordonnance de la Cour.
 14. Conformément au paragraphe 334.39(1) des *Règles des Cours fédérales*, aucuns dépens ne seront adjugés à l'une ou l'autre des parties pour la présente requête.

« Mandy Aylen »

Juge

Traduction certifiée conforme

M. Deslippes

ANNEXE A

TRADUCTION NON OFFICIELLE

Numéro de dossier de Cour : T-1120-21

COUR FÉDÉRALE RECOURS COLLECTIF PROJETÉ	
ENTRE :	
L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS et ZACHEUS JOSEPH TROUT	Demandeurs
et	
LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA	Défendeur

PLAN DE POURSUITE PROPOSÉ

Le vingt quatre (24)
septembre 2021

SOTOS LLP

180, rue Dundas Ouest
Suite 1200, Toronto ON M5G 1Z8
David Sterns dsterns@sotosllp.com
Mohsen Seddigh mseddigh@sotosllp.com
Jonathan Schachter jschachter@sotosllp.com
Téléphone: 416-977-0007
Télécopieur : 416-977-0717

KUGLER KANDESTIN

1, Place Ville-Marie
Suite 1170, Montréal QC H3B 2A7
Robert Kugler rkugler@kklex.com
Pierre Boivin pboivin@kklex.com
William Colish wcolish@kklex.com
Téléphone : 514-878-2861
Télécopieur : 514-875-8424

MILLER TITERLE & CO.

638 rue Smithe
Suite 300, Vancouver C.-B. V6B 1E3
Joelle Walker joelle@millertiterle.com
Tamara Napoleon tamara@millertiterle.com
Erin Reimer erin@millertiterle.com

Téléphone: 604-681-4112
Télécopieur: 604-681-4113

Avocats du demandeur Zacheus Joseph Trout

NAHWEGAHBOW, CORBIERE
5884, Rama Road
Suite 109, Rama ON L3V 6H6

Dianne G. Corbiere dgcorbiere@nncfirm.ca

Téléphone: 705.325.0520
Télécopieur: 705.325.7204

FASKEN MARTINEAU DUMOULIN
55, rue Metcalfe
Suite 1300, Ottawa ON K1P 6L5

Peter N. Mantas pmantas@fasken.com

Téléphone: 613.236.3882
Télécopieur: 613.230.6423

Avocats de la demanderesse l'Assemblée des Premières Nations

Table des Matières

I. DÉFINITIONS	4
II. SOMMAIRE	7
III. PROCÉDURES PRÉ-CERTIFICATION	7
A. Les Parties	8
B. Les prétentions	8
C. Requêtes préliminaires	8
D. Stratégie de communication préalable à la certification	9
E. Conférence de Règlement	10
F. Échéancier	10
IV. PROCÉDURE POST-CERTIFICATION	12
A. Échéancier	12
B. Avis de Certification, Méthode de Notification et Procédures d'Exclusions	13
C. Identification des (et communication avec les) Membres du Groupe	16
D. Production des documents	17
E. Interrogatoires préalables	18
F. Moyens préliminaires	18
G. Preuve d'experts	19
H. Détermination des Questions Communes	19
V. PROCÉDURES POSTÉRIEURES À LA DÉTERMINATION DES QUESTIONS COMMUNES	20
A. Échéancier	20

B.	Avis de détermination des Questions Communes.....	20
C.	Formulaires de réclamation.....	21
D.	Détermination et classification des Membres du Groupe	23
E.	Processus de distribution des dommages	26
F.	Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles	27
G.	Coût et financement des procédures	29
H.	<i>Règlement</i>	30
I.	Réévaluation du Plan de Poursuite	30

I. DÉFINITIONS

1. Les mots et expressions définis ci-dessous seront utilisés tout au long du présent Plan de Poursuite. Les mots et expressions définis à l'Acte introductif d'instance et qui se retrouvent également au présent Plan de Poursuite doivent, s'ils n'ont pas autrement été définis par la Cour, se voir attribuer le sens qui leur est donné à l'Acte introductif d'instance.

Administrateur du Recours Collectif (« *Class Action Administrator* ») : tout administrateur du règlement ou toute autre firme compétente désigné(e) par la Cour en vue d'assurer l'administration du recours collectif;

Avis de Certification (« *Certification Notice* ») : les informations se trouvant à l'Annexe A du présent Plan de Poursuite, telles qu'elles pourront ultérieurement être modifiées et telles qu'elles auront été approuvées par la Cour;

Avis de Détermination des Questions Communes (« *Common Issues Notices* ») : les informations figurant à l'avis portant sur les **Questions Communes** devant être certifié par la Cour à l'étape de la Certification, tel qu'il pourrait être ultérieurement modifié et tel qu'il aura été approuvé par la Cour;

Dossier du TCDP (« *CHRT Proceeding* ») : dossier du TCDP portant le numéro T1340/7008;

Formulaire de Détermination de Compensation Individuelle (« *Individual Damage Assessment Form* ») : formulaire se trouvant à l'Annexe D du présent Plan de Poursuite (tel qu'il pourrait ultérieurement être modifié et tel qu'il aura été approuvé par la Cour) et devant être utilisé par les **Membres du Groupe Approuvés** en vue de permettre l'évaluation de leurs dommages et d'amorcer le **Processus de Détermination de Compensation Individuelle**;

Formulaire d'Exclusion (« *Opt out Form* ») : formulaire se trouvant à l'Annexe B du présent Plan de Poursuite et utilisé par les Membres du Groupe souhaitant s'exclure du recours collectif (tel qu'il pourrait ultérieurement être modifié et tel qu'il aura été approuvé par la Cour);

Formulaire de Réclamation (« *Claim Form* ») : formulaire se trouvant à l'Annexe C du présent Plan de Poursuite et utilisé par les Membres du Groupe des Enfants et/ou les Membres du Groupe des Familles en vue de soumettre une réclamation (tel qu'il pourrait être ultérieurement amendé et tel qu'il aura été approuvé par la Cour);

Informations de la Couronne (« *Crown Class Member Information* ») : informations devant être communiquées par la Couronne à l'**Administrateur du Recours Collectif** et/ou aux **Procureurs du Groupe**, à la demande des demandeurs et/ou suivant une ordonnance de la Cour), , au sujet des noms et des coordonnées les plus récentes de toutes les personnes

répondant à la définition de Membres du Groupe (telle qu'elle figure à l'Acte introductif d'instance ou telle qu'elle aura autrement été déterminée par la Cour), y compris une liste des noms et coordonnées de tous les Membres du Groupe connus (provenant des informations que la Couronne a en sa possession ou sous son contrôle);

Membre Approuvé du Groupe des Familles (« *Approved Family Class Member(s)* »): tout Membre du Groupe des Familles ayant été approuvé par l'**Administrateur du Recours Collectif** puisqu'il rencontre les critères pour être un Membre Approuvé du Groupe des Familles incluant le frère, la sœur, le père, la grand-mère ou le grand-père d'un **Membre Approuvé du Groupe des Enfants** – que ce dernier soit toujours vivant ou non – pour autant qu'une telle approbation n'ait pas été contestée avec succès;

Membre Approuvé du Groupe des Enfants (« *Approved Child Class Member(s)* »): tout Membre du Groupe des Enfants ayant été approuvé par l'**Administrateur du Recours Collectif** puisqu'il rencontre les critères pour être un Membre Approuvé du Groupe des Enfants, pour autant qu'une telle approbation n'ait pas été contestée avec succès;

Membre du Groupe (« *Class Member(s)* »): toute personne répondant à la définition d'un Membre du Groupe des Enfants ou d'un Membre du Groupe des Familles, tel qu'allégué à l'Acte introductif d'instance et approuvé par la Cour;

Membre du Groupe Approuvé (« *Approved Class Member(s)* »): tout **Membre Approuvé du Groupe des Enfants** et/ou **Membre Approuvé du Groupe des Familles**;

Période d'Exclusion (« *Opt Out Period* »): la date limite pour s'exclure du recours collectif, que les demandeurs proposent de fixer à six (6) mois suivant la date à laquelle l'avis de certification à l'intention du Groupe est publié selon la procédure à être déterminée par la Cour, ou la date limite pour s'exclure du recours collectif telle qu'autrement déterminée par la Cour;

Procédures d'Exclusions (« *Opt Out Procedures* »): les procédures, telles que définies au Plan de Poursuite, permettant à des **Membres du Groupe** de s'exclure du présent recours collectif, telle qu'elles pourraient être ultérieurement modifiées et telles qu'elles auront été approuvées par la Cour;

Procédures d'Exclusions Particulières (« *Special Opt Out Procedures* »): les procédures, telles que définies au Plan de Poursuite, applicables aux **Membres du Groupe** ayant déjà entrepris des recours civils au Canada ou ayant déjà, à la connaissance de la Couronne, retenu les services d'un procureur en vue de s'exclure du présent recours collectif, telles qu'elles pourront ultérieurement être modifiées et telles qu'elles auront été approuvées par la Cour;

Processus de Détermination de Compensation Individuelle (« *Individual Damage Assessment Process* »): la procédure et la méthodologie devant être approuvées par la Cour à l'issue de l'audition portant sur les **Questions Communes**, et qui seront utilisées pour quantifier et distribuer les dommages aux **Membres du Groupe Approuvés** ayant demandé une détermination de compensation individuelle en soumettant un **Formulaire de Détermination de Compensation Individuelle**;

Processus de Distribution des Dommages (« *Aggregate Damages Distribution Process* »): système établi par la Cour en vertu duquel l'**Administrateur du Recours Collectif** doit distribuer l'ensemble des dommages aux **Membres du Groupe Approuvés**.

Procureurs du Groupe (« *Class Counsel* »): le regroupement de cabinets juridiques agissant en tant que procureurs au dossier dans le cadre du présent recours collectif, c'est-à-dire Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, Miller Titerle + Company, Nahwegahbow Corbiere, et Fasken LLP.

Méthode de Notification (« *Notice Program* »): la procédure, telle que définie au présent Plan de Poursuite, pour la communication de l'**Avis de Certification** et/ou l'**Avis de Détermination des Questions Communes** aux **Membres du Groupe**, tel qu'elle pourrait être ultérieurement modifiée et telle qu'elle aura été approuvée par la Cour;

Questions Communes (« *Common Issues* ») : les questions énumérées à l'Avis de Demande de Certification (ou à quel qu'autre document exigé ou émis par la Cour), telles qu'elles pourraient être ultérieurement modifiées et telles qu'approuvées par la Cour.

II. SOMMAIRE

2. Les demandeurs ont introduit la présente action en justice au nom de membres de Premières Nations qui allèguent que la Couronne a contrevenu à l'obligation d'égalité, les privant ainsi de produits et services d'utilités publiques. De fait, le présent recours collectif vise l'avancement des droits fondamentaux de milliers d'enfants et des membres de famille des Premières.

3. Le présent Plan de Poursuite se veut un échéancier régissant l'évolution des procédures et mettant de l'avant certaines méthodes de communication avec les Membres du Groupe conformément aux dispositions du sous-paragraphe 334.16(1)(e)(ii) des *Règles des cours fédérales*. Le présent Plan de Poursuite s'inspire en grande partie de l'action collective portant sur les pensionnats indiens¹, avec de nombreuses modifications afin de rendre la procédure plus efficace et de tenir compte des leçons acquises suite au règlement de ce dossier.

4. Le présent Plan de Poursuite définit en détail les principales étapes des procédures à venir et établit d'entrée de jeu, quoique sous toutes réserves et de façon préliminaire, de quelle manière ces étapes se dérouleront. Étant donné que le dossier en est à ses débuts, il est entendu que le Plan fera l'objet de révisions substantielles au fur et à mesure que le dossier progressera.

III. PROCÉDURES PRÉ-CERTIFICATION

5. Les demandeurs poursuivent cette action parallèlement au dossier de l'action collective consolidée liée (numéros de dossier de cour : T-402-19/T-141-20), qui concerne les services à

¹ Voir *Baxter c. Canada (Procureur Général)*, 2006 CanLII 41673 (Cour supérieure de l'Ontario), de même que les ordonnances rendues subséquemment par la Cour. Voir également le site web du *Secrétariat d'Adjudication des Pensionnats Indiens (SAPI)* : www.iap-pei.ca/home-eng.php.

l'enfant et à la famille des Premières Nations et le Principe de Jordan. Par conséquent, une grande partie du travail et des procédures sont communs à ces deux dossiers.

A. Les Parties

i. Les demandeurs

6. Les demandeurs ont suggéré que le Groupe soit divisé en deux (2) sous-groupes :
 - (a) le Groupe des Enfants; et
 - (b) le Groupe des Familles.
7. Le demandeur représentant est Zacheus Joseph Trout.

ii. La défenderesse

8. La Couronne est la défenderesse en la présente instance.

B. Les prétentions

i. L'acte introductif d'instance

9. Les demandeurs ont produit un Acte introductif d'instance.

ii. Énoncé des moyens de défense

10. La Couronne n'a produit aucun Énoncé des moyens de défense.

iii. Réclamation d'un tiers

11. La Couronne n'a produit aucune Réclamation d'un tiers

C. Requêtes préliminaires

12. Les demandeurs proposent que toute requête préliminaire soit traitée lors de la demande de certification ou tel qu'ordonnée par la Cour.

D. Stratégie de communication préalable à la certification

i. Demandes formulées par des membres potentiels du groupe

13. Les Procureurs du Groupe ont, tant avant que depuis l'introduction du présent recours collectif, reçu diverses communications de la part de Membres du Groupe concernés par les procédures.

14. Le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et l'adresse courriel de chaque Membre Potentiel du Groupe ayant contacté les Procureurs du Groupe ont été ajoutés à une base de données confidentielle. De fait, chaque Membre du Groupe est invité à s'enregistrer sur l'un ou l'autre des sites web des Procureurs du Groupe. Une fois enregistrés, les Membres du Groupe reçoivent, sur une base régulière et tant en français qu'en anglais, des mises à jour au sujet de l'évolution du recours collectif. Tout Membre du Groupe qui contacte les Procureurs du Groupe se voit répondre dans la langue qu'il préfère.

ii. Rapports d'Évolution Préalables à la Certification

15. En plus de répondre aux demandes individuelles qui leur sont adressées, les Procureurs du Groupe ont mis sur pied une page web, accessible tant en anglais qu'en français, portant spécifiquement sur le présent recours collectif : <https://sotosclassactions.com/cases/current-cases/first-nations-youth/>). Toutes les informations relatives à l'état du dossier sont postées et mises à jour régulièrement, tant en français qu'en anglais.

16. Des copies des documents de Cour produit publiquement et de toutes les décisions rendues par la Cour sont disponibles sur le site web. Les numéros de téléphone et les adresses courriel des Procureurs du Groupe se trouvant au Québec et en Ontario sont également affichés.

17. Les Procureurs du Groupe transmettent des rapports d'évolution aux Membres du Groupe ayant fourni leurs coordonnées et manifesté leur désir d'être tenus informés des développements survenant dans le cadre du recours collectif.

iii. Démarches de sensibilisation préalables à la certification

18. Les Procureurs du Groupe ont soumis les grandes lignes du recours collectif envisagé au personnel d'un centre de services sociaux d'un Conseil des Premières Nations siégeant au Québec et au Labrador, ainsi qu'à une assemblée des Directeurs de la Jeunesse de Premières Nations de la Colombie-Britannique. Les Procureurs du Groupe organisent présentement d'autres présentations similaires auprès de communautés concernées du Québec et d'autres provinces et territoires.

E. Conférence de Règlement

i. Conférence de Règlement Préalable à la Certification

19. Les demandeurs participeront à un processus de médiation préalable à la Certification en vue de déterminer si une ou plusieurs des questions soulevées dans le cadre du recours collectif pouvaient être résolues.

20. Les demandeurs proposent que la médiation préalable à la Certification se tienne un mois après le dépôt de la demande de certification et des documents à son appui, le cas échéant.

F. Échéancier

21. Les demandeurs proposent que l'échéancier pré-certification ci-dessous soit ordonné par la Cour lors d'une conférence de gestion.

	Délai
Dossier de demande de certification des demandeurs	Date de la signification et du dépôt de l'avis de la demande de certification et du dossier

	de demande de certification (« DSD »)
Dossier de l'intimé, le cas échéant	Dans les 90 jours suivant la DSD
Dossier de réplique des demandeurs, le cas échéant	Dans les 120 jours suivant la DSD
Contre-interrogatoires, le cas échéant	Dans les 150 jours suivant la DSD
Transmission des engagements	Dans les 180 jours suivant la DSD
Requêtes présentées à la suite de la tenue des interrogatoires préalables	Dans les 120 jours suivant la DSD
Tenue d'interrogatoires additionnels, si nécessaire	Dans les 230 jours suivant la DSD
Mémoire de fait et de droit des demandeurs	Dans les 250 jours suivant la DSD
Mémoire de fait et de droit de l'intimé	Dans les 280 jours suivant la DSD
Mémoire en réplique, le cas échéant	Dans les 300 jours suivant la DSD
Demande de certification et toute autre requête	Dans les 310 jours suivant la DSD

IV. PROCÉDURE POST-CERTIFICATION

A. Échéancier

i. Échéancier soumis par les demandeurs pour les démarches postérieures à la certification

22. Les demandeurs entendent tenir le procès soit selon une formule accélérée, soit en fonction d'une combinaison hybride de jugement sommaire et d'audition de vive voix.

23. Les demandeurs suggèrent que l'échéancier "post-Certification" ci-dessous soit retenu:

Début du processus de notification de la Certification aux Membres du Groupe	Date à être fixée par la Cour une fois la Certification obtenue
Échange des déclarations assermentées	Dans les 70 jours suivant la Notification de la Certification aux Membres du Groupe
Requêtes portant sur la production de documents, les interrogatoires des nombreux représentants de la Couronne, ou les interrogatoires de tiers	Dans les 110 jours suivant la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Interrogatoires préalables	Dans les 140 jours suivant la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Fin du processus de notification de la Certification aux Membres du Groupe	Dans les 90 jours de la date fixée par la Cour
Conférence de gestion de l'instance portant sur la présentation de la preuve d'experts	170 jours après la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Requêtes présentées à la suite de la tenue des interrogatoires préalables	Dans les 190 jours suivant la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Transmission des engagements	Dans les 160 jours suivant la notification de la Certification aux Membres du Groupe

Tenue d'interrogatoires additionnels, si nécessaire	Dans les 210 jours suivant la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Tenue de l'audition préliminaire portant sur les Questions Communes	250 jours après la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Expiration du délai d'exclusion	180 jours après la notification de la Certification aux Membres du Groupe
Audition portant sur les Questions Communes ou procès hybride	300 jours après la notification de la Certification aux Membres du Groupe

B. Avis de Certification, Méthode de Notification et Procédures d'Exclusions

i. Avis de Certification

24. L'Avis de Certification et tous les autres avis devant être transmis par les demandeurs aux Membres du Groupe seront traduits en français une fois finalisés et approuvés par la Cour. Les demandeurs verront, toujours sous réserve de l'approbation de la Cour, s'il est nécessaire de traduire l'Avis de Certification et/ou quelque autre avis dans un ou plusieurs langage(s) des Premières Nations.

25. Sous réserve de modifications subséquentes, l'Avis de Certification sera émis en la forme présentée à l'Annexe A du présent Plan de Poursuite.

ii. Méthode de Notification

26. Les demandeurs prévoient transmettre l'Avis de Certification conformément à la Méthode de Notification définie ci-dessous.

27. Les demandeurs communiqueront et/ou publieront l'Avis de Certification (de même que toute version traduite de celui-ci aussitôt que disponible) dans les médias suivants à compter de la date fixée par la Cour, et ce aussi fréquemment qu'il s'avèrera raisonnable de le faire selon les

ordonnances rendues par la Cour en vertu de l'article 334.32 des *Règles des Cours Fédérales*. Les demandeurs prévoient, à cette fin, retenir les Méthodes de Notification suivantes :

- (a) Un communiqué de presse adressé aux Membres du Groupe, dûment approuvé par la Cour et publié le premier jour de la période de notification;
- (b) Communications directes avec les Membres du Groupe :
 - (i) transmises par courrier ordinaire ou électronique aux coordonnées les plus récentes des Membres du Groupe fournies par la Couronne (i.e. Informations de la Couronne);
 - (ii) transmises par courrier ordinaire ou électronique à tous les Membres du Groupe ayant fourni leurs coordonnées aux Procureurs du Groupe (notamment par l'entremise de la page web portant sur le recours collectif);
- (c) Informations distribuées par l'Assemblée des Premières Nations à l'échelle de toutes les bandes membres des Premières Nations situées au Canada;
- (d) Informations transmises par courrier électronique aux sociétés d'aide aux enfants de Premières Nations situées au Canada;
- (e) Informations circulées au moyen des médias suivants:
 - (i) Journaux et autres périodiques indiens tels que *First Nations Drum*, *The Windspeaker*, *Mi'kmaq Maliseet Nations News* et *APTN National News*;
 - (ii) Chaînes de télévision telles que *The Aboriginal Peoples Television Network*; et/ou

(iii) Réseaux sociaux en ligne tels que *Facebook* et *Instagram*.

iii. Procédures d'Exclusions

28. Les demandeurs suggèrent que les Procédures d'Exclusions définies ci-dessous s'appliquent aux Membres du Groupe qui ne souhaitent pas être liés par le recours collectif.

29. L'Avis de Certification indiquera aux Membres du Groupe de quelle manière il leur est possible de s'exclure du recours collectif en produisant un Formulaire d'Exclusion auprès de l'Administrateur du Recours Collectif et/ou des Procureurs du Groupe.

30. Un seul Formulaire d'Exclusion standard s'appliquera à tous les Membres du Groupe.

31. Tout Membre du Groupe désirant s'exclure du recours collectif devra obligatoirement soumettre un Formulaire d'Exclusion à l'Administrateur du Recours Collectif et/ou aux Procureurs du Groupe à l'intérieur de la Période d'Exclusion.

32. L'Administrateur du Recours Collectif ou les Procureurs du Groupe devront, dans les trente (30) jours suivant l'expiration de la Période d'Exclusion, produire de la Cour et des Parties une déclaration assermentée contenant la liste de toutes les personnes ayant choisi de s'exclure du recours collectif.

iv. Procédures d'Exclusions Particulières

33. Les demandeurs suggèrent que les Procédures d'Exclusions Particulières définies ci-dessous s'appliquent à tous les Membres du Groupe désignés comme une partie demanderesse à quelque action civile introduite au Canada ou ayant déjà (à la connaissance de la Couronne) retenu les services d'un procureur en vue d'introduire à l'encontre de la Couronne une action civile distincte fondées sur les faits et les circonstances faisant l'objet du recours collectif.

C. Identification des (et communication avec les) Membres du Groupe

i. Identification des Membres du Groupe

34. Tel qu'indiqué plus haut, les demandeurs entendent exiger les informations que la Couronne détient au sujet des Membres du Groupe.

ii. Base de données relative aux Membres du Groupe

35. Les Procureurs du Groupe maintiendront à jour une base de données confidentielle au sujet de tous les Membres du Groupe qui les auront contactés. Une telle base de données contiendra, s'ils sont disponibles, le nom, l'adresse, le numéro de téléphone et/ou l'adresse courriel de chaque individu concerné.

iii. Réponses aux demandes formulées par les Membres du Groupe

36. Les Procureurs du Groupe, et le personnel de leur cabinet, répondront à toutes les demandes soumises par des Membres du Groupe.

37. Les Procureurs du Groupe ont mis en place une structure leur permettant de répondre demandes soumises par les Membres du Groupe dans la langue de leur choix, dans la mesure du possible.

iv. Rapports d'évolution postérieurs au Processus de Certification

38. En plus de répondre aux demandes soumises par les Membres du Groupe, les Procureurs du Groupe mettront régulièrement à jour la page web dédiée au recours collectif en y indiquant le stade d'avancement des procédures.

39. Les Procureurs du Groupe transmettront des rapports d'évolution à tous les Membres du Groupe ayant communiqué leurs coordonnées, et ce aussi souvent que nécessaire ou selon les ordonnances de la Cour.

D. Production des documents

i. Affidavits et listes de documents

40. Les demandeurs devront produire un Affidavit de Documents dans les soixante-dix (70) jours de la publication de l’Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe. La Couronne, pour sa part, devra produire une Liste de Documents dans les soixante-dix (70) jours de la publication de l’Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

41. Il est à prévoir que les Parties produiront des Affidavits (ou des Listes) de Documents additionnels au fur et à mesure que de nouveaux documents seront identifiés.

ii. Production de documents

42. Chacune des Parties devra à ses frais, au moment de transmettre ses Affidavits de Documents, fournir des copies électroniques de tous les documents produits en vertu de l’Annexe A (qui devront eux-mêmes être soumis sous forme électronique).

iii. Requêtes portant sur la production de documents

43. Toute requête portant sur la production de documents devra être présentée au cours des cent-dix (110) jours suivant la publication de l’Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

iv. Gestion des documents

44. Chaque Partie assurera la gestion des documents qu’elle produit au moyen d’un système de gestion compatible ou en conformité avec les directives émises par la Cour. Tous les documents devront être produits en format « reconnaissance optique de caractères » (ROC).

45. Chaque production de documents devrait être numérotée et numérisée en vue de permettre le repérage et la classification rapide de la documentation.

E. Interrogatoires préalables

46. Tous les Interrogatoires Préalables devront se tenir dans les cent quarante (140) jours suivant la publication de l’Avis de Certification adressée aux Membres du Groupe.
47. Les demandeurs prévoient demander à la Couronne de consentir à l’interrogatoire de plus d’un représentant. Dans l’éventualité où un désaccord survenait à ce sujet, les demandeurs suggèrent de présenter une requête dans les cent dix (110) jours de la publication de l’Avis de Certification adressée aux Membres du Groupe.
48. Les demandeurs prévoient que, sous réserve des objections et des engagements, l’Interrogatoire Préalable d’un officier de la Couronne adéquatement sélectionné et informé requerra plus ou moins dix (10) jours.
49. Les demandeurs prévoient que sous réserve des objections et des engagements, l’Interrogatoire Préalable des représentants du Groupe requerra plus ou moins une (1) journée.

F. Moyens préliminaires

i. Engagements

50. Tous les engagements souscrits devront être communiqués dans les cent soixante (160) jours suivant la publication de l’Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

ii. Requêtes portant sur des objections ou des engagements

51. Les dates d’audition des requêtes portant sur les Objections ou les Engagements soulevés au cours d’Interrogatoires Préalables seront demandées une fois la Certification obtenue. De telles requêtes devront être présentées dans les cent-quatre-vingts-dix (190) jours suivant la publication de l’Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

iii. Nouvelles comparutions et interrogatoires préalables additionnel

52. Les nouvelles comparutions ou Interrogatoires Préalables additionnels requis à la suite de la communication des réponses aux engagements ou en raison de jugements rendus sur les requêtes portant sur des objections et/ou des engagements devront avoir lieu au cours des cent cinquante (150) jours suivant la publication de l’Avis de Certification adressée au Membres du Groupe.

G. Preuve d’experts

i. Désignation des experts et identification des questions à l’étude

53. Une fois les Interrogatoires Préalables dûment complétés, une Conférence de Gestion de l’Instance devra être tenue au sujet des experts devant participer au procès et à la preuve qu’ils seront appelés à y présenter.

H. Détermination des Questions Communes

i. Audition préliminaire portant sur les Questions Communes

54. Une fois la Certification accordée, il sera demandé à la Cour de fixer la date de l’Audition Préliminaire portant sur les Question Communes.

55. Les demandeurs prévoient qu’une (1) journée complète d’audition sera requise dans le cadre de l’Audition Préliminaire. Ils suggéreront que l’Audition Préliminaire ait lieu dans les deux cents cinquante (250) jours suivant la publication de l’Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe, ou au moins quatre-vingt-dix (90) jours avant la tenue de l’audition portant sur les Questions Communes.

ii. Audition portant sur les Questions Communes

56. Une fois la Certification obtenue, il sera demandé à la Cour de fixer la date de l’audition portant sur les Questions Communes.

57. Les demandeurs suggèrent que l'audition portant sur les Questions Communes ait lieu trois cent (300) jours après la publication de l'Avis de Certification adressé aux Membres du Groupe.

58. Parce qu'elle variera en fonction d'une multitude de facteurs, la durée de l'audition portant sur les Questions Communes sera déterminée au cours de la Conférence de Gestion d'Instance.

V. PROCÉDURES POSTÉRIEURES À LA DÉTERMINATION DES QUESTIONS COMMUNES

A. Échéancier

i. Échéancier des demandeurs

59. Les demandeurs suggèrent à la Cour d'ordonner que l'échéancier ci-dessous s'appliquera suite au jugement portant sur les Questions Communes :

Émission de l'Avis de Détermination des Questions Communes	Dans les 90 jours de la décision portant sur les Questions Communes
Début des auditions portant sur les Questions Individuelles, le cas échéant	Débute 120 jours après que la décision ait été rendue
Début du Processus de détermination de compensations individuelles	Débute 240 jours après que la décision ait été rendue
Expiration (de plein droit) du délai de production des Formulaires de Réclamation	Un (1) an après que la décision ait été rendue
Expiration (de plein droit en certaines circonstances ou en vertu d'une permission de la Cour) du délai de production des Formulaires de Réclamation	Un (1) an après que la décision ait été rendue

B. Avis de détermination des Questions Communes

i. Notification aux Membres du Groupe

60. Sous réserve de modifications subséquentes, l'Avis de Détermination des Questions Communes sera substantiellement dans la forme approuvée par la Cour lors de l'audition portant sur les Questions Communes. Il pourra contenir, entre autres choses et sous réserve de

l'approbation de la Cour, certaines informations au sujet de dommages accordés et de circonstances justifiant la détermination de compensations individuelles.

61. Les demandeurs soumettent que l'Avis de Détermination des Questions Communes devrait circuler dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant le jugement portant sur les Questions Communes.

62. L'Avis de Détermination des Questions Communes sera mis en circulation de la même manière que l'Avis de Certification, ou de la façon déterminée par la Cour.

C. Formulaires de réclamation

i. Utilisation des formulaires de réclamation

63. Il sera demandé à la Cour d'approuver (conformément aux dispositions de l'article 334.37 des *Règles des Cours Fédérales*) l'utilisation d'un Formulaire de Réclamation standardisé par tout Membre du Groupe susceptible d'avoir droit à une portion des dommages octroyés ou à quelque forme de compensation individuelle.

ii. Obtention et production d'un formulaire de réclamation

64. La procédure d'obtention et de production d'un Formulaire de Réclamation sera décrite en détail à l'Avis de Détermination des Questions Communes.

65. Sous réserve de modifications subséquentes et de l'approbation de la Cour, les demandeurs suggèrent qu'un seul et même Formulaire de Réclamation standardisé (respectant le gabarit se trouvant à l'Annexe C) s'applique aux trois (3) sous-groupes du Groupe.

66. Les demandeurs suggèrent également que les Membres du Groupe ayant besoin d'aide ou de soutien au moment de compléter un Formulaire de Réclamation puissent bénéficier de conseils

adéquats. Si nécessaire, un processus visant à désigner un tuteur ou un fiduciaire chargé d'apporter de l'aide ou du soutien aux Membres du Groupe sera mis sur pied.

67. Avant de compléter un Formulaire de Réclamation, le Membre du Groupe pourra passer en revue les renseignements détenus par Canada pertinents à sa réclamation (autrement dit, les Informations de la Couronne), qui pourront inclure :

- (a) tous les dossiers en lien avec le placement volontaire ou forcé du Membre du Groupe au sein d'un environnement hors-foyer au cours de la Période du Recours Collectif;
- (b) tous les dossiers indiquant que le Membre du Groupe a eu besoin d'un produit ou d'un service;
- (c) tous les dossiers confirmant que le Membre du Groupe a requis un produit ou un service;
- (d) tous les dossiers relatif au fait que le produit ou le service public demandé par le Membre du Groupe lui a été refusé;
- (e) tous les dossiers relatifs aux produits et/ou aux services que la Couronne a effectivement fournis au Membre du Groupe; et/ou
- (f) tous les dossiers faisant état d'une quelconque relation familiale entre un Membre du Groupe des Familles et un Membre du Groupe des Enfants.

68. Tous les Membres du Groupe devront produire le Formulaire de Réclamation prescrit auprès de l'Administrateur du Recours Collectif et/ou des Procureurs du Groupe à l'intérieur des délais indiqués ci-dessous, ou tels que déterminés par la Cour.

69. Il sera de la responsabilité de l'Administrateur du Recours Collectif de recueillir tous les Formulaires de Réclamation.

iii. Délai de Production des Formulaires de Réclamation

70. Les Membres du Groupe seront informés du délai de production des Formulaires de Réclamation par le biais de l'Avis de Détermination des Questions Communes.

71. Les demandeurs soumettent que les Membres du Groupe devraient bénéficier d'un délai d'un an à compter jugement portant sur les Questions Communes afin de déposer un Formulaire de Réclamation de plein droit, ou selon le délai déterminé par la Cour.

72. Les demandeurs soumettent également que les Membres du Groupe devraient, en certaines circonstances particulières définies par la Cour (par exemple : le fait qu'ils n'étaient pas au courant de leurs droits) ou avec la permission de la Cour (par exemple : en raison de l'état de santé physique ou mentale), avoir le droit de produire un Formulaire de Réclamation plus d'un an après le jugement sur les Questions Communes.

D. Détermination et classification des Membres du Groupe

i. Approbation des Membres du Groupe des Enfants

73. Il reviendra à l'Administrateur du Recours Collectif de déterminer si la personne qui soumet un Formulaire de Réclamation en tant que Membre du Groupe des Enfants se qualifie effectivement comme Membre du Groupe.

74. L'Administrateur du Recours Collectif fondera la détermination dont il est question au paragraphe 75 sur les informations figurant au Formulaire de Réclamation et sur les directives émises par la Cour lors de l'Audition portant sur les Questions Communes. De telles directives pourront, entre autres choses, répondre aux questions suivantes: (a) si le Membre du Groupe a eu besoin d'un produit ou d'un service à quelque moment que ce soit de la Période du Recours Collectif; (b) si le Membre du Groupe s'est vu refuser le produit ou service en question; (c) si la livraison du produit ou service requis s'est vue retardée ou perturbée; (d) si un(e) tel(le) refus,

retard ou perturbation était attribuable à un manque de fonds, à une absence de juridiction ou à un conflit de compétence entre paliers ou départements gouvernementaux; et/ou (e) si un(e) tel(le) refus, retard ou perturbation est survenu(e) après que le Membre du Groupe eût atteint l'âge de la majorité applicable au sein de la province ou du territoire pertinent.

75. L'Administrateur du Recours Collectif procédera également à ces déterminations en fonction des Informations de la Couronne relatives au nombre de Membres du Groupe ayant reçu un produit ou un service en vertu du Principe Jordan (depuis le prononcé de la Décision du TCDP).

76. L'Administrateur du Recours Collectif devra, lorsque cela s'avèrera nécessaire et adéquat, requérir par écrit que la Couronne et/ou le Membre du Groupe des Enfants ayant soumis un Formulaire de Réclamation lui communique(nt) davantage d'informations.

ii. Approbation des Membres du Groupe des Familles

77. Il reviendra à l'Administrateur du Recours Collectif de déterminer si la personne qui soumet un Formulaire de Réclamation en tant que Membre du Groupe des Familles se qualifie effectivement comme Membre du Groupe des Familles.

78. L'Administrateur du Recours Collectif procédera à la détermination dont il est question au paragraphe 79 sur les renseignements figurant au Formulaire de Réclamation et sur les Informations qu'aura fournies la Couronne au sujet de la relation existant entre le potentiel Membre du Groupe des Familles et un Membre Approuvé du Groupe des Enfants.

79. L'Administrateur du Recours Collectif devra, lorsque cela s'avèrera nécessaire et adéquat, requérir par écrit que le Membre du Groupe Jordan ayant soumis un Formulaire de Réclamation lui communique davantage d'informations.

iii. Membres du Groupe décédés

80. La succession de tout Membre du Groupe décédé le ou après le 1er avril 1991 peut soumettre un Formulaire de Réclamation dans le cadre du présent recours collectif.

81. S'il appert que le Membre du Groupe Décédé se serait qualifié en tant que Membre du Groupe Approuvé, sa succession aura le droit d'être indemnisée conformément au Processus de Distribution des Dommages. À moins qu'elle n'y soit explicitement autorisée par la Cour, aucune succession ne pourra être indemnisée en vertu du Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles.

iv. Notification des Membres du Groupe / Enregistrement et Contestation des Décisions

82. Dans les trente (30) jours de la réception d'un Formulaire de Réclamation, l'Administrateur du Recours Collectif devra aviser le requérant de sa décision de le reconnaître ou de le rejeter en tant que Membre du Groupe Approuvé. Les personnes dont le statut de Membre du Groupe n'aura pas été reconnu se verront expliquer de quelle manière elles peuvent contester la décision rendue par l'Administrateur du Recours Collectif. Les demandeurs suggèrent que la procédure de contestation inclut la possibilité de soumettre un Formulaire de Réclamation modifié, accompagné de pièces justificatives permettant de démontrer que le requérant est bel et bien un Membre du Groupe.

83. Toutes les parties intéressées auront l'opportunité d'en appeler de toute décision rendue par l'Administrateur du Recours Collectif devant la Cour, ou selon une façon à être déterminée. Les Procureurs du Groupe pourront interjeter appel d'une décision pour et au nom des personnes concernées.

84. L'Administrateur du Recours Collectif conservera tous les dossiers des Membres du Groupe Approuvés ainsi que les Formulaires de Réclamation qu'ils auront soumis, et il communiquera une fois par mois ces informations aux Procureurs du Groupe, à la Couronne et à toute autre partie intéressée. Les Procureurs du Groupe et/ou toute partie intéressée pourront, dans les trente (30) jours de la réception des informations, contester la décision rendue par l'Administrateur du Recours Collectif en transmettant à ce dernier (et à toute autre partie concernée) un exposé de leurs motifs de contestation. La partie répondante aura alors trente (30) jours pour répliquer par écrit à la demande de contestation, à l'expiration desquels l'Administrateur du Recours Collectif devra reconsidérer la décision qu'il a prise et assurer un suivi auprès de toutes les parties.

E. Processus de distribution des dommages

i. Distribution des dommages

85. L'Administrateur distribuera de la manière déterminée par la Cour les dommages obtenus au bénéfice de tous les Membres du Groupe Approuvés.

86. Les demandeurs proposeront que les Membres du Groupe Approuvés aient droit à une certaine proportion des dommages déterminée par l'Administrateur du Recours Collectif en fonction de critères à être approuvés par la Cour, lesquels comprennent, sans s'y limiter : (a) le temps qu'un Membre du Groupe a été privé d'un produit ou d'un service en raison d'un refus, d'un délai ou d'une perturbation (le tout en contravention du Principe de Jordan); (b) l'importance, pour l'enfant, du produit ou du service, et (c) la relation familiale existant entre un Membre du Groupe des Familles et un Membre du Groupe des Enfants.

87. Une fois qu'il les aura informés de la décision qu'il a prise au sujet de leur appartenance à un groupe ou à un autre, l'Administrateur du Recours Collectif devra, à l'intérieur d'un délai

raisonnable que la Cour aura fixé, aviser les Membres du Groupe Approuvés de la proportion de dommages à laquelle chacun a droit en vertu du Processus de Distribution des Dommages approuvé par la Cour.

88. L'Administrateur du Recours Collectifs devra également, le cas échéant, transmettre à chaque Membre du Groupe Approuvé une série de documents comprenant : de l'information quant à la façon de percevoir les dommages auquel il a droit; de l'information quant à l'opportunité pour le Membre du Groupe de recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles; des copies du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle accompagnées d'un guide indiquant comment compléter le Formulaire en question; et les coordonnées de ressources susceptibles de fournir des conseils juridiques indépendants. De telles informations seront communiquées selon une forme et un style appropriés à la culture des interlocuteurs, au moyen de médiums interactifs tels que des capsules vidéo d'apprentissage.

ii. Évaluation individuelle des dommages

89. Une fois informés de leur droit au paiement de dommages, les Membres du Groupe Approuvés pourraient être avisés de l'opportunité de bénéficier d'une compensation individuelle établie conformément au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles, tel que défini ci-après.

F. Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles

i. Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle

90. Lorsqu'un Membre du Groupe Approuvé est informé de son droit de percevoir des dommages et de recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles, il recevra un exemplaire du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle se trouvant à l'Annexe D.

91. Les demandeurs suggèrent qu'une demande de dommages individuels soit valablement formée par l'envoi d'un Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle à l'attention de l'Administrateur du Recours Collectif, étant entendu et convenu que seules les personnes désirant recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles seront tenues de produire un Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle.

ii. Évaluation des Compensations Individuelles

92. Il pourrait être demandé à la Cour d'approuver la structure d'un Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles une fois rendu le jugement portant sur les Questions Communes, ou au moment autrement déterminé par la Cour.

93. Un tel Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles serait mis à la disposition de tous les Membres du Groupe Approuvés, à l'exception de ceux qui, de l'avis de la Cour à l'issue de l'audition portant sur les Questions Communes, n'ont pas droit à une Compensation Individuelle.

iii. Auditions portant sur les Points Individuels

94. Il sera demandé à la Cour d'émettre des directives, ou de désigner certaines personnes devant lui faire rapport en vertu de l'article 334.26 des *Règles des Cours Fédérales*, ou encore de nommer un juge chargé de réaliser un échantillonnage de test impliquant des Membres du Groupe Approuvés sélectionnés et qui ont choisi de recourir au Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles, et cela en vue d'éclaircir les points qui pourraient demeurer pertinents à la suite de la détermination des Questions Communes – par exemple :

- (a) Règles d'audition régissant les évaluations individuelles;
- (b) Grille de compensations individuelles;

- (c) Résolution de différends portant sur la définition de concepts essentiels tels que « service essentiel », « retard » et « conflit de juridiction » et
- (d) Toute autre question soulevée par la Cour ou une partie au cours des débats entourant la détermination des Questions Communes.

G. Coût et financement des procédures

i. Frais juridiques des demandeurs

95. Les frais juridiques encourus par les demandeurs seront payés suivant une formule à pourcentage, sujet à l'approbation de la Cour conformément à l'article 334.4 des *Règles des Cours Fédérales*.

96. L'entente intervenue entre les Représentants du Groupe et les Procureurs du Groupe stipule que les honoraires et déboursés payables à ces derniers seront établis de la manière suivante :

- (a) Recouvrement collectif: vingt pour cent (20%) des premiers deux cent millions de dollars (\$200,000,000) recueillis par voie de règlement ou en vertu d'un jugement, plus dix pour cent (10%) de tout montant recueilli en excédent de la somme de deux cent millions de dollars (\$200,000,000) par voie de règlement ou en vertu d'un jugement;
ET
- (b) Recouvrement individuel: vingt-cinq pour cent (25%) des montants recueillis par voie de règlements ou en vertu d'un jugement.

ii. Financement des dépenses et débours

97. Tous les dépenses et débours de nature juridique encourus par les Représentants du Groupe ont été (et continueront à être) financés par les Procureurs du Groupe – à moins que les Représentants du Groupe et les Procureurs du Groupe n'en viennent éventuellement à la conclusion qu'il est dans le meilleur intérêt du Groupe d'obtenir du financement auprès de

tierces parties. En pareil cas, les Procureurs du Groupe aviseraient la Cour de la situation et requerraient son approbation.

H. Règlement

i. Négociations et offres de règlement

98. Les demandeurs ont entretenu des négociations avec la Couronne en vue de parvenir à un règlement équitable du litige, dans un délai raisonnable.

ii. Médiation et autres modes de résolution de conflits volontaires

99. Les demandeurs ont participé à des séances de médiation et d'autres négociations en vue de résoudre le litige ou de circonscrire les questions en litige.

I. Réévaluation du Plan de Poursuite

i. Flexibilité du Plan de Poursuite

100. Le présent Plan de Poursuite sera réévalué sur une base régulière et pourrait faire l'objet de modifications, avant ou après la détermination des Questions Communes, en fonction de gestion de l'instance continue assurée par la Cour, ou de toute autre manière que la Cour estime appropriée.

Le vingt SOTOS LLP
 quatre (24) 180 rue Dundas Ouest
 septembre Suite 1200
 2021 Toronto, ON M5G 1Z8

David Sterns (LSO#
 36274J)
dsterns@sotosllp.com
 Mohsen Seddigh (LSO#
 70744I)
mseddigh@sotosllp.com
 Jonathan Schachter (LSO#
 63858C)
jschachter@sotosllp.com
 Tél: 416-977-0007
 Téléc.: 416-977-0717

Avocats et procureurs du demandeur Zacheus Joseph Trout

**NAHWEGAHBOW,
 CORBIERE**
 5884 Rama Road,
 Suite 109
 Rama, ON L3V 6H6

Dianne G. Corbiere
dgcorbiere@nncfirm.ca

Tél.: 705.325.0520
 Téléc: 705.325.7204

KUGLER KANDESTIN
 1 Place Ville-Marie
 Suite 1170
 Montréal, QC H3B 2A7

Robert Kugler
rkugler@kklex.com
 Pierre Boivin
pboivin@kklex.com
 William Colish
wcolish@kklex.com
 Tél.: 514-878-2861
 Téléc.: 514-875-8424

**FASKEN MARTINEAU
 DUMOULIN**
 55 rue Metcalfe
 Suite 1300
 Ottawa, ON K1P 6L5

Peter N. Mantas
pmantas@fasken.com

Tél: 613.236.3882
 Téléc: 613.230.6423

Avocats et procureurs de la demanderesse Assemblée des Premières Nations

MILLER TITERLE + CO.
 638 Smithe Street
 Suite 300
 Vancouver, BC V6B 1E3

Joelle Walker
joelle@millertiterle.com
 Tamara Napoleon
tamara@millertiterle.com
 Erin Reimer
erin@millertiterle.com
 Tél.: 604-681-4112
 Téléc.: 604-681-4113

ANNEXE “A”

AVIS DE CERTIFICATION SUGGÉRÉ**VEUILLEZ LIRE LE PRÉSENT AVIS AVEC ATTENTION PUISQU'IL POURRAIT AVOIR UN IMPACT SUBSTANTIEL SUR L'EXERCICE DE VOS DROITS****Nature de la Poursuite**

En mars 2019, Sotos LLP, Kugler Kandestin LLP, et Miller Titerle + Co. (collectivement, les "Procureurs du Groupe") ont introduit (devant la Cour Fédérale du Canada siégeant dans le district judiciaire de Montréal, un recours collectif à l'encontre du Procureur Général du Canada (la "Couronne") pour et au nom de demandeurs membres des Premières Nations.

Le recours collectif allège qu'entre le 1^{er} avril 1991 et le 11 décembre 2007, la Couronne a mis en place, à l'échelle du territoire canadien, des politiques de financement discriminatoires ayant eu pour conséquence que plusieurs enfants de Premières Nations se sont vus refusés ou ont reçu tardivement certains produits et services publics.

Le recours collectif a été intenté au bénéfice des membres du Groupe suivant :

(a) tous les jeunes membres des Premières Nations qui se sont vu refuser un produit ou un service public ou à l'égard desquels la livraison d'un produit ou service public s'est vue retardée ou perturbée en raison d'un manque de fonds, d'une absence de juridiction ou d'un conflit de compétence entre paliers ou départements gouvernementaux, entre le 1^{er} avril 1991 et le 11 décembre 2007;

(b) les membres de la famille immédiate d'un membre du sous-groupe défini au paragraphe (a) ci-dessus.

Par ordonnance rendue le [INSCRIRE LA DATE], l'honorable juge [INSCRIRE LE NOM] a certifié l'action intentée à titre de recours collectif et a désigné Zacheus Joseph Trout à titre de représentant du Groupe.

La Cour a également décidé que les questions suivantes, qui s'appliquent à l'ensemble du Groupe, seront débattues lors d'une audition portant sur les Questions Communes :

- [INSCRIRE LES QUESTIONS COMMUNES RECONNUES PAR LE TRIBUNAL]
- ...

Participation au recours collectif

Si vous correspondez à la définition du Groupe, vous êtes automatiquement considéré(e) comme un Membre du Groupe, à moins de vous exclure du recours collectif de la manière décrite ci-dessous. Tous les Membres du Groupe seront liés par le jugement rendu par la Cour, ou tout règlement conclu par les Parties et subséquemment approuvé par la Cour.

À ce stade des procédures, la Cour ne s'est pas prononcée sur les chances de recouvrement des demandeurs ou du Groupe, ni sur le mérite des allégations des demandeurs et/ou des moyens de défense invoqués par la Couronne.

Honoraires, Déboursés et Autres Frais

Vous n'aurez jamais à payer quelque honoraire, déboursé ou autre frais. Lorsqu'il question des honoraires et déboursés judiciaires à prévoir, les Représentants du Groupe et les Procureurs du Groupe ont convenu d'un mandat de représentation prévoyant que les cabinets juridiques concernés seront rémunérés suivant une formule à pourcentage – ce qui signifie en pratique qu'ils ne seront payés qu'en cas de jugement favorable ou d'un règlement hors Cour approuvé.

Vous ne serez d'aucune manière tenu(e) responsable des frais de justice de la partie défenderesse en cas d'échec du recours collectif. Tous les honoraires professionnels payés aux Procureurs du Groupe sont assujettis à l'approbation de la Cour.

Exclusion

Si vous souhaitez, en tant que Membre du Groupe, vous exclure du recours collectif, vous devez compléter et acheminer un « Formulaire d'Exclusion » au plus tard le [INSCRIRE LA DATE-LIMITE]. Il vous est possible de télécharger le Formulaire d'Exclusion à partir du site web [INSCRIRE L'ADRESSE DU SITE WEB].

Les Membres du Groupe ayant choisi de s'exclure du recours collectif à l'intérieur du délai stipulé ci-dessus ne recevront aucune des sommes qui pourraient être obtenues par les demandeurs dans ce recours collectif. Tous les

Membres du Groupe qui n'auront pas demandé à être exclus du recours collectif avant l'expiration du délai seront liés par tout jugement rendu à l'issue des procédures (qu'il soit ou non favorable aux demandeurs), de même que par tout règlement intervenu et subséquemment approuvé par la Cour.

Coordonnées

Si vous avez quelque question ou préoccupation au sujet du contenu du présent Avis ou de l'évolution du recours collectif, il vous est possible de contacter les Procureurs du Groupe de différentes manières :

Téléphone: [NUMÉRO DE TÉLÉPHONE]

Courriel: [ADRESSE COURRIEL]

Ligne d'information sans frais: [NUMÉRO]

Courrier ordinaire: [ADRESSE POSTALE]

ANNEXE “B”

1283306.1

Error! Unknown document property name.

FORMULAIRE D'EXCLUSION

À L'ATTENTION DE:
[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]
[Adresse postale]
[Adresse courriel]
[Numéro de téléphone]
[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je ne souhaite pas participer au recours collectif connu sous le nom de *Zacheus Joseph Trout et als c. Procureur Général du Canada* et portant sur certains actes de discrimination commis à l'encontre d'enfants de Premières Nations. Je comprends qu'une fois exclu(e), je ne pourrai d'aucune manière participer à la distribution des sommes octroyées ou payées dans le cadre du recours collectif, et que si je souhaite obtenir compensation, je devrai introduire une action civile distincte et décider si j'engage un avocat pour me représenter à mes propres frais.

Date: _____

Signature

Nom complet

Numéro civique, numéro d'appt.

Ville, province, code postal

Numéro de téléphone

Adresse courriel

Le présent avis doit être transmis par voie de courrier ordinaire ou de courriel au plus tard le _____ 2022 pour être considéré valide.

ANNEXE “C”

1283306.1

Error! Unknown document property name.

FORMULAIRE DE RÉCLAMATION

À L'ATTENTION DE:

[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

[Adresse postale]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je, soussigné(e), _____ (inscrivez votre nom complet, incluant votre nom de jeune fille le cas échéant), confirme avoir reçu l'Avis du Recours Collectif National connu sous le nom de *Zacheus Joseph Trout et als c. Procureur Général du Canada* et portant sur certains actes de discrimination commis à l'encontre d'enfants de Premières Nations. Ma date de naissance est le _____ (Inscrire le jour, le mois et l'année)

J'estime être un Membre du Groupe et souhaite, en cette qualité, soumettre une réclamation en tant que membre du(des) sous-groupe(s) ci-dessous. (Veuillez cocher d'un X la ou les cases appropriée(s))

Groupe des Enfants

Groupe des Familles

Si vous estimez appartenir au Groupe des Enfants, veuillez résumer ci-dessous les produits et/ou services publics dont vous aviez besoin entre le 1^{er} avril 1991 et le 11 décembre 2007 mais qui vous ont été refusés ou ont été livrés tardivement ou de manière inadéquate.

Produits et/ou services dont vous aviez besoin	Avez-vous fait la demande de tels produits et/ou services?	Les produits et/ou services en question ont-ils été refusés ou livrés tardivement ou de manière inadéquate?	Date(s) du besoin, de la demande et du refus, du retard ou de la perturbation

Si vous estimez appartenir au Groupe des Familles, veuillez décrire ci-dessous la relation existant entre vous et un ou plusieurs Membres du Groupe des Enfants:

Nom complet et numéro de réclamation de chaque Membre Approuvé du Groupe des Enfants faisant partie de votre famille	Relation existant entre vous et cette personne (i.e. la mère, le frère, la soeur, le grand-père ou la grand-mère d'un Membre Approuvé du Groupe des Enfants)

Mon adresse postale est la suivante:

Numéro civique, numéro d'appt.

Ville, province

Code postal

Numéro(s) de téléphone

Adresse courriel

Signature: _____ Date: _____

ANNEXE “D”

1283306.1

Error! Unknown document property name.

FORMULAIRE D'ÉVALUATION DE COMPENSATION INDIVIDUELLE

À L'ATTENTION DE:

[ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

[Adresse postale]

[Adresse courriel]

[Numéro de téléphone]

[Numéro de télécopieur]

ATTN: [ADMINISTRATEUR DU RECOURS COLLECTIF À ÊTRE DÉSIGNÉ]

Je, soussigné(e), _____ (inscrivez votre nom complet, incluant votre nom de jeune fille le cas échéant) confirme avoir été informé(e) du fait que je suis un Membre Approuvé du Groupe des Enfants. Mon numéro de réclamation est _____ [inscrivez le numéro de réclamation qui vous a été attribué]

Je confirme également qu'on m'a bien expliqué dans quelle mesure et de quelle manière je peux exiger une évaluation de compensation individuelle conformément aux paramètres du Processus d'Évaluation de Compensations Individuelles.

Je reconnais et conviens que j'ai l'opportunité d'obtenir des conseils juridiques indépendants au sujet du processus et qu'il m'est possible d'obtenir de l'assistance gratuite en vue de compléter le présent formulaire en contactant [inscrire les coordonnées du point de contact].

Je résume ci-dessous l'expérience que j'ai vécue lorsque les produits et/ou services publics dont j'avais besoins m'ont été refusés ou ont été livrés tardivement ou de manière inadéquate, de même que les conséquences d'une telle expérience.

[La forme du Formulaire d'Évaluation de Compensation Individuelle sera établie une fois qu'un jugement aura été rendu à propos des Questions Communes, étant entendu que l'objectif du document sera de recueillir les informations suivantes auprès de Membres du Groupe Approuvés]:

- *Faits, situations et circonstances ayant justifié la demande d'un produit ou d'un service public;*
- *Raisons expliquant le refus de livraison du produit ou service;*
- *Département(s) de contact;*
- *Autorisations permettant à la Couronne d'obtenir certains documents; et*
- *Toutes autres informations jugées nécessaires ou utiles.]*

Signature: _____ Date: _____

1283306.1

Error! Unknown document property name.

Annexe C - Cadre visant les services de soutien offerts aux réclamants dans le processus d'indemnisation

Services de soutien au mieux-être holistique dans le cadre de l'indemnisation découlant des recours collectifs concernant les Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations et le principe de Jordan

Les parties aux négociations sur le règlement de l'indemnisation quant aux Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations (SEFPN) et au principe de Jordan reconnaissent la nécessité d'offrir aux membres des groupes des services de soins de santé et de soutien culturel qui tiennent compte des traumatismes, adaptés à la culture autochtone et accessibles dans le cadre du processus d'indemnisation, ainsi que des services de soutien dont ils pourraient avoir besoin après que le processus d'indemnisation sera terminé et au cours de leur vie. Comme les partenaires des Premières Nations ont fait valoir la pertinence sur le plan culturel du [Programme de soutien en santé : résolution des questions des pensionnats indiens](#) (PSS-RQPI), les services présentés sont conformes au PSS-RQPI et tiennent particulièrement compte des besoins des enfants, des jeunes et des familles. Selon cette ligne de conduite, il s'agirait de s'inspirer des meilleures pratiques et des mesures novatrices démontrées dans le cadre du PSS-RQPI, de les mettre en valeur et de favoriser le continuum du mieux-être mental des membres des Premières Nations ainsi que la continuité des services offerts aux membres des groupes. Le financement accordé aux fournisseurs de services des Premières Nations dans le cadre du PSS-RQPI ne saurait priver les autres membres des collectivités de l'accès aux soutiens culturels et émotionnels. De plus, cette ligne de conduite serait maintenue dans le cadre du processus de réclamation actuel. Les membres des groupes ont accès à des services de counseling en santé mentale payés, peu importe leur admissibilité aux services de santé non assurés.

La ligne de conduite repose sur les considérations suivantes :

- Il s'agira de veiller à ce que les services soient conformes au [Cadre du continuum du mieux-être mental des Premières Nations](#) (CCMMPN), qui a été largement approuvé par les partenaires des Premières Nations et élaboré avec eux afin que la culture en soit le fondement et que des soutiens d'orientation holistiques soient mis en place.
- La ligne de conduite visera à soutenir la plus grande cohorte de clients en recours collectif à ce jour, laquelle est sans précédent en raison de l'accent mis sur les enfants et les jeunes et/ou les expériences négatives vécues durant l'enfance.
- Afin de tenir compte de la nature générationnelle de la présente indemnisation, les services de soins de santé mentale et les soutiens culturels devront être accessibles durant tout le processus de réclamation et faire preuve de souplesse afin de s'adapter aux différentes échéances relatives à l'indemnisation et aux **besoins en matière de soutien** à mesure que les membres des groupes vont atteindre l'âge de la majorité. La ligne de conduite décrite dans la présente annexe mise sur le réseau actuel de fournisseurs de services afin de permettre l'accès à une continuité de services, y compris les programmes communautaires des Premières Nations, les équipes de mieux-être en santé mentale, les services de consultation des services de santé non assurés et d'autres services.
- La ligne de conduite visera à soutenir et à financer les partenaires régionaux des Premières Nations ainsi que les gouvernements des Premières Nations afin de mettre en œuvre des services de soutien dans le cadre du processus de réclamation.
- Les services de soins de santé mentale et les soutiens culturels fournis par les fournisseurs de services dans le cadre de l'entente de contribution seront accessibles à tous les membres des collectivités touchées.
- Les membres adultes des groupes bénéficieront de services appropriés grâce au réseau actuel de services de soins de santé et de soutien culturel, dont la capacité sera augmentée.

- Les enfants et les jeunes bénéficieront avantageusement de services spécialisés tenant compte des traumatismes, fournis par les organisations existantes des Premières Nations qui offrent déjà des services aux enfants, aux jeunes et aux familles.
- Les enseignements retenus à la suite de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) révèlent que les clients ont eu recours aux services rapidement par rapport aux premières années du PSS-RQPI, ce qui est probablement dû à une sensibilisation accrue et à l'accessibilité améliorée des services.
- Il est nécessaire de mettre en place une ligne de communication spéciale comportant une fonction de messagerie instantanée et offrant des services de gestion de cas aux membres des groupes, lesquels pourront, en toute confidentialité, accéder facilement à des services qui tiennent compte des traumatismes et qui sont fondés sur des évaluations adaptées sur le plan culturel ainsi qu'à des services de gestion de cas complets.
- La gestion de cas a pour but d'éviter que les membres des groupes n'aient à répéter leur histoire et de réduire au minimum le risque de nouveau traumatisme.
- Il est essentiel de collaborer avec le Service correctionnel du Canada (SCC), les services correctionnels provinciaux et territoriaux et les centres de détention pour jeunes (CDJ) afin de veiller à ce que les services soient fournis aux membres des groupes qui sont en détention.
- Il est également essentiel de collaborer avec divers fournisseurs de services en éducation (communautaires, fédéraux, provinciaux et territoriaux) afin de veiller à ce que les services offerts ou recommandés soient accessibles aux enfants d'âge scolaire, notamment grâce à l'expertise des programmes jeunesse existants et des équipes de mieux-être mental qui travaillent en étroite collaboration avec les écoles.

Principes directeurs

PRINCIPES	DESCRIPTION
Services professionnels destinés aux enfants et aux jeunes	Le développement sain pendant l'enfance et l'adolescence est un déterminant social clé de la santé et est associé à une amélioration des résultats liés à la santé des familles et des communautés des Premières Nations. Parmi les services efficaces destinés aux enfants et aux jeunes Autochtones, mentionnons les programmes qui adoptent une approche globale, sont centrés sur la communauté et sont intégrés par celle-ci; renforcent les capacités et le leadership; insistent sur les forces et la résilience; s'attaquent aux déterminants de la santé sous-jacents; mettent l'accent sur les facteurs de protection; incorporent les valeurs, les savoirs et les pratiques culturelles autochtones; et font participer de manière significative les enfants, les jeunes, les familles et la communauté (CCMMPN, p. 16; Réflexions sur la promotion de la santé mentale des populations chez les enfants et les jeunes autochtones au Canada , p. 5). Il est essentiel de faire en sorte que les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations puissent bénéficier d'un environnement sûr et accueillant où leurs besoins seront examinés en temps opportun. De plus, il importe de faire appel à des experts du développement de l'enfant et à des services en neurodiversité, et de tenir compte d'autres considérations.
Soins axés sur le client au sein d'un cercle ou d'un contexte familial et communautaire holistique	Ces services et ces aides misent sur les forces individuelles, familiales et communautaires, tiennent compte des besoins holistiques de la personne, de la famille et de la communauté (p. ex. physiques, spirituels, mentaux, culturels, émotionnels et sociaux) et sont offerts dans différents contextes (Honorer nos forces, p. 45). Les services sont accessibles sans égard aux critères d'admissibilité et au lieu de résidence. Ils tiennent compte des besoins en matière de neurodiversité, en particulier dans le cas des enfants et des jeunes.

PRINCIPES	DESCRIPTION
<p>Prise en compte des traumatismes, prise en compte du développement de l'enfant</p>	<p>Les soins tenant compte des traumatismes reposent sur la compréhension, la reconnaissance et la réponse aux effets de tous les types de traumatismes vécus en tant que personnes à différents stades du développement de la vie et perçoivent les traumatismes au-delà de leur incidence individuelle comme étant de longue durée, transcendant les générations de familles et de communautés entières. Une ligne de conduite tenant compte des traumatismes met l'accent sur la sécurité physique, psychologique et émotionnelle, tant pour les clients que pour les prestataires de soins, et aide les survivants (individus, familles et communautés) à regagner un sentiment de contrôle et d'autonomie. Les services tenant compte des traumatismes considèrent que le fondement de tout service est constitué de relations authentiques et compatissantes. Dans le cadre de soins tenant compte des traumatismes, les communautés, les fournisseurs de services ou les travailleurs de première ligne sont en mesure de mieux comprendre les besoins et les vulnérabilités des clients des Premières Nations ayant subi un traumatisme (CCMMPN : Implementation Guide, p. 81 (en anglais seulement)).</p>
<p>Réalisation d'évaluations adaptées sur le plan culturel</p>	<p>Les cadres, les tests et les processus d'évaluation doivent être élaborés dans une perspective autochtone, et leur contenu doit être adapté sur le plan culturel (Thunderbird Partnership Foundation, <i>A Cultural Safety Toolkit for Mental Health and Addiction Workers In-Service with First Nations People</i> (en anglais seulement)).</p>
<p>Fourniture d'un continuum de services coordonnés et complets (p. ex. sensibilisation à d'autres programmes et services)</p>	<p>Un soutien actif et organisé doit être offert aux personnes et aux familles pour les aider à accéder aux services du bon élément, à passer d'un élément à un autre ou à leur proposer une large gamme de services et d'aides qui répondent à leurs besoins. Un continuum de services essentiels complet comprend les éléments suivants : promotion de la santé, prévention, développement de la communauté et éducation; dépistage et interventions précoces; interventions en situation de crise; coordination et planification des soins; services de désintoxication; soins tenant compte des traumatismes subis; et soutien et suivi (Honor nos forces, p. 4; CCMMPN, p. 46). Le continuum de services aura but d'éviter que les membres du groupe aient à répéter leur histoire.</p>
<p>Renforcement de la coordination et de la planification des soins</p>	<p>La coordination et planification des soins permet d'assurer un lien rapide, un accès accru et une pertinence culturelle et une sécurité dans l'ensemble des services et des mesures de soutien. Elle permet de tirer le meilleur parti des ressources par une planification, une utilisation et un suivi efficaces des services disponibles. Elle comprend une communication constante et axée sur la collaboration ainsi qu'une planification et une surveillance des diverses options de soins répondant aux besoins holistiques particuliers d'une personne (CCMMPN, p. 18; Honor nos forces, p. 66).</p>
<p>Personnel culturellement compétent grâce à un auto-examen continu</p>	<p>Il importe que le personnel soit conscient de ses propres perceptions et attitudes concernant les différences culturelles. Il doit notamment avoir des connaissances et une ouverture sur les réalités culturelles et environnementales des personnes desservies. Le présent élément comporte un processus d'auto-examen continu et de croissance organisationnelle à l'intention des fournisseurs de services et du système dans son ensemble dans le but de répondre adéquatement aux besoins des Premières Nations (Honor nos forces, p. 9 et 60).</p>
<p>Main-d'œuvre durable et qualifiée sur le plan culturel : perfectionnement à long terme des</p>	<p>L'éducation, la formation et le perfectionnement professionnel sont des éléments essentiels pour que les Premières Nations disposent d'une main-d'œuvre durable et qualifiée grâce à des lignes de conduite à long terme qui assurent la continuité des services. En ce qui concerne l'acquisition ou le perfectionnement des compétences, on peut s'assurer d'informer les</p>

PRINCIPES	DESCRIPTION
fournisseurs de services aux Premières Nations	travailleurs de ce qui existe au moyen d'occasions d'apprentissage officielles et informelles, de la supervision, ainsi que de la transmission des connaissances au sein et à l'extérieur de la communauté (CCMMPN, p. 49 et 50).
Équipes multidisciplinaires communautaires (équipes de mieux-être mental)	Fondées sur la culture et le développement communautaire, ces équipes multidisciplinaires sont mises sur pied et dirigées par les collectivités, grâce à l'engagement communautaire et à des partenariats, ce qui favorise l'adoption d'une approche intégrée en matière de prestation de services (approche multigouvernementale et multisectorielle) afin de créer un réseau de services pour les membres des Premières Nations vivant dans les réserves et à l'extérieur de celles-ci (CCMMPN, p. 27 et p. 11; Honorer nos forces, p. 82). Cette approche pourrait être associée ou intégrée à des soutiens d'orientation permettant aux membres des groupes d'évaluer leur admissibilité au processus de réclamation et d'y accéder.
Programmes communautaires	Des services et des mesures de soutien communautaires complets, pertinents et respectueux de la culture sont élaborés en réponse aux besoins communautaires. Les programmes communautaires tiennent compte de tous les niveaux de connaissances, d'expertise et de leadership dont dispose la communauté (CCMMPN, p. 9 et p. 45).
Prestation de services souples	Les services doivent être élaborés en tenant compte de la diversité ainsi qu'être souples, réceptifs, accessibles et adaptables à de multiples contextes afin de répondre aux besoins des personnes, des familles et des communautés des Premières Nations pendant toutes les étapes de la vie (CCMMPN, p. 40 et p. 47). Les communautés éloignées devront faire l'objet d'une attention particulière.

Volet 1 : Ligne de conduite relative à la coordination des services et aux équipes de soins en matière de soutien aux réclamants

Éléments	Alignement sur le CCMMPN
<ul style="list-style-type: none"> Des équipes de soins interdisciplinaires seront mises en place à l'intention des membres des groupes afin de favoriser un accès coordonné et continu aux services et aux soutiens, dans la mesure du possible. Les coordonnateurs des services en poste dans les organisations des Premières Nations à l'échelle du pays assumeront la fonction de gestion de cas et dirigeront les équipes chargées des services de soutien administratif, financier, sanitaire et culturel (y compris la supervision professionnelle, si nécessaire), en fonction des besoins des membres des groupes. Les coordonnateurs des services ne fourniront pas les services eux-mêmes, mais agiront comme point de contact central pour les membres des groupes. Les équipes de soins seront établies grâce à des partenariats entre diverses organisations locales/régionales (p. ex. les institutions financières des Premières Nations, les fournisseurs du PSS-RQPI, les réseaux d'entraide par les pairs, etc.). L'Entente de règlement définitive devrait indiquer ce que doit inclure le critère de base relatif aux services fournis par l'équipe de soins et la description des fonctions de coordination des services. Dans la mesure du possible, les services seront offerts dans les langues locales/régionales des Premières Nations. 	<ul style="list-style-type: none"> Moyen efficace et novateur d'accroître l'accès aux services et d'en améliorer l'homogénéité : intervention directe, évaluation, traitement, counseling, gestion de cas, orientation et suivi. La culture comme fondement. Élaboration et direction par les communautés. Ligne de conduite fondée sur les besoins et les forces des communautés. Modèle efficace permettant d'établir des relations qui favorisent les collaborations en matière de prestation de services, tant avec les provinces et les territoires qu'entre les fournisseurs de services

Éléments	Alignement sur le CCMPN
<ul style="list-style-type: none"> • Une personne-ressource au sein de la communauté doit être désignée afin de représenter l'équipe de soins sous-régionale. • Un réseau national/régional de coordonnateurs de services serait constitué aux fins de la rétroaction, laquelle serait transmise au comité de mise en œuvre du règlement. Ces réseaux offriraient également des services de soutien, de formation et d'évaluation par les pairs. 	communautaires, culturels et cliniques.

Volet 2 : Renforcement du réseau existant de services de soins de santé et de soutien culturel

Éléments	Alignement sur le CCMPN
<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agira de mettre à profit et d'élargir le réseau existant de services de soins de santé et de soutien culturel au sein des organisations autochtones et des Premières Nations, en privilégiant les soutiens destinés aux enfants et aux familles, afin de fournir des soins tenant compte des traumatismes aux membres des groupes dans le cadre du processus de règlement. Certaines de ces organisations feraient partie du réseau existant du PSS-RQPI, de l'ENFFADA, des externats et d'autres fournisseurs de services, tandis que d'autres pourraient être de nouveaux fournisseurs, en particulier afin d'accroître l'accès des enfants et des jeunes aux services et aux soutiens. 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement souple et amélioré. • Développement de la communauté, appropriation par la communauté et renforcement des capacités. • Autodétermination. • La culture comme fondement. • Les Premières Nations jouent un rôle clé dans l'embauche du personnel afin de s'assurer que celui-ci est reconnu par leur communauté. • Les communautés sont en mesure de veiller à ce que les services fournis soient adaptés et respectueux d'un point de vue culturel.

Volet 3 : Accès à des services de counseling en santé mentale pour tous les membres des groupes

Éléments	Alignement sur le CCMPN
<ul style="list-style-type: none"> • Les services de counseling en santé mentale destinés aux personnes, aux familles et aux communautés seront fournis par des professionnels de la santé réglementés (c.-à-d. des psychologues, des travailleurs sociaux, des praticiens ou des personnes autorisées à célébrer des cérémonies de la culture autochtone) qui sont en règle avec leur organisme de réglementation respectif et qui sont inscrits auprès de SAC. L'accès aux services de counseling ne dépend pas du lieu de résidence ni de l'admissibilité aux services de santé non assurés. • Les services de counseling seraient offerts dans les cabinets privés des professionnels de la santé, des praticiens et des personnes autorisées à célébrer des cérémonies de la culture autochtone, et seraient principalement 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement souple et amélioré. • Développement de la communauté, appropriation par la communauté et renforcement des capacités. • Autodétermination. • Amélioration de l'accès aux services pour les membres des groupes et leurs familles, conformément à ce qui est

Éléments	Alignement sur le CCMPN
<p>rémunérés par SAC selon le principe de la rémunération à l'acte. Les professionnels pourraient se rendre dans les communautés et recevoir un montant calculé selon une formule d'indemnité journalière.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les services virtuels de counseling en santé mentale seront admissibles, selon les spécifications des ordres professionnels. 	<p>indiqué par les partenaires des Premières Nations.</p>

Volet 4 : Amélioration des services de soutien de la ligne d'écoute d'espoir ou d'une autre ligne téléphonique spéciale

Éléments	Alignement sur le CCMPN
<ul style="list-style-type: none"> • Il s'agira de mettre en place une équipe de soutien spécialisée à l'intention des membres des groupes, accessible dans les langues des Premières Nations, y compris ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'accès à des spécialistes de l'enfance et de la jeunesse qui tiennent compte notamment des traumatismes et dont l'approche est axée sur le développement de l'enfant; ○ une fonction de gestion de cas; ○ l'orientation vers des équipes de soins spécialisées par l'intermédiaire de coordonnateurs de services (volet 1); ○ l'orientation vers une ligne d'information relative au processus de demande. • Les employés de la ligne téléphonique recevront une formation sur les recours collectifs, le déroulement de la plainte devant le TCDP et d'autres documents juridiques, politiques et sociaux connexes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Système de soins de qualité et prestation de services adaptés à la culture. • Amélioration de l'accès aux services requis.

Annexe D - Âges de la majorité des provinces et des territoires

Province / Territoire	Âge de la majorité	Disposition / loi applicable
Alberta	18 ans	<p>« [TRADUCTION] Quiconque atteint l'âge de 18 ans, atteint de ce fait la majorité et cesse d'être mineur. »</p> <p>Source : <i>Age of Majority Act</i>, RSA 2000, c A-6, art. 1</p>
Colombie-Britannique	19 ans	<p>« [TRADUCTION] Depuis le 15 avril 1970, a) une personne atteint l'âge de la majorité le jour de ses 19 ans au lieu de ses 21 ans, et b) une personne qui, à cette date, a atteint l'âge de 19 ans, mais pas de 21 ans, est réputée avoir atteint la majorité à cette date. »</p> <p>Source : <i>Age of Majority Act</i>, RSBC 1996, c 7, par. 1(1)</p>
Manitoba	18 ans	<p>« Quiconque atteint l'âge de 18 ans, atteint de ce fait la majorité et cesse d'être mineur. »</p> <p>Source : <i>Loi sur l'âge de la majorité</i>, C.P.L.M. 1988, c. A-7, art. 1</p>
Nouveau-Brunswick	19 ans	<p>« Une personne atteint l'âge de la majorité et cesse d'être mineure le jour de ses 19 ans. »</p> <p>Source : <i>Loi sur l'âge de la majorité</i>, LRN-B 2011, ch. 103, par. 1(1)</p>
Terre-Neuve-et-Labrador	19 ans	<p>« [TRADUCTION] Quiconque atteint l'âge de 19 ans a) atteint l'âge de la majorité et b) cesse d'être une personne mineure. »</p> <p>Source : <i>Age Of Majority Act</i>, SNL 1995, c A-4.2, art. 2</p>
Territoires du Nord-Ouest	19 ans	<p>« Devient majeur et n'est plus mineur quiconque atteint l'âge de 19 ans. »</p> <p>Source : <i>Loi sur l'âge de la majorité</i>, L.R.T.N.-O. 1988, ch. A-2, art. 2</p>

Province / Territoire	Âge de la majorité	Disposition / loi applicable
Nouvelle-Écosse	19 ans	« [TRADUCTION] Devient majeur et n'est plus mineur quiconque atteint l'âge de dix-neuf ans. » Source : <i>Age of Majority Act</i> , RSNS 1989, c 4, par. 2(1)
Nunavut	19 ans	« Devient majeur et n'est plus mineur quiconque atteint l'âge de 19 ans. » Source : <i>Loi sur l'âge de la majorité</i> , L.R.T.N.-O. (Nu) 1988, ch. A-2, art. 2
Ontario	18 ans	« Quiconque atteint l'âge de dix-huit ans atteint l'âge de la majorité et cesse d'être une personne mineure. » Source : <i>Loi sur la majorité et la capacité civile</i> , L.R.O. 1990, chap. A.7, art. 1
Île-du-Prince-Édouard	18 ans	« [TRADUCTION] Quiconque atteint l'âge de dix-huit ans atteint l'âge de la majorité et cesse d'être une personne mineure. » Source : <i>Age of Majority Act</i> , RSPEI 1988, c A-8, art. 1
Québec	18 ans	« L'âge de la majorité est fixé à 18 ans. La personne, jusqu'alors mineure, devient capable d'exercer pleinement tous ses droits civils. » Source : <i>Code civil du Québec</i> , ch. CCQ-1991, c. 64, art. 153
Saskatchewan	18 ans	« [TRADUCTION] Quiconque atteint l'âge de dix-huit ans atteint l'âge de la majorité et cesse d'être une personne mineure. » Source : <i>Age of Majority Act</i> , RSS 1978, c A-6, par. 2(1)
Yukon	19 ans	« Est majeur et n'est plus mineur quiconque atteint l'âge de 19 ans. » Source : <i>Loi sur l'âge de la majorité</i> , LRY, ch. 2, art. 1

**Annexe E - Tableau récapitulatif de la
ligne de conduite relative au groupe des
enfants lésés par le non-respect du
principe de Jordan et au groupe Trout**

GROUPE	CRITÈRES	MONTANT
Groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan (2007-2017)	Degré de préjudice important dû à une lacune, un retard ou un refus dans les services essentiels aux termes du cadre relatif aux services essentiels OU Degré de préjudice le plus important indiqué dans le questionnaire ¹ OU lacune, retard ou refus dans les services essentiels ne figurant pas dans le cadre relatif aux services essentiels, mais qui remplit les critères du paragraphe 6.07 ET du ceux degré de préjudice le plus important indiqué dans le questionnaire ¹	Minimum de 40 000 \$
	Degré de préjudice le moins important dû à une lacune, un retard ou un refus dans les services essentiels aux termes du cadre relatif aux services essentiels OU Lacune, retard ou refus dans les services essentiels ne figurant pas dans le cadre relatif aux services essentiels qui remplit les critères du paragraphe 6.07, MAIS pas ceux du degré de préjudice le plus important indiqué dans le questionnaire ¹	Maximum de 40 000 \$ ²
Groupe Trout (1991-2007)	Degré de préjudice important dû à une lacune, un retard ou un refus dans les services essentiels aux termes du cadre relatif aux services essentiels OU Degré de préjudice le plus important indiqué dans le questionnaire ¹ OU lacune, retard ou refus dans les services essentiels ne figurant pas dans le cadre relatif aux services essentiels, mais qui remplit les critères du paragraphe 6.07 ET du ceux du degré de préjudice le plus important indiqué dans le questionnaire ¹	Minimum de 20 000 \$
	Degré de préjudice le moins important dû à une lacune, un retard ou un refus dans les services essentiels aux termes du cadre relatif aux services essentiels OU Lacune, retard ou refus dans les services essentiels ne figurant pas dans le cadre relatif aux services essentiels qui remplit les critères du paragraphe 6.07, MAIS pas ceux du degré de préjudice le plus important indiqué dans le questionnaire ¹	Maximum de 20 000 \$ ³

¹ À déterminer après examen des pièces justificatives et des réponses au questionnaire.

² Le montant sera fonction du nombre de réclamants visés par le budget de 3 milliards de dollars alloué à au groupe des enfants lésés par le non-respect du principe de Jordan.

³ Le montant sera fonction du nombre de réclamants visés par le budget de 2 milliards de dollars alloué à au groupe des enfants du groupe Trout.

**Annexe F - Tableau d'exemples de la
ligne de conduite relative au groupe des
familles des enfants retirés de leur foyer**

**Tableau d'exemples de la ligne de conduite relative
au groupe des familles des enfants retirés de leur foyer**

Le tableau ci-dessous présente des exemples de différents scénarios dans lesquels plusieurs parents responsables ou grands-parents responsables demandent et obtiennent une indemnisation à l'égard d'un (1) enfant retiré de son foyer.

Nombre de personnes approuvées dans la catégorie A : parents responsables (biologiques)	Nombre de personnes approuvées dans la catégorie B : parents responsables (parents adoptifs ou beaux-parents)	Nombre de personnes approuvées dans la catégorie C : grands-parents responsables	Disposition
2	2	4	<ul style="list-style-type: none"> • Les parents de la catégorie A reçoivent chacun une (1) indemnité de base. • Les autres catégories ne reçoivent aucune indemnité.
1	2	4	<ul style="list-style-type: none"> • Le parent de la catégorie A reçoit une (1) indemnité de base. • Les parents de la catégorie B reçoivent une quote-part de la totalité de l'indemnité de base restante (1). • Les grands-parents de la catégorie C ne reçoivent aucune indemnité.
1	1	4	<ul style="list-style-type: none"> • Le parent de la catégorie A reçoit une (1) indemnité de base. • Le parent de la catégorie B reçoit une (1) indemnité de base. • Les grands-parents de la catégorie C ne reçoivent aucune indemnité.
0	2	4	<ul style="list-style-type: none"> • Les parents de la catégorie B reçoivent chacun une indemnité de base. • Les grands-parents de la catégorie C ne reçoivent aucune indemnité.
0	3	4	<ul style="list-style-type: none"> • Les parents de la catégorie B reçoivent une quote-part du montant correspondant à deux (2) indemnités de base (1). • Les grands-parents de la catégorie C ne

Nombre de personnes approuvées dans la catégorie A : parents responsables (biologiques)	Nombre de personnes approuvées dans la catégorie B : parents responsables (parents adoptifs ou beaux-parents)	Nombre de personnes approuvées dans la catégorie C : grands-parents responsables	Disposition
			reçoivent aucune indemnité.
0	1	1	<ul style="list-style-type: none"> • Le parent de la catégorie B reçoit une (1) indemnité de base. • Les grands-parents de la catégorie C reçoivent une (1) indemnité.
0	1	2 ou plus	<ul style="list-style-type: none"> • Le parent de la catégorie B reçoit une (1) indemnité de base. • Les grands-parents de la catégorie C reçoivent une quote-part d'une (1) indemnité de base.
0	0	1 ou 2	<ul style="list-style-type: none"> • Les grands-parents de la catégorie C reçoivent une (1) indemnité de base chacun.
0	0	3 ou plus	<ul style="list-style-type: none"> • Les grands-parents de la catégorie C reçoivent une quote-part du montant correspondant à deux (2) indemnités de base.

Annexe G - Principes directeurs du comité de placement

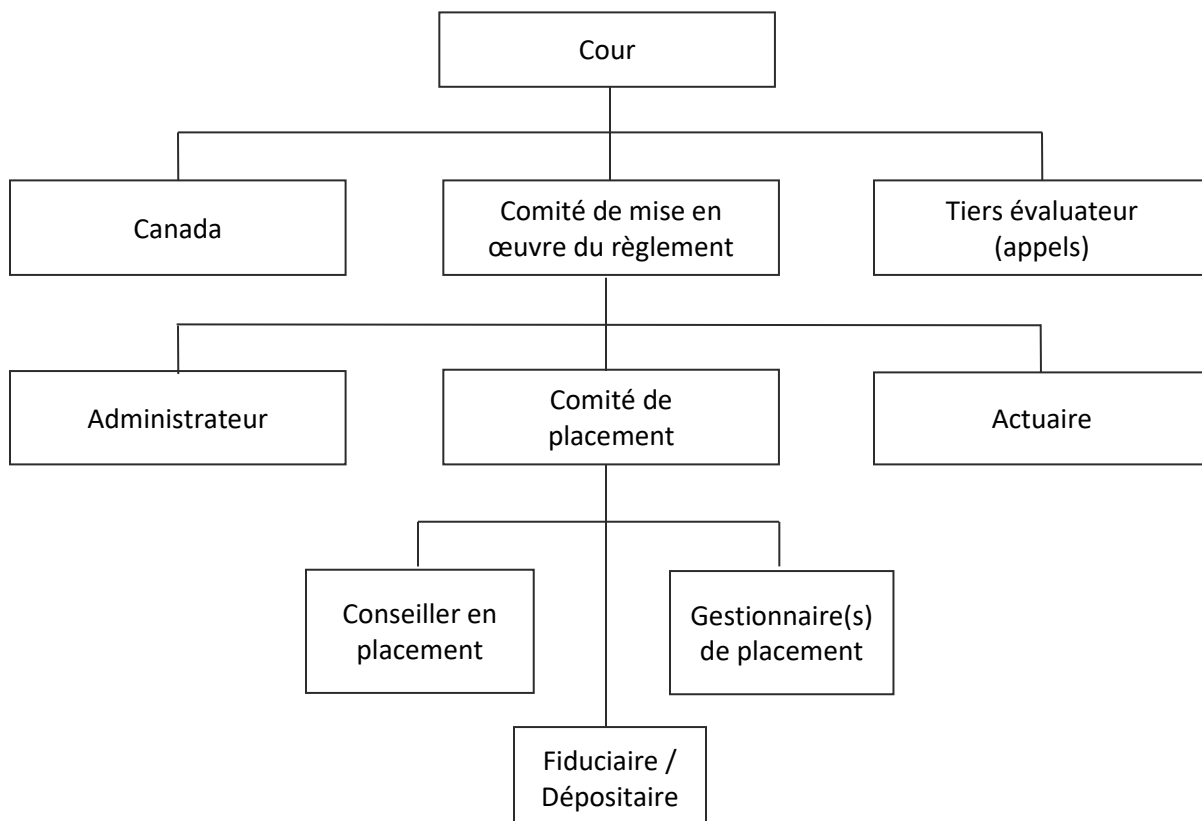
ANNEXE G

Principes directeurs du comité de placement

La présente annexe énonce les principes qui guideront l'élaboration du mandat du comité de placement par le comité de mise en œuvre du règlement, comme le prévoit l'Entente de règlement définitive.

Structure de gouvernance de base relative au comité de placement :

- Afin de faciliter la gestion efficace des fonds du règlement, le comité de placement devrait être constitué de manière à ce que le comité de mise en œuvre du règlement en assume directement la supervision.** Le comité de placement devrait être autorisé à prendre des décisions dans le cadre de son mandat d'une manière indépendante, tout en relevant du comité de mise en œuvre du règlement et, en dernier ressort, de la Cour. Le comité de placement doit être en mesure de communiquer avec l'administrateur et l'actuaire, que ce soit par l'intermédiaire du comité de mise en œuvre du règlement ou à titre indépendant.
- Le comité de mise en œuvre du règlement devrait être responsable de la supervision de l'ensemble du processus, y compris de la résolution des problèmes qui peuvent survenir de temps à autre.** Si cela se révélait nécessaire, le comité de mise en œuvre du règlement serait l'organe chargé de demander des instructions à la Cour, au nom des groupes, de l'administrateur, de l'actuaire ou du comité de placement.



3. **Un énoncé des objectifs de placement établi par le comité de mise en œuvre du règlement devrait constituer la ligne directrice du comité de placement.** Ces objectifs ne devraient pas prévoir de méthodes prescriptives, mais plutôt établir les résultats souhaités, dont la mise en œuvre pour atteindre ces résultats serait confiée au comité de placement.
4. **Le comité de placement devrait être habilité, dans le cadre de son mandat, à prendre les mesures suivantes :**
 - a) établir, réviser et tenir à jour un énoncé des politiques et procédures de placement, conformément aux objectifs de placement établis par le comité de mise en œuvre du règlement;
 - b) réviser les objectifs de placement et recommander des modifications aux objectifs de placement au comité de mise en œuvre du règlement;
 - c) selon les conseils du conseiller en placement et de l'actuaire, examiner la répartition des actifs de la fiducie aux fins de s'assurer qu'elle est conforme aux objectifs de rendement et à la tolérance au risque de la fiducie. Au besoin, modifier la répartition des actifs afin de s'assurer que la fiducie continue d'investir prudemment et de façon diversifiée afin d'atteindre ses objectifs à long terme;
 - d) désigner un conseiller en placement et une société fiduciaire pour le fonds et pour un fonds de dépenses dans le cas où les dépenses de mise en œuvre seraient prépayées par le Canada, et les recommander au comité de mise en œuvre du règlement;
 - e) déterminer le nombre de gestionnaires de placement auxquels il sera fait appel de temps à autre. Sélectionner et nommer le(s) gestionnaire(s) de placement, établir le mandat de chaque gestionnaire de placement, mettre fin au mandat du(des) gestionnaire(s) de placement et/ou effectuer un rééquilibrage des fonds entre les gestionnaires de placement, le tout selon les conseils du conseiller en placement;
 - f) examiner périodiquement (une fois par période de deux ans, annuellement, semestriellement ou trimestriellement) le rendement du conseiller en placement, du dépositaire et de la société fiduciaire et faire rapport des résultats de l'examen au comité de mise en œuvre du règlement;
 - g) embaucher le conseiller en placement chargé de fournir des conseils au besoin;
 - h) recevoir, examiner et approuver les rapports du conseiller en placement, du ou des gestionnaires de placement et de la société fiduciaire pour le fonds;
 - i) demander au conseiller en placement et/ou au(x) gestionnaire(s) de placement de mettre en œuvre toute décision du comité de placement;

- j) déléguer au(x) gestionnaire(s) de placement les décisions relatives au placement du fonds conformément à l'énoncé des politiques et procédures de placement;
- k) veiller à la conformité des placements et des procédures de placement du fonds à l'énoncé des politiques et des procédures de placement;
- l) avec l'aide du conseiller en placement, surveiller le rendement des placements du fonds dans son ensemble. Surveiller et examiner tous les aspects du rendement et des services du ou des gestionnaires de placement, y compris le style, le profil de risque et les stratégies de placement;
- m) surveiller les risques auxquels le fonds est exposé en ce qui concerne le régime d'indemnisation global;
 - i. avec l'aide du conseiller en placement, effectuer un examen annuel des risques du fonds conjointement avec l'examen effectué par le comité de mise en œuvre du règlement et à tout autre moment que le comité de placement juge opportun;
 - ii. mettre en œuvre les stratégies d'atténuation des risques jugées judicieuses et rendre compte des résultats au comité de mise en œuvre du règlement;
- n) fournir une assistance à l'auditeur, le cas échéant;
- o) faire des recommandations au comité de mise en œuvre du règlement concernant les protocoles et politiques approuvés par la Cour qui ont une incidence sur les placements du fonds, y compris leur adoption, leur modification et leur cessation;
- p) recevoir les rapports périodiques de l'actuaire concernant les paiements futurs prévus au titre de l'indemnisation (montants et dates) et, à la lumière des conseils du conseiller en placement, déterminer s'il est nécessaire de modifier l'énoncé des politiques et procédures de placement ou les mandats confiés au(x) gestionnaire(s) de placement;
- q) suivre les directives du comité de mise en œuvre du règlement et faire preuve de diligence à son égard.